



**HAL**  
open science

# Panthéon ou église Sainte-Geneviève? Les ambiguïtés d'un monument (1830-1885)

Denis Bocquet

► **To cite this version:**

Denis Bocquet. Panthéon ou église Sainte-Geneviève? Les ambiguïtés d'un monument (1830-1885). Histoire. 1992. hal-00817287

**HAL Id: hal-00817287**

**<https://enpc.hal.science/hal-00817287v1>**

Submitted on 24 Apr 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Paris I. Panthéon-Sorbonne

Année 1991-1992

PANTHEON OU EGLISE SAINTE-  
GENEVIEVE?  
LES AMBIGUITES D'UN MONUMENT  
1830-1885

**DENIS BOCQUET**

Mémoire de maîtrise,  
sous la direction du professeur ALAIN CORBIN



## AVANT-PROPOS

L'objet de cette étude n'est pas de reprendre l'histoire de l'art au Panthéon, ni d'apporter de nouvelles données concernant le monument lui-même. D'excellents ouvrages ont été publiés à ce sujet, et parmi ceux-ci, le catalogue d'une exposition qui s'est tenue à l'hôtel de Sully en 1989 est précieux.<sup>1</sup> Je voudrais au contraire m'attacher à décrire la façon dont on conçoit ce monument, et comment l'opinion des différentes époques reçoit ce qui s'y passe. La période 1830-1885 est propice à ce genre de recherche, puisque rien ne se passe vraiment au Panthéon-Sainte-Geneviève. Personne n'y est inhumé, et, à de rares exceptions près, le monument ne sert à rien.

Il devient dès lors intéressant de comprendre pourquoi un tel monument est délaissé d'une manière aussi radicale, et pourquoi derrière les soubresauts de sa destination légale, la réalité se révèle aussi plate. La basilique dédiée à Geneviève et construite par Soufflot, transformée en temple des grands hommes en 1791 et restitué à la religion sous l'Empire et la Restauration, est à nouveau consacrée aux grands hommes en 1830. En 1848, la Seconde République en fait un éphémère temple de l'Humanité, avant que Louis-Napoléon ne le rende au clergé en 1851. Sous la Commune, il s'agit à nouveau d'un temple de l'Humanité. En 1871, l'édifice retourne sous le contrôle de l'Eglise. En 1885, enfin, à l'occasion de la mort de Victor Hugo, le Panthéon naît sous la forme que nous connaissons aujourd'hui.

C'est ainsi un dix-neuvième tourmenté que connaît en apparence le monument. Mais une étude plus précise montre que la réalité n'est pas aussi agitée qu'il n'y paraît et que bien souvent le Panthéon est oublié. Je vais donc tâcher de repérer les modalités de ce double processus, de cet effacement que cache un destin à rebondissements. Pour cela, c'est la réception des thèmes concernant le Panthéon qui fournira de précieux indices.

---

<sup>1</sup> Le Panthéon, symbole des révolutions, Paris, Picard, C.N.M.H.S., 1989, 339p.

Les problèmes de l'analyse de la réception

Le concept de réception est emprunté à la critique littéraire, de même que celui d'horizon d'attente, que nous aurons aussi l'occasion d'utiliser. C'est Hans R. Jauss<sup>2</sup> qui a formulé les principales données de ce problème d'analyse de la réception par un public, une opinion d'une oeuvre, d'une réalisation artistique.

Il serait vain de prétendre transposer ici les théories de Jauss, qui sont destinées à s'appliquer à la littérature et à l'histoire de la littérature, dans le domaine historique. Retenons en simplement la nécessité d'une attention à l'environnement de chaque oeuvre, et le besoin, pour comprendre le devenir de cette oeuvre, d'étudier les instances de réception auxquelles elle est nécessairement confrontée. Pour nous, ces instances sont synthétisées dans une valeur floue, l'opinion en général, avec toutes nuances que l'usage de ce terme d'opinion requiert pour notre période. Pour mieux comprendre l'histoire du Panthéon-Sainte-Geneviève, il nous faudra prêter attention à l'identité de ceux qui accordent de l'importance à la question, à leurs réactions face à chaque changement d'affectation, où face à la mise au jour d'une oeuvre artistique. Car "l'opinion" *jk* réagit, ne reçoit, que lorsque des signes lui sont envoyés, ou lorsqu'un brusque changement de la situation politique permet de poser de nouvelles questions. Si rien de public ne se passe au Panthéon, si la situation politique est calme, l'étude de la réception est impossible, puisque personne ne parle du sujet de notre étude.

### Les sources

Pour essayer de comprendre ce que l'autorité entend faire au Panthon et la manière dont elle conçoit ce monument, nous avons utilisé essentiellement les séries F. 13 (Bâtiments civils), F. 21 (Beaux-Arts) et 56 A.J. (Agence du Panthéon) des Archives Nationales, ainsi que, ponctuellement, la série A.A. des Archives de la Préfecture de Police. Dans cette masse considérable de documents, nous avons porté une attention plus particulière à tout ce qui pouvait nous fournir des indications sur l'idée que se faisaient ministres, architectes et autres inspecteurs du monument dont ils avaient la charge. Des lettres aux rapports, des devis aux factures, de nombreux documents recèlent d'informations intéressantes à ce propos.

---

<sup>2</sup> voir: Jauss (Hans Robert) Pour une esthétique de la réception. Préface de Jean Starobinski. Paris. Gallimard. 1978. 3üSp.

Mais nous ne pouvons nous limiter à cet aspect de la recherche, et délaisser l'étude d'une composante plus anonyme et plus difficile à saisir de l'opinion, c'est-à-dire le peuple de Paris dans son ensemble, les gens des rues de la capitale, du quartier Saint-Jacques. Il est certes impossible de se rendre compte précisément de ce que tous ces gens pensaient de l'édifice bâti par Soufflot, mais les archives nous donnent malgré tout quelques indications. La presse apporte beaucoup aussi, malgré toutes les réserves que l'on peut émettre quant à sa représentativité. La presse représente au moins l'opinion des milieux journalistiques, et cela est déjà passionnant. Il est tout aussi passionnant d'étudier l'ensemble des brochures, pamphlets et autres libelles qui ont le Panthéon-Sainte-Genève pour objet. Ce genre de document constitue une source importante ~re étude, puisque qu'il rend compte des insatisfactions, des rancœurs, des vœux et des espoirs de la partie de l'opinion qui ne se reconnaît pas dans la destination donnée au monument.

En ce qui concerne la presse, il a bien sûr été impossible de dépouiller les journaux sur une durée de plus de cinquante années. Je ne l'ai fait que lorsqu'il se passait quelque chose au Panthéon, quand une oeuvre d'art était inaugurée, quand une cérémonie était prévue, ou à chaque changement de régime, ainsi qu'à la date de la mort des grandes figures du siècle, dont on aurait pu penser que le Panthéon serait évoqué à cette occasion. Cette méthode ne garantit aucunement l'exhaustivité, mais il me semble avoir pris la mesure des principales tendances qui animent l'histoire de cette période pour le Panthéon. On ne parle pas de ce bâtiment dans la presse, sauf hasard indécidable, lorsque rien ne le permet. ~ opinion ne réagit qu'à des signes ou à des situations favorables.

### **Le Panthéon ou l'église Sainte-Genève jusqu'en 1830**

Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire du Panthéon révolutionnaire, de ses racines et de ses avatars, mais plutôt de situer un certain nombre de faits dont l'interprétation est déterminante au dix-neuvième siècle. La légende de sainte Geneviève aussi bien que l'inhumation de Voltaire sont des références constantes pour les auteurs qui écrivent entre 1830 et 1885, qui sans cesse se situent par rapport à ces repères de mémoire et en donnent une nouvelle interprétation, en infléchissent le sens, si bien qu'il me paraît souhaitable de poser quelques jalons.



dans le but de mieux comprendre plus loin certains enjeux primordiaux.

Le Panthéon se trouve dans une position topographique dominante, sur une colline, au-dessus de la Seine et de Paris. On le voit de loin, il constitue jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle l'un des principaux points du panorama de la capitale. Il s'agit sans aucun doute d'un lieu central, et symbolique à plus d'un titre. Depuis le moyen-âge en effet, sainte Geneviève, la patronne de Paris était vénérée à cet endroit. La jeune bergère de Nanterre, qui selon la légende, sauva la capitale non seulement des attaques d'Attila, mais aussi de l'épidémie et de nombreux autres maux. Cette légende de Geneviève, constamment aménagée, est une des bases du discours catholique de protestation contre la présence d'un Panthéon laïc à la place d'une basilique consacrée à la sainte. Pour les catholiques, la basilique de Soufflot matérialise la protection de la religion sur la capitale et sur le pays, et son remplacement par un temple des grands hommes, la victoire des impies. Depuis des siècles, des pèlerinages, des processions avaient lieu en direction de l'abbaye de Sainte-Geneviève, puis de la basilique qui l'a remplacée dans la seconde moitié du dix-huitième siècle.

C'est sous le règne de Louis XV en effet, en 1764, que fut posée la première pierre. Il s'agissait un peu de doter Paris d'un édifice comparable à Saint-Pierre de Rome. La nouvelle construction répondait aussi à un vœu du souverain en 1744 de faire bâtir une nouvelle basilique à Geneviève s'il se remettait d'une grave maladie. Le projet fut confié à Soufflot en 1755.<sup>3</sup>

~ architecte fit preuve à cette occasion d'une grande audace technique. L'église Sainte-Geneviève était un fleuron de l'architecture française de cette époque, et tout au long du dix-neuvième siècle, on continue de la considérer comme le joyau architectural du pays, même si des dizaines de mémoires d'architectes sont édités avec l'ambition de sauver Sainte-Geneviève de la ruine qui la menace du fait de la trop grande imprudence de Soufflot. Mais derrière une certaine fragilité architecturale de la réalisation de Soufflot, se cache aussi une définition floue du projet, sur le plan symbolique. Comme le disent plus tard les tenants d'un Panthéon révolutionnaire, les grands hommes sont déjà présents dans l'architecture de Soufflot, dans sa magnificence et sa grandeur, plus peut-être que l'humble bergère de Nanterre. La basilique n'a jamais pleinement séduit les catholiques avant la Révolution, et nombreux étaient ceux qui reprochaient à

---

<sup>3</sup> Sur les fondements architecturaux et la genèse de l'édifice, voir Le Panthéon, symbole des révolutions. Op. cit.

Soufflot d'avoir construit une église trop immense, trop peu religieuse.

Les premiers tâtonnements dans la destination à donner au monument ne datent donc sans doute pas de la Révolution. Avant, déjà, on ne savait vraiment que faire d'une telle basilique.

### **Le Panthéon révolutionnaire<sup>4</sup>**

Le culte des grands hommes n'est pas né de la Révolution. Il s'agit d'une tendance dont on observe le développement tout au long du dix-huitième siècle, au travers des almanachs par exemple.<sup>5</sup> Jean-Claude Bonnet montre aussi que dans la production littéraire de l'époque des Lumières, la référence au grand homme est omniprésente.

Le dix-huitième siècle, dans une intense fébrilité idéologique, produit une foule d'images fétiches. Les grands hommes y occupent une toute première place.<sup>6</sup>

~ Jean-Claude Bonnet entend démontrer la filiation du Panthéon envers cette tradition de célébration du grand homme :

Ces touchantes figures à vénérer, ces idoles sérieuses, étaient sans doute pour le projet positif des hommes des Lumières, les seules nouvelles possibilités émotives du siècle. C'est d'elles qu'est issue une imagerie laïque de substitution qui subvertit en douceur l'ancienne image chrétienne de la mort, et qui a permis une prise de conscience collective, absolument nouvelle, de l'histoire et de valeurs dont nous vivons encore aujourd'hui.<sup>7</sup>

L'aspiration contemporaine de la Révolution à ériger un véritable culte aux grands hommes se concrétise véritablement lorsque meurt Mirabeau, en avril 1791. Le décret du 4 avril et la loi du 10 créent le Panthéon dans sa nouvelle destination. L'architecte Quatremère de Quincy est chargé par l'Assemblée Constituante de transformer l'église Sainte-Genève en un Panthéon laïc, lieu d'hommage aux grands hommes. On attendait Voltaire, auquel beaucoup

---

<sup>4</sup> Sur le Panthéon révolutionnaire, voir notamment les études de :

- Ozouf (Mona) "Le Panthéon" in Les lieux de mémoire, t.I La République. Paris. Gallimard. 1984. p. 139-166.

- Biver (Marie-Louise) Le Panthéon à l'époque révolutionnaire. Paris. Puf., 1982. 131p.

- Deming (Mark K.) "Le panthéon révolutionnaire" in Le Panthéon, symbole des révolutions. Paris. Picard. C.N.M.H.S. 1989. p97-15ü.

<sup>5</sup> voir à ce sujet Tatin (Jean-Jacques) "Relation de l'actualité, réflexion politique et culte des grands hommes dans les almanachs de 1760 à 1793. in Annales Historiques de la Révolution Française, n° 261., juillet-septembre 1985. p.307-316.

<sup>6</sup> Bonnet (Jean-Claude) "Naissance du Panthéon" in Poétique, n033. 1978. p.46-65. p.55.

<sup>7</sup> Idem. p.64.

pensaient pour inaugurer la tradition du culte des grands hommes, mais c'est avec Mirabeau que celle-ci trouve un débouché monumental.

Mona Ozouf souligne par ailleurs l'importance de la statue comme hommage aux grands hommes et comme vecteur de la mémoire collective à cette époque. Le Panthéon révolutionnaire n'est ni un cimetière ni un musée.

C'est marquis de Pastoret qui propose à la Constituante d'adopter la célèbre formule

*Aux grands hommes la patrie reconnaissante*

au frontispice du monument. Le 11 juillet 1791, Voltaire connaît l'apothéose,<sup>8</sup> et ses restes vont rejoindre ceux de Mirabeau au Panthéon. Mais dans les années qui suivirent, cet édifice fut le théâtre de luttes de pouvoir parallèles à celles qui agitèrent le pays, chaque faction désirant inhumer au Panthéon ses propres grands hommes, et expulser ceux de la faction rivale. Mirabeau est ainsi renvoyé au profit de Marat en 1794. Il est lui-même exhumé quelques temps plus tard. Jean-Jacques Rousseau y est ensuite inhumé, le 11 octobre 1794. Après Lepelletier et Fabre de l'Hérault, Bara et Viala, les jeunes héros de la République auraient dû connaître l'apothéose, mais avec le 9 thermidor, tout est annulé, et pour le Panthéon une période d'agitation prend fin.

Napoléon rouvre l'édifice, par le décret du 20 avril 1806. Mais l'Empereur, soucieux de se ménager la bienveillance de l'Eglise, le rend au culte catholique, tout en préservant son aspect de sépulture nationale. Les grands hommes sont remplacés par les dignitaires du régime, sénateurs, généraux, officiers de la Légion d'Honneur. Napoléon détourne donc la notion de grand homme au profit de la célébration de son régime. Le dignitaire tue le grand homme. L'anonymat devant l'Histoire des sénateurs de l'Empire dessert grandement, en effet, l'idée de culte des grands hommes, et nombreux sont ceux qui, au cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle raillent un monument peuplé de pâles et fidèles serviteurs de Napoléon.

Avec la Restauration,<sup>9</sup> c'est au contraire une conception purement religieuse de

---

<sup>8</sup> voir Leith (James A.) "Les trois apothéoses de Voltaire" in Annales historiques de la Révolution française n° 236. avril-juin 1979. p.161-2ü9.

<sup>9</sup> Sur le Panthéon-Sainte-Genève au dix-neuvième siècle, voir: Bergdoll (Barry) "Le Panthéon-Sainte-Genève au dix-neuvième siècle" in Le Panthéon, symbole des révolutions. Op. cit.p. 175-233.



ce monument qui triomphe. Par le décret du 12 décembre 1821, Louis XVIII le restitue pleinement à l'Eglise. Lors de la cérémonie du 3 janvier 1822, l'archevêque de Paris, Mgr de Quélen inaugure, en présence de la famille royale, la nouvelle inscription du fronton:

*D.OM. sub. invocat S. Genovefae Lud. XV dicavit Lud. XVIII restituit*

Les thèmes de l'oubli et de l'expiation des "errements" de la Révolution prédominent alors, et la religion cherche à marquer de nouveau son territoire, à renouer avec le temps long de Geneviève, de Clovis et de Germain, afin de faire oublier la précipitation des événements des années précédentes, et de marquer en contraste la stabilité de la royauté.

Le Panthéon ne renaît qu'en 1830, par le décret du 26 août. En 1848, le monument est transformé en un temple de l'Humanité, ainsi que sous la Commune. Le coup d'Etat du 2 décembre, de même que la République conservatrice, le rend à la religion, et ce n'est qu'en 1885, à l'occasion des funérailles de Victor Hugo qu'il est inauguré dans sa forme légale actuelle.

Panthéon ou église Sainte-Genève, l'édifice bâti par Soufflot à la fin du dix-huitième siècle connaît donc tous les soubresauts de la vie politique française. Aucune mémoire stable ne peut s'y fonder, puisque chaque construction, reflet d'un régime politique, est balayée, en apparence tout du moins, par le régime qui lui succède. Pour comprendre comment l'opinion, dans ses diverses composantes, conçoit tout au long du dix-neuvième siècle le Panthéon-Sainte-Genève, il convient d'avoir en mémoire les principaux événements qui en ont marqué l'histoire depuis 1764.

Il existe, à toutes les époques, une grande conscience de l'instabilité du Panthéon et les catholiques ressentent à chaque génération le traumatisme dû aux souillures de l'époque révolutionnaire, comme les révolutionnaires, et ceux en général qui se réfèrent à l'héritage révolutionnaire ressentent le besoin de fonder quelque chose de stable en ces lieux. Ce sont les modalités de cet affrontement passionnel et politique, ses enjeux, ses péripéties et ses atténuations éventuelles, qui feront l'objet principal, le fil conducteur de mon étude.

PREMIERE PARTIE  
LE PANTHEON 1830-1848  
CRISTALLISATION ET EFFACEMENT DES IDEES  
REVOLUTIONNAIRES



### 1830 : UNE TENTATIVE D'INCARNATION DES IDEAUX, DES SOUVENIRS ET DES COMBATS DE LA REVOLUTION

La Révolution de 1830 marque un nouveau tournant pour le Panthéon, qui semble de plus en plus lié de façon étroite aux "vicissitudes", ce mot revenant souvent dans les commentaires d'actualité aussi bien que dans les études postérieures, de la politique française. Une nouvelle fois donc, le Panthéon connaît un changement d'affectation, son devenir se calque sur celui du régime politique, auquel il semble irrémédiablement lié par une sorte de lien organique, et Barry Bergdoll peut décrire ce monument comme "un pendule asservi aux balancements des idéologies"<sup>1</sup>. Il souligne que chaque nouveau régime apporte sa propre définition du Panthéon ou de l'église Sainte-Genève, sa propre lecture du passé et du destin du temple, cherchant à y définir une légitimité politique aux racines monumentales, un signe tangible et durable de l'idée qu'il se fait de lui-même, de la façon dont il interprète l'histoire récente du pays et se situe par rapport à elle. Le Panthéon s'impose à tous comme un écrin destiné à recevoir les reflets fragiles et précieux du régime politique en place, sur lequel il convient d'apposer son sceau, comme une définition de soi-même qu'il faut livrer tant à l'opinion qu'à l'Histoire: "La basilique de Soufflot sera alors le lieu, déjà lourdement connoté, autour duquel différentes lectures du passé de la France s'articuleront et s'ordonneront pour défendre les exigences et les alliances politiques du moment.,,2

Une règle d'or semble traverser tout le dix-neuvième siècle quant à la gestion du Panthéon: il est impossible d'y laisser les traces de la légitimité du régime précédent et de ne pas tenter d'y fonder la sienne propre. Ne pas modifier le Panthéon reviendrait à conserver derrière soi les arguments de la légitimité du régime auquel on succède, ce qu'aucun dirigeant nouvellement promu, le plus

---

<sup>1</sup> Bergdoll (Barry) Op. cit, p.201. .

<sup>2</sup> Idem.

souvent dans le trouble et la confusion, ne peut tolérer. Ce raisonnement, qui montre combien le Panthéon est considéré par tous comme un monument incontournable, doit cependant être parfois nuancé, puisque les épisodes de l'été 1830 n'ont pas pour unique déterminant la volonté du pouvoir, ni pour unique conséquence une sanction législative claire. A ce moment, le Panthéon devient un lieu ouvert, devant être façonné, apprivoisé ou occulté, selon que l'on se place dans la perspective du peuple ou des gouvernants. Il acquiert au soir de l'émeute une vigueur symbolique nouvelle; et durant les premiers mois qui suivent l'avènement de la Monarchie de Juillet, s'amorce un processus de cristallisation. U'entends par ce terme la succession d'une phase dynamique d'expression, de synthétisation des références à la Révolution, et d'une phase de figement, de lente perte de sens) des idées révolutionnaires autour du Panthéon. C'est-à-dire que surgissent de nouveau en cet endroit des thèmes aux fortes connotations révolutionnaires et aux références marquées à la période précédant le retour au culte du monument, provoquant rassemblements et manifestations plus ou moins spontanés, en tous cas non officiels.

Ces idées sont peu à peu détournées de leur objet par le pouvoir, qui ne souhaite en aucun cas laisser à la tendance révolutionnaire, de laquelle il tire pourtant sa légitimité et sa position, mais à laquelle il ne compte pas faire trop de concessions, un espace d'expression aussi chargé de sens, et au cours des premiers mois, voire des premières années du régime de Juillet, l'attention et la passion aussi bien de la foule que de la presse se détournent du Panthéon. Le lieu perd de son aura et de son intérêt; les idées sont figées dans la pierre et dans la loi, mais ne sont plus relayées par aucune ferveur largement partagée.

Des initiatives spontanées confirment que l'idée de Panthéon n'a cessé de vivre de façon souterraine, et garde sa force

Au lendemain de la chute du régime de Charles X, et devant toute mesure officielle, ce sont pourtant des initiatives spontanées et populaires qui mettent à nouveau le Panthéon sur le devant d'une scène d'où le souci du gouvernement renversé avait précisément été de l'ôter. Après une quinzaine d'années d'efforts pour effacer du Panthéon, redevenu église Sainte-Geneviève, les traces de la Révolution et de renouer avec la durée prérévolutionnaire, on aurait pu croire ce

lieu oublié de la foule des barricades. Quinze années de négation de la Révolution au Panthéon auraient pu à leurs yeux souiller à jamais la tombe de Voltaire et Rousseau, et le sort infligé à ces derniers décourager ceux qui prônent malgré tout le retour au culte des grands hommes. Comment demander pour ceux que l'on admire ce que l'avenir -l'expérience le prouve à ce moment comme souvent au dix-neuvième siècle- risque de tourner en dérision et de laisser profaner lors d'un retour du "balancier" politique que bien peu de monde ose, ou même songe exclure? Il semble pourtant, en dépit de toutes les préventions qu'ont pu faire naître les oscillations de la vie politique française, que la volonté populaire de renouer avec la tradition révolutionnaire du culte des grands hommes soit étonnamment vivace, et répandue dans l'opinion au-delà du cercle attendu des meneurs d'émeute, des organisateurs de barricades et des agités en tous genres. L'idée Panthéon, que l'on aurait pu croire à jamais discréditée par ce que pratiquement tout le monde considère à ce moment comme les errements de la Révolution, puis par les excès contemporains de la Restauration, vivait malgré tout dans les consciences, et la victoire de Juillet la ravive.

Les revendications au sujet du Panthéon viennent au jour dès le lendemain de la chute du régime de Charles X, et concernent, semble-t-il, la vaste frange de la population qui va des petites gens du quartier Saint Jacques aux officiers de la garde nationale et aux élèves des écoles, même si comme tout mouvement populaire, celui qui prend le Panthéon pour objet possède aussi ses initiateurs, ses figures de proue et ses relais d'opinion.

Dès le trois août 1830, la poussière des barricades à peine retombée, le National<sup>3</sup> fait état d'une cérémonie spontanée au Panthéon, qui a eu lieu la veille de la publication du journal:

"Aux grands hommes la patrie reconnaissante."

Hier dimanche premier août, à midi, M. Lebas, fils du conventionnel de ce nom, professeur au collège Saint-Louis, capitaine de la première compagnie du corps national des étudiants, M. Massot, avocat, M. Eric Bernard, artiste dramatique, et plusieurs de ses camarades, ont rétabli cette inscription, si chère à tous les coeurs, et inauguré un drapeau tricolore au dessus du fronton du monument. Le cortège, composé des 1<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> compagnies du corps des étudiants, a été salué par des acclamations universelles; une foule immense est venue se ranger sur la place du Panthéon, et, au moment de l'inauguration de l'inscription, les drapeaux se sont inclinés, les tambours ont battu au champ, et la foule a répondu par les cris mille fois répétés: Vive la liberté! Vive la nation!"

---

<sup>3</sup> Le National, B.N PeroD. 585. Mardi 3 août 1830, page 3.



Sans attendre une éventuelle décision officielle, cette foule, composée de jeunes gens qui viennent de se battre et de remporter la victoire, s'arroge le droit de marquer le Panthéon de son sceau. La valeur nationale du monument est exaltée, et le deuil demeure de rigueur, quelques jours seulement après la mort de ceux qui sont désormais les héros de Juillet. On ne peut estimer la foule présente, le National étant évidemment partie prenante dans cette exaltation post-révolutionnaire, mais il est certain qu'une grande affluence régnait ce jour-là autour du Panthéon, qui recouvrait ainsi toute son aura révolutionnaire et ses nettes connotations républicaines, que les années de la Terreur, puis de l'Empire et de la Restauration avaient quelque peu désamorçées.

Cette démonstration de force populaire, qui constitue une sorte de prise de possession de l'espace, une tentative de marquage symbolique du territoire de la Révolution et de conjuration des souillures infligées par la Religion à ce territoire, n'a apparemment rien d'anarchique. La fête s'articule autour d'une parade militaire et la foule assiste au rétablissement de l'inscription comme au spectacle de sa propre victoire. Il n'y a pas de trace, à ma connaissance, de cet épisode dans les archives. C'est sans doute que l'inscription apposée par les organisateurs de la manifestation était toute provisoire, et ne consistait, selon toute vraisemblance, qu'en un drap ou une grande toile peinte. Les responsables du Panthéon n'ont semble-t-il pas fait de rapport, soit que, en ce dimanche, personne n'ait été au Panthéon et que les manifestants aient tout simplement escaladé le fronton, soit que la confusion des premiers jours du régime de Juillet ait encouragé l'architecte et l'inspecteur des lieux à ne point se référer à un pouvoir qu'ils savaient à demi-vacant, surtout au niveau des relais hiérarchiques traditionnels, soit que ceux-ci aient été en pleine réorganisation, ou qu'ils aient adopté à cette occasion l'attitude passive de celui qui ne sait ce que sera demain et se contente d'attendre des instructions.

La première trace que nous ayons dans les archives des aspirations non officielles à voir le Panthéon rouvrir date du 14 août 1830. Il s'agit d'une pétition du Sieur Fauchon de Paris, demandant que les restes de Manuel et de Foy soient transportés au Panthéon.<sup>4</sup> Ce document est d'un grand intérêt, puisqu'il met en évidence non seulement la réalité de la mobilisation des

---

<sup>4</sup> A.N. F. 21 578 pièce 303. Pétition du Sieur Fauchon de Paris demandant que les restes de Manuel et de Foy soient transportés au Panthéon. 14 août-15 décembre 1830.

habitants de Paris quant au désir de rouvrir le monument, mais il nous apprend aussi quelles sont les motivations, les références et les projets des représentants plus ou moins improvisés du petit peuple. Ces hommes, instruits et cultivés, aspirent à renouer avec le culte des grands hommes, et sont suivis par une foule enthousiaste et nombreuse. Ce sont certainement eux que l'on retrouve à chaque rassemblement devant le Panthéon, et il existe pour sûr un réseau de propagande servant leurs visées. Dans une lettre au préfet de police<sup>5</sup>, Boucault se plaint "encore" le 2 septembre de l'activité de "crieurs" annonçant la translation de Foy et de Manuel au Panthéon. Mais voici le texte de la dite pétition, qui, issue d'un comité restreint (32 personnes), circule dans Paris à la fin du mois d'août 1830 :

Aux Députés du Peuple Français.

Messieurs,

Aux grands hommes, la Patrie reconnaissante.

Que notre nouvelle ère ramène chez nous la pratique de cette maxime. Soyons reconnaissants envers Manuel et Foy, deux des plus intrépides défenseurs de nos libertés publiques.

Em. Fauchon de Vesoul, chef d'institution à Paris, vous demande, au nom de trente-deux de ses concitoyens réunis à cet effet, que les corps de ces deux honorables députés soient transférés au Panthéon rendu à sa destination.

Acquittons-nous d'une dette aussi sacrée, rendons à ces dignes défenseurs de nos libertés les honneurs qu'ils ont bien mérités, et nous acquerrons par là l'estime et l'admiration de tous les peuples civilisés. (...)

Paris, le 14 août 1830.

Il s'agit là de l'initiative d'un groupe de faible importance numérique, de faible renommée, et trente-deux signatures ne peuvent suffire à contraindre un gouvernement à prendre le sujet en attention, ou à céder aux revendications énoncées. Ce qui inquiète plus les autorités, ce sont les manifestations, voire les pressions et les menaces d'une foule, assez nombreuse, qui paraît se rassembler régulièrement autour du Panthéon. Les demandes d'instructions des responsables de ce monument, et le flou des réponses qui leur parviennent, montrent bien l'embarras du tout jeune régime face à ce début de mobilisation, et à cette première remise en cause du déroulement paisible de la transition politique. Dès le 17 août, une lettre du Conseiller d'Etat aux Travaux Publics,<sup>6</sup> averti lui-même par l'architecte du Panthéon, adressée au Ministre de l'Intérieur,

<sup>5</sup> A.N. 56 A.J 36 Lettre de Boucault, inspecteur des travaux du Panthéon, au commissaire de police du quartier Saint-Jacques et Panthéon, le 2 septembre 1830.

<sup>6</sup> A.N. F, 21 578 pièce 306.

met en relief l'inquiétude croissante des autorités :

Un détachement de la garde nationale, accompagné d'une grande quantité de personnes, s'est aujourd'hui présenté à l'église Sainte-Geneviève pour y placer le buste du maréchal Ney. En l'absence du commissaire de police, l'inspecteur des travaux, pour prévenir tout événement, a donné au concierge l'ordre d'ouvrir les portes.

Depuis longtemps les caveaux de Voltaire et Rousseau sont fermés, plusieurs personnes ont demandé qu'ils fussent ouverts. Les clefs ayant été déposées à la Direction sous ma responsabilité, je n'ai pas cru devoir faire ouvrir ces caveaux sans un ordre supérieur et je vous prie en conséquence, M. le Ministre, de bien vouloir m'indiquer la marche qu'il faudrait suivre.

On le voit, les projets spontanés sont tout à fait précis et fermes. Ces gens ne viennent pas à Sainte-Geneviève demander une quelconque autorisation, reprendre simplement contact avec les lieux, conjurer les souvenirs d'un passé douloureux ou faire une suggestion quant à leurs souhaits et attentes concernant le Panthéon, mais tout simplement prévenir les personnes compétentes de l'organisation de leur projet et les prier de prendre les dispositions nécessaires au bon déroulement de ceux-ci. Cette visite fait sans doute suite à la pétition de la veille, et émane probablement du même groupe de personnes. Naturellement cette initiative "spontanée" doit avoir des initiateurs déterminés à lui donner le plus d'envergure possible. Mais, sauf dissimulation très habile, il ne semble pas que ni la pétition, ni la visite au Panthéon ne soient le fait d'un parti, ou d'une organisation connue et précédemment structurée. Le ministre n'aurait pas manqué de signaler à son collègue les agissements de tel ou tel groupe révolutionnaire, et la réponse du pouvoir aurait sans doute été plus aisée à définir. Face aux extrémistes, le gouvernement pouvait mettre un veto, faire preuve de fermeté et agir en terrain connu, arguant que la Révolution avait trouvé une sorte d'équilibre et qu'il convenait à présent de rétablir l'ordre. Mais face à une initiative qui surprend et dont les racines ne sont pas définies avec précision, la difficulté s'accroît et la présence d'une "grande quantité de personnes" accentue encore l'impression de résurgence d'un sentiment populaire incarné dans le Panthéon. Il est à remarquer que l'on ne réclame pas forcément l'inhumation des grands hommes auxquels on se réfère au Panthéon, et que pour beaucoup, la force symbolique d'une statue, d'une représentation picturale ou d'une évocation, d'une dédicace, serait pleinement satisfaisante. On ne cultive plus en 1830 les illusions de 1791, et personne n'a réellement l'ambition de substituer dans la forme au culte de Geneviève celui des grands hommes. On



n'imagine pas de cérémonies régulières, ni d'hommages particuliers autres que la mise en place d'un signe tangible de reconnaissance envers des hommes érigés en références politiques et nationales, ainsi que la liberté pour le public de visiter librement le temple.

La lettre du ministre des Travaux Publics à son collègue de l'Intérieur reprenait l'appel à l'aide de l'architecte du Panthéon, Baltard, qu'il venait de recevoir<sup>7</sup>, par l'intermédiaire du Directeur des travaux de Paris. Toute la pyramide administrative est ainsi mobilisée autour de ce qui devient l'affaire du Panthéon, et le désarroi se transmet le long de l'échelle des responsabilités. On craint manifestement que la fureur populaire ne s'embrase à nouveau, et le premier concerné par d'éventuels débordements, Baltard, architecte du Panthéon pour quelques temps encore, et qui espère toujours préserver sa place, semble très SOUCIEUX:

Un détachement de la garde nationale, accompagné d'une grande quantité de personnes, s'est présenté à l'église Sainte-Geneviève pour y inaugurer le buste du maréchal Ney; voyant que mes efforts étaient vains pour les engager à ne pas pénétrer dans l'édifice sans être accompagnés du commissaire de police et qu'ils n'y répondaient que par les plus vives menaces, j'ai dû permettre au concierge d'ouvrir afin de préserver la porte d'être brisée et par suite tous les objets qui décorent le monument.

Je réclame instamment de M.le Directeur que vous me prescriviez la marche à suivre dans des circonstances aussi graves.

J'avais fait inviter à venir le commissaire de police qui n'a point jugé à propos de se rendre à l'église. Privé de tout secours moral, il a fallu céder.

On vient de m'informer qu'on avait manifesté le regret de ne pas avoir enfoncé, dans les visites qu'on a faites des caveaux, ceux de Voltaire et Rousseau: il dépend de vous, M. le Directeur, d'éviter que ce malheur n'arrive, en me remettant, si vous le jugez convenable, les clefs du caveau.

Baltard.

La lettre de Baltard révèle l'urgence de la situation, aussi bien que la grande détermination de ce qui apparaît de plus en plus comme une foule impatiente devant le silence impassible des autorités, résolue à forcer les portes du Panthéon, avec ou sans l'aval de ces dernières, et de rendre aux philosophes des hommages chaleureux.

Le Panthéon fait donc irruption à nouveau sur la scène publique, et encore une fois, le climat est loin d'être serein. Quelle que soit, à cet instant, la décision du nouveau pouvoir, une chose est certaine: le Panthéon se fait le théâtre de

---

<sup>7</sup> AN. 56 Al. 36 Lettre de Baltard au directeur des Travaux de Paris, le 17 août 1830.

passions que l'on croyait atténuées, cet édifice n'est pas près de devenir un lieu où régnerait un calme consensus. La quasi-prise de contrôle du monument par le peuple, ou du moins par ses éléments les plus déterminés, suivis par la foule consentante, oblige le pouvoir à se placer sur le terrain de ces derniers, à accepter de considérer la question. D'autant que les manifestations se multiplient, que le cérémonial tend à s'organiser, sans l'aval des autorités, comme le confirme encore cette lettre du Directeur des Travaux de Paris au Ministre de l'Intérieur, le 26 août 1830, soit bientôt deux semaines après les premiers indices d'agitation autour du Panthéon, et le jour même où le gouvernement se décide à prendre les devants en publiant une ordonnance donnant satisfaction, du moins en apparence, aux revendications populaires :

L'architecte du Panthéon vient de m'informer que diverses personnes sont venues le prévenir qu'elles avaient l'intention de déposer dans cet édifice les bustes de Manuel et du général Foy, et de les placer contre les massifs qui supportent les pendentifs du dôme. A cet effet, elles ont demandé qu'un autel, la chaire et un orgue, qui sont établis contre ces deux massifs, fussent enlevés, afin qu'il fût fait des dispositions pour y mettre convenablement les bustes qu'on se propose d'apporter samedi prochain.

Je n'ai pu, M. le Ministre, tracer de ligne de conduite à l'architecte sans connaître vos intentions, tant sur l'accès qu'il convient d'accorder dans l'intérieur du Panthéon, que sur la partie mobilière dont on demande le déplacement. Je vous prie de bien vouloir me donner vos ordres à ce sujet.

Cette lettre fait suite à celle adressée par Boucault, l'inspecteur du Panthéon, à Héricart de Thury, Directeur des Travaux de Paris, dans laquelle il avertissait ce dernier des préparatifs réalisés en vue de la cérémonie officielle et réclamait des instructions, une nouvelle fois<sup>8</sup> :

Les mêmes personnes qui ont introduit le 17 de ce mois dans l'église Sainte-Geneviève le buste du maréchal Ney se sont présentées aujourd'hui, à quatre heures du soir pour reconnaître les dispositions qu'elles auraient à prendre pour introduire avec cérémonie samedi prochain ceux du général Foy et de Manuel. (...) Ces messieurs se proposent de mettre des tapisseries dès demain dix heures pour disposer leur auditoire.

Nous avons donc bien affaire à une organisation parallèle de plus en plus structurée, qui n'a plus besoin de la menace pour se faire entendre, et qui a pour ainsi dire pris le pouvoir au Panthéon. Les craintes du gouvernement étaient bien fondées, mais celui-ci n'a choisi à aucun moment la voie de la force pour tenter

---

<sup>8</sup> A.N. F, 21 578 pièce 305. Lettre du Directeur des Travaux de Paris au Ministre de l'Intérieur, le 26 août 1830.

<sup>9</sup> A.N. F, 13 1144. Lettre de l'inspecteur du Panthéon au Directeur des Travaux de Paris, le 24 août 1830.



de réprimer l'agitation. Une réponse plus subtile et plus durablement efficace se prépare. Toutefois, il existe un brouillon de lettre<sup>10</sup> dans lequel on peut lire que des mesures sont en préparation, à la mi-août, afin d'interdire totalement l'accès aux abords de Sainte-Geneviève, par crainte d'une prise de possession par le peuple. Mesure à laquelle il ne fut point donné suite, malgré la poursuite d'une certaine agitation devant le monument. Le peuple en veut manifestement au Suisse de faction<sup>11</sup>, et le 26 août, Boucault mentionne encore "un état d'irritation pouvant à quelques égards compromettre la sûreté du monument."<sup>12</sup> Le 28 août, soit deux jours après la publication de l'ordonnance de Louis-Philippe rendant le Panthéon aux grands hommes, le Ministre de l'Intérieur<sup>13</sup> réaffirme qu'il ne peut "donner d'instructions définitives".

Dans les quinze jours qui suivirent les Trois Glorieuses, nous assistons donc à la renaissance, inattendue dans cette ampleur, de l'idée selon laquelle la Révolution doit s'incarner dans le monument où reposent Voltaire et Rousseau, la nouvelle Révolution devant elle-même choisir ses grands hommes, ceux qui l'ont préparée, qui ont effectué le travail de sagesse nécessaire à la chute du régime des Bourbons, ou tout simplement ceux qui apparaissent comme des références dignes d'être exaltées. Le gouvernement affronte, dans une confusion qui donne une idée assez précise des conditions de la passation de pouvoir effectuée dans les premiers jours d'août 1830, un de ses premiers problèmes d'importance. Les revendications de la foule concernent des personnages qui n'ont pas l'ampleur d'un Voltaire ou d'un Jean-Jacques, mais, à l'exemple de Manuel ou de Foy, qui ont montré leur courage politique sous la Restauration. Manuel fut exclu de l'Assemblée pour ses opinions réformatrices, et malgré l'envergure limitée de son personnage, il incarne une idée que le peuple vainqueur se fait du courage politique. Des gloires militaires napoléoniennes lui sont adjointes, le tout formant un ensemble dont la cohérence, à la fois nationale et révolutionnaire, donne les plus grands espoirs aux partisans d'une réouverture effective du Panthéon.

D'autant plus que la presse réformatrice soutient plus ou moins ouvertement

---

<sup>10</sup> AN. F. 13 1144.

<sup>11</sup> AN. F. 13 1144. Lettre de Boucault au vicomte Héricart de Thury, directeur des Travaux de Paris, le 26 août 1830.

<sup>12</sup> *Idem.*

<sup>13</sup> AN. F. 21578 pièce 304. Lettre du ministre de l'Intérieur au directeur des travaux de Paris, le 28 août 1830.

cette campagne. Dès le 3 août, c'est-à-dire dès les premiers signes d'une agitation populaire autour du Panthéon, le National<sup>14</sup> publie, en exergue de son compte-rendu de la manifestation du premier, un jugement dont la teneur anticipe nettement sur les débats des jours suivants :

La nation française avait consacré un monument à la sépulture de ses grands hommes; un pouvoir qui ne connaissait ni patrie ni grands hommes, en dénaturant sa destination, en avait effacé cette inscription aussi sublime que simple :

AUX GRANDS HOMMES LA PATRIE RECONNAISSANTE

Aujourd'hui que la France vient de reconquérir ses droits, et que la liberté a rendu des héros, le Panthéon doit revivre, protégé par la noble idée qui lui donna naissance. Si la liberté est le premier besoin de la patrie, la reconnaissance est aussi son premier devoir.

Le ton est donné, et dès lors, le Panthéon devient le théâtre où se mettent en scène les aspirations les plus avancées des combattants de Juillet. C'est là semble-t-il qu'ils se rassemblent encore en maintes occasions dans les premières semaines d'août 1830, pour montrer qu'ils sont bien là et qu'il faut compter avec eux, pour retrouver l'atmosphère de la lutte, ou pour tenir des réunions diverses.

Le National ne reprend son argumentation au sujet du Panthéon que le 28 août, après l'annonce par le gouvernement de la laïcisation du monument. Mais le discours est plus élaboré, et s'appuie sur des références historiques précises, ce qui jusque-là n'avait pas été fait dans le camp de la Révolution<sup>15</sup>. L'article paraît cette fois en première page, et le rédacteur prend soin de remonter à la décision de l'Assemblée, en 1791, d'inhumer Mirabeau au Panthéon. Le style reste exalté, mais une argumentation se dessine : il faut rouvrir le Panthéon pour honorer ceux qui ont lutté contre les Bourbons, dans la lignée de la Révolution française :

Voltaire et Rousseau, qui en avaient été exilés, viennent d'y rentrer avec honneur; mais après eux, il faut porter ce qu'il nous reste des généreux citoyens, si constants à protéger nos intérêts et nos libertés tant qu'ils ont vécu! Là est la place du général Foy, qui puisa d'admirables élans dans la chaleur de son âme; là est la place du vertueux Laroche-foucauld-Liancourt, qui, jusqu'au dernier moment, se montra si ingénieux à faire le bonheur de ses semblables; là est la place de Manuel, qui manifesta le premier l'antipathie nationale contre la race incorrigible des Bourbons. Ils nous étaient tous trois également chers; tous trois enlevés à la patrie avant le jour de sa délivrance, ont été honorés dans le tombeau, et par nos regrets, et par les insultes des misérables sur qui tombe aujourd'hui une vengeance tardive. Il est juste, il est beau qu'ils soient appelés ensemble au Panthéon, et que les citoyens qui ont entouré leur cercueil sous la menace des baïonnettes leur fassent cortège encore dans cette solennité, qui sera un dernier tribut

<sup>14</sup> Le National, B.N Per, D. 585 Mardi 3 août 1830, p.3.

<sup>15</sup> Le National, B.N. Pero D. 585 Samedi 28 août 1830, p.l..

de reconnaissance payé à leur mémoire.

Peu à peu, les journaux progressistes dressent une sorte de liste des personnes qu'ils souhaiteraient voir enterrer au Panthéon. Cette liste possède toujours un noyau central: Foy, Manuel, Laroche foucauld-Liancourt... Mais un journal comme *Le Temps* propose le 29 août<sup>16</sup> sa propre liste, beaucoup plus longue et structurée:

Nous applaudissons avec joie à la mesure pour sanctionner la nouvelle consécration du Panthéon, qui avait été faite spontanément par le peuple.

Déjà, Voltaire et Rousseau, relégués, depuis quinze ans au fond d'une cave obscure, ont repris leur place dans l'enceinte.

D'autres illustrations attendent encore une réparation éclatante ou une justice tardive.

Les mânes de Kellermme, qui gagna la première bataille pour la liberté, y réclament un marbre où se lira le glorieux nom de Valmy; les restes de Laroche foucauld-Liancourt, jetés dans la fange par les agens de la police de Delaveau, ceux de David, mort en exil, de Girodet, de Camille Jordan, de Monge, le fondateur de l'École Polytechnique, de Foy, de Manuel, et de tant d'autres, ont leur place marquée au Panthéon.

La Révolution de 1789 demeure la référence essentielle, et la réouverture éventuelle du Panthéon doit s'inscrire, dans l'esprit des rédacteurs du *Temps*, aussi bien que du *National*, dans la lignée de l'exaltation des grandes figures, souvent militaires, de la fin du siècle précédent. Afin de renouer avec cette") tradition, les personnages de Foy et de Manuel sont fondamentaux, malgré leur \ manque d'assise en regard de Voltaire ou Rousseau, qui sont généralement admis, dans le camp de la Révolution, comme des grands hommes au statut incontestable et fondateur. Unir par la sépulture les grands hommes de la Révolution et ceux du passé proche est un moyen de définir sa propre identité, de construire son cadre de références symboliques, de forger au régime naissant une image susceptible d'assurer une certaine pérennité des thèmes révolutionnaires, et, en accumulant l'enregistrement de faits accomplis en ce domaine, de se garder d'un éventuel retour de balancier interne au régime, ce dont les révolutionnaires ont grandement raison de se méfier.

La canalisation de ces passions par le nouveau pouvoir

Le pouvoir, cependant, se structure lui-même peu à peu, et ne tarde pas à reprendre l'initiative. Le nouveau gouvernement ne peut guère tolérer plus

---

<sup>16</sup> Cet article est publié le lendemain, comme il est courant à l'époque, par *La Gazette de France*. B.N. PeroD. 138 lundi 30 août 1830 p.3.



longtemps d'être débordé chaque jour sur sa "gauche" au sujet du Panthéon et de subir les critiques de révolutionnaires de plus en plus agités et déterminés. Il convient donc qu'il impose des bornes à la prise de pouvoir populaire qui s'opère et tend à devenir une habitude sur la montagne Sainte-Genève. Vu l'ampleur de la mobilisation, et la légitimité encore peu assurée du régime, inaugurer sa politique par une émeute au Panthéon aurait été un augure funeste ainsi qu'une faute politique assurément fatale. L'ordonnance royale du 26 août 1830 constitue donc une concession, mais aussi une tentative, fructueuse au vu de ses résultats aussi bien à court qu'à moyen terme, de canaliser l'élan révolutionnaire qui risquait de dépasser les limites de ce que pouvait tolérer le pouvoir.

Ce sont les missionnaires de Sainte-Genève qui, les premiers, font les frais du changement de régime, puisque ceux-ci sont contraints de remettre les clefs du monument au directeur des travaux de Paris dès le 7 août.<sup>17</sup> Le déménagement est semble-t-il amorcé très tôt, et les opérations d'évacuation de tous les effets appartenant aux religieux et du mobilier culturel se poursuivent jusqu'au 6 septembre.<sup>18</sup> Le 20 septembre, un inventaire<sup>19</sup> définitif marque la fin de la passation de pouvoir symbolique entre la Religion et la Révolution au Panthéon.

L'ordonnance du 26 août vient concrétiser une situation déjà acquise dans les faits : les missionnaires ont rendu les clefs, les comités spontanés organisent leurs propres cérémonies, l'inscription a été rétablie, du moins provisoirement, dans la liesse populaire, et le nom de Panthéon remplace progressivement sous toutes les plumes celui de Sainte-Genève. En voici le texte :

Ordonnance du roi.

Considérant qu'il est de la justice nationale et de l'honneur de la France que les grands hommes qui ont mérité de la patrie, en contribuant à son bonheur ou à sa gloire, reçoivent après leur mort un témoignage éclatant de l'estime et de la reconnaissance publique :

Considérant que pour atteindre ce but, les lois qui avaient affecté le Panthéon à une semblable destination doivent être remises en vigueur,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le Panthéon sera rendu à sa destination primitive et légale; l'inscription Aux grands hommes la patrie reconnaissante sera rétablie sur le fronton. Les restes des grands hommes qui

<sup>17</sup> AN. F. 1144 Lettre de Boucault, inspecteur des travaux du Panthéon à Héricart de Thury, directeur des Travaux de Paris.

<sup>18</sup> A.N. F. 13 1144 Rapport sur l'achèvement de l'enlèvement du mobilier.

<sup>19</sup> AN. F. 21 578 Doc. 347.

auront bien mérité de la patrie y seront déposés.

Art.2 Il sera pris des mesures pour déterminer à quelles conditions et dans quelles formes ce témoignage de la reconnaissance nationale sera décerné au nom de la patrie.

Une commission sera immédiatement chargée de préparer un projet de loi à cet effet.

Art.3 Le décret du 20 février 1806, et l'ordonnance du 12 décembre 1821 seront rapportés.

Nos ministres secrétaires d'Etat aux départements de l'Intérieur et de l'Instruction publique et des cultes se concerteront pour que le Panthéon puisse être rendu dans le plus court délai à la destination ci-dessus exprimée, et sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Ce texte envisage le devenir du monument, dans ses grandes lignes essentiellement, et dans une large mesure, laisse de côté et couvre d'un habile silence les questions plus précises touchant à la gestion concrète de la situation. Il pose un principe de base, dans le but évident de répondre à l'urgence, le principe du retour au statut de Panthéon, mais reporte à plus tard la définition précise de ce que l'on entend faire du temple, de ce que l'on conçoit par le terme de grands hommes, à qui l'on pense à ce sujet, si l'on pense à quelqu'un, et en somme, de la réalité du contenu éventuel à apporter à une vaste enceinte monumentale que la sensation de vide n'épargne pourtant pas. Il s'agit surtout d'en reprendre le contrôle, et de donner à la tendance révolutionnaire de l'opinion un gage crédible de la volonté du gouvernement de rompre avec le régime précédent. Ne pouvant encore se faire une idée de ce que sera la politique de Louis-Philippe, l'opinion dans son ensemble est forcée de prêter une attention particulière à un certain nombre de signes, qui apparaissent immédiatement comme autant de déclarations d'intention. Le Panthéon est de ceux-ci, puisqu'il est investi d'une réelle valeur symbolique et politique, et représente un élément de référence par rapport à ce que fut la Révolution, ou à l'idée que l'on se fait généralement de cette dernière.

La création d'une commission, dont la composition est publiée quelques jours plus tard<sup>20</sup>, participe de cette même volonté à facettes multiples du pouvoir, où le leurre se mêle au processus de définition d'une image politique à donner aux yeux de ceux qui ont fait la Révolution, dans la rue. On y retrouve la figure emblématique des révolutionnaires, le général Lafayette, commandant des gardes nationales du royaume, héros de la Révolution, et véritable fondateur du régime de Juillet, aux côtés du maréchal comte Jourdan, membre de la Chambre des

<sup>20</sup> Le National, B.N PeroD. 585. Dimanche 29 août 1830. p.3.

Pairs, de De Schouen, député, et de Béranger. C'est à cette commission qu'incombe la tâche de préparer un projet de loi, dont on peut penser à cette date, au vu de sa composition, qu'il ira dans le sens attendu par les organisateurs de festivités parallèles au Panthéon. Lafayette sait, et le gouvernement qui le ménage en a aussi conscience, que les héros des barricades ne pourraient comprendre que l'on ne leur donnât pas satisfaction, à eux qui ont conquis ce qu'ils considèrent comme un droit. Le Panthéon semble considéré par le peuple de la rue, par les gardes nationales comme une sorte de conquête, une prise de guerre, le lieu où doit s'incarner ce qu'ils analysent encore comme leur victoire.

L'ordonnance royale ménage pourtant déjà un flou très habile. Elle est rédigée au futur, et ne comporte aucune proposition concrète d'inhumation ni de forme d'hommage à rendre à d'éventuels héros. Dans l'attente du rapport de la commission, la tension, selon le vœu du gouvernement, doit donc retomber devant le Panthéon, et la place recouvrer son calme. Mais l'habile manoeuvre du 26 août se double d'une reconquête du terrain: les diverses réunions que l'on avait tendance depuis la Révolution à vouloir organiser au Panthéon en sont définitivement bannies, et l'accès au monument est de plus en plus restreint, en douceur, mais avec une grande fermeté.

Dès le 7 août, un rapport<sup>1</sup> est rédigé par l'inspecteur du Panthéon, Boucault, signalant à ses supérieurs l'intention des élèves des écoles de Droit, et de Médecine de tenir des réunions dans l'enceinte du Panthéon. Le souhait des jeunes gens des écoles de se rassembler au Panthéon confirme la forte valeur politique dont le monument est investi au lendemain de la Révolution de Juillet 1830, même si la proximité géographique constitue un élément déterminant dans ce choix. Le monument n'en reste pas moins chargé à leurs yeux d'une force symbolique exceptionnelle, et il faut imaginer, dans la fièvre des lendemains de barricade, les débats qui devaient se tenir sous les voûtes audacieuses de Soufflot.

Mais le ressaisissement du gouvernement à partir de la fin du mois d'août rend de plus en plus difficiles les intrusions non autorisées à l'intérieur de ce qui est en train de devenir une sorte de forteresse. Des instructions sont rapidement

---

<sup>21</sup> A.N. F. 13 1144 Rapport de Boucault, à Héricart de Thury, le 7 août 1830.



données en ce sens, et aboutissent<sup>22</sup> à la décision, prise quelques mois plus tard, en décembre 1830, d'interdire l'accès au Panthéon. David souligne, dans son rapport, que l'objet de cette décision "était d'empêcher que les élèves des écoles n'en fissent un lieu habituel de réunion pour y délibérer, ainsi qu'ils l'ont déjà fait deux fois." Toutes les issues sont fermées, et David demande que la mesure soit accompagnée d'une adresse ministérielle aux élèves des écoles, afin qu'ils comprennent "combien il est inconvenant qu'un lieu consacré au repos éternel des grands hommes soit troublé par des délibérations tumultueuses et étrangères aux hommes célèbres que ce monument important renferme." Le souci du gouvernement est différent, on s'en doute, de celui de David, mais la mesure s'accommode tout à fait à ses vues.

L'établissement d'une grille d'enceinte, dont on parle tout au long des premières années de la Monarchie de Juillet, répond aux mêmes exigences, et peu à peu, l'image se dessine d'un Panthéon plus isolé, où sont coupées les communications établies en août 1830 avec la ville et ses débats. Le régime, une fois repris le contrôle des lieux, entend façonner un Panthéon majestueux mais dénué de force subversive, point trop enserré dans l'époque, comme le confirmeront la plupart des mesures prises, et le plus souvent l'absence de mesure même, sous le règne de Louis-Philippe. Dès la publication de l'ordonnance du 26 août, il a fallu aux instances gouvernementales convaincre les divers comités improvisés de détourner leur ardeur vers l'Hôtel-de-Ville, et c'est là que les bustes sont finalement déposés le 21 septembre 1830<sup>23</sup>, après force négociations, et harangues houleuses.

### **L'ambiguïté inaugurale de la monarchie de Juillet et le Panthéon**

A travers l'exemple du Panthéon, une des premières "affaires" qu'il ait eu à traiter, affaire d'ailleurs appelée à laisser gravées ses conséquences dans la pierre d'un monument de première importance, peut se lire l'ambiguïté inaugurale du régime de Juillet. Et l'on devine déjà une tendance fondamentale au cours des dix-huit années de la Monarchie de Juillet, un décalage, intéressant entre tous et particulièrement lisible dans le cas du Panthéon, entre les racines symboliques

---

<sup>22</sup> A.N. F. 13 1144 Lettre de David au vicomte Héricart de Thury, directeur des Travaux de Paris, le 29 décembre 1830.

<sup>23</sup> Rémusat (Charles de) Mémoires de ma vie, t.II, 1820-1832. Paris, Plon, 1959. p.375.

mises en relief par le pouvoir, et une réalité politique qui évolue de façon différente et dont la compatibilité avec les dites racines est de moins en moins évidente. Nés de la Révolution, fruits d'un habile compromis, les gouvernements successifs se doivent de gérer immédiatement, et de contrôler, au risque d'être discrédités, une situation à laquelle ils doivent pourtant leur position. Dans ces conditions, la gestion qui est faite du Panthéon au cours des premières semaines participe à la fondation de l'assise du régime, et cette base ne pouvant évoluer de la même manière que les autres domaines de la politique, le Panthéon est destiné à être un témoin de l'état initial de la monarchie de Juillet, des conditions de sa fondation, de sa première légitimité.

De même des programmes de décoration décidés à la fin de l'année 1830 n'évoluent pour ainsi dire pas, ou ne peuvent plus être modifiés entre la commande et la livraison, alors que la situation politique et l'orientation générale du régime ne manquent de suivre la courbe que l'on sait. L'étude du Panthéon sous la Monarchie de Juillet présente donc ce double intérêt de concerner un lieu hautement symbolique et investi par le peuple de Paris d'une extraordinaire valeur de référence idéologique, mais aussi un espace de cristallisation d'un état d'esprit, d'une conception de la politique et de l'Histoire.

Guizot en fut bien conscient, qui dans ses mémoires regrette d'avoir cédé à la pression des révolutionnaires<sup>24</sup>:

Parmi les monuments dont on reprit alors les travaux, un seul, le Panthéon, fut pour moi l'occasion d'une faute, et faillit amener d'assez graves embarras. (...) J'avais, en commettant cette faute, un secret sentiment de déplaisir, et pour en atténuer les conséquences, l'ordonnance portait "qu'une commission sera chargée de préparer un projet de loi..." La commission, instituée pour gagner du temps, était composée de façon à faire espérer aux partisans de la mesure une prompt satisfaction de leur désir.

La commission était bien un leurre, et malgré les nombreuses interventions de Lafayette, elle ne fut jamais entendue. Ce dernier démissionna dès qu'il se rendit compte des blocages auxquels il était confronté et du rôle d'alibi qu'on entendait lui faire tenir, suivi de Béranger, et la question naturellement fut enterrée dans les placards de l'administration.

Guizot souligne ensuite le rôle tenu par Odilon-Barrot dans la médiation avec ceux qui entendaient placer les bustes au Panthéon, pour les convaincre de

---

<sup>24</sup> Guizot (François) Mémoires, tII, p.71-73, cité par Chenevières (ph. de) Les Décorations du Panthéon, souvenirs d'un directeur des Beaux-Arts, Paris, l'Artiste, 1885, 146p.



reporter leurs ambitions sur l'Hôtel-de-Ville et apaiser de cette manière les passions qui prenaient de plus en plus le Panthéon pour objet.

Il est clair que dans l'esprit de ces hommes qui viennent d'accéder au gouvernement, il s'agit de faire une concession afin de préserver l'essentiel: la stabilisation du régime. La Personnalité de Lafayette a semble-t-il joué un rôle considérable. C'est lui en effet le pivot de l'établissement de la monarchie, et sans son ralliement, rien n'est possible. On prend garde alors de satisfaire à quelques-unes de ses exigences, en particulier au Panthéon. Dans ses mémoires/<sup>5</sup> Rémusat souligne cet aspect, rappelant que l'"on avait soin de le contenter". Rémusat nous apprend aussi que Lafayette promit d'empêcher que les bustes soient portés au Panthéon si on lui accordait que le monument soit rendu à sa destination première<sup>26</sup>.

Il fallut que Broglie, comme ministre des Cultes, négociât avec l'archevêché la sécularisation de l'église, afin de la mettre à l'abri de toute profanation tumultueuse. (...) Quand j'ai dû aider Guizot à acquitter leur dette par quelques phrases qu'il leur avait promises (-à Odilon-Barrot et Lafayette-), afin qu'ils puissent les promettre à la jeunesse (on ne pouvait gouverner sans continuelles transactions), je fis un grand acte de complaisance (...) la paix publique était à ce prix?<sup>27</sup>

1830, c'est aussi pour le Panthéon la définition d'un nouveau programme de décoration, qui est bien entendu empreint de ce climat de la même façon qu'ont pu l'être les négociations entre le gouvernement et les éphémères occupants du temple et de ses abords.<sup>28</sup>

Dès le 19 août 1830, soit une semaine avant la publication de la décision royale de rétablir le Panthéon, un premier devis<sup>29</sup> est réalisé pour le rétablissement de l'inscription Aux grands hommes la patrie reconnaissante. Cela prouve que la solution de la laïcisation est déjà envisagée comme un ultime recours depuis plusieurs jours, et que l'on attend le moment le plus propice pour la rendre effective, comptant sur l'effet d'annonce pour marquer durablement les esprits.

---

<sup>25</sup> Op. cit., p.375.

<sup>26</sup> Le terme de destination première, primitive, originelle, légale...fait l'objet d'âpres débats tout au long du siècle, sur lesquels nous reviendrons.

<sup>27</sup> Rémusat., Op. cit., p.375-376.

<sup>28</sup> Nous n'avons pas rencontré de trace dans les archives de ces négociations, sans doute verbales, mais les mémoires de Rémusat et de Guizot les évoquent de façon implicite, comme nous l'avons vu précédemment.

<sup>29</sup> A.N. F, 13 1144.

Un second devis, en date de décembre 1830, le complète.<sup>30</sup> Peu à peu, le pouvoir reprend l'initiative, tandis que se relâche la constante pression des événements. Le climat devient de plus en plus serein, et les projets de décoration s'élaborent selon leur cours normal, celui de la commande officielle. Les sarcophages de Voltaire et Rousseau, escamotés sous la Restauration, sont remis en place assez rapidement, et dès les premiers jours du mois de septembre, les deux grandes figures des Lumières ont recouvert leur écrin.<sup>31</sup> La sérénité revenue, l'élaboration d'un programme de décoration peut commencer.

A la fin du mois de septembre 1830, Guizot évoque, dans une lettre<sup>32</sup> au baron Gérard, la nécessité de procéder à des modifications dans la décoration de l'édifice, et en particulier dans les travaux des pendentifs de la coupole, qui ont été confiés, à Gérard. Guizot s'abrite expressément derrière l'ordonnance royale, pour demander l'application de cette mesure que sans doute il n'approuve pas tout à fait. Il ne donne pas non plus de consigne particulière à l'artiste :

Je n'ai pas besoin de vous indiquer dans quel sens doivent être entendus les changements que réclament ces compositions précédemment arrêtées. Je laisse à votre jugement éprouvé le soin de rassembler et de concilier les idées qui doivent assurer désormais au Panthéon un caractère purement patriotique et national.

Il est entendu que le Panthéon ne saurait être le lieu d'une survivance des motifs picturaux de la période de la Restauration, mais au-delà de cette exigence minimale, il n'est pas de programme concerté quant aux fondements à donner à la décoration du nouveau Panthéon. Le débat ne semble pas s'amorcer, et c'est par le seul biais de la commande officielle, dans sa sécheresse administrative et l'habile flou de son cahier des charges, que sont posées les bases de ce qui apparaît plus comme un simple réajustement, comme une remise en conformité des décors, que comme une véritable entreprise volontaire de réinsertion du Panthéon dans la continuité symbolique révolutionnaire au travers de ses ornements artistiques et mobiliers.

En décembre, ce processus suit son cours, avec des échanges de lettres, de rapports et de conseils, devant aboutir aux premières commandes. L'esprit révolutionnaire demeure à l'ordre du jour chez certains, chez d'autres il est mêlé, déjà, d'une timidité indéniable, voire d'une réticence à assumer la décision du mois d'août. Avec le changement de ministère en novembre, les thèmes

---

<sup>30</sup> *Idem.*

<sup>31</sup> A.N. F. 13 1144. Rapport sur la remise en place des sarcophages de Voltaire et Rousseau, le 4 septembre 1830.

<sup>32</sup> Citée par Ph. de Chenevières, *Op. cit.*, p.41.

révolutionnaires reviennent sur le devant de la scène, modestement.

Au début du mois de décembre, dans une lettre<sup>33</sup> à Héricart de Thury, le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur relance la discussion :

La peinture du dôme du Panthéon appelle d'autres peintures, il faut remplacer les sculptures que le vandalisme bigot des missionnaires a fait supprimer. Il semble enfin que la destination de ce monument doive être de recevoir le sarcophage, la statue et le buste de nos grands hommes, de ceux qui se sont illustrés en défendant la liberté et la cause de l'humanité.

Le ton est volontaire, étonnamment volontaire même au regard de l'appréciation de Guizot ou de Rémusat, qui ne pouvait échapper au jeune Montalivet, mais reflète tout à fait ce mélange d'anticléricalisme et de retenue qu'est le régime de Juillet dans ses débuts. Il ne faut pas oublier qu'en février 1831, le gouvernement laisse se développer une agitation violemment anticléricale, qui aboutit au sac de Saint-Germain-l'Auxerrois et du siège archiépiscopal. Montalivet, à peine âgé de trente ans en 1830 et promu au poste de ministre de l'Intérieur dans le ministère Laffitte du 2 novembre 1830, constitue d'ailleurs une figure caractéristique des débuts d'un régime dont il sera un serviteur fidèle. Un biographe anonyme évoque, une douzaine d'années plus tard à propos du jeune ministre, polytechnicien, opposant sous la Restauration, "la fermeté prudente qu'il mit envers le clergé, auquel il ne fit jamais de concessions contraires aux principes de la révolution".<sup>34</sup> Montalivet renchérit dans le sens d'une laïcisation plus profonde du monument de Soufflot au mois de février 1831, lorsqu'il écrit :<sup>35</sup>

Cet édifice ayant cessé d'être consacré au culte, il ne paraît pas concevable de laisser subsister sur son sommet un signe religieux.

Je vous invite en conséquence à faire enlever la croix.

J'examinerai plus tard si cette croix ne devra pas être remplacée par une statue, soit de la Renommée, soit de l'Immortalité, afin de compléter la décoration du monument par un sommet en rapport avec sa destination actuelle.

La question de la statue, véritable arlésienne des cimes parisiennes, connaît là sa première, mais non ultime, occurrence.

---

<sup>33</sup> A.N. F. 13 1144. Lettre du sous-secrétaire à l'Intérieur au directeur des Travaux de Paris, le 9 décembre 1830.

<sup>34</sup> M. (Ferdinand) Notice sur la vie et les travaux de M. le comte de Montalivet, Paris, La Renommée, 1842, 26p. p16.

<sup>35</sup> A.N. F. 21 578. Lettre du ministre de l'Intérieur, le 19 février 1831.



On trouve en outre trace de la commande<sup>36</sup> d'un fronton<sup>37</sup> passée à David d'Angers et de deux sculptures pour le porche à Nanteuil à partir du 16 novembre 1830.

Mais dans l'immédiat, dans le but surtout de "donner du travail à la classe populaire",<sup>38</sup> seuls quelques travaux de faible envergure sont envisagés. Il s'agit notamment de pratiquer des évidements afin de donner de la lumière aux caveaux. Certes cette décision a-t-elle à voir avec le changement d'affectation du monument, puisqu'elle faciliterait la mise en valeur d'éventuels tombeaux, dans le cas où l'on choisirait d'exposer ceux-ci dans la crypte, mais elle n'est aucunement de nature à entretenir l'élan populaire, ni à susciter l'attention sur le monument, dont on parle de moins en moins, au grand soulagement, à n'en point douter, du gouvernement.

Dans le Paris de Louis-Philippe, dont les contours s'esquissent assez rapidement, au moins au vu des projets entrepris, rêvés ou évoqués en 1830 et 1831, le Panthéon n'est assurément pas destiné à occuper une place considérable. Plusieurs indices nous suggèrent déjà que le temple de Soufflot embarrasse le pouvoir plutôt qu'il ne l'inspire, et malgré ses tentatives, ses élans et suggestions, le "parti" de la Révolution ne parvient guère à imposer ses vues. Certes un programme limité de décoration est-il adopté, sans que l'opinion d'ailleurs y soit en aucune façon associée<sup>39</sup> mais ce n'est là qu'un aménagement de circonstance, sans réelle solution de continuité avec ce qui précède. L'exception vient peut-être du fronton, cette arche de Noé des thèmes révolutionnaires, qui jQue en 1837, nous le verrons, le rôle paradoxal de cheval de Troie de la Révolution dans l'édifice alors largement stabilisé de la monarchie de Juillet.

En revanche, cette attitude attentiste qui tentait fort à propos de faire oublier le Panthéon, n'a pas manqué de provoquer l'impatience, voire l'irritation de ceux qui prônent une gestion ambitieuse du monument. Au début de 1831, le préfet de

---

<sup>36</sup> A.N. F, 21 578.

<sup>37</sup> L'étude de ce fronton, de sa livraison, des péripéties adjacentes et de leurs incidences politiques se trouve dans le chapitre III.

<sup>38</sup> A.N. F, 21 578. Lettre du conseiller d'Etat, préfet de police, au ministre de l'Intérieur, le 23 septembre 1830.

<sup>39</sup> On ne trouve pas de trace dans la presse, à ma connaissance, des débats et des compromis de la fin de l'année 1830 et du début 1831 concernant les décorations à mettre en oeuvre au Panthéon.

police s'inquiète, au sujet du tableau allégorique de Gros, qui selon lui risque de donner lieu à une expression du mécontentement populaire:<sup>40</sup>

Il serait possible que quelques figures du tableau allégorique de M. Gros au Panthéon excitassent le mécontentement populaire. Pour prévenir tout désordre, ou peut-être la perte de cette belle peinture, on pourrait faire manquer de suite la partie de ce tableau dont la vue, dans les circonstances actuelles, ne peut que produire un fâcheux effet.

Une autre lettre<sup>41</sup>, au mois d'avril, précise cette pensée: les trois premières époques paraissent inoffensives à l'administration, mais la quatrième, celle de la Restauration, présente à ses yeux un risque certain, si bien qu'afin d'éviter que "dans un instant de trouble, l'autorité ne fût forcée de faire une concession sur ce point, vous (-le ministre du Commerce et des Travaux Publics-) jugerez peut-être plus convenable qu'elle prît spontanément l'initiative."

Je n'ai pas trouvé trace dans la presse de l'éventuelle application de cette mesure, mais un entrefilet peut toujours échapper à l'oeil le plus averti. Qu'un drap ait ou non été appliqué sur les fresques de Gros, il est certain toutefois que le principal souci de l'autorité du gouvernement est au début 1831 d'ôter au Panthéon tout élément susceptible de passionner le débat, et de faire en sorte que l'on en parle le moins possible.

En une année donc, à partir de Juillet 1830, le Panthéon a connu une évolution paradoxale à bien des égards, et fort éclairante tant à son propre objet qu'au sujet des conditions de mise en place de la Monarchie de Juillet. Le fait même qu'on lui attribue autant d'importance est déjà étonnant, étant donnée la "richesse" de l'histoire du monument. Chacun sait en 1830 que le Panthéon est le lieu même de l'instabilité, le monument où se reflètent les contradictions de la société française, où se donne en représentation l'interprétation sans cesse corrigée, dans la douleur le plus souvent, de la Révolution et de ses suites. Alors vouloir le faire revivre est déjà un pari risqué. Mais les événements de cette année 1830-1831 au Panthéon sont eux-mêmes surprenants: pratiquant l'art de l'esquive, de la concession calculée, de l'anticléricalisme plus ou moins courtois, le régime de Louis-Philippe est parvenu en quelques mois à refaire sienne une enceinte qui semblait lui échapper, et à lui préserver son caractère de vacuité, si commode

---

<sup>40</sup> A.N. F. 21 578 Doc. 77. Lettre du conseiller d'Etat, préfet de police, à son successeur, le 23 février 1831.

<sup>41</sup> A.N. F. 21 578 Doc. 74. Lettre du préfet de police Vivien au ministre du Commerce et des Travaux Publics, au mois d'avril 1831.

pour qui craint l'expression de ses propres contradictions.

## CHAPITRE II

### 1831 : LE PREMIER ANNIVERSAIRE DES TROIS GLORIEUSES

Les années de la Monarchie de Juillet sont scandées, surtout au début, par l'anniversaire de l'événement fondateur que constitue la Révolution de 1830 et les cérémonies qui l'accompagnent. La consistance des festivités, et la ferveur mise par le gouvernement dans l'organisation des dites cérémonies est un indice important pour l'opinion de l'époque quant à l'évolution de la position politique symbolique que se donne le régime, et les faits autant que leur interprétation immédiate restent pour nous aussi un repère de choix. Le zèle festif, la présence ou non du deuil, la durée des réjouissances, leur teneur symbolique et leur contexte ne sont en effet en aucun cas des éléments neutres, et les commentateurs de l'époque savent mettre au jour les hypocrisies et les petites économies du pouvoir à ce sujet. Il va sans dire que pour le Panthéon, cette question est capitale, et que la situation, ou la non-situation du monument sur l'échiquier des célébrations est pour nous une indication de première importance. Il faut voir, afin de saisir un peu mieux la réalité et l'évolution du régime, ce qu'on fait au Panthéon, ce qu'on en dit, ce à quoi on se réfère et ce que l'on entend y créer éventuellement, ou au contraire, les manoeuvres qui y prennent place afin de ramener le monument sous le contrôle du pouvoir. La cérémonie de 1831 constitue à cet égard une référence incontournable, puisqu'il s'agit là de la récurrence initiale, de la fête par laquelle tous les esprits intègrent la norme de bienséance commémorative et pour laquelle chacun avait son idée, ses souhaits. Faire moins qu'en 1831 revient sous la monarchie de Juillet à infléchir sa politique d'une façon qui l'éloigne explicitement des racines révolutionnaires, mais en 1831 même, la question ne se pose pas dans l'absolu, et les ambiguïtés, encore une fois, sont loin d'être absentes.

## La fête officielle et ses enjeux

Au bout d'une année de pouvoir, en juillet 1831, le régime se met en scène dans des festivités qui durent trois jours pleins,<sup>42</sup> et qui sont pour nous l'occasion d'apprécier d'une façon tout à fait privilégiée ce qu'est le Panthéon devenu, ou ce à quoi il est destiné.

Deux objectifs s'imposent aux organisateurs : poursuivre le travail de légitimation, de construction de la mémoire tel qu'il fut amorcé en 1830, et d'autre part donner un signe tangible à la fraction révolutionnaire de l'opinion de la conformité du gouvernement à ses aspirations et exigences minimales. Au Panthéon, où rien de sérieux ne s'est passé depuis la promulgation de l'ordonnance du 26 août 1830, il convient de prouver que le monument n'est pas l'abîme sans âme que dénoncent les catholiques<sup>43</sup>, ni un lieu indignement laissé à l'abandon, dont on a peur, comme le pensent les partisans de la poursuite de la ligne révolutionnaire.

Entre ces deux passages obligés, la tâche du gouvernement est de fonder une tradition commémorative, de poser les jalons de sa stabilité, de clore un épisode encore proche dans les souvenirs, mais qui n'est politiquement plus d'actualité. C'est la première année du règne qui prend fin, et une commémoration réussie est une indication de la santé du régime qu'elle reflète. Le soin apporté aux préparatifs et à l'organisation des festivités prouve qu'il existe chez les responsables politiques une grande conscience des enjeux de l'anniversaire et des polémiques d'ordre politique qui s'y rattachent. Il existe une tradition française de ces fêtes et anniversaires, et, dans le camp de la Révolution, les nombreuses références ne peuvent manquer d'être gravées dans les esprits.<sup>44</sup> Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, chaque cortège, chaque manifestation ou commémoration se situe nécessairement, d'une façon ou d'une autre, dans la tradition des cortèges révolutionnaires, ou par rapport à elle, et tant le parcours choisi que les étapes et le lieu d'aboutissement sont des signes qui renvoient de façon plus ou moins précise à des références historiques et à des précédents connus de tous. Le gouvernement connaît ces enjeux, et dans l'élaboration de

---

<sup>42</sup> Les 27, 28 et 29 juillet 1831.

<sup>43</sup> La perception des affaires du Panthéon par l'opinion catholique fera l'objet de notre seconde partie.

<sup>44</sup> Voir notamment Ozouf (Mona) La Fête Révolutionnaire, 1789-1799, Paris, Gallimard, 1976. 34Op.



son programme des fêtes, il sait qu'il lui faut absolument en jouer avec habileté.

Le Panthéon est alors extirpé de la torpeur certaine dans laquelle il avait sombré une fois passée la fièvre des journées de tumulte de la fin de l'année 1830 ainsi que quelques poussées de fièvre passagères, et, paré d'une image de sérénité, d'une pompe digne du roi et de sa suite, il revient pour quelques jours sur le devant de la scène. Paris, en revanche, est baigné d'une atmosphère tendue, et le Quatorze Juillet, que la commémoration de la date des 27, 28 et 29 entend aussi conjurer, a donné lieu à divers incidents inquiétants pour le pouvoir. Le Panthéon a d'ailleurs constitué à cette occasion une sorte d'objectif pour les manifestants qui préfèrent célébrer le Quatorze. Voici ce que disait le Globe, journal Saint-Simonien, dès le 2 juillet <sup>45</sup>

Il Y a dans Paris une odeur d'émeute (...) On parle d'arbres de la liberté qui seraient solennellement plantés dans la pensée de neutraliser cette agitation. (...) Au quatorze juillet, si l'on plante pompeusement un arbre tricolore sur la place de la Bastille, un autre sur la place du Panthéon, (...) n'est-il pas probable que la fête aura son lendemain, son surlendemain, avec des démonstrations de plus en plus vives? Pense-t-on que les pèlerins de la place Vendôme fassent défaut au pied de l'arbre sacré?

La situation s'avère en fait relativement complexe. Au moment même où débute le processus devant mener à la commémoration de la fin du mois, le Panthéon risque de devenir le théâtre des affrontements et des manifestations que précisément le pouvoir veut conjurer. L'enjeu gagne en intensité, et, entre le 14 et le 27 juillet, ce n'est pas seulement un choix entre deux anniversaires qu'il s'agit de faire, mais c'est aussi un choix entre deux modes de référence différents et foncièrement incompatibles. Prôner le 27, c'est faire entrer 89 dans le moule de 1830, c'est se référer à une mémoire nouvelle, en construction, et refuser de se plier à une nostalgie révolutionnaire extrême. Il est logique que le gouvernement craigne âprement la résurgence de la symbolique du Quatorze Juillet, et de tous ses corollaires aux consonances révolutionnaires si nettes. Fêter le 27 juillet, date si proche du 14, c'est refuser l'idée de se laisser dicter la date du 14, aux connotations trop explicitement révolutionnaires, par une frange de l'opinion dont l'activité ne cesse d'inquiéter le pouvoir. C'est aussi effectuer une synthèse des deux révolutions, en se servant de la proximité de calendrier pour englober dans le 27 la violence potentielle du Quatorze. La référence à la Révolution,

---

<sup>45</sup> Le Globe, B.N. Pero D. 120. Samedi 2 juillet 1831, p.1.

<sup>46</sup> Allusion à une manifestation bonapartiste récente. Le Globe soutient volontiers ce genre de nostalgie.

puisqu'il doit y en avoir une, ne peut être acceptée par le gouvernement qu'à l'intérieur de son propre mécanisme de légitimation, c'est-à-dire que seule une lecture de 1789 au travers de 1830 est acceptable, et non l'inverse. Le Panthéon réunit à lui seul ces difficultés et ces tâtonnements: il fut le monument de la Révolution, et a été en passe de devenir, si le gouvernement n'était pas intervenu en 1830, celui de la nouvelle Révolution. En 1831, c'est plus qu'un espace à occuper et à remplir, c'est une borne à ériger, représentant la limite sénestre acceptable par la Monarchie Constitutionnelle en matière de référence à la Révolution. La République n'est jamais loin des revendications attachées au Panthéon, et le traitement des événements de 1831 par le pouvoir est décisif quant au devenir du monument..

Le 6 juillet, dans l'espoir évident de faire baisser d'un ton la vigueur revendicatrice de la gauche révolutionnaire et de désamorcer les menaces d'émeute ou de provocation, le comte d'Argout, ministre du Commerce et des Travaux Publics, publie une ordonnance, signée de main royale, au sujet de l'organisation des festivités de la fin du mois. Assurément, le pouvoir n'avait pas l'intention d'aller aussi loin, mais commémorer avec faste est le plus sûr moyen d'empêcher que d'autres ne le fassent à leur guise et ne promulguent dans la confusion des mesures qu'il faudrait alors, selon un processus désormais presque coutumier au Panthéon, assumer pour éviter de perdre la face. L'ordonnance est précédée d'un petit texte explicatif et justificatif dans lequel le ministre déclare "aller au devant du vœu de la France en proposant de faire célébrer comme fêtes nationales les journées des 27, 28 et 29 juillet."<sup>47</sup>

D'Argout se place de façon implicite dans le cadre de la polémique sur le 14 Juillet, et dans son esprit, il semble clair que désormais les dates des Trois Glorieuses prennent dans le calendrier symbolique la place qu'aurait pu prendre le 14 Juillet:

Sans doute il est d'autres journées qui brillent dans nos annales, qui sont chères à la patrie, mais comment les mieux célébrer qu'en mêlant leur souvenir au plus national des souvenirs, et en faisant aussi rejaillir sur elles quelques rayons de cet éclat qui doit entourer l'anniversaire nouveau que nous voulons honorer.<sup>48</sup>

Dès le 2 juillet, certes, le gouvernement avait assuré de sa volonté de "célébrer

---

<sup>47</sup> cité dans L'Avenir RN. PeroD.146, le vendredi 8 juillet 1831, p.3.

<sup>48</sup> Idem

dignement l'anniversaire des trois grandes journées<sup>49</sup> mais le projet n'atteint son état de maturation définitif que lorsque devient plus pressante la menace que représente une éventuelle tentative de débordement lors du 14 Juillet. La réponse imaginée est très subtile, et montre combien les hommes de la Monarchie de Juillet attachaient d'importance à ce volet sensible de la politique que constitue la fête, l'organisation, la mise en place et la gestion des symboles, des signes et des références politiques ou historiques. Savoir organiser une fête au bon moment et selon les modalités adéquates est pour eux une preuve d'habileté politique, et la gestion de ce qui aurait pu être une grave crise en 1831 le prouve.

Dans le but de mettre un terme aux rumeurs et à l'agitation constante, l'ordonnance signée par Louis-Philippe renoue avec le thème de l'inhumation des héros de Juillet au Panthéon. Il n'en était plus question depuis que les manoeuvres de 1830 avaient permis de détourner du Panthéon, au moins provisoirement, toutes les passions populaires qui y trouvaient un lieu d'expression et, ainsi que nous avons déjà commencé de le voir, de cristallisation. En juillet 1831, le roi se permet de l'évoquer à nouveau, mais d'une façon si floue et allusive que nul projet concret n'est en vue. Voici un extrait de l'ordonnance :<sup>50</sup>

Art.2 Les dépouilles mortelles des citoyens morts pour la patrie en défendant les lois et la liberté les 27, 28 et 29 juillet seront, aussitôt que l'exhumation pourra en être faite, déposées au Panthéon.

Une loi sera présentée dans la prochaine session pour consacrer législativement cette sépulture. Une cérémonie d'inauguration aura lieu au Panthéon le 27 juillet prochain.

Art.3 Il sera élevé sur l'ancien emplacement de la Bastille un monument funéraire en l'honneur des victimes des trois journées.

La théorie des décorés de Juillet, relique difficilement négligeable d'une Révolution dont on s'attache pourtant à atténuer les conséquences, et dont l'emprise sur la vie politique ne peut être négligée,<sup>51</sup> voit donc une de ses principales aspirations satisfaite, et n'a par conséquent plus de raison valable de susciter l'émeute à l'occasion du 14 Juillet. Le terme de l'ordonnance évoque

---

<sup>49</sup> L'Avenir, B.N. Pero D. 146. 2 juillet 1831.p.3.

<sup>50</sup> L'ordonnance est publiée dans ce même numéro de l'Avenir, ainsi que dans la plupart des journaux.

<sup>51</sup> Les décorés de Juillet participent à toutes les cérémonies, écrivent aux journaux en se présentant comme tels, et d'une façon générale, utilisent leur prestige au service de l'approfondissement des acquis de la Révolution et de la reconnaissance au moins symbolique de la dette contractée par le régime à leur égard.



une impossibilité matérielle à l'exhumation des victimes. Il s'agit du choléra, dont tous les journaux décrivent les progrès dans toute l'Europe jour après jour. La maladie n'est pas à Paris, certes,<sup>52</sup> mais l'argument du souverain a de quoi convaincre ses compatriotes, chez lesquels se répand la crainte de voir se développer l'atteinte morbide dans le pays. Cette peur arrange bien entendu les affaires du gouvernement, mais elle part certainement d'un souci réel de ne pas prendre de risque avec l'hygiène publique. Il reste que le projet n'est par la force des choses qu'une pieuse (mais sacrilège pour les catholiques) déclaration d'intention, dont l'impossibilité d'être concrétisée a dû grandement faciliter la formulation.

D'autre part, le monument de la Bastille connaît là sa première évocation "littéraire", et on verra que ce substitut du Panthéon, ce plus petit dénominateur commun entre hommage aux victimes et compatibilité politique avec le régime, n'est pas encore dressé sur la place. Pour l'instant, le programme des cérémonies édité par d'Argout le 8 juillet<sup>53</sup> ne fait état que d'un "simulacre de monument funéraire destiné à perpétuer le souvenir des journées de juillet."

Les instructions ministérielles édictées pour le 27 recommandent aux fonctionnaires de porter le deuil, et aux ecclésiastiques de célébrer un service commémoratif. L'armée portera aussi le deuil, avec la garde nationale. Il est prévu que le roi se rende tout d'abord à la Bastille, puis au Panthéon. Le lendemain et le surlendemain, des jeux aquatiques, des orchestres, des exercices d'aérostat, des illuminations et d'autres réjouissances encore, telles que mâts de cocagne, mimes et voltiges doivent accompagner la joie du peuple après ce jour de deuil et de souvenir, du Trône au carré Marigny, en passant par l'Etoile et le champ de Mars. La fantaisie, toute classique d'ailleurs, devant occuper le peuple et le distraire, disent les plus ardents révolutionnaires, de rester songeur après la cérémonie.

Ce déploiement d'imagination n'a pas réussi à éviter totalement le développement d'une agitation révolutionnaire lors du 14 Juillet, mais il est certain qu'il en a considérablement atténué les effets, en dissuadant une grande

---

<sup>52</sup> Mais le choléra atteint la France très gravement en 1832, et les signes avant-coureurs de l'épidémie sont guettés avec une grande anxiété par l'opinion dès 1831.

<sup>53</sup> Ce programme est publié dans l'Avenir, ainsi que dans la plupart des autres journaux, le 9 juillet.



part des participants potentiels aux protestations de s'y joindre. La perspective de voir les journées de Juillet célébrées dignement n'a pas manqué, semble-t-il, d'apaiser bien des rancœurs ou des doutes quant à la véritable filiation révolutionnaire du pouvoir, ou du moins de diluer ces rancœurs dans un véritable sentiment de deuil. Le souvenir de l'émeute est encore très présent parmi la population parisienne, et il serait vain de vouloir interpréter le moindre signe d'une façon strictement politique. Les organisateurs des troubles du 14 se doutaient toutefois de l'effet démobilisateur de l'annonce gouvernementale, puisque le II, un étudiant en droit est pris au cours d'une opération d'arrachage systématique des programmes des fêtes placardés sur les murs de la capitale<sup>54</sup>. Le préfet de police profite de l'incident pour prévenir que ceux qui désireraient planter des arbres de la liberté seraient arrêtés. „55

Le 14, l'armée prit position aux points stratégiques de la ville, dont le Panthéon évidemment,<sup>56</sup> et la tentative des manifestants, moins nombreux que ne l'espéraient les organisateurs, de planter des arbres de la liberté s'acheva dans des échauffourées de faible incidence sur le cours de la vie politique française. On en parla bien sûr pendant plusieurs jours<sup>57</sup>, des journaux accusant le gouvernement d'avoir salarié des bandes d'ouvriers en mal d'exercice afin de donner une allègre bastonnade aux téméraires contestataires, et cette insinuation provoquant son lot de polémiques et de menaces de procès; mais dans l'ensemble, le gouvernement s'était plutôt bien débrouillé d'une affaire a priori des plus embarrassantes. Le Globe<sup>58</sup> dénombre malgré tout un mort, et pendant une dizaine de jours, des témoignages sur les événements du 14 et sur les excès de violence de la garde nationale envers même de simples passants qui portaient ce jour-là la cocarde tricolore parvinrent à la rédaction du journal, qui les publia abondamment, ravie qu'elle était d'avoir un argument de plus contre le pouvoir pour mettre au jour sa dérive constante par rapport aux idéaux de Juillet.

Mais à la veille du 27, la tension est retombée, et il reste au gouvernement à mettre en oeuvre de belles fêtes, à ne pas revenir trop insolemment sur les

---

<sup>54</sup> La Révolution de 1830, 12 juillet 1831, Cité dans la Quotidienne. B.N. Pero D.98.13 juillet 1831., p.3.

<sup>55</sup> Le Globe RN. Pero D. 120 14 juillet 1831.

<sup>56</sup> La Tribune, B.N Pero D. 120. 15 juillet 1831., p.2.

<sup>57</sup> Sur ce point on peut voir, par exemple, la Quotidienne du 18 juillet (RN. Pero d.98.).

<sup>58</sup> Le Globe. 16 juillet 1831, p.1

2<sup>e</sup> cérémonie  
de l'anniversaire

promesses faites afin que tout se passe sans problème, et que le fragile règlement de la question du Panthéon ne soit pas remis en cause.

Les cérémonies débutent à quatre heures du matin le 27, au son du canon. (Le comte Apponyi, ambassadeur d'Autriche, agacé visiblement, note à ce sujet dans son journal qu'il fut réveillé en sursaut.<sup>59</sup>]) A onze heures a lieu la cérémonie de la Bastille. Le roi se dirige ensuite vers le Panthéon, d'où l'on avait discrètement ôté la croix la veille.<sup>60</sup> Des drapeaux tricolores pavoisent le monument, des draps sont tendus, et l'audience est disposée sur des tribunes installées à l'intérieur du temple de façon à présenter au roi un auditoire sage et discipliné, en dépit de la foule. Louis-Philippe est accompagné de Don Pedro, l'empereur déchu du Brésil, du duc d'Orléans et du duc de Nemours. On chante la Marseillaise, la Parisienne<sup>61</sup>, le roi scelle les tables de bronze sur lesquelles sont inscrits les noms des victimes de Juillet, et lit, dans un silence approximatif, le petit discours suivane<sup>2</sup>

Après avoir scellé sur les murs de ce monument consacré à toutes nos gloires nationales ces tables d'airain destinées à perpétuer les noms de ceux qui, l'année dernière à pareil jour, ont si vaillamment défendu le précieux dépôt des lois, de la Charte et de la liberté française, je viens vous exprimer tous les sentiments dont mon coeur est rempli en célébrant avec vous l'anniversaire de ces glorieuses journées de juillet. (...) J'ai voulu aussi célébrer la mémoire du 14 juillet 1789. Assez vieux pour avoir vu cette grande victoire nationale, je jouis de pouvoir réunir aujourd'hui ces deux anniversaires dans la commémoration.

Le roi reprend donc le thème de la synthèse réalisée par ses soins, par le biais des cérémonies du 27, entre le 14 Juillet et les Trois Glorieuses. Il convient de noter aussi qu'il ne fait aucune allusion à l'histoire propre du Panthéon. De même que l'ordonnance qui mettait en place les conditions de la cérémonie, ce discours se place dans le flou le plus total vis-à-vis du monument dans lequel il est prononcé. Le Panthéon est seulement défini comme consacré à toutes les gloires nationales, sans que ce que recouvre ce terme pourtant curieux ne soit

<sup>59</sup> Apponyi (Comte Rodolphe) Journal. Vingt-cinq ans à Paris. tII. 1831-1834. Paris, Plon-Nourrit. 1913, 527p. (p.36) La réflexion politique d'Apponyi, telle qu'elle transparaît dans son journal, tout au moins, va rarement au-delà de ce genre de considérations. Il est cependant plaisant de constater qu'il confirme les informations plus statiques issues des archives!

<sup>60</sup> La révolution de 1830. 27 juillet 1831, cité dans l'Avenir du 28 Juillet.p.1..

<sup>61</sup> Voici à ce sujet le jugement du très mondain Apponyi (Op. cil. p.39.): Dans le Panthéon converti en temple, on avait construit des tribunes, il fallait des billets pour entrer. Un orchestre de quatre cents musiciens a exécuté force morceaux de musique religieuse et profane, on se serait cru aux concerts du Conservatoire."

<sup>62</sup> Ce discours est publié dans le Moniteur du lendemain.

d'aucune façon précisé. Nous sommes bien au Panthéon, mais ne me demandez pas ce dont il s'agit, je ne fais que passer: telle est la teneur du discours royal. Il ne faut pas attendre du roi à ce moment qu'il opère une conceptualisation de son action au Panthéon, alors que d'une manière générale, ceux qui s'expriment à ce propos depuis 1791 jusqu'à 1885 ne manquent pas d'en évoquer les grandes heures et de réinterpréter selon le sens de leur discours les événements qui s'y sont succédé, car le but ultime de cette action commémorative de Louis-Philippe est précisément de passer sous silence ce qui fait l'histoire du temple des grands hommes.

Nourrit entonne ensuite une symphonie funèbre, dont les paroles ont été composées pour l'occasion par Victor Hugo :<sup>63</sup>

*Strophe*

Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie  
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.  
Entre les plus beaux noms, leur nom est le plus beau.  
Toute gloire, près d'eux, passe et tombe éphémère;  
Et comme feroit une mère,  
La voix du peuple entier les berce en leur tombeau!

*Chœur*

Gloire à notre France éternelle!  
Gloire à ceux qui sont morts pour elle!  
Aux martyrs, aux vaillants, aux forts!  
A ceux qu'enflamme leur exemple,  
Qui veulent place dans ce temple,  
Et qui mourront comme ils sont morts!

*Strophe*

C'est pour ces morts dont l'ombre est ici bien venue,  
Que le haut Panthéon élève dans la nue,  
Au dessus de Paris, la ville aux mille tours,  
La reine de nos Tyrs et de nos Babylones,  
Cette couronne de colonnes  
Que le soleil levant redore tous les jours!

*Chœur*

Gloire à notre France éternelle ...

*Strophe*

Ainsi, quand de tels morts sont couchés dans la tombe,

---

<sup>63</sup> Le texte exact en est publié par exemple dans l'Avenir du 29 juillet.

En vain l'oubli, nuit sombre où va tout ce qui tombe,

Passé sur leur sépulchre où nous nous inclinons ;

Chaque jour pour eux seuls se levant plus fidèle,

La gloire, aube toujours nouvelle

Fait luire leur mémoire et redore leurs noms !

*Chœur*

Gloire à notre France éternelle ...

Le poète officiel, dont ce n'est pas la dernière apparition au Panthéon, ni la première fois qu'il se plie au doux exercice de l'ode de circonstance, reprend le thème de l'inhumation de façon très claire, et fait du Panthéon ce que rêvent d'en faire les républicains qui ne peuvent dire leur nom, et les opposants de gauche en général. Victor Hugo s'inscrit là dans la logique de toute la cérémonie, dont le but ultime est d'occuper la place de ces gens sur le terrain de la représentation symbolique afin de réduire à néant la force de leurs arguments. En chantant la Marseillaise, en évoquant la mémoire du 14 Juillet, en laissant Victor Hugo chanter un Panthéon ouvert aux héros des Trois Glorieuses, Louis-Philippe ne s'engage à rien et n'abdique pas du tout de la position conquise au cours des mois précédents. Son seul geste concret est de sceller une liste des victimes, incomplète et approximative au demeurant, dans le mur du monument, au lieu de la mise en place des sarcophages promis. Il a su déjouer les pièges de ce premier anniversaire, de cette première occasion de mise au jour des contradictions internes de son régime et la foule importante qui est massée à l'intérieur de l'édifice semble apprécier cet exercice de style, cette démonstration de virtuosité politique. En occupant de manière éclatante le terrain du Panthéon, le régime marque incontestablement un point essentiel. C'est peut-être la première fois que, dans un cadre laïc, on parvient réellement à organiser une cérémonie complète, à conjurer l'impression de vide due à l'immensité du bâtiment, à marquer l'espace qui s'étend entre les murailles de l'édifice de Soufflot du sceau que l'on s'est soi-même façonné, et que l'on ne s'arrête pas aux portes du temple, n'osant en franchir le seuil et ne sachant que faire à l'intérieur. Les cortèges révolutionnaires s'arrêtaient en effet aussi devant le monument de Soufflot, et la question de l'occupation de l'aire du Panthéon sans recours à la divinité chrétienne avait toujours donné des arguments aux détracteurs de la



A la sortie, la Marseillaise est de nouveau chantée, et cette fois reprise par le peuple qui n'avait pu prendre place à l'intérieur et s'était massé sur la place. Le général Lafayette reçoit une ovation remarquable, alors que quelques mètres plus loin, le roi est pris à partie par un jeune homme, aux cris répétés de "A bas le roi!".<sup>65</sup> C'est pour le souverain qui sort à peine de l'autel sacré la chute impromptue, mais sans conséquence à vrai dire puisque le jeune homme est immédiatement maîtrisé et arrêté, d'un stalactite où pèse "l'ombre du régicide".<sup>66</sup>

Nous sommes loin de la parfaite quiétude, mais pour le pouvoir, la gestion de la cérémonie au Panthéon se révèle être un succès manifeste. Les fêtes populaires peuvent commencer, les manèges s'animer, les lampions illuminer la ville, le Panthéon retomber dans l'oubli, et la question des sarcophages se diluer dans la masse des autres problèmes du moment, autrement plus importants que le monument de Soufflot et son destin incertain.<sup>iii</sup>

## La fin du rêve révolutionnaire?

Le principal enseignement de la cérémonie au Panthéon est sans doute celui de la mise en évidence d'une constante ambition du pouvoir d'éloigner le monument des préoccupations de la foule, de signifier, en quelque sorte, que lui-même s'en charge, de donner des signes de sa bonne volonté, mais sans rien céder, au contraire des premiers jours qui avaient suivi la Révolution de 1830. Le Panthéon se ferme de plus en plus aux aspirations spontanées, et redevient le lieu officiel, paré de majesté et inaccessible, que souhaite en faire le pouvoir. Un Panthéon livré à la rue est un danger réel, tant tout le monde est d'accord pour

---

<sup>64</sup> Ceux-ci ne s'abstiennent pas toutefois de critiquer les fondements de la cérémonie, nous le verrons, mais il est certain que leurs arguments n'ont pas en cette occasion la pertinence qu'ils ont lors d'autres épisodes de l'histoire du Panthéon.

<sup>65</sup> C'est le *Courrier de l'Europe* qui fait part de cet incident. L'entrefilet est repris par l'*Avenir*, du 29 juillet.

<sup>66</sup> Vladimir Nabokov *Feu Pâle*, Paris Gallimard, 1965, p.?!.. Le jeu de mot de Nabokov est fondé sur l'effet de rime entre "stillicide" (stalactite) et "regicide".

<sup>67</sup> Dans l'étude d'un objet aussi précis et matériellement repérable que le Panthéon, on doit naturellement se garder d'ériger cet objet en référence absolue. Le Panthéon n'est pas le centre de la vie politique française, il en reflète seulement quelques tendances intéressantes, qui ne sont peut-être pas aussi lisibles ailleurs. A certaines époques, comme par exemple en 1831, il occupe cependant dans la presse une place surprenante, qui confirme que malgré tout, l'opinion de l'époque lui conférait une importance que nous avons du mal à saisir d'emblée.

reconnaître à cet édifice une valeur politique et symbolique de première importance. Le Panthéon, c'est le chef-d'œuvre de l'architecture française, c'est le porte-étendard de la Révolution, ou de la Religion suivant les époques, et nul gouvernement ne peut se résigner à voir ce lieu échapper à son contrôle. Le Panthéon est à la fois extrêmement malléable et doté d'une immense inertie. Il trône au sommet de la montagne Sainte-Geneviève, domine Paris, et son histoire est marquée de toutes les péripéties de l'histoire récente du pays. En 1831, il revient dans le giron du pouvoir, et malgré quelques incidents postérieurs,<sup>68</sup> qui ne l'approchent d'ailleurs jamais que de loin, il entame une période paisible, de même que le régime qu'il reflète désormais. Les différents gouvernements ont su habilement jouer des ambiguïtés du lieu, et il ne leur a guère fallu plus d'une année pour imprimer leur marque sur l'édifice. Une marque à vrai dire un peu molle et indécise, mais qui retient à l'extérieur d'autres déterminations largement plus subversives. La pose de la première pierre du monument de Juillet à la Bastille ne doit pas être dissociée, dans l'analyse, de ce processus, puisqu'elle constitue à la fois un gage de prise en compte du souvenir de la Révolution et de ses martyrs, mais aussi une façon de détourner vers la Bastille les passions révolutionnaires indésirables au Panthéon.<sup>69</sup>

La presse de gauche a bien saisi les enjeux de la cérémonie du 27 juillet 1831, et ne manque pas d'en révéler les inconséquences, les petits détails joliment scandaleux, et tous les éléments qui marquent sa réprobation, mais aussi reconnaît ce qui apparaît toujours plus clairement comme sa défaite, comme la fin de la période au cours de laquelle il était encore possible de faire ployer la lourde machine du pouvoir. Le rêve révolutionnaire au Panthéon s'évanouit avec les échos de la Marseillaise. Les murailles reprennent leur apparence d'inviolabilité, et ce n'est désormais que depuis l'autre rive de la Seine que les manifestants pourront évoquer, dans la rage de l'impuissance, le Panthéon comme un paradis

---

<sup>68</sup> Nous étudierons les grands enterrements ayant donné lieu à l'évocation du Panthéon comme issue ou aboutissement dans le prochain chapitre.

<sup>69</sup> Publiée en 1830, une brochure réclame la mise en place d'une colonne dédiée à la garde nationale et aux victimes de Juillet: BONNEVILLE (AS.M.) Essai sur quelques monuments nationaux et d'utilité publique. Paris, David, 1830, 8p. L'auteur va, sans le savoir sans doute, dans le sens que donnera le gouvernement à ces commémorations: "Que les trophées élevés à d'autres époques restent à leur destination première; n'arrachons rien aux souvenirs glorieux qu'ils nous laissent, mais il faut aussi que les triomphes populaires obtiennent une part complète et spéciale d'admiration. (...)" (p.4)

perdu, une terre à reconquérir.

La presse s'en prend tout d'abord au programme des célébrations, critiquant son opportunisme. Mais on ne peut pas dire qu'elle le dénonce, voyant dans sa publication une petite conquête face à l'indifférence et à l'oubli. L'attitude la plus radicale face à la cérémonie est certainement celle de la Tribune, qui le 27 Juillet s'abstient d'en faire un compte rendu, et publie, afin de satisfaire quand même la juste curiosité de ses lecteurs, celui de la Révolution, puisque la rédaction du journal avait choisi de ne pas assister à l'événement: "Nous n'avons point assisté à cette parodie d'hommage où le coeur n'était pour rien." Les autres journaux y ont assisté, même si parfois leurs rédacteurs devaient se trouver perdus dans la foule, tellement ils ont mal compris les paroles de l'hymne, ou pas entendu le discours royal. Le jugement du Globe sur la cérémonie en général est sans appel :<sup>70</sup>

Les spectateurs étaient assis les uns à côté des autres, sans enthousiasme, comme devant des décorations d'opéra. Il est difficile d'imaginer rien de plus froid et de moins imposant.

Le rédacteur renchérit: "C'était languissant, c'était sans dignité, un pêle-mêle piteux." Vient alors l'explication de cette apathie de la foule qui avait pu entrer dans l'édifice: "l'assemblée, réunie par invitation, était composée en masse d'un public pacifique choisi dans les classes privilégiées, et le juste-milieu y dominait."<sup>71</sup>

La participation à la cérémonie se faisait donc sur invitation, ce moyen étant le plus sûr d'éviter toute velléité de contestation, tout esclandre fâcheux, ou toute manifestation inopportune de l'imprévisible. Voici un petit scandale qui va à l'encontre de l'esprit affiché de la manifestation, mais il est tout à fait logique que le régime ait convié là ses plus fidèles soutiens, et ce péché n'est pas de nature à émouvoir grand monde, outre les journalistes vertueux des organes de la contestation. La gauche se venge de sa frustration en soulignant à l'envi la popularité de Lafayette, qui lors de sa sortie fut largement plus acclamé que le roi. Mais Lafayette s'est engouffré dans son carrosse, et n'a d'aucune manière cherché à faire fructifier cette popularité. On rapporte même qu'il aurait eu du mal à décourager ses fervents admirateurs de le porter en triomphe. Lafayette, à

---

<sup>70</sup> Le Globe du 28 juillet. p.l.

<sup>71</sup> Idem.



cet instant comme à celui de sa mort,<sup>72</sup> prend un soin extrême à ne pas provoquer d'événement retentissant autour de sa personne, et à ne pas attiser encore la tension. Frustré aussi le National,<sup>73</sup> qui regrette qu'une meilleure place n'ait pas été attribuée au général pour la cérémonie, et qu'il soit allé tout simplement se joindre aux députés, trop anonyme héraut.. Ce même journal s'étend alors largement sur la ferveur populaire manifestée par la foule à l'endroit du général Lafayette :<sup>74</sup>

Le général Lafayette, qui déjà à son entrée dans le Panthéon avait été accueilli par les cris de vive Lafayette!, se vit, à sa sortie, l'objet des mêmes acclamations. Gardes nationaux, étudiants, ouvriers se pressèrent autour de sa voiture, qui fut aussitôt dételée (...) Une foule nombreuse de citoyens de tout âge, de toute condition servit de cortège à l'illustre vieillard, et l'accompagna jusqu'à sa demeure. Chacun voulait le voir, entendre sa voix, lui presser les mains. Il a été salué sur son passage par le canon de l'artillerie de la garde nationale.

Il est une autre manière pour qui n'est pas d'accord avec l'organisation et les fondements de la cérémonie de marquer sa réprobation: c'est de s'en prendre au pauvre Don Pedro, l'empereur déchu, perdu au milieu de ces commémorations étrangères. Voici ce qu'en dit le Globe: <sup>75</sup>

Il y avait dans le cortège un empereur détrôné. Ceci au moins était en harmonie avec la fête.

Ce genre d'attaque virulente mais indirecte montre encore une fois le sentiment d'impuissance de l'opinion de gauche face à la captation d'héritage opérée par le gouvernement. De même qu'on ne peut ouvertement se dire républicain, on ne peut attaquer le roi, sauf à utiliser des stratagèmes lisibles mais innocents. La présence de Don Pedro est donc une aubaine.

Dans le même esprit, la Tribune fait part, le 28 juillet,<sup>76</sup> d'une petite manifestation officieuse qui se serait déroulée le même jour. Les organisateurs en auraient été les élèves de l'école de pharmacie. Ils auraient réuni un cortège au Panthéon à onze heures, se seraient dirigés vers leur école, où ils auraient inauguré une stèle à la mémoire de leur camarades tombés en Juillet 1830, avant de retourner se disperser devant le Panthéon. Nous n'avons pas trouvé d'autre trace de cette cérémonie, mais il y a fort à croire qu'elle a réellement eu lieu. Le

---

<sup>72</sup> L'épisode de la mort du héros des deux mondes, dans ses rapports avec le Panthéon, sera traité au chapitre suivant.

<sup>73</sup> Le National. B.N. Pero D. 585. 28 juillet 1831

<sup>74</sup> Idem.

<sup>75</sup> Le Globe. B.N. Pero D. 120. 28 juillet 1831., p.1.

<sup>76</sup> La Tribune. B.N. Pero D. 140 28 juillet 1831., p.3.



pharmacie. Tous portaient la cocarde. <sup>77</sup> Une quête a été faite en faveur des Polonais. <sup>77</sup>

Aucun incident n'a pourtant marqué la journée du 27, si ce ne sont les quelques cris subversifs entendus çà et là. La république s'est tue, prise au piège de la commémoration. Le problème est désormais pour le gouvernement de gérer cette situation et de faire face aux éventuelles récurrences de l'esprit révolutionnaire ayant trait au Panthéon. Les initiatives ne sont pas ce que l'on attend le plus, et une lettre du directeur des Bâtiments civils à son ministre, à la veille de la fête du roi, le premier mai 1831, montre bien que l'ordre du jour au Panthéon cette année là est plus à la fermeture qu'à l'audace: à la demande du ministre de ce qu'on pourrait faire au Panthéon, le directeur ne trouve rien d'autre à répondre que poser une grille afin d'interdire l'accès au monument!<sup>78</sup> C'est un peu l'image du destin du Panthéon sous la monarchie de Juillet, comme cela se va confirmer au fil des années. Dès 1831, le Panthéon en tant que temple des grands hommes est en sursis.

---

<sup>77</sup> Le sort des républicains polonais préoccupe vivement la gauche française, et la situation sur place est suivie d'aussi près que possible par la presse.

<sup>78</sup> A.N. F. 13 1145. Lettre du directeur des Bâtiments civils à son ministre, le 30 avril 1831.

**1832-1852 : LE PANTHEON N'EXISTE PAS**

Entre la cérémonie de 1831 et celle de 1853 où le monument de Soufflot est rendu au culte, rien, ou presque, ne se passe apparemment au Panthéon. Personne n'y est enterré, aucun hommage, ni officiel ni clandestin n'est rendu, aucune manifestation n'y trouve un débouché glorieux, aucune loi ne vient sanctionner une situation éventuellement nouvelle, et seuls quelques événements mineurs viennent rythmer une histoire à vrai dire des plus monotones. Les portes du Panthéon demeurent désespérément closes des années durant, et la loi de 1830, qui prévoyait d'inhumér dans ce temple les grands hommes du pays, est restée lettre morte. Etudier l'histoire de la vacuité est passionnant a priori, mais il convient, afin de saisir la profondeur éventuelle et les raisons de ce silence, de trouver parfois malgré tout certains éléments auxquels se rapporter, au risque sinon de refléter dans l'étude les lacunes de l'objet, et d'avoir rapidement fait le tour de la problématique de la non insertion du Panthéon dans les structures idéologiques de la Monarchie de Juillet, et de la progressive mise à l'écart de cet édifice par rapport aux parcours politiques traditionnels. Car si rien ne se passe au Panthéon, il ne s'agit nullement d'un hasard, ni au contraire d'une volonté clairement affichée des gouvernants, et c'est cela, ce non dit de l'oubli, cette stratégie discrète de l'effacement, ce juste-milieu de la vacuité, qui est intéressant. Il existe un travail en profondeur, destiné à construire l'oubli, à apaiser les traumatismes fondateurs et à esquiver les attaques ou les questions posées par le "parti", le camp de la Révolution, par les républicains qui ne peuvent dire leur nom, ceux qui désirent que les racines révolutionnaires du régime soient exaltées et non occultées, qui est réalisé tout au long de la Monarchie de Juillet. Nous allons donc aborder l'étude de la vacuité non pas par le vide, mais plutôt en mettant en relief un certain nombre d'indices révélateurs de ce qui ne se passe pas au Panthéon.

Quelques tentatives populaires de redonner vie au Panthéon : les enterrements

Le Panthéon semblant dès le début de la Monarchie de Juillet inaccessible aux revendications populaires qui prétendent en faire le lieu d'inhumation des grands hommes et d'hommage aux victimes des Trois Glorieuses de 1830, à la mort de chaque grand homme potentiel, de chaque personnage susceptible de rassembler sur son nom et au sein de son cortège funèbre l'expression du mécontentement de la gauche, lorsque décède une figure qui a marqué le siècle, qui incarne d'une façon ou d'une autre les bribes d'une mémoire révolutionnaire, et qui pourrait renverser par le seul choc de sa disparition les inerties qui s'accumulent autour du temple, le traditionnel affrontement, bien connu sous la Restauration entre un cortège déterminé à percer les barrières de police et à s'engouffrer vers Sainte-Geneviève et un pouvoir déterminé à ne céder en rien, n'a aucune raison de ne plus advenir de nouveau. L'horizon d'attente des manifestants en deuil se confond à chaque récurrence de l'affliction profonde due à la perte d'une personnalité charismatique, avec l'horizon de la montagne Sainte-Geneviève, de l'autre côté de la Seine, derrière les barrages de la troupe, au-delà des entrelacs de rues en pente.<sup>79</sup>

Il existe, à ma connaissance, trois moments principaux entre 1830 et 1848 où ces tendances se caractérisent de façon significative et dévoilent l'écart grandissant entre l'idée de Panthéon et la réalité du monument de Soufflot. Il s'agit du convoi de Benjamin-Constant en 1830, de celui du général Lamarque en 1832, et enfin, de façon implicite, mais non moins instructive, du cortège de Lafayette, à bien des égards le seul réel grand homme de l'époque, la seule personnalité qui ait traversé, à l'image de la France, les nombreuses vicissitudes, comme on dit alors, qu'a connues la Révolution.

Benjamin-Constant, donc, meurt au début du mois de décembre 1830. Son "cortège", ou "convoi", c'est ainsi, à force de familiarité avec ces rendez-vous du tout Paris de la protestation, que la presse nomme les enterrements et les processions endeuillées, mais au sens politique toujours affiché, s'écoulant dans des rues peu sûres car prêtes à s'enflammer dans l'émeute et la barricade, à rallier le peuple de la rive droite à ses emportements, a lieu le 12 décembre de la

<sup>79</sup> La perspective du boulevard Henri IV, qui relie la Bastille au Panthéon, n'est ouverte que beaucoup plus tard, sous le 11<sup>e</sup> Empire.

même année.<sup>80</sup> Venant peu après l'établissement de la nouvelle monarchie, il s'inscrit directement dans la lignée des cortèges avortés de la Restauration, où les opposants défilaient entre les rangées de baïonnettes et tentaient d'une harangue audacieuse ou d'une franche poussée contre les lignes de troupe, de rejoindre le Panthéon, de forcer les barrages pour élever à la dignité de grand homme celui dont la vie reflétait les combats et les espoirs de la rue.<sup>81</sup> Mais pour Benjamin-Constant, l'incident ne prend guère d'ampleur :

Au moment où le cercueil sortait du temple de la religion réformée, rue Saint-Antoine, une cinquantaine de voix ont fait entendre les cris: Au Panthéon! Au Panthéon! Quelques personnes ont manifesté l'intention de diriger le cortège du côté de Sainte-Genève; mais une vive et courte allocution de M. le préfet de la Seine, qu'il a terminée en disant que force resterait à la loi, a facilement rétabli l'ordre.

Le Courrier Français fait état de trois arrestations seulement, et les incidents n'ont à aucun moment pris de l'importance dans la direction du Panthéon ni menacé réellement de trouver un débouché vers le temple des grands hommes. Il reste que le scénario traditionnel s'est répété dans ses formes bien connues, un jeune homme criant "Au Panthéon!" comme signal d'une agitation désordonnée et téméraire, ce qui nous donne une indication précieuse sur l'état d'esprit des manifestants à l'endroit de ce monument. Il s'agit, à leurs yeux d'un lieu qui doit se faire le réceptacle naturel des dépouilles d'hommes dont le courage politique fut avéré, et ils ne peuvent accepter la prévention des autorités, et la fermeté d'un régime dont ils s'estiment les bâtisseurs.

Notons que le Courrier Français nomme le Panthéon "Sainte-Genève",<sup>82</sup> ce qui n'est pas tout à fait innocent au lendemain d'un pareil événement pour un journal qui soutient le gouvernement. La mort de Benjamin-Constant ne suffit pourtant pas à raviver le sentiment de déception envers la perte de sens de la conquête du mois d'août, un Panthéon dédié aux grands hommes, et à la transformer en un flot humain pouvant seul forcer les portes du temple. Quelques agités, enhardis par le deuil et la situation, se risquent à proférer des cris qui apparaissent à la majorité comme déplacés ou tout simplement irréalistes. On s'est résolu à ne plus penser au Panthéon et à voir cette étape des parcours traditionnels de cortèges révolutionnaires rayée de la carte par les soins du

---

<sup>80</sup> Les informations concernant les funérailles de Benjamin-Constant sont extraites de la Gazette de France (B.N. PeroD. 138) du mardi 14 décembre, qui elle-même les reproduit d'après le Courrier Français de la veille.

<sup>81</sup> Cela fut notamment le cas lors des funérailles de Larochefoucauld-Liancourt.



régime. Le Panthéon ne doit plus constituer un horizon accessible à la foule. Les archives<sup>82</sup> nous livrent cependant la trace d'une initiative hardie des étudiants de la capitale: lors de la dispersion du convoi, ils ont porté au Panthéon le drap mortuaire et le drapeau tricolore qu'ils avaient loués à un entrepreneur de pompes funèbres pour en parer le cercueil du défunt. On ne sait comment ils sont parvenus à entrer dans le monument (les responsables des lieux ne se vantent pas de cette bévue), mais plusieurs mois plus tard, les reliques demeurent dans l'enceinte. Il fallut que le loueur spolié les réclamât à plusieurs reprises à force de lettres au conservateur des lieux pour que celles-ci lui fussent discrètement restituées.

L'audace des jeunes gens n'eut certes pas de suite, et puisque personne n'en eut connaissance, leur geste fut vain. Le Panthéon, propice désormais au déploiement de trésors de ruse pour le moindre hommage, ne fascine plus que quelques exaltés, issus surtout du quartier latin, et sa valeur de référence révolutionnaire s'amenuise peu à peu, à force de silence et d'échecs répétés.

Mais c'est pour renaître quelque peu en 1832, et d'une manière nettement plus violente, car de plus en plus minoritaire et désespérée. Le nombre de ceux qui réclament le Panthéon pour le général Lamarque n'a pas augmenté, au contraire, depuis la mort de Benjamin-Constant, mais leur rage impuissante n'a fait que couvrir durant deux années de frustration. Les élèves des Ecoles notamment, qui côtoient chaque jour le Panthéon et qui sont dans leur ensemble très sensibles aux thèmes révolutionnaires, ne comprennent pas que ce monument soit ainsi laissé dans un état de quasi abandon.

La mort du général Lamarque est pour la gauche française un événement important. Le vétéran des batailles de l'Empire fut longtemps une sorte de porte parole, de référence pour cette tendance de l'opinion, et l'annonce de son décès marque un peu la fin d'une époque.

Le 2 juin 1832, le National publie une annonce pessimiste sur l'état de santé du général. La nouvelle de sa mort paraît dans tous les journaux le 3, mais c'est bien sûr la lecture du National, dont la tendance est très proche des idées de

---

<sup>82</sup> A.N. F.21578 Demande de restitution aux Pompes Funèbres du drap mortuaire et du drapeau qui ont servi au convoi de Benjamin-Constant, adressée au Conservateur du Panthéon, 21 mars-6 avril 1831.

Lamarque, qui est la plus révélatrice. Le 4,<sup>83</sup> un article replace la personnalité de Lamarque dans la lignée de celles de Foy, Manuel et Benjamin-Constant, c'est-à-dire des figures de proue de l'opposition au régime de Charles X. Lamarque a pour lui également d'avoir été un des héros de l'épopée napoléonienne. Publier un tel article, c'est implicitement prôner un "convoi" dans la lignée de ceux de ces possibles grands hommes. La suite de l'article rend encore plus explicite la référence aux grands hommes des années précédentes. La silhouette du Panthéon se dessine à l'horizon, dans les interstices des articles et des éloges funèbres :

Deux fois au début de sa carrière et dans les cent jours, nos assemblées nationales ont déclaré, par un décret, qu'il avait bien mérité de la patrie. Général, il a pour garantie de sa réputation le jugement de quatre cent mille de ses compagnons d'armes; orateur, il est le seul qui ait pu prétendre à tenir la place du général Foy; ami de la liberté, il a versé son sang pour elle; proscrit, il a défendu les proscrits, soldat, il s'est fait une religion de l'honneur de la France. C'en est assez pour infliger un long deuil à la patrie.

Cet éloge funèbre est signé A. Chambolle, et la proximité avec une apologie du grand homme est immédiate. Tous les critères sont réunis, selon la sensibilité de l'époque, pour faire de Lamarque un grand homme: la gloire militaire obtenue aux côtés de Napoléon associée à la gloire politique, au courage de l'engagement face au régime de la Restauration. Lamarque représente en 1832 une occasion unique d'opérer au Panthéon un renversement de situation qui ait pour lui la légitimité de la grandeur. Mais seule la presse de gauche l'évoque, à mots couverts, et aucun signe du gouvernement ne vient affermir cette espérance. Les idées révolutionnaires se cristallisent cette fois de plus en plus autour du Panthéon, elle butent face aux réticences insurmontables du pouvoir, et n'ont plus la vigueur suffisante pour s'imposer.

Le jour du cortège, le 5 juin 1832, Lafayette aide à porter le cercueil, la foule est nombreuse, l'atmosphère tendue à l'extrême, mais l'élan vers le Panthéon vient d'un nombre trop limité de personnes pour que la situation soit susceptible d'évoluer vers une prise immédiate du Panthéon. Ce sera l'émeute, sans issue. Le National du 6 juin, qui est saisi ainsi que l'ensemble de la presse non gouvernementale, décrit pourtant la scène initiale dans des termes assez modérés:

Un certain nombre de jeunes gens ont paru vouloir diriger la voiture qui venait de recevoir le corps vers le Panthéon. La police les a fait charger par la cavalerie pour les forcer à lâcher prise.

C'est semble-t-illa violence de la charge qui provoque les premières barricades,

---

<sup>83</sup> Le National.. B.N. PeroD. 585. 4 juin 1832.p.2

et il faudra de longues heures à l'autorité pour prendre de nouveau le contrôle de la situation. Au départ du mouvement, il y avait essentiellement les élèves de l'Ecole Polytechnique. Ceux-ci, qui avaient été consignés à l'intérieur de leur internat, en avaient forcé l'issue pour prendre part au convoi, en groupe et pratiquement de façon unanime.<sup>84</sup> C'est eux, selon toute vraisemblance, qui ont crié Au Panthéon! les premiers. Apponyi, dans ses mémoires, mentionne "un jeune homme vêtu de noir (qui) prononça un discours très véhément dans lequel il proposa de porter le corps du général au Panthéon".<sup>85</sup> Cet acte de courage politique et d'intrépidité désespérée leur valut d'être tous exclus de l'Ecole, mesure sans précédent, mais qui sanctionne la participation régulière et massive des élèves à toutes les émeutes, soulèvements et manifestations de la capitale au début de la monarchie de Juillet.<sup>86</sup> Ils furent ensuite réintégrés d'office, pour 217 d'entre eux, les autres ayant une chance de faire de même grâce à l'organisation d'un concours fictif.<sup>87</sup>

Au travers de cet épisode tragique, le Panthéon apparaît comme toujours plus fermé, et sans cesse plus inaccessible. Les mots de murailles reviennent souvent pour en décrire l'enceinte, c'est une forteresse vide qui se dresse au sommet de la colline et qui s'offre à la vue de ceux qui avaient rêvé d'en faire un temple populaire dédié aux grands hommes. La lente perte de sens des idées qui faillirent s'y incarner en 1830 se poursuit, inexorable et rythmée par la répétition des échecs et la radicalisation des tentatives. 1832, avec Lamarque, constitue le sommet de la violence comme réponse à la disparition du Panthéon, comme exutoire à un sentiment de rage latente envers un régime qui a confisqué, au sens le plus immédiatement physique, le lieu dans lequel on croyait pouvoir incarner définitivement les idéaux de la Révolution et de la lutte contre l'absolutisme. Le Panthéon, qui était en sursis en 1831, perd en 1832 le peu de consistance symbolique qui restait indéfectiblement investie en lui jusque là. 1834, avec Lafayette, marque un stade de résignation complète, la fin des espoirs et le début d'une longue période d'apathie qui ne s'achève peut-être qu'en 1885. Après juin 1832, "il n'y a plus de place pour les sentiments et les illusions dans la vie

---

<sup>84</sup> Callot (Jean-Pierre) Histoire de l'Ecole Polytechnique, Paris-Limoges, Charles Vauzelle, 1982, 495p. p.84.

<sup>85</sup> Apponyi, Op. cit., p.206.

<sup>86</sup> Ordonnance royale du 6 juin 1832. Publiée dans le National du même jour.

<sup>87</sup> Callot, Op. cit., p.84.



politique; celle-ci devient rationnelle et intéressée<sup>88</sup>, et le 2<sup>e</sup> an-é. O. une richesse architecturale à gérer comme telle, de l'extérieur et sans passions excessives.

Malgré la publication le 20 mai 1834 d'un bulletin de santé encourageant,<sup>89</sup> c'est ce jour-là que meurt le général Lafayette, incontestablement la plus grande figure de la période, le seul homme dont la renommée remonte à plusieurs décennies, à la Révolution de 1789 et même plus loin, aux turbulences atlantiques de l'émancipation américaine. Les gouvernements l'avaient bien compris, puisque depuis l'avènement du régime de Juillet, ceux-ci témoignaient de leur gratitude au général d'en avoir avalisé la mise en place par de menues concessions, par une attention à ses sensibilités et à ses préventions, au moins dans la forme. Lafayette savait jouer de cet avantage, mais sans jamais chercher la provocation ou l'épreuve de force. Ainsi, dans le cadre de l'affaire du Panthéon, il préféra se retirer de la commission chargée en 1830 d'élaborer un projet de loi, plutôt que de dénoncer publiquement les blocages ministériels érigés pour en empêcher le fonctionnement. Son attitude envers sa propre mort est du même type. Le grand homme poursuit outre-tombe sa ligne politique avec une constance étonnante, à laquelle nul ne peut décentement s'opposer tant le sentiment de deuil est réel au sein de la gauche. Lafayette savait pertinemment ce qu'il représentait, et connaissait les risques de sa mort au plan politique. Le héros des deux mondes,<sup>90</sup> la gloire de la Révolution, le parrain de 1830 ne pouvait que se douter que sa disparition représenterait un risque d'embrasement devant le Panthéon et un motif d'émeute ou de troubles. Voici dans quels termes le National pleure sa disparition :<sup>91</sup>

Il est mort, vraiment mort, l'homme de qui la patrie semblait toujours attendre quelque chose, parce que, depuis un demi-siècle, on s'était habitué à ne pouvoir les séparer l'un de l'autre.

Le rédacteur poursuit l'annonce du décès par une vive critique du régime, qui prouve combien le nom de Lafayette est empreint de connotations politiques :

Est-ce bien une terre de liberté que celle qui recevra le fondateur octogénaire de ces institutions, la gloire de l'hémisphère américain et le mécompte de notre ancien monde? (...) Il sera permis de faire entendre quelque oraison semi-officielle (...) mais la liberté ne sera pas du convoi.

Encore une fois, à la manière de ceux de Benjamin-Constant et de Lamarque, ce

<sup>88</sup> A. Jardin et A.J. Tudesq. La France des Notables. Paris. Seuil. 1973. 250p. p.135.

<sup>89</sup> Le National de 1834. B.N. Pero D. 585. 20 mai 1834. p.l.

<sup>90</sup> C'est ainsi qu'il est désigné dans la Parisienne.

<sup>91</sup> Le National. Mercredi 21 mai 1834. p.l.



convoi est placé dans la lignée des funérailles de Manuel et de Foy, et si le Panthéon n'est pas évoqué, on ne peut s'empêcher d'établir la parenté entre grand homme, héritage révolutionnaire et Panthéon. Le type de discours employé appelle des notations ayant trait au culte des grands hommes, et chaque lecteur connaît l'histoire du monument. Lorsque un grand homme meurt, la question du Panthéon ne peut manquer de se poser, même si le monument n'est pas explicitement évoqué. Mais en 1834, cette question n'est plus d'actualité, tout au plus est-elle nourrie d'un sentiment diffus de nostalgie, de quête inavouable des occasions perdues.

Cachez-vous Parisiens! Le convoi d'un honnête homme va passer!<sup>92</sup>

Mais dès le lendemain, la volonté du général Lafayette de désamorcer par avance tout mouvement de sympathie pouvant le conduire au Panthéon est rendue publique par le National.<sup>93</sup> Lafayette souhaite être enterré au cimetière de Picpus, aux confins de Paris, près du peuple mais point au sommet de la montagne Sainte-Geneviève, et le journal a beau rappeler la filiation de ce cortège en préparation avec ceux pour lesquels le Panthéon a été évoqué, la question est entendue, et le Panthéon est exclu du parcours, des aspirations de la foule, et des craintes de la police. Tout se passe donc bien ce jeudi, dans les limites d'un service d'ordre plus que contraignant :

L'ami véritable du peuple parisien en était séparé par les baïonnettes et les sabres du soi-disant ordre public.<sup>94</sup>

La police craignait un renouvellement des troubles d'avril,<sup>95</sup> et toutes les mesures avaient été prises afin d'éviter les débordements habituels à ce genre de cérémonie. Jardin et Tudesq<sup>96</sup> expliquent le calme relatif dans lequel s'est déroulé le convoi de Lafayette par la désaffection des jeunes générations de républicains envers ce vieillard qui n'aurait plus rien représenté à leurs yeux; ils voient dans le calme des obsèques une mise en évidence d'une sorte de rupture entre deux générations, ceux de 1830 laissant place à ceux des années suivantes, plus radicaux. Il me semble que Lafayette jouissait malgré tout d'une grande popularité, et s'il est vrai que les groupes les plus "avancés" n'ont pas saisi

---

<sup>92</sup> Idem.

<sup>93</sup> Le National, Jeudi 22 mai 1834, p.1.

<sup>94</sup> Idem.

<sup>95</sup> C'est à cette occasion qu'avait eu lieu le massacre de la rue Transnonain.

<sup>96</sup> A. Jardin, et A.J. Tudesq. Op. cit., p.141.

l'occasion de sa mort pour tenter quelque action d'honneur, ce n'est pas uniquement par désintéret, mais aussi à cause de l'habile précaution du général, qui ne souhaitait apparemment pas plus en cette occasion que les nombreuses autres fois où il s'était trouvé confronté à un problème similaire, mettre de l'huile sur le feu et attiser du simple souffle de sa voix de mourant une situation déjà délicate. Le cortège de Lafayette, c'est aussi la mise dans l'ombre du Panthéon, monument abandonné par ceux là mêmes qui auraient pu le ressusciter, ou au moins en faire le symbole de leur vaine lutte. Une fois délaissé par la frange républicaine de l'opinion, le Panthéon peut l'être par le gouvernement, qui l'avait occupé seulement pour ne pas laisser le champ libre à ses adversaires politiques.

Les grands enterrements prennent fin avec celui de Lafayette. Pour rouvrir le Panthéon, il est besoin désormais d'un grand homme reconnu d'une très large part de la population, ainsi que de la volonté claire d'un gouvernement d'assumer une décision de laïcisation. Ces deux conditions ne sont réunies de concert qu'en 1885, et entre 1830 et la fin de la Monarchie de Juillet, nous allons devoir au contraire étudier l'histoire d'une lacune persistante qui fait d'un monument exceptionnel un lieu incertain, mal défini et laissé dans l'ombre.

### **Le travail de l'oubli**

Sous la Monarchie de Juillet, le processus d'éradication progressive des idéaux révolutionnaires incarnés dans le Panthéon au lendemain de la chute des Bourbons se double d'une construction minutieuse de l'oubli, d'une organisation de la mise à l'écart d'un monument réputé dangereux. A un Panthéon échappant à tout contrôle et livré au tumulte, on préfère nettement un Panthéon fermé et entouré de silence. Le monument ne se visite d'ailleurs pas pendant toutes les premières années de la Monarchie de Juillet, et c'est seulement en 1838 qu'une dérogation<sup>97</sup> est accordée aux gardiens de le faire visiter, dans le but de se procurer un peu d'argent supplémentaire, grâce aux seuls pourboires. Mais le statut de ces visites est extrêmement ambigu, puisque les gardiens n'ont pas le droit de demander quelque rétribution que ce soit. Ils doivent se contenter

---

<sup>97</sup> L'ordonnance du 21 décembre 1837 prévoit que l'on visite le Panthéon dix par dix au maximum. A.N. F. 13 1145. Plainte d'un groupe de militaires refoulé à l'entrée du monument le 6 novembre 1839, "tandis qu'en leur présence, écrit le commandant de la place de Paris dans une lettre de protestation le 23 octobre de la même année, des bourgeois sont admis".

de ce qu'on leur donne spontanément, d'où une série d'incidents. Lorsqu'un visiteur ne donne pas assez, il risque la bastonnade par les béquilles de l'im'ali de Juillet qui fait office de gardien, et le dit gardien un blâme ministériel.<sup>98</sup> A aucun moment le Panthéon ne constitue donc un lieu très visité. On ne peut évaluer le nombre de visiteurs, mais les conditions précaires d'organisation des visites, leur statut simplement dérogatoire laisse supposer qu'il ne s'agissait pas d'une foule co~nte. ~~~~~ fi

Paradoxalement, le Panthéon devient le lieu de la non-mémoire, le monument des potentialités non réalisées et des dissimulations, par le biais d'un habillage extérieur neutre des fortes connotations du monument. Tous les programmes de décoration, et ils sont peu nombreux et peu importants, entrepris après 1832 ne montrent rien de précisément laïc. L'idéologie est occultée par le souci urbanistique et par la volonté de ne rien faire qui soit définitif, non adaptable à une éventuelle remise en cause de la destination légale du Panthéon.<sup>99</sup>

L'histoire du Panthéon de 1830 à 1848 peut être résumée comme celle d'un long abandon, ou d'un cheminement cohérent vers l'effacement complet des notations révolutionnaires. Nous l'avons vu, la pression de type révolutionnaire et populaire sur le monument se fait toujours plus lâche, de moins en moins pressante. Le pouvoir a donc de plus en plus de liberté pour y développer la politique qu'il entend. Une fois affranchi du besoin continu de faire des concessions et d'obvier à toute mesure qui aurait l'air d'être prise sous la pression, une fois circonscrits à la rive droite les cortèges à tendance subversive, l'autorité a le loisir de mener à sa guise sa politique monumentale au Panthéon, et ne se prive pas de revenir sur le zèle illusoire de ses premiers mois d'exercice. Le décalage initial de 1830 entre une volonté d'apaisement et la mise en oeuvre de mesures radicales s'estompe au fil des ans, et aussi bien la lecture du budget que celle d'une étude d'histoire de l'art montre combien le Panthéon subit un mouvement inexorable de désaffection. Il est aisé de démontrer que le Panthéon n'existe plus en tant que tel très tôt dans la Monarchie de Juillet.

Le premier indice est celui du faste des anniversaires des Trois Glorieuses.

---

<sup>98</sup> AN. F. 13 679. Bâtiments Civils. Personnel des Travaux. 1812-1845. En 1837, l'autorisation est encore refusée au gardien Maré de faire visiter l'édifice. On constate des altercations entre gardiens et visiteurs tout au long de la décennie qui s'étend de 1838 à 1848.

<sup>99</sup> Cette question sera traitée dans la troisième partie.

Nous nous contenterons de reproduire un article du *Charivari*, qui est on ne peut plus éloquent :<sup>100</sup>

1831: premier anniversaire de Juillet. Inauguration sur la place de la Bastille d'un monument funèbre en l'honneur des trois journées; inauguration du Panthéon en l'honneur des héros de Juillet; entonnation officielle de la Marseillaise.  
1832: Inauguration de la statue de Napoléon et revue. 1834: inauguration d'un pont et revue. 1835: Suppression des fêtes à cause de l'attentat Fieschi. 1836: les trois jours sont réduits à deux. La revue de la garde nationale est également sup

primée

1837

RI

e

n

Le Panthéon est lui-même évidemment déserté, et les seuls devis que livrent les archives sont ceux de lampions bi-annuels au mieux: pour la fête du roi, et pour l'éventuel anniversaire des Trois Glorieuses.<sup>101</sup> La cérémonie de 1831 n'a pas donné lieu à l'inauguration d'une tradition, et les conditions de son organisation s'étant dissipées, elle perd toute raison d'être très rapidement. La lecture des journaux de la fin du mois de juillet de chaque année n'apporte aucun démenti à la sécheresse des archives: il ne se passe rien au Panthéon, décidément rien.

En 1836, les travaux d'entretien sont ajournés, et dans un rapport à la Direction des Bâtiments civils/<sup>102</sup> une note indique que les crédits du Panthéon sont insuffisants. Ce zélé fonctionnaire qui rouvre un dossier clos n'est bien sûr pas

<sup>100</sup> Le *Charivari*, B.N. Imp. m 735. Dimanche 30 juillet 1837. p.l.

<sup>101</sup> Voir, par exemple: A.N. 56 AJ. 37, ou A.N. F, 21 3 409 A.

<sup>102</sup> A.N. F, 13 522.



entendu. Voyant qu'il est payé à ne rien faire au Panthéon, le jeune Tintillier, assistant architecte, en profite pour demander l'autorisation d'effectuer un voyage d'un an en Italie, afin de compléter sa connaissance des trésors de l'architecture. Auprès du Panthéon romain, il compte chercher l'enthousiasme qu'il ne peut plus avoir à l'endroit de l'écho parisien de ce magnifique édifice. Sa requête<sup>103</sup> est acceptée par le ministre sans qu'aucune objection ne soit formulée. On n'envisage pas de recourir à ses services durant cette année, et plutôt que de le voir proposer des projets embarrassants par leur audace éventuelle, autant le savoir à l'abri des voûtes épaisses de la Ville Eternelle. Au début de l'année 1837, l'état d'oisiveté est concrétisé logiquement par une baisse considérable des moyens financiers et humains affectés au Panthéon, et plusieurs personnes se retrouvent sans emploi. On interrompt la plupart des programmes en cours.<sup>104</sup>

Le seul souci désormais de la Direction des Travaux de Paris est un souci d'ordre urbanistique, et l'unique objet de la réflexion menée autour du Panthéon est l'harmonisation des contours de la place. Le dallage du péristyle en 1834<sup>105</sup> répond à cette volonté d'aménager une belle place devant le temple, et si on s'affaire devant le monument, le concept de Panthéon perd chaque jour de sa consistance. Le bronze des portes qui est refait en avril 1833 montre aussi que la destination du monument est de moins en moins claire.<sup>106</sup> Les motifs sont neutres, et nulle part la vocation laïque du Panthéon n'y est affirmée. On ne peut croire que ce signe soit dû au hasard, surtout lorsqu'il s'inscrit dans une ligne cohérente, puisque celle qui se dessine l'est de plus en plus. Thiers, en avril 1833, défend devant la Chambre le projet de crédits à allouer aux monuments pour l'année. Il prend grand soin de préciser que si les monuments en question n'étaient pas commencés, il ne conviendrait pas d'entreprendre de telles dépenses "de luxe, quelque national que ce luxe pût être".<sup>107</sup> Le tableau est plus éloquent à mesure que l'on s'avance le long des années de la Monarchie de Juillet. En 1839, le répertoire des travaux de la Direction des Bâtiments civils, où sont

---

<sup>103</sup> A.N. F, 13 679.

<sup>104</sup> AN. F, 21 843. Bâtiments civils. Divers. 1833-1844.

<sup>105</sup> A.N. C.F.56 Al. 11. Ce fonds contient des plans de la place du Panthéon et des schémas de différents menus travaux.

<sup>106</sup> Idem.

<sup>107</sup> Cité par Kasprzak (Emmanuel) Mémoire de Maîtrise. Paris 1, 1991, p.115.

rassemblés tous les projets de l'année, ne mentionne même pas le Panthéon.<sup>108</sup> Aucun projet ne concerne donc le Panthéon cette année-là. En 1840, on s'occupe encore de la grille et de la place, des expropriations subséquentes et d'autres menus problèmes, mais toujours pas du Panthéon. Seuls les "ouragans" estivaux, et d'autres phénomènes météorologiques violents rendent sa place au Panthéon dans les statistiques de dépenses d'entretien, car le monument de Soufflot, éternelle ruine, est très sensible au vent et aux tempêtes. Il y a trace dans les archives de plusieurs dizaines de demandes de crédit en vue de réparer la toiture, les vitres ou d'autres parties du bâtiment mises à mal par les éléments...et le manque d'entretien.<sup>109</sup> Il faut que la toiture s'envole par bribes pour qu'enfin on songe à réparer les dégâts.

En 1840, le préfet Rambuteau tente de relancer une certaine dynamique en demandant des précisions<sup>110</sup> quant à la volonté du gouvernement vis-à-vis du Panthéon. Sa requête indélicate et manifestement incongrue reste toutefois sans réponse. Mais un conseiller aux Bâtiments civils prend la peine en 1842 de renouer avec ce débat, en vain apparemment.<sup>111</sup>

On ne saurait trop regretter qu'un de nos plus grands et de nos plus beaux édifices soit oublié, et que l'intérieur, l'extérieur et les abords du Panthéon soient laissés dans le désordre où ils se trouvent.

Et pour venir confirmer ces tendances, le compte-rendu des travaux effectués à Paris entre 1841 et 1845 ne cite pas une seule fois le Panthéon.<sup>112</sup>

Il ne demeure encore que la visée urbaniste des aménageurs de Paris à prendre en compte le Panthéon, non point en tant que temple des grands hommes, mais plutôt tel le centre harmonieux d'une aire de prestige, aux façades assorties et parfaitement alignées. On construit tout autour du Panthéon des édifices assortis, et cette place que d'aucuns rêvent de porter à l'égal de Saint-Pierre de Rome

---

<sup>108</sup> AN. F, 21 \* 2570. Bâtiments civils. 1839. Répertoire des travaux.

<sup>109</sup> Le visiteur attentif remarquera qu'aujourd'hui encore, le Panthéon ne possède pas beaucoup de vitres entières, et que le destin du monument au milieu des rebondissements d'ordre politique, montre une constante intangible: le Panthéon ne cesse de s'écrouler depuis que Soufflot en a présenté l'esquisse. La masse énorme de mémoires d'architectes consacrés, à la façon de sauver le monument atteste aussi de la conscience très précoce de cette lacune.

<sup>110</sup> AN. F, 13 522. Lettre de Rambuteau au Ministre des Travaux Publics.

<sup>111</sup> AN. F, 13 522. Rapport du Conseiller d'Etat, Président du Conseil Général des Bâtiments civils, au Ministre des Travaux Publics, sur la situation générale des édifices et des travaux dans la première inspection générale de Paris. 1842.

<sup>112</sup> AN. F, 13 528 A, Compte-rendu de travaux 1841-1845.

prend forme progressivement, avec l'École de Droit, la bibliothèque, et ce qui est aujourd'hui la mairie du V<sup>e</sup> arrondissement. L'aire majestueuse se déploie en écrin autour du Panthéon, mais le joyaux est creux, sans vie. La loi du 2 juillet 1844<sup>113</sup> concrétise cette vue, et porte allocation d'un crédit de 460 000 francs pour la régularisation des abords du Panthéon. L'ordonnance du 5 août de la même année la complète. Le souci d'ordre urbanistique est déjà visible en 1843 dans les lignes d'un rapport fait au conseil des Travaux Publics<sup>114</sup> par M. Rohault, inspecteur général, à propos des projets de Destouches,<sup>115</sup> l'architecte du monument. On peut constater que le conseil ne retient des suggestions de Destouches, dont c'est le métier de continuer d'en faire malgré le manque d'intérêt évident des autorités compétentes auxquelles il se réfère, que ce qui touche à l'organisation de la place. Le Panthéon est déjà singulièrement absent de la place dont il occupe pourtant le centre, et qui porte son nom. Cette tendance est explicitée par le ministre: 116

Je ferai remarquer que toutes les propositions de l'architecte ne paraissent pas réunir, au même degré les conditions de nécessité actuelles, et que l'ornementation des faces latérales, par exemple, pourrait être ajournée.

Mais il y a encore d'autres indices de la lente mais sûre disparition du Panthéon en tant que tel. Un poème historique, de très médiocre facture certes, mais intéressant à plus d'un titre, entend faire la somme des monuments "érigés, achevés ou embellis de la capitale et de ses environs pendant les quatorze années du règne de S.M. Louis-Philippe 1<sup>er</sup>".<sup>117</sup> Aux côtés de la colonne de Juillet, de l'abolition de la loterie, de la navigation à vapeur, des quais, des fortifications, de l'Arc de l'Etoile, de la colonne Vendôme, du gaz, de la Madeleine, on aurait pu s'attendre à trouver en bonne place le Panthéon, qui selon l'esprit de la loi de 1830 devrait rentrer aisément dans les catégories de l'auteur. Or ce monument est

---

<sup>113</sup> AN. F. 21 844.

<sup>114</sup> AN. F. 21844. Ministère des Travaux Publics. Séance du 19 janvier 1843.

<sup>115</sup> L'ordonnance royale du 30 avril 1841 attribue la Légion d'honneur à Destouches (AN. F. 13 679). L'architecte du Panthéon, devenu un notable proche du régime, continue, en dépit du souhait manifeste de ses supérieurs de voir le Panthéon délaissé, de proposer des projets, auxquels on prête évidemment de moins en moins attention.

<sup>116</sup> Idem. Lettre du ministre des Travaux Publics au conseiller d'Etat, président du Conseil général des Bâtiments civils, le 29 décembre 1842.

<sup>117</sup> Pluchonneau (Aîné) Paris Aujourd'hui. Poème historique des monuments érigés, achevés ou embellis de la capitale et de ses environs, pendant les quatorze années de règne de S.M. Louis-Philippe 1<sup>er</sup>. Paris, Proux, 1844, 16p.



absent de la liste disparate qui se veut pourtant exhaustive. Pluchonneau, l'auteur du poème, conclut sur ces termes: "Paris, de nos jours, est la plus belle Ville du monde", mais le Panthéon, à l'évidence, n'en fait point partie. En 1847, on expose au Panthéon des copies de fresques de Raphaël, ce qui ramène une affluence au monument, mais l'objet n'est pas de visiter le Panthéon. La brochure éditée à cette occasion ne fait d'ailleurs même pas mention de l'édifice, qui n'est autre qu'un espace d'exposition commode.<sup>118</sup>

### **1837 : le fronton comme anachronisme.**

Il est toutefois des éléments que la plus vive attention ne peut parvenir à contrôler. La commande officielle suit des chemins complexes dans les méandres de l'administration, et en 1837 une oeuvre d'art de dimension considérable sort de l'ombre et provoque un ballet politique inattendu: sur un Panthéon en proie à la langueur et à l'oubli, le fronton de David d'Angers parvient enfin à maturité, sept ans après sa commande. Ce cheval de Troie de la République et de la Révolution, dans le plus pur esprit de 1830, vient apporter le trouble et mettre au jour les incohérences du régime de Juillet. Le retour sur un monument officiel de l'image sculptée de Voltaire, de Jean-Jacques Rousseau, de "Mirabeau à la face grêlée",<sup>119</sup> et d'autres figures hautement symboliques et investies d'une force subversive que les années n'ont pas apaisée, ne peut qu'ouvrir à nouveau le débat sur l'interprétation de la Révolution Française. Certains thèmes qui avaient, en ce qui concerne le Panthéon, disparu des préoccupations de chacun depuis plusieurs années reviennent d'une façon détournée sur le devant de la scène, et la distance aidant, une ironie mordante fait suite à la rage des premières années qui suivirent la Révolution de 1830. L'importun David rappelle au bon souvenir du gouvernement l'existence du Panthéon, et le déroulement de cette affaire constitue pour nous un révélateur de premier choix.

Juste après la chute du régime de Charles X, on pensa pouvoir récupérer et remettre en place le fronton de Moitte, qui avait été démonté en 1815. C'est au ministère de l'Intérieur, dirigé par Guizot, que cette volonté fut la plus

---

<sup>118</sup> Notice sur les fresques de Raphaël et de Michel-Ange dont les copies sont exposées au Panthéon. Paris. Giraudet. 1847. 8p.

<sup>119</sup> Leiris (Michel) Le Ruban au cou d'Olympia. Paris.Gallimard. 1981. p.158.



persi stanre.<sup>120</sup> Mais il s'm'éra bien vite que l'état de conservation de l'oeuvre de Moitte, déposée dans quelque atelier de la région parisienne, ne permettait pas d'envisager sa réinstallation au front du Panthéon. On chargea alors David de pourvoir au remplacement de celui-ci. Une lettre informe Baltard, encore architecte des lieux, du choix de David comme artiste en décembre 1830.<sup>121</sup> David présente donc un projet, qui est approuvé par Guizot. Entre 1830 et 1837, ce projet n'est en rien modifié. Thiers échoue dans sa tentative de persuader David de corriger sa composition en 1834,<sup>122</sup> et le sculpteur ne répond à aucune des sollicitations des différents gouvernements visant à lui faire accepter de réaliser un fronton dans l'esprit d'apaisement des passions révolutionnaires qui sied désormais à la Monarchie de Juillet. En 1831, le projet est approuvé dans sa forme définitive par le ministre de l'Intérieur.<sup>123</sup>

J'ai arrêté, d'après vos propositions: (...)

Au centre, la Patrie, élevée sur une estrade ayant, à sa droite, l'Histoire qui inscrit les noms des grands hommes et à sa gauche la Liberté qui tresse les couronnes que la Patrie distribue, de chaque côté seront les groupes de grands hommes qui se seront illustrés par les sciences, par les lettres, par les arts et par les armes. (...)

Le ministre des Travaux Publics, d'Argout, avait aussi approuvé le projet de David quelques semaines plus tôt.<sup>124</sup>

Le programme est clair, et correspond sans aucun doute à la situation idéologique du début des années 1830. Avant d'examiner les péripéties du dévoilement de ce fronton, il convient naturellement d'en connaître la substance. Pour cela, en plus d'une visite à l'original, il est possible de recourir à un certain nombre de brochures éditées en 1837 et dans les années suivantes, et qui sont destinées à éclairer le visiteur sur ce qu'il voit, à apporter une sorte de légende aux sculptures de David, car l'affaire du fronton semble ramener vers le Panthéon une affluence inaccoutumée, et bien éphémère. David, à qui est confiée cette réalisation en 1830, n'est pas un inconnu, même si cette commande est pour lui le sommet de sa carrière. Il a déjà livré le tombeau du maréchal Foy au Père-Lachaise, et avait obtenu des autorités de la Restauration une commande pour Sainte-Geneviève. Il s'agissait de trois bas-reliefs, destinés au portique et représentant des scènes de la vie de la sainte bergère de Nanterre.

Le fronton qui lui est commandé en 1830-1831, et dont la destinée complexe ne

---

<sup>120</sup> A.N. F. 13 1144. Lettre du ministre de l'Intérieur à Héricart de Thury, le 6 septembre 1830. Le ministre pense encore qu'il est possible de réparer le fronton de Moitte.

<sup>121</sup> Idem.

<sup>122</sup> Chennevières (ph. de) Op. cit., p.57.

<sup>123</sup> AN. F. 21 578. Lettre du ministre de l'Intérieur à David, le 30 juillet 1831.

<sup>124</sup> AN. 56 AZ. 36. Lettre de d'Argout à Baltard, le 30 juillet 1831.

s'arrête pas en 1837, est décrit avec précision dans ces diverses brochures, qui ont aussi comme corollaire la réactualisation des thèmes révolutionnaires à une époque où ceux-ci ne sont plus vraiment familiers au public, en tout cas moins qu'en 1830.

La brochure qui me semble la plus diffusée, à en croire son écho dans les journaux et le nombre de rééditions, est anonyme, comme la plupart des ouvrages du genre. Son titre principal est : Description du fronton du Panthéon.<sup>125</sup> L'auteur de cet ouvrage place d'emblée le Panthéon parmi les "plus beaux et les plus majestueux monuments qui existent à Paris."<sup>126</sup> Commence alors la description d'un fronton pour lequel David "a été inspiré de l'inscription même qui consacre le monument, il en a traduit la pensée avec un rare bonheur, et lui a donné l'âme et la vie, nous allons presque dire le mouvement."<sup>127</sup> Il me semble intéressant, pour présenter le chef-d'oeuvre de David, de reprendre la description qui en est faite dans cette brochure. Le cadre est posé par l'avant-propos : David s'est placé dans une définition stricte du Panthéon, conforme à la loi de 1830, faisant fi des hésitations postérieures et traduisant dans la pierre ses propres idéaux et références politiques.

Au milieu du fronton et montée sur un autel est une grande et majestueuse figure, le front ceint d'une couronne étoilée. C'est la Patrie,<sup>128</sup> distribuant des couronnes à ceux qui l'ont honorée et servie par leurs vertus, leurs talents et leur épée; à ses pieds sont assises l'Histoire et la Liberté : l'une inscrivant sur ses tablettes les grands noms, Napoléon, Monge, Kléber, etc., etc., l'autre, calme et forte, tresse les couronnes que la Patrie décerne, et les distribue à qui elles sont dues, à droite sont les illustrations de l'ordre civil; à gauche se trouvent toutes les gloires militaires : d'un côté, c'est le recueillement et la méditation, de l'autre côté l'action et l'enthousiasme; à droite figurent Malesherbes, célèbre juris-consulte qui accepta le poste difficile de défenseur de Louis XVI; Fénelon, archevêque de Paris, dont on connaît l'éloquence dans son Télémaque; Mirabeau, fécond orateur de la première assemblée nationale; Cuvier et le peintre David, Manuel, Carnot, Lafayette, Voltaire et Jean-Jacques Rousseau; le côté gauche représente, comme nous l'avons dit, l'Activité et l'Héroïsme militaire; Napoléon, revêtu de l'uniforme républicain, tend la main vers la Patrie; les autres figures sont immobiles : le héros

---

<sup>125</sup> Description du fronton du Panthéon, contenant l'explication exacte du bas-relief qui le décore, exécuté par M. David; sa hauteur et sa largeur, ce que représentent toutes les figures, et leur dimension. description de l'intérieur de cet édifice, du dôme et du caveau souterrain. Notice historique sur l'origine de ce monument et l'année où il fut commencé. Paris. Gauthier. s.d. (1837).

<sup>126</sup> Idem p.4.

<sup>127</sup> Idem.

<sup>128</sup> Dans un ouvrage sur David, Henri Jouin, qui est cité par Chennevières (Op. cit. p.57), affirme que David s'est inspiré, pour la tête de cette muse (la Patrie), du portrait de la jeune patricienne Cecilia Odescalchi, qu'il avait étudié lors d'un séjour à Rome.

domaine, plus par sa position que par sa taille, un groupe de soldats de toutes armes. (...) Enfin, les deux angles aigus du fronton sont remplis par des groupes de jeunes gens qui portent pour la plupart le costume de l'École Polytechnique. (...), ils sont absorbés dans des calculs que l'Arago a tracés lui-même sur la pierre.

David a rassemblé là son Panthéon, dans une composition au but didactique évident. La révolution, la science, les arts, les armes, la jeunesse. Les thèmes évoqués sont clairs, et l'ensemble constitue une synthèse de ce que fut la Révolution de 1830 et de la façon dont y a été interprétée à nouveau celle de 1789. La présence des élèves de Polytechnique rappelle la participation de ceux-ci à tous les combats révolutionnaires entre 1830 et 1834,<sup>129</sup> et l'ensemble du fronton se lit comme une apologie de la Révolution de 1830, un message aux parisiens. Le sculpteur attache en effet beaucoup d'importance à cet aspect de l'expression artistique, et la décoration du Panthéon est pour l'homme d'idées qu'il est une occasion unique de faire montre de son talent. Le contenu idéologique du fronton est en décalage évident avec celui de la politique du régime, et l'avènement du ministère Molé en 1837 n'est pas de bon augure pour David, qui sait avoir besoin de l'aval ministériel pour livrer l'oeuvre à laquelle il a consacré tant de temps et d'efforts. La volonté du comte d'apaiser le contentieux opposant le régime et l'église ne peut aussi qu'amener l'autorité à sacrifier l'oeuvre de David aux exigences du "juste-milieu", et dans les manipulations politiques, le fronton se trouve l'objet d'une lutte acerbe, d'un marchandage serré de tous les instants, où plus d'une fois le fronton risque la destruction. Alors que la révélation du fronton doit constituer pour le sculpteur la concrétisation glorieuse d'une carrière prometteuse, le soin des autorités est au contraire, tout à fait logiquement, à la fois de faire le moins de bruit autour de cette pièce, et de tâcher de la lui faire corriger avant que la banne qui la couvre ne soit ôtée et ce tableau subversif livré à la population de la capitale.<sup>130</sup> Nous avons vu que Thiers, en 1834, s'était déjà heurté à la détermination de David, et n'avait pu le convaincre, malgré sa sympathie à l'égard de l'artiste, de ramener ses esquisses vers plus de raison politique, de cacher son rêve de République et concilier expression artistique et obéissance aux exigences du commanditaire. Le

<sup>129</sup> Durant l'été 1837, ceux-ci proposent même à David d'aller eux-mêmes ôter de nuit le drap qui couvre le fronton et mettre ainsi le gouvernement devant le fait accompli. David refuse, dans le souci évident de ne pas provoquer l'ire gouvernementale et mettre ainsi son chef-d'oeuvre en péril.

<sup>130</sup> Barry Bergdoll (Op. cit. p.210) rappelle à ce propos la proximité des élections, qui rend le sujet encore plus sensible.



sculpteur est un homme de conviction, et son "Panthéon n'est ouvert qu'à la vertu, qu'au patriotisme, qu'au génie fécond en bienfaits pour l'humanité."<sup>131</sup>

Des tractations tendues s'ouvrent donc en 1837 lorsque David informe ses commanditaires qu'il a terminé son travail, après plus de deux ans<sup>132</sup> d'efforts acharnés (on répète dans les journaux qu'il a souvent dormi dans son échafaudage pour être plus longtemps à la tâche chaque jour). C'est Montalivet qui s'en charge le premier au mois d'avril 1837, mais à cette menace, David répond en demandant l'appui d'autres artistes et de journalistes. Il sait qu'il peut parvenir à sauver son fronton en en faisant un symbole auquel le gouvernement n'osera point toucher de peur de répercussions incontrôlables.<sup>133</sup> Le projet initial de David, pour la réalisation duquel il a hâté la livraison de son oeuvre, est de la faire inaugurer lors de l'anniversaire de la Révolution de Juillet, par un ministre, lors d'une cérémonie grandiose. Le ministère semble au début satisfait de cette correspondance de calendrier, qui aurait le mérite de remplir un vide dans l'organisation de l'anniversaire. Un rapport, issu certainement de la main de Boucault, confirme l'existence de ce projet.<sup>134</sup>

Le 19 juillet 1837, M. le Ministre de l'Intérieur est venu voir le fronton de M. David, il m'a donné l'ordre verbal de faire démolir l'échafaud de ce fronton après avoir préalablement fait poser une banne en avant de la sculpture pour être enlevée (...) le 29 juillet au matin en sa présence; cet ordre a été renouvelé à M. Destouches à son arrivée auprès du ministre (...)

Le 21, M. David tenait tellement à ses retouches qu'il a fallu pour ainsi dire lui retirer l'échafaud de dessous les pieds. (...)

Le 22, une autre lettre de M. Destouches m'informe de l'ordre du Ministre selon lequel le fronton ne sera pas découvert le 29 juillet, qu'il faut retirer les toiles et rétablir l'échafaud comme il était.

Quelques jours avant la date prévue pour l'inauguration, l'autorité fait donc volte-face. David ne peut que comprendre les motivations du ministère, lui qui écrivait, à son ami Victor Pavie en 1824 que "les monuments (...) électrisent l'imagination des jeunes hommes".<sup>135</sup> Il n'en demeure pas moins convaincu de

---

<sup>131</sup> Lettre de David à Fillon en 1854, citée par Albrecht (Marie-Rose et Marie-Cécile) David d'Angers, regards, autour d'un sculpteur, Angers, Hérault, 1987, p.41.. Les auteurs de cet ouvrage ont utilisé dans leurs recherches les carnets personnels de David.

<sup>132</sup> AN. F. 13 1145. On pose les échafaudages pour David en juin 1834.

<sup>133</sup> Victor Hugo et Hippolyte Fortoul appuient notamment l'artiste.

<sup>134</sup> AN. 56 Al. 44. Note sur la marche à suivre pour découvrir le fronton couronnant l'entrée principale. 1837.

<sup>135</sup> Albrecht., Op. cit., p.42.



l'importance symbolique de son combat, et est décidé à ne céder en rien aux intimidations.<sup>136</sup>

Plusieurs entrevues sont organisées, au cours desquelles David résiste aux demandes de correction de certains détails gênants du fronton. Le gouvernement se plaint essentiellement semble-t-il du manque d'illustrations militaires, mais c'est l'ensemble du fronton qui ne le satisfait évidemment pas. La conviction qu'a David d'être dans son bon droit, et d'être soutenu par la presse et l'opinion l'aide certainement à n'accepter aucune concession.<sup>137</sup> Il se plaît à souligner les incohérences d'un régime qui réfute sa propre image, et fait marque d'une insolence à peine voilée, que la presse d'opposition, bien entendu, aurait mauvaise grâce à ne pas accentuer. Le fronton constitue en effet un bel anachronisme dans le paysage politique de 1837. La résurgence fortuite de thèmes iconographiques ayant trait à l'atmosphère des premiers mois de la Monarchie de Juillet cause un embarras considérable à un régime qui avait jusque là réussi, au sujet du Panthéon, à consacrer l'effacement de la thématique révolutionnaire. (Michael Marrinan emploie le terme d'"anachronisme iconographique" pour désigner une oeuvre d'art issue d'un contexte politique, celui de 1830 et achevée quelques années plus tard.)<sup>138</sup> L'impression de décalage idéologique est ressentie par les contemporains, et l'ironie mordante de certains commentaires montre combien on est sensible à cette valeur d'empreinte idéologique que peut avoir une oeuvre d'art.

Pendant plus d'un mois, de fin juillet à début septembre 1837, le Panthéon revient donc sur le devant de la scène politique et journalistique. Il ne se passe pratiquement pas un jour sans qu'un journal ne consacre un article, un entrefilet acerbe, une chronique, ou une rubrique quelconque au monument de Soufflot et

---

<sup>136</sup> On le menace à la fois de détruire son oeuvre, et de faire en sorte que rien de nouveau ne lui soit commandé par l'administration. Le fronton de la Chambre des Députés, après cette affaire, est d'ailleurs commandé à Cortot, alors que David était pressenti, et que son talent semblait dépasser celui d'un confrère plus docile aux pressions d'ordre politique, plus neutre, plus terne aussi.

<sup>137</sup> Le 27 juillet, dans une lettre à Guérin, il affiche encore une fois sa grande détermination: "Aujourd'hui à midi, j'ai rendez-vous avec le ministre de l'Intérieur. Sans doute voudra-t-il me proposer quelques changements à certaines figures! S'il me proposait pareille lâcheté, je lui répondrais comme un homme de conviction doit répondre." in Albrecht.. Op. cit. p.49.

<sup>138</sup> Marrinan (Michael) Art and Ideology in Orleanist France, 1830-1848, New-Haven & London, Yale u.P., 1988. p.107.

aux démêlés de David d'Angers avec le gouvernement.<sup>139</sup> C'est la seule fois où, sous la Monarchie de Juillet, le Panthéon connaît un intérêt si grand et soutenu. C'est l'occasion de reprendre en détail l'histoire du monument, d'en faire le symbole des promesses non tenues par le régime, une sorte d'arche de Noé de la République échouée en plein Paris et sciemment délaissée par le pouvoir, grillagée même. L'affaire du Panthéon est aussi l'occasion d'avoir un regard rétrospectif sur l'histoire du pays depuis cinquante ans, et chacun sent bien que ce temple résume à lui seul bien des aspects de l'Histoire de France, de ses turbulences, hésitations et ambiguïtés. Les journalistes rivalisent de précision dans l'attaque et d'insolence, et comme d'habitude, c'est le Charivari qui touche au plus juste, souvent en quelques mots, dans sa célèbre rubrique "Carillon" ou dans de courts articles qui ne manquent jamais leur cible. Le 22 juillet :

La Liberté figure sur le fronton du Panthéon. Là comme ailleurs, le système actuel met la liberté à la porte. A propos de l'achèvement du Panthéon, un journal demande si le régime actuel ne va pas ouvrir la porte aux patriotes. Nous rappellerons qu'il y a long temps qu'il les a mis dedans.<sup>140</sup>

Le 24:

On ne veut même pas de la liberté en l'air. (...) Oui, les mêmes hommes qui en 1831, lors du premier anniversaire de Juillet entonnaient à plein gosier la Marseillaise dans l'enceinte du Panthéon, qui prononçaient de si chaleureuses harangues en l'honneur de la liberté, de l'égalité, du triomphe des idées révolutionnaires; ces mêmes hommes ne peuvent pas souffrir maintenant une liberté de pierre à la porte du temple. Ils veulent sans doute lui faire une nouvelle niche.<sup>141</sup>

Le journal en profite aussi pour épinglez avec un soin et une acuité incomparables les figures du pouvoir :

Passé encore si au lieu de représenter une Liberté fière et ardente, tressant des couronnes patriotiques, M. David nous avait montré une liberté malingre, comme celle de la Chambre des députés, ayant l'air de tresser des menottes et des mors dorés. Mais ce n'est pas la seule abomination que l'autorité ait découverte dans le nouveau bas-relief. On assure qu'elle a été fort scandalisée de ce que M. David, ayant à représenter des patriotes, des guerriers, des orateurs, des savans renommés, n'ait pas cru devoir choisir ses modèles parmi les illustrations du pouvoir actuel, qui se flatte d'en posséder un assortiment assez complet.<sup>142</sup>

L'évocation du Panthéon amenant à penser aux cérémonies de 1831, le bon

<sup>139</sup> La lecture systématique de cinq journaux (le Charivari, le National, le Temps, la Quotidienne et la Gazette de France) entre juillet et septembre 1837 montre que pas moins de 130 articles, chroniques ou entrefilets ont été consacrés au Panthéon.

<sup>140</sup> Le Charivari, B.N. Imp. m. 735. Samedi 22 juillet 1837. p.4.

<sup>141</sup> Le Charivari du lundi 24 juillet 1837. p.2.

<sup>142</sup> Idem.

souvenir du monument de la Bastille est aussi rappelé au gouvernement :

Pendant l'anniversaire de 1832, on posa la première pierre du monument commémoratif de la Révolution de Juillet. On ferait pas mal maintenant de poser la seconde.<sup>143</sup>

A l'occasion de la polémique entre David et le pouvoir, ce dernier est donc mis en difficulté sur un terrain sensible dont jusque là il était parvenu à contrôler habilement les diverses fluctuations. Lorsque le Panthéon est évoqué de façon ironique par la presse d'opposition, c'est toute une chaîne de connotations et d'associations d'idées qui se met en place et qui réveille les souvenirs révolutionnaires d'une époque que le gouvernement affirme révolue. Le 25 juillet, le Charivari laisse entendre que ce n'est pas du cabinet ministériel que vient l'ordre initial de masquer l'oeuvre de David, mais de "personnages plus clairvoyants que lui".<sup>144</sup> L'entourage du roi aurait donc saisi très vite la gravité de la question, et aurait averti le gouvernement de s'en préoccuper.

La campagne d'irrévérence menée essentiellement par le Charivari se poursuit, rythmée par les courtes sentences du Carillon, dont voici un florilège:<sup>145</sup>

On dit qu'aujourd'hui les tombes des décorés de Juillet seront décorées de nouvelles inscriptions. Voici la seule, suivant nous, qui conviendrait: Passans, va dire à la postérité que nous sommes morts pour enrichir une centaine de paltroquets.

Le magnifique fronton du Panthéon a été recouvert de toiles d'emballage. Pour nos mercantiles gouvernans, la gloire et la liberté ne sont qu'une affaire de pacotille. Il est vrai que c'est peut-être rendre service à la liberté que de lui voiler la face.

Ils proscrivent et emprisonnent les bas-reliefs patriotiques. On peut dire qu'aujourd'hui les pierres sont malheureuses comme les citoyens.

On prétend que nos grands hommes du jour sont furieux contre le fronton de David parce qu'il ne les y a pas fait figurer. Nous avons peine à le croire, attendu que ce genre de place ne rapporte rien.

Les grands hommes surabondent comme les mauvaises lois et les croix d'honneur.

Le National, dans une veine nettement moins sarcastique, mais politiquement tout aussi réprobatrice, cultive aussi, en cette période d'agitation journalistique

---

<sup>143</sup> Idem. p.4.

<sup>144</sup> Le Charivari du 25 juillet 1837. p.2. "On assure que cet état de béotisme administratif n'est pas le résultat d'une inspiration ministérielle. Le cabinet n'aurait pas vu d'abord dans les sculptures "séditieuses" de M. David un danger pour la monarchie: mais il aurait cédé aux conseils de personnages plus clairvoyants que lui."

<sup>145</sup> Le Charivari du 28 juillet 1837. p.4, du 2 août p.4 et du 4 août p.4. Le 27 juillet, le Charivari publiait une conversation imaginaire entre le ministre et l'artiste. On faisait notamment dire au ministre: "Le juste milieu est en sculpture comme en toutes autres choses. (...) Un peu de complaisance: mettez le mouchoir du travestissement monarchique sur toutes ces gloires républicaines que l'on ne saurait voir."



autour du Panthéon, les thèmes de l'incohérence du pom'oir et de son embarras devant l'évocation de ses propres racines. Le 18 juillet, ce journal coussa cre un long article à la description du fronton. Le ton est élogieux à souhait, et souligne le côté révolutionnaire de la composition, et surtout de son contenu. Les circonvolutions postérieures des négociations entre le peintre et l'autorité sont aussi suivies avec précision, tout au long de la fin du mois de juillet 1837. Le National s'en prend également aux journaux gouvernementaux, comme la Paix, qui présente l'affaire sous un jour biaisé, et dénie à David un talent que tout le monde lui reconnaît pourtant. Le National donne alors dans l'ironie, à son tour, le 2 août : 146

Que M. David ne s'est-il avisé d'enrichir son bas-relief du profil romain et des formes héroïques de M. Guizot! On lui eût alors pardonné facilement l'éclectisme dont on lui fait un crime. Mais les artistes, même les plus habiles, ne pensent jamais à tout.

Le National comprend vite, par ailleurs, que le pouvoir est tombé dans un piège dont la seule issue est la mise à nu du fronton, et non sa démolition. Il est évident que plus on en parle, plus cela est mauvais pour le gouvernement, et que l'émoi généralisé ne naît que du délai toujours plus long qui est imposé à l'inauguration du fronton. Chaque jour de tergiversations supplémentaire donne le loisir à la presse d'approfondir sa réflexion sur le destin du monument. De la façade, on en vient naturellement à parler des caveaux délaissés, de la loi jamais mise en oeuvre, et à dénoncer le retour en grâce des vues du clergé sur l'édifice. C'est donc logiquement que le 31 août à l'aube,<sup>147</sup> dans la plus grande discrétion, le fronton est découvert et livré à la vue du public. Le gouvernement a compris à son tour que c'est là le seul moyen de faire cesser l'agitation et la résurgence des thèmes révolutionnaires, et effectivement, quelques jours plus tard, les derniers sarcasmes s'apaisent, et le Panthéon retombe dans l'oubli pour une bonne décennie, un oubli dont il n'aurait jamais dû sortir, sans le hasard d'une commande qui est allée contre vents et marées à son terme, quand tout le reste a été soigneusement mis en veilleuse.

Durant toutes ces péripéties, il est intéressant de noter qu'un journal comme ~  
• ~mps. de centre gauche, qui soutient le gouvernement, mais l'engage souvent à faire plus de concessions, à suivre une ligne moins stricte et plus proche des

<sup>146</sup> Le National, du 2 août 1837, p.2.

<sup>147</sup> La Quotidienne, 1<sup>o</sup> septembre 1837, p.2.



thèmes fondateurs de la Monarchie de Juillet, a suivi une ligne modérée, en essayant de concilier les soucis du pouvoir et les exigences de vérité, de transparence et de liberté dont l'art a besoin. Son influence semble avoir été décisive dans la recherche d'un dénouement acceptable par tous à cette affaire. Le Temps regrette ainsi le 28 juillet que des "motifs administratifs fâcheux aient empêché de découvrir, comme en on avait le projet, le fronton du Panthéon"<sup>148</sup> et souhaite que ces empêchements, d'ordre administratif se dissipent rapidement.. Le 6 août, ce même journal réaffirme vigoureusement son attachement à un Panthéon laïc et révolutionnaire, et replace, précision importante, le débat dans ce cadre. Cette mise au point fixe les limites de la réévaluation du statut du Panthéon qui aurait pu se développer sous l'impulsion de la presse légitimiste. Le Panthéon reste ce qu'il est, le fronton est découvert, mais la condition de ce statu quo est le silence. Il est impossible dans le climat politique de 1837 de clamer à nouveau son désir d'un Panthéon ouvert et vivant, mais il reste souhaitable pour le Temps de préserver certaines références stables, même si celles-ci doivent demeurer des reliquats non animés d'un élan politique notoire. Le Temps demande même, le 9 août, que le monument soit ouvert à la visite.

C'est cette attitude médiane qui l'emporte finalement, et après une période de trouble, le Panthéon rejoint dans les faits sa nouvelle définition implicite d'un monument auquel on touche le moins possible. Tout au long des dernières années du régime, cet équilibre paisible se maintient tant bien que mal, et lorsque surgit la révolution de 1848, le monument de Soufflot ne constitue assurément plus une référence idéologique universelle dans le camp de la Révolution. L'effacement sans insolence subi sous la Monarchie de Juillet, qui s'oppose à la réinterprétation vigoureuse opérée sous la Restauration, explique peut-être que la Seconde République n'ait pas vu dans la renaissance d'un Panthéon révolutionnaire un projet séduisant..

---

<sup>148</sup> Le Temps. B.N. Pero D. 165. Vendredi 28 juillet 1837. p.1.

L'étonnante timidité de la Seconde République... On aurait pu croire que la chute en février 1848 du régime de Juillet et l'avènement subséquent de la Seconde République, allait être l'occasion de redonner vie au Panthéon, et de renouer enfin avec la tradition révolutionnaire en ces lieux. La réalité est bien différente: non seulement la Seconde République fait preuve de peu d'ardeur à consacrer le temple de Soufflot à l'Humanité tout entière, mais encore son projet semble avaliser la pensée selon laquelle le Panthéon est de toute façon un lieu si sensible aux revirements idéologiques qu'on ne peut raisonnablement y investir ni idées ni deniers. Les projets sont donc limités et ne trouvent que peu de relais au sein d'une opinion désabusée par les revers de fortune que connut l'édifice au cours de la première moitié du dix-neuvième siècle. Le caractère éphémère du régime est aussi un critère important. On commande en effet une réalisation ambitieuse à Paul Chenavard,<sup>149</sup> mais le coup d'Etat du 2 décembre 1852 y met fin avant que celle-ci ait été achevée. Or l'opinion ne peut réagir, la presse se manifester<sup>150</sup> que lors de l'inauguration des oeuvres d'art. De 1848 à 1852, ce qui se passe au Panthéon garde un caractère confidentiel qui est peu propice aux élans populaires. Les événements du mois de juin jettent de plus un discrédit sur le monument qui est, lors des émeutes et des soulèvements, le siège des insurgés, non point en tant que tel, mais plutôt en tant que position militaire difficilement prenable.

David est pourtant partie prenante de cette Révolution et de l'établissement du nouveau régime politique. Il est nommé le 26 février 1848<sup>151</sup> maire du 11<sup>e</sup> arrondissement (celui du Panthéon), mais ne semble pas proposer de projet global pour le Panthéon. Le marché est attribué à Chenavard. On avait placé au soir de la victoire le drapeau tricolore sur le Panthéon, mais cela ne distingue en rien ce monument des autres édifices de la capitale. Le 20 avril, à l'occasion de la

---

<sup>149</sup> Nous étudierons le projet de Chenavard pour le Panthéon dans la troisième partie.

<sup>150</sup> La lecture de la presse de 1848 est très décevante en ce qui concerne le Panthéon. Le sujet y est en effet très rarement abordé. Barry Bergdoll signale par ailleurs l'existence d'un carton d'archives où les coupures de presse relatives au monument seraient rassemblées. Mais la cote qu'il indique (A.N. F. 21 548) correspond à une liasse, passivement au demeurant, qui n'a rien à voir avec le Panthéon. Il s'agit des archives de l'expédition Fresnel en Mésopotamie, au début des années 1850. On y trouve de très belles lettres de Bagdad, et la description d'un Orient fascinant, mais rien sur la basilique de Soufflot. L'examen des cotes voisines n'est pas plus éclairant que le voisinage charmant des odalisques de Fresnel.

<sup>151</sup> Le Journal des Débats. RN. PeroD. 59. Dimanche 27 février 1848. p.2.

fête de la Fraternité, on aurait pu penser que le Panthéon serait le théâtre de quelques réjouissances ou d'une commémoration quelconque. Il n'en est rien, et l'exclusion de ce monument des parcours révolutionnaires se poursuit au delà de la chute de Louis-Philippe. La fête de la Concorde du 21 mai consacre encore cet état de fait, 152

Le Panthéon n'occupe le devant de la scène politique qu'au mois de juin. Le 23, des barricades sont érigées devant le monument. 153 Le 24, il est occupé par les insurgés, qui se replient à l'intérieur et s'y barricadent, puis repris par la troupe, qui fait plus de 1500 prisonniers. Les élèves de l'École Polytechnique participent à la reconquête, et un élève de l'École Normale court avertir l'Assemblée de la victoire. 154

Le seul indice que nous ayons d'une ferveur populaire manifestée devant le Panthéon est un rassemblement des élèves des différentes écoles du quartier sur la place le 2 juin avant de se rendre en cortège à un banquet, 155 mais les motivations purement géographiques semblent ici l'emporter, et confirmer l'idée qu'à aucun moment sous la Seconde République le Panthéon n'a fédéré sous ses voûtes l'expression d'une volonté cohérente de le voir rouvrir. Le destin du mot Panthéon se détache d'ailleurs peu à peu, au cours des années 1830 et 1840, de son objet initial. Dans l'édition, le mot désigne maintenant un recueil d'oeuvres choisies, une anthologie, ce qui prouve que la frustration a trouvé une sorte d'exutoire, et que malgré tout, Panthéon veut dire "une sélection de ce qu'il y a de mieux". 156 À défaut de grands hommes, on a des poèmes, des caricatures ou des chansons. En 1848 paraît le Panthéon Charivarique de Benjamin, 157 recueil de ses caricatures parues dans le Charivari. En couverture, on voit une auto-caricature de l'auteur devant le Panthéon, et à la page consacrée à David, que l'on voit à sa fenêtre admirant le Panthéon, on peut lire:

Le Panthéon, à défaut de grands hommes

Demée un peu trop rare à l'époque où nous sommes.

---

152 Le National, du 22 mai 1848. p.1

153 Le National, du 24 juin 1848, p.4.

154 Le National, du 25 juin 1848. p.1 et 4.

155 Le National, du 3 juin 1848. p.A.

156 Cadart (Ferdinand) Panthéon Poétique. Douai. Adam. 1838.

Bonoeil Le Panthéon Drôlatique. Paris. Baudoin. 1839.

157 Benjamin. Panthéon Charivarique. Paris. Bauger, s.d. (1848).

Grâce à David (d'Angers) offre au moins aux regards,  
Son beau fronton, vrai chef-d'oeuvre de l'art  
De l'Institut puisse ce digne membre  
Passant par l'atelier arriver à la Chambre.  
Mais aux élections de 1848, David n'est pas élu.



CHAPITRE IV  
MONTAGNE SAINT-GENEVIEVE

**DEUXIEME PARTIE**

RECHERCHE DU TEMPS LONG ET RACINES  
CHRETIENNES SUR LA MONTAGNE SAINTE-  
GENEVIEVE

## CHAPITRE IV

### 1830-1852: LA CONSTANTE REACTUALISATION DE LA LEGENDE DE GENEVIEVE PAR LES HERITIERS D'UNE TRADITION CATHOLIQUE ET CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Face au retour de la Révolution dans l'enceinte du monument qui constitue toujours à leurs yeux la basilique de Sainte-Genève, les catholiques, héritiers pour la plupart d'entre eux d'une tradition plus ou moins marquée d'opposition à la Révolution, font preuve, tout au long de la Monarchie de Juillet, puis de la Seconde République, d'une attitude où indignation, résignation et dévotion à Genève se mêlent à la raillerie et à la sourde volonté de voir un jour la châsse bannie de la sainte rentrer définitivement dans le bâtiment qui a été construit initialement dans le but de la recevoir. Afin de ramener Genève au coeur de son sanctuaire, au coeur de la capitale aussi, on étoffe peu à peu le culte de la sainte et l'on met ainsi en relief, par contraste avec le faste de la liturgie religieuse, la vacuité du culte laïc qui l'a délogée. On redouble de critiques face au retour en grâce des philosophes du siècle précédent, et l'on cherche une voie de reconquête efficace, qui tiendrait compte de l'histoire d'un monument dont on commence à saisir, à force de déconvenues et de changements d'affectation, l'irréductible originalité.

L'attitude des catholiques, dont on peut saisir la pensée essentiellement au travers de journaux et de brochures, montre combien le monument de Soufflot a acquis une grande importance en quelques décennies. C'est aussi parce que la Révolution en avait fait son monument emblématique que la Restauration en a fait un symbole de l'effacement des thèmes antireligieux de cette période, et le signe d'un retour affirmé au temps long de la Nation française. Tout au long de la Monarchie de Juillet, cette double thématique prend d'autant plus d'ampleur qu'elle est souterraine et qu'elle répond au traumatisme de l'expulsion. Les protestations se mêlent d'ironie, et les incohérences du régime, comme celles du culte laïc abandonné avant d'avoir vu le jour, sont des occasions de réclamer le retour de la religion en tant que facteur d'union nationale, de cohésion sociale et

idéologique, à la place d'un culte des grands hommes dont l'échec semble, pour les catholiques, largement consacré.

### **Profanations, protestations et indignation. Réitération et dénonciation des traumatismes de la période révolutionnaire.**

Lorsqu'en 1830 l'église de Sainte-Geneviève redevient le Panthéon, les catholiques se trouvent en bien mauvaise posture. L'archevêque de Paris a été arrêté par les troupes nationales le premier août alors qu'il fuyait la capitale avec "un million en argent et beaucoup de diamans"<sup>1</sup>, et à bien des égards, la hiérarchie de l'Eglise s'est compromise avec le régime qui vient de tomber. C'est en tout cas ainsi que la voit l'opinion, au sein de laquelle les passions irréligieuses se développent à nouveau ardemment, d'une manière parfois irraisonnée et violente. Le réveil d'une vague d'anticléricisme, qui culmine avec le sac de Saint-Germain-l'Auxerrois, apparaît à beaucoup comme une conséquence logique de la trop grande implication du clergé dans la politique du roi déchu, et dans l'ensemble, l'opinion catholique se trouve pour le moins sur la défensive. La religion semble prise dans une spirale néfaste que la complaisance de l'autorité envers les fauteurs de troubles anticléricaux ne fait que renforcer. C'est dans cette atmosphère que le Panthéon devient le centre où se focalisent ces thèmes qui semblent surgir à nouveau après une longue période de silence, et dans le monument, nous l'avons vu, les idées révolutionnaires trouvent un lieu d'expression idéal, puisque la Religion y est bafouée et la Révolution exaltée. Si l'Eglise doit perdre quelque chose à la suite des Trois Glorieuses, il est logique que ce soit le Panthéon-Sainte-Geneviève. Ce monument, figure de proue de la Révolution ou de la Religion selon les époques, c'est ainsi que le voient les contemporains, semble devoir constituer la première place forte à tomber, la plus vulnérable, et la rédéfinition des ses attributions fait partie des premières décisions de chaque régime qui arrive au pouvoir, tout au long du siècle. On dit souvent d'ailleurs dans les journaux, qu'on ne s'occupe du Panthéon que dans la fumée des barricades, dans une atmosphère de sueur et de sang, et que de ce fait

---

<sup>1</sup> Le National. B.N. PeroD. 585. Dimanche premier août 1830.

aucune décision sereine ne peut y être prise. L'image d'un Panthéon que l'on s'arrache dans la bataille est très répandue dans les journaux. C'est le monument des passions du siècle, des excès et de la fièvre.

Pour un temps cependant, en 1830, l'idée de Panthéon prend un sens ferme et précis, non en tant que telle réellement, mais surtout en réaction face à la religion et à ses ministres, qui en avaient repris possession, et avaient pris soin d'y effacer toute réminiscence révolutionnaire, qu'elle ait été picturale ou symbolique. Dans un tel contexte, personne, dans le camp catholique, ne se risque vraiment à mener une opposition vigoureuse à la politique du gouvernement. Chacun comprend bien que l'intérêt de l'Eglise n'est en aucun cas d'attiser les fureurs destructrices qui risquent de s'en prendre aux symboles de son pouvoir, et la ligne la plus répandue est celle d'une dénonciation dédaigneuse, même si l'on jubile de voir que le gouvernement est entraîné dans une politique qu'il ne souhaitait assurément pas mener.

C'est essentiellement à la presse légitimiste, dont les deux principaux organes sont la Gazette de France<sup>2</sup> et la Quotidienne,<sup>3</sup> que revient le soin de protester contre la décision du gouvernement de rendre le Panthéon aux grands hommes, et c'est là que se mettent en place les principaux thèmes de la dénonciation catholique des incohérences de cette politique. La Gazette cultive notamment le sens de la répartie et saisit toutes les occasions qui lui sont offertes de mettre le pouvoir en difficulté sur le terrain de la politique religieuse et de la gestion de l'héritage révolutionnaire. La méthode n'est pas nouvelle, loin de là, mais à chaque fois qu'elle publie une information, la feuille légitimiste la fait suivre d'une remarque qui en infléchit le sens et en change la portée. Le moindre entrefilet est prétexte désormais à un regard ironique, et même la reprise de l'article d'un autre journal donne habituellement lieu à une conclusion qui se charge de remettre le débat sur le terrain de la lutte contre le régime naissant. (Lorsque le 20 août, par exemple, le buste du maréchal Ney est porté au Panthéon, le journal rappelle le sort d'un des martyrs de sa cause :

La France se souviendra aussi que le 19 août 1815 fut lâchement fusillé le colonel Labédoyère, qui avait été un brave et qui serait un héros.

---

<sup>2</sup> RN. Pero D. 138.

<sup>3</sup> B.N. Pero D. 98.

<sup>4</sup> La Gazette de France. RN. Pero D. 138. Samedi 21 août 1830. p.2.



C'est une façon de se démarquer de la ferveur populaire qui prend le Panthéon pour objet, de répliquer en pastichant le culte du grand homme, et de montrer que chaque camp possède ses propres héros. C'est aussi un signe d'impuissance et de résignation, la marque des limites étroites entre lesquelles peut évoluer le journal, qui ne peut se permettre encore d'attaquer de front ni le régime ni la gauche révolutionnaire et les ambitions de cette dernière de rouvrir le Panthéon. Les légitimistes sont déconsidérés parmi la population parisienne, et s'ils ont beau jeu de s'élever contre les hésitations, les imprécisions de la politique du nouveau régime, ils n'en demeurent pas moins considérablement et durablement affaiblis. Le Panthéon, comme nous l'avons vu, n'est pas à reprendre en 1830, et les passions révolutionnaires sont encore trop fortes pour que la droite catholique se risque à les attiser en soutenant un débat contradictoire et périlleux autour de ce monument..

La Gazette choisit pourtant de persister à nommer chaque fois qu'elle le peut le monument "Sainte-Geneviève". Dans une période où le sujet est aussi sensible, ce détail est chargé de lourdes connotations, et représente à lui seul toute l'inertie qu'entend donner la hiérarchie catholique à la thématique religieuse sur la montagne Sainte-Geneviève. La Gazette se moque aussi de l'enthousiasme des autres journaux, qui ont tous quelque héros à proposer pour le Panthéon, et surtout du Temps :5

Le journal le Temps devance ses confrères sur un point. Il veut bien de Voltaire, de Rousseau et des autres célébrités politiques et scientifiques plus modernes; mais il étend ses vœux jusqu'aux comédiens. ~

Le dénigrement prime là sur l'argumentation politique, et l'ironie mordante de la presse légitimiste, qui entend défendre à elle seule les intérêts de l'Eglise, s'en prend plus souvent à la presse de gauche, de laquelle elle ne peut craindre qu'un juste retour de compliment, qu'au gouvernement lui-même. Car dans l'ensemble, au cours de l'été 1830, la presse légitimiste semble craindre le pouvoir et n'ose pas réellement protester sur le fond. Ce ne sont que les détails annexes qui sont raillés, et jamais vraiment la décision du gouvernement ni les fondements idéologiques du culte des grands hommes. La contestation n'est aucunement théorisée, elle ne participe pas encore du vaste courant qui vise à asseoir plus sûrement le culte de la jeune bergère de Nanterre à Sainte-

---

<sup>s</sup> La Gazette de France. Mercredi 1<sup>o</sup> septembre 1830. p.1.

Geneviève. La presse de droite se trouve en effet en position délicate, et entend bien ne pas donner de prétexte au pouvoir de pour entraver sa liberté d'expression, qui demeure son seul bien. La protestation est donc faite de subtils sous-entendus, d'ironie discrète et finalement peu acerbe, et d'un refus d'entrer dans la célébration enthousiaste à laquelle participent les autres journaux. Les silences de la Gazette et de la Quotidienne sont parfois aussi éloquents, et l'absence d'article de fond sur le Panthéon en 1830, à un moment où pourtant l'attention est portée sur ce monument, d'étude relative à l'histoire du monument et d'argumentation quant à son destin, est la marque d'une réprobation implicite mais profonde, et sans doute sincère. En 1830, l'opinion catholique est à la fois choquée du terrible coup que représente à ses yeux la spoliation opérée par le pouvoir, et intimidée par la vague de fond anticléricale qui connaît un nouvel élan, et semble accrédi- ter le phantasme d'un cycle Révolution-Religion, d'une récurrence imparable du déferlement des impies au Panthéon. La réalité de ce cycle où alterneraient les phases de sacrilège et celles d'expiation se confirme pour les catholiques en 1830, de même que leurs craintes de voir se perpétuer les atteintes révolutionnaires aux symboles et aux instruments de leur culte.

La riposte n'est à l'évidence pour ces catholiques pas encore possible, et "l'exil" des missionnaires qui occupaient l'édifice se fait dans le calme, ainsi que le déménagement de tous leurs effets et objets de culte.<sup>6</sup> Des inventaires minutieux sont dressés, la passation de pouvoir semble courtoise et aucun incident particulier n'est à relever, les religieux ayant été prévenus de l'imminence d'une décision de laïcisation.

Le culte de sainte Geneviève est transféré à Saint-Etienne du Mont, à quelques pas du Panthéon, et à Notre-Dame, où reposent les reliques de la sainte qui ont été chassées du temple. La dévotion à la vierge de Nanterre est toutefois en baisse notable, et le refuge à Saint-Etienne n'est pas accompagné de processions particulières ou de mouvements d'une foule éventuelle, qui aurait désiré expier la spoliation. Le tout se déroule dans le silence et la discrétion, sans éclat ni scandale, conformément aux souhaits du gouvernement, qui, à vrai dire, a tout fait pour qu'il en soit ainsi.

C'est en 1831, à l'occasion du premier anniversaire de la Révolution de Juillet, que prend forme vraiment la protestation, toujours discrète mais plus organisée,

---

<sup>6</sup> A.N. F. 21 578.

des catholiques qui s'estiment spoliés de leurs droits légitimes à jouir d'une basilique dédiée à Geneviève par Louis XV, et située dans un endroit hautement symbolique, auquel on ne saurait trouver de substitut satisfaisant. La mise en place de cette argumentation est toutefois progressive et tempérée. On n'attaque toujours pas de front le gouvernement, car celui-ci fait preuve d'une grande habileté dans la conduite politique de l'affaire. Il serait vain de le mettre en difficulté sur ce terrain, et de risquer de provoquer de cette façon des contre-coups imprévisibles de la part d'un gouvernement qui se sentirait menacé, et d'une frange révolutionnaire qui se sentirait outrageusement provoquée. Les conséquences d'une radicalisation du débat, les catholiques en sont conscients, risqueraient d'être l'application effective de la loi de 1830, et donc la réouverture du monument aux grands hommes. Puisque cela n'est plus à l'ordre du jour en 1831, l'opposition de droite se contente de faire preuve de vigilance, et de tenter de convaincre qui veut bien l'entendre de son bon droit à réclamer l'abandon du Panthéon par le "parti" de la Révolution.

Pour juillet 1831, le pouvoir a d'ailleurs prévu d'associer quelque peu le clergé à la célébration de l'anniversaire de la Révolution, et de rapprocher de ce fait des points de vue pourtant encore éloignés, au moins officiellement.

L'ordonnance royale du six juillet 1831, qui fixe les conditions d'organisation des festivités de la fin du mois, prévoit qu'un office de deuil soit célébré dans chaque église de la capitale à la mémoire des victimes de l'insurrection de 1830.<sup>7</sup> Ces cérémonies doivent se tenir au moment même où le roi inaugure au Panthéon les plaques de bronzes dédiées à ces victimes. Volonté irénique à première vue, cette initiative donne néanmoins un moyen commode et sûr d'expression de sa réprobation au clergé. Car il s'agit là d'une occasion unique pour le clergé légitimiste de manifester impunément son opposition: sous couvert de deuil en mémoire des victimes de Juillet, ce n'est pas elles que l'Eglise veut pleurer, mais au contraire le régime déchu et la perte de la basilique de Soufflot. L'archevêque de Paris envoie au cours du mois de juillet une lettre à son clergé en ce sens,<sup>8</sup> et c'est en détournant la signification du deuil que l'Eglise signifie sa réprobation. Cette manoeuvre très subtile n'a cependant que peu d'éclat, et demeure timide.

---

<sup>7</sup> "Dans tous les édifices consacrés aux différents cultes, un service funèbre sera célébré" (Introduction à l'ordonnance du 6 juillet 1831, signée d'Argout. Publiée dans l'Avenir du 8 juillet, p.3.)

<sup>8</sup> Apponyi. Op. cit., p.39.



Les églises sont tendues de noir en effet, et chacun peut lire ce qu'il veut dans la peine que le clergé feint de partager avec le peuple de Paris, mais aucun discours revendicatif ne vient concrétiser le tout. Là aussi, on se contente d'une fière et distante attitude de dédain.

C'est la presse légitimiste, cette fois encore, qui va le plus loin, en commençant à oser critiquer de front les décisions du gouvernement concernant le Panthéon. La Quotidienne cultive, dès le 4 juillet le thème désormais classique désormais des concessions trop souvent accordées à l'esprit de révolution par un gouvernement en mal de légitimité. Le journal souligne l'embarras du pouvoir, et ses contradictions internes: 9

Nous voici arrivés, tant bien que mal, à l'anniversaire de notre régénération, comme on l'appelle; et déjà le gouvernement s'occupe du programme de la fête de juillet; il étudie les annales de toutes les réjouissances, il se tourmente, se démène, s'agite, le juste milieu ne tient pas sur sa chaise. (...)

Je conçois votre idée première, Messieurs les ministres (...) l'anniversaire vous fait mal au coeur, comme disait M. de Montalivet, et vous voudriez pour tout au monde en avoir fini avec l'ivresse et l'enthousiasme. La Révolution ressemble un peu à un créancier importun. En l'accablant de prévenances et de politesses, on espère ainsi la reconduire jusqu'à la porte sans lui avoir laissé le temps d'ouvrir la bouche pour présenter sa facture.

Mais il n'est point encore question du Panthéon, même si nul n'ignore que c'est en ce lieu que le gouvernement craint le plus de voir prendre corps ses contradictions. Derrière bien des interrogations quant à la politique du gouvernement, il y a la question du Panthéon, signe politique, étendard de parti qui n'a que deux faces: la Révolution, ou la Religion. Mais à la publication du programme des fêtes de Juillet, le journal légitimiste prend ses distances avec d'éventuels organisateurs de troubles :10

Ce n'est pas le rôle des royalistes, qui ne voudraient point insulter par des fêtes quelconques aux calamités nationales, et qui connaissent assez la loyauté de leurs ennemis pour ne laisser aucun prétexte à leurs passions. (...) Les royalistes laisseront à d'autres le bonheur de danser publiquement sur les ruines de la France.

La contestation se précise cependant le jour où la croix du Panthéon est abattue, le 22 juillet.. Cette croix, qui était demeurée un an sur la cime du monument après sa laïcisation, représente un peu la paternité catholique sur la basilique, et sa chute confirme encore la fin de l'emprise religieuse en ces lieux, de même qu'elle remet le monument sur le devant de la scène. C'est aussi l'occasion pour les

9 La Quotidienne. B.N. Pero D. 98.. Lundi 4 juillet 1831.. p.4.

10 La Quotidienne. 6 juillet 1831., p.2.



rédacteurs des journaux légitimistes de donner dans un lyrisme facile, et de souligner la peine du "vrai peuple de Paris", celui qui ne cède pas aux emportements athées, à la vue de ce sacrilège impie. La croix qui tombe lourdement sur le sol de la montagne sainte Geneviève matérialise un nouveau traumatisme pour les catholiques fervents, pour les pèlerins de Geneviève et les gens pieux que les passions révolutionnaires effraient. La presse de droite tente de prouver l'existence de deux France, aux mémoires distinctes et inconciliables: la France instable, impie et versatile de la Révolution, et celle constante, durable, ferme et pieuse de la Religion. Le Panthéon est l'objet symbolique de la lutte de ces deux factions, et celle qui le tient, tient le pays, définit la nation. La chute de la croix est donc une humiliation réelle pour les catholiques, dont les espoirs politiques sont réduits à néant. Tout repose alors sur la foi du vrai peuple, qu'il convient pour eux de mettre en valeur.

Hier, dans cette expédition officielle contre la croix du Panthéon, on a pu voir la disposition du peuple, nous parlons du peuple qui est peuple, des bons bourgeois, des gens paisibles, des ouvriers qui ne sont pas émigrés pour être des assommeurs, des pères de famille et des femmes honnêtes. Au milieu de l'affluence de cette multitude accourue pour voir comment on fait tomber une croix, il y avait bien de ces gens qui battent des mains lorsqu'on insulte une divinité. (...) Mais tout le reste du peuple ne dissimulait pas son mécontentement et ses regrets. A quoi bon abattre cette croix? Elle ne faisait de mal à personne. Est-ce qu'on ne met pas une croix sur les tombes? Tels étaient les mots de la foule, et lorsque la croix est tombée, il y a eu un cri d'horreur.<sup>11</sup>

Le rédacteur évoque ensuite les remords de l'ouvrier qui a effectué cette besogne, et formule un avertissement sévère au gouvernement car il y aurait "dans cette entreprise publique contre la croix plus d'un funeste augure pour son avenir."<sup>13</sup> Avec la chute de la croix, prélude à la cérémonie du 27, c'est malgré tout un nouveau coup qui est asséné aux catholiques, et si seules les feuilles légitimistes accordent une relative importance à l'événement, c'est bien le signe de la persistance d'un traumatisme d'ordre religieux autant que politique.

L'ironie de la Quotidienne au sujet du Panthéon reprend cependant avec le compte rendu de la cérémonie du 27 juillet. L'article publié le 29 est une compilation d'articles d'autres journaux, où l'on a choisi chaque fois les passages les plus vifs en critiques, même issues de la gauche et reprenant une

---

<sup>11</sup> Allusion à l'épisode du 14 juillet, où la police aurait payé des matraqueurs pour infliger une bastonnade aux téméraires planteurs d'arbres de la Liberté.

<sup>12</sup> La Quotidienne. Samedi 3 juillet 1831, p. 3.

<sup>13</sup> Idem.

thémari que différente de celle qui est familière à la Quotidienne, contre le gouvernement.. Ce journal se contente d'ajouter à la fin une note d'humour bien sentie au sujet de l'ode du poète national :

Peut-être nous trompons-nous, mais il nous semble que M. Hugo était plus heureux (comme poète bien entendu) lorsqu'il commandait à sa lyre de chanter la naissance du duc de Bordeaux et la sacre de Charles X.<sup>14</sup>

Le 5 août, le comble de la précision dans la contestation est atteint, avec la publication du décompte de maisons pavoisées d'un drapeau tricolore au cours des fêtes. Rue Saint-Martin, par exemple, il y avait 40 drapeaux pour 1580 maisons. Le journal ne fait pas de commentaire, sûr qu'il est de l'effet de sa trouvaille statistique, et pensant que les chiffres suffisent à constater la désaffection populaire vis-à-vis des festivités officielles. Mais de là à être sûr que le "vrai peuple" expiait la profanation, cloîtré dans les maisons ...

Ces facéties journalistiques ne doivent toutefois pas masquer un traumatisme réel, d'ordre religieux. Les échos de la Marseillaise sous les voûtes de ce qu'ils considèrent comme une basilique chrétienne sont reçus par de nombreux catholiques comme une véritable souillure aux résonances sacrilèges. Le chant révolutionnaire, adopté à nouveau par Louis-Philippe comme hymne national, garde une intensité symbolique considérable, et ne constitue aucunement un chant neutre et uniquement patriotique. Faire entendre la Marseillaise, qui plus est chantée par plusieurs milliers de personnes dans ce qui était quelques mois auparavant une église, est pour l'opinion catholique un acte choquant, qui laisse des traces dans les mémoires. Le pouvoir avait pourtant pris soin de faire accompagner la Marseillaise de la Parisienne de Casimir Delavigne, qui, comme le souligne Michel Vovelle,<sup>16</sup> est un chant plus neutre et largement moins subversif.. On évoque cependant ce qui est considéré par beaucoup comme une véritable souillure pendant des décennies entières dans les publications de sensibilité religieuse, et pour de nombreux catholiques le monument est à jamais entaché des échos d'un chant impur. La grande majorité de l'opinion de tendance catholique et légitimiste n'est pas prête à accepter le changement d'affectation de la basilique, et l'opposition traditionnelle entre la Religion et la Révolution reste une donnée essentielle de la politique française, et surtout du devenir du

---

<sup>14</sup> La Quotidienne. Vendredi 29 juillet 1831., p.2.

<sup>15</sup> La Quotidienne du 5 août 1831., p.4. Rubrique Statistique.

<sup>16</sup> Vovelle (Michel) "La Marseillaise" in Les Lieux de Mémoire, t.I vol.I.p.108.

monument qui couronne la montagne Sainte-Geneviève.

En revanche, déjà en 1831, il est possible de percevoir chez quelques militants catholiques avancés les signes annonciateurs d'une éventuelle possibilité de réconciliation politique entre les deux tendances, jusque là irréductibles. Si le mouvement n'est pas statistiquement significatif, il est intéressant sur le plan de l'histoire des idées, et de l'histoire du Panthéon.<sup>17</sup> Mais les catholiques qui se préoccupent des problèmes sociaux développent encore en 1831 une analyse relativement dure et intransigeante de la situation. La volonté politique de réconciliation est là, mais les appréhensions de type religieux demeurent très fortes. On est d'accord pour tenter de fonder une mémoire commune qui réconcilierait la Nation autour des Lumières et de la Religion, mais effacer les traumatismes d'ordre religieux est encore chose impossible, et ne peut être conçu par ces hommes farouchement attachés aux valeurs du christianisme.

L'analyse que fait l'Avenir, organe du catholicisme social, de la situation du monument en 1831 et des cérémonies qui y sont organisées est à la fois très ferme sur la plan de la dénonciation de la spoliation, et modérée dans la recherche de solutions au dilemme qu'incarne le Panthéon. Le dix juillet 1831, un article d'une grande virulence est d'ailleurs publié au sujet du programme des fêtes:

On pleurera le premier jour, on dansera le second, et puis on fera de l'exercice le troisième. Que faut-il de plus pour les apaiser? La destruction d'une église catholique? Soit.. M. d'Argout démolira l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois, après avoir enlevé aux mystères de notre culte l'église Sainte-Geneviève. La République est-elle contente?<sup>18</sup>

Mais au lieu de poursuivre ce réquisitoire, le journaliste<sup>19</sup> prend alors un ton plus calme pour réclamer, comme condition à l'apaisement des troubles dont souffre la nation, le développement des libertés publiques. Le gouvernement est néanmoins joliment qualifié "d'amphytrion de la fête qui jette lui-même des fleurs de rhétorique sur toutes les victimes de juillet",<sup>20</sup> et l'Avenir lui conseille, entre autres, de mettre en oeuvre un programme de décentralisation effective des pouvoirs et d'instaurer le suffrage universel. On le voit, les thèmes traditionnels de la droite légitimiste et de la gauche républicaine sont unis ici d'une façon

<sup>17</sup> Ces tentatives de conciliation feront l'objet de notre troisième partie.

<sup>18</sup> L'Avenir, B.N. Per D. 146. Dimanche 10 juillet 1831, p.2.

<sup>19</sup> Cet article est signé C. de C. (de Coux).

<sup>20</sup> L'Avenir, 10 juillet 1831, p.2.



surprenante. Cette synthèse n'est certes pas théorisée, mais elle confirme l'existence, au-delà des sensibilités politiques, d'une véritable blessure chez les catholiques au sujet de la perte du Panthéon qu'il serait aventureux de sous-estimer et de ramener uniquement à des motifs politiques.

En revanche, pour la première fois à cette occasion, une argumentation logique et sereine est développée pour contester l'attribution au culte des grands hommes de la basilique de Soufflot.<sup>21</sup>

La liberté de conscience s'accorde mal avec des églises détruites ou profanées. Ces églises sont la propriété des catholiques; elles ont été bâties avec leur argent. Nous ne savons de quel droit, sous quel prétexte, on ose nous ravir ce qui est à nous. La liberté de conscience, la liberté de propriété n'étoient-elles donc pas au nombre des droits que les victimes de juillet ont sanctionnés de leur trépas? (...) Ne les outragez pas en violant des droits qu'elles chérissent plus que la vie. Que leur importe cet appareil d'un vilain deuil, ces honneurs stériles (...) si le luxe d'une douleur hypocrite n'aboutit qu'à un impôt de plus?

L'opposition de l'Avenir est donc bien différente, sur plus d'un point, de celle de la Quotidienne ou de la Gazette de France. Ces deux journaux fustigent la décision de rétablir le culte des grands hommes, et par là s'en prennent aussi au régime de Louis-Philippe. Les légitimistes assimilent la profanation de l'église de Sainte-Geneviève à la chute de Charles X et contestent par cet argument la légitimité d'un gouvernement qu'ils considèrent comme sacrilège. La position de l'Avenir est beaucoup plus complexe. Les rédacteurs de ce journal se joignent aux plaintes de la hiérarchie catholique, dont la Quotidienne reflète assez bien l'opinion, pour dénoncer l'acte sacrilège sur un plan religieux, mais adoptent une position politique de gauche en demandant l'approfondissement des acquis de la Révolution de Juillet. L'idéal des tenants de ce qui apparaît de plus en plus comme un catholicisme social est donc une liberté totale de culte dans le respect de la Religion assorti d'une politique ambitieuse. La rédaction de l'Avenir peut être à la fois choquée par la profanation d'une église et dénoncer la façon dont le gouvernement confisque à son profit la Révolution. Cela prouve encore que le sentiment religieux à l'endroit de Sainte-Geneviève est très fort, et la position très minoritaire de l'Avenir n'empêche pas cette ligne de pensée de contenir bien des indications sur la résolution possible du vieux conflit qui oppose la Révolution à la Religion. Le Panthéon, en 1831, reste le lieu d'un affrontement entre ces deux tendances, et la tentative de l'Avenir d'opérer une synthèse n'est

---

<sup>21</sup> Idem.



pas partagée par l'opinion dans son ensemble. Au sujet du Panthéon-Sainte-Geneviève, chacun doit encore choisir son camp, et ce pour plusieurs décennies.

Une autre querelle est lancée par la presse catholique, à la même époque. Elle concerne la question de la "destination primitive" du monument. Le texte du décret de 1830 stipule en effet que le Panthéon soit rendu à sa "destination primitive". Or, les catholiques opposent à cet argument que la destination primitive du monument de Soufflot fut d'être une église. On voit donc pendant plusieurs semaines<sup>22</sup> les journaux des différentes tendances se renvoyer l'argument, chacun l'agrémentant d'une variante juridique plus ou moins convaincante. Chaque camp est convaincu de la légitimité de ses ambitions sur le bâtiment, et le dilemme reste entier tout au long de la Monarchie de Juillet. Quoiqu'il en soit, il ne peuvent s'entendre, puisque leurs systèmes de référence sont différents, et même essentiellement antagonistes.

Au cours des dix-huit années de règne de Louis-Philippe, nous avons vu que le Panthéon est l'objet d'une attention de moins en moins soutenue, et qu'une fois passée la veille révolutionnaire, le gouvernement abandonne ni plus ni moins le monument et ne fait à aucun moment part de sa volonté d'appliquer l'ordonnance de 1830. L'opposition catholique, qui est d'ailleurs de plus en plus proche du pouvoir, sent donc bien que le moment est revenu de réveiller les souvenirs pieux qui s'attachent à la basilique.

A la fin des années 1830 sont donc publiées diverses brochures à caractère religieux, qui participent d'un courant de relance de la légende de sainte Geneviève. On exalte de plus en plus la personnalité de la sainte, et les composantes nationales de son combat. Il y a un lien étroit entre la volonté, imprécise encore mais diffuse, de ramener le Panthéon à la religion et la proximité croissante de la narration de la légende de Geneviève avec les thèmes nationaux. De patronne de Paris, Geneviève tend au fil des ans à devenir patronne de la France, et on la présente de plus en plus comme susceptible de protéger Paris du haut de la montagne qui porte son nom. Il s'agit là d'une réponse indirecte à l'occupation de la basilique par un non culte laïc : les catholiques désirent prouver que Geneviève remplirait aussi bien, sinon mieux, ce rôle de patronage que l'on a voulu assigner aux grands hommes. On place

---

<sup>22</sup> Cette querelle se renouvelle dans les mêmes termes tout au long du siècle, à chaque fois qu'il est question de l'histoire du Panthéon.

Geneviève sur le terrain de ceux-ci, en concurrence avec eux en quelque sorte.

L'office de sainte Geneviève, dont le texte est publié au cours des années 1830, reflète déjà cette tendance <sup>23</sup>

Vierge sainte, vous êtes la gloire de notre patrie, l'espérance de la France, l'objet de la tendresse de Jésus-Christ votre époux. (...)

Ce texte, qui est destiné à être lu durant la messe, à Saint-Étienne-du-Mont, mais qui est aussi diffusé par voie d'édition, reprend ensuite la narration des miracles de la sainte et en exalte les conséquences heureuses pour Paris. Il est donc sous-entendu que si la sainte n'est pas honorée correctement, la capitale ne peut qu'en pâtir. La légende de Geneviève connaît une réactualisation importante, et la sainte de Nanterre paraît supplanter pour quelques années Jeanne d'Arc, ou du moins sa légende intègre certains éléments essentiels de celle de la Pucelle. On pare en quelque sorte Geneviève des vertus de Jeanne, avec comme but ultime la reconquête du Panthéon. Les prières à Geneviève retrouvent une fréquence importante à Saint-Étienne, et d'une manière générale, la Révolution est toujours présentée comme une époque honnie. Ses héros sont des démons, et seule Geneviève peut sauver la France. On se plaît d'ailleurs à ne présenter les hommes qui sont enterrés au Panthéon que comme des divinités, ou des demi-dieux, auxquels on ne saurait rendre aucun culte, alors qu'il y a bien longtemps que même les révolutionnaires les plus ardents sont revenus sur les idées de fondation d'une religion nouvelle sur le modèle formel du christianisme. Dans leur esprit, les grands hommes sont de plus en plus des références, des modèles ou des exemples. Mais on ne s'embarrasse pas de ces subtilités chez les catholiques, dont le seul but est de dénigrer ces pratiques. Geneviève est présentée comme la seule alternative possible, comme le seul remède aux malheurs de la France, et cette fois comme une vraie représentante de la divinité.

En 1836, à l'occasion de la mise en place d'une statue de la renommée au sommet du Panthéon, l'archevêque de Paris publie un mandement dans lequel il dénonce le remplacement de la croix détruite en 1831 par une statue païenne. Il développe dans cette lettre les thèmes désormais classiques de l'impossibilité d'une rédemption pour le pays sans le patronage de Geneviève et de la nécessité

---

<sup>23</sup> Office de Sainte-Geneviève, patronne de Paris: grand solennel, suivi de la description de l'église (-Saint-Étienne-du-Mont-) et des principaux tableaux. Paris. Chassaignon. s.d., 12p.

de voir la religion reprendre la place qui était la sienne :<sup>24</sup>

Qu'il nous soit permis de le dire non pas avec irritation ou amertume, la croix nous le défend, mais avec une désolation égale à notre respect, à notre amour pour la croix; elle a disparu autrefois du fronton de nos temples, cette croix bienfaitrice des nations! elle est encore absente du chevet de notre métropole découronnée, sur la cime de notre plus haute montagne, sur la coupole de la célèbre basilique qui domine la cité, elle est actuellement remplacée, cette croix lumineuse, vivifiante et consolatrice, par un vain simulacre qui ne dit rien à l'esprit, rien au coeur, dont la vue ne saurait susciter aucune pensée généreuse, ni calmer une seule douleur. Descendra-t-il désormais de ce haut lieu aucune étincelle de ce génie, de ce patriotisme ou de cette charité que la croix sait toujours communiquer à celui qui l'adore?

Le prélat poursuit ensuite en déplorant que le père ne puisse donner l'exemple de la croix à son fils en passant devant Sainte-Geneviève, "le maître à ses serviteurs, le prince à ses sujets" et que le "baume universel" que constitue ce signe ne soit plus accessible à la population de Paris et de la France. L'image de la société idéale selon l'archevêque, une société d'Ancien Régime, se dessine au travers de cette description, et c'est la croix de Sainte-Geneviève qui en représenterait le centre, le ferment d'unité. Vient alors la désormais traditionnelle dénonciation de la vacuité du culte païen, de l'inanité de toute religion sans Dieu;<sup>25</sup>

Ô mon Dieu! pouvons-nous redire après le roi-prophète, les signaux d'une doctrine nouvelle ont été hissés dans les airs sans qu'on puisse en deviner la valeur; l'image d'une divinité fantastique a été substituée au signe sacré de notre rédemption; sur le sommet de notre temple, nous voyons arboré, en forme de trophée, l'étendard d'un indéfinissable culte, dont les éléments nus, pauvres, infirmes, seront toujours vides et insignifiants pour la perfection de vos serviteurs, stériles et impuissants pour le bonheur de notre patrie: Posuerunt signa sua; et non cognoverunt sicut in e;itu. super summum.<sup>26</sup>

### La campagne de presse de 1837

En 1837, alors que le clergé était persuadé de l'imminence d'une restitution de Sainte-Geneviève au culte, survient l'affaire du fronton, qui relance le débat sur l'interprétation de la Révolution et qui, plaçant le gouvernement dans une situation délicate au sujet du Panthéon, ajourne pour les catholiques toute

<sup>24</sup> La Quotidienne du 14 février 1836, p.2.

<sup>25</sup> Idem.

<sup>26</sup> "Se méfier des citations en latin" Flaubert Dictionnaire des idées reçues, Paris. Castor Astral, 1991, p.65.



perspective de retour de Geneviève dans son temple. Ceux-ci nourissent pourtant des espoirs légitimes en 1836, dont fait foi un article de la *Chronique de Paris*.<sup>27</sup>

Nous avons plusieurs fois exprimé le désir que le Panthéon fut rendu à sa véritable destination; nous avons regretté que le gouvernement se fut borné à la réouverture de Saint-Germain-Auxerrois, et n'eût pas complété l'oeuvre de réparation en rétablissant l'église de Sainte-Genève. Nous avons lieu de croire que M. Molé et ses collègues avaient l'intention de déférer aux plaintes qu'éleva fort justement M. l'archevêque de Paris lorsque M. Thiers, au commencement de 1836, fit placer une Renommée, ou une Gloire païenne sur le dôme du monument. Nous croyons même savoir que M. Salvandy (...) dans une récente visite à M. l'archevêque lui avait donné l'espérance d'une restitution.

D'autres indices confirment le projet du gouvernement de rendre l'édifice au culte. En 1833, un rapport au conseil des bâtiments civils<sup>28</sup> indique que "M. Destouches s'est appliqué à n'employer dans la décoration des portes que des ornements qui puissent convenir à tous les temps et à toutes les destinations afin que ces décorations ne subissent pas le sort des sculptures et des ornements qui décoraient cet édifice." Si Destouches a pris une telle initiative, c'est sans aucun doute qu'il a eu vent de quelque rumeur selon laquelle le ministère avait l'intention de rendre le monument au culte catholique. Il n'aurait pas non plus agité de la sorte sans être sûr de bien faire. Le même rapport, qui est adopté par le conseil, propose de ne pas supprimer les attributs religieux restant dans le Panthéon. Caristie, dans un autre rapport, confirme ce fait, et précise "qu'il faut s'attendre à ce que la religion reprenne possession du Panthéon".<sup>29</sup>

Le journal fait donc part de sa surprise devant le surgissement, contradictoire avec tous ces indices, de la nouvelle de l'inauguration du fronton. Pour les catholiques, une nouvelle période doit donc débiter au sujet du Panthéon. Il ne s'agit plus de se faire le plus discrets possible et de faire confiance à l'esprit conservateur du gouvernement en attendant que celui-ci restitue le Panthéon au culte, mais plutôt d'intensifier la protestation, afin de marquer sa désapprobation profonde face à ce revirement de situation. Il convient alors pour la presse catholique de dénoncer plus que jamais l'héritage révolutionnaire, et de manifester son désintérêt pour les thèmes liés au culte des grands hommes ou toute autre célébration faisant référence à la Révolution. La critique de l'oeuvre

---

27 *La Chronique de Paris*, 18 juillet 1837, cité dans la Gazette de France du 19 juillet 1837. p.2.

28 A.N. F. 13 1145. Conseil des Bâtiments Civils. 25 juin 1833.

29 *La Chronique de Paris* du 18 juillet 1837, citée dans la Gazette de France du 19 juillet 1837. p.2.



de DaYid d'Angers est pour cela une occasion unique. En décrivant le fronton, il est possible d'insérer à chaque phrase une remarque sévère sur le personnage que le sculpteur a représenté, et par là, de crier son horreur, fut-elle aussi quelque peu rhétorique, du XVIII<sup>e</sup> siècle, de la Révolution, de la philosophie, des célébrations athées.

De cette manière, la Chronique de Paris envoie au gouvernement un "avertissement":<sup>30</sup>

Nous conjurons le gouvernement de s'arrêter sur la pente où ses amis les plus sincères déplorent qu'il se soit placé. Comment voudrait-il que les hommes religieux, que les hommes monarchiques se ralliasent à lui, s'il se prêtait à des scènes de sacrilège et de révolution?

Cette annonce est suivie d'une menace concernant les élections à venir. Le "parti" de la religion reprend donc sa campagne de presse visant à réclamer le retour au culte du Panthéon, et à influencer le gouvernement dans le sens de plus de concessions envers la religion. C'est un véritable réquisitoire qui s'ouvre alors dans les journaux contre tout ce qui fonde l'idée de révolution. Les articles se succèdent pour dénoncer les vices hérités du siècle précédent. Au traumatisme lié à l'écho du chant impur en 1831, s'ajoute celui dû à la représentation d'hommes impurs et pervers, aux yeux de l'opinion catholique, et responsables des maux dont souffre la France depuis plusieurs décennies. Voltaire et Rousseau sont les cibles principales de ces attaques, et il ne fait aucun doute pour les catholiques légitimistes que les deux philosophes sont les fauteurs directs de la Révolution, et que leurs doctrines sont à la base de tous les maux dont a souffert et souffre la France.

La Gazette de France du 31 juillet 1837 explicite ces griefs :<sup>31</sup>

Mais ce que l'on voit encore, ce qui subsiste depuis sept ans, ce qu'on laissera peut-être, c'est la vieille enseigne de 93 redorée par 1830: Aux grands hommes la patrie reconnaissante. Qu'est-ce à dire? Que faut-il faire pour être un grand homme et entrer là dedans? Or écoutez:

Voici un grand homme représenté sur le fronton, c'est Jean-Jacques Rousseau; qu'a-t-il fait pour entrer là? En lisant l'histoire de sa vie écrite par lui-même, on voit qu'il a trahi et décrié ses bienfaiteurs et ses amis, qu'il a vécu en état de concubinage avec une ignoble servante, qu'il a mis, le malheureux! ses enfants à l'hôpital, qu'il a volé et menti; que lui-même a révélé toutes ces turpitudes dans un livre où il prêche la souveraineté du peuple, et un autre où il veut qu'un jeune homme bien-né devenu garçon menuisier n'entende pas parler de Dieu avant l'âge

---

<sup>30</sup> Idem.

<sup>31</sup> La Gazette de France du lundi 31 juillet 1837, p.3. Rubrique Variétés.

<sup>32</sup> Notons que l'on assimile ici la représentation sur le fronton à une présence effective dans le monument.

de dix-huit ans. Or donc, jeune homme qui contemples ce fronton, sois ingrat, voleur, menteur, père dénaturé, honteusement débauché, cynique et paradoxal, mais aie du talent comme écrivain, et tu seras un dieu; on te mettra au Panthéon.

Le même genre de démonstration est mis en oeuvre au sujet bien sûr de Mirabeau et de Voltaire, "l'ignoble philosophe" qui a insulté Jeanne d'Arc. Le fronton est qualifié dans le même journal quelques semaines plus tard<sup>33</sup>, c'est-à-dire au lendemain de la mise à jour de l'oeuvre, "d'ignominieux". La Quotidienne, qui fustige chaque jour maintenant l'esprit de la révolution et ses représentants, poursuit à cette occasion son attaque contre les personnages mis en scène par David:

L'oeuvre de ténèbres et d'impiété est consommée. Voltaire l'emporte sur Jésus-Christ. Le génie du mal triomphe au faite du temple du vrai Dieu.

Nonjamaia depuis qu'une vile prostituée, sous le nom de déesse Raison, fut portée sur l'autel de Notre-Dame, à la place du rédempteur du genre humain, un pareil scandale n'a été donné en France. A une époque d'athéisme public et de délire, on avait créé un Panthéon pour Mirabeau: Mirabeau, le type de la plus grande corruption morale. (...) A Mirabeau succédèrent Voltaire et Jean-Jacques, divinités bien dignes de cette époque d'anarchie, de sacrilège et de sang; puis l'infâme Marat. Voltaire éclipsait tout dans ce pandoemonium par l'audace de son esprit et les fureurs de ses attaques contre l'ordre social. (...) Que représente Voltaire dans l'ordre de l'intelligence et de la morale? La révolte contre les institutions divines et humaines, l'athéisme religieux et politique, la dérision, le mépris de tous les principes sociaux, l'outrage et l'insulte à toutes les gloires, à toutes les vertus; le fanatisme, l'intolérance et la fureur déchaînés contre tout ce que les siècles avaient consacré comme digne de la vénération des hommes.

Et c'est pour le donner à cet Erostrate de l'ordre moral qui, de l'aveu d'un de ses disciples, a voulu tuer dans l'humanité l'homme religieux, que l'on enlève un magnifique édifice au culte du Dieu qui a apporté l'Évangile sur la terre, à l'invocation de cette douce et bonne Geneviève, qui a chassé les barbares loin des murs de Paris, et nourri les Parisiens affamés, auxquels elle a laissé l'exemple de son patriotisme et de ses vertus!

La philosophie subit les attaques quotidiennes des journalistes, qui s'inscrivent pour cela dans la plus pure tradition de la Contre-Révolution. <sup>34</sup> Le Panthéon, "où un génie infernal proclame sa victoire au sommet de la Montagne, au dessus de

<sup>33</sup> La Quotidienne, vendredi 1<sup>o</sup> septembre 1837, p.1.

<sup>34</sup> On trouve pratiquement mot pour mot dans l'oeuvre de Joseph de Maistre les diatribes anti-philosophiques de la presse légitimiste:

"La philosophie ayant rongé le ciment qui unissoit les hommes, il n'y a plus d'agréations morales. (...) Les temples sont fermés, ou ne s'ouvrent qu'aux délibérations bruyantes et aux bacchantes d'un peuple effréné. Les autels sont renversés; on a promené dans les rues des animaux immondes sous les vêtements des pontifes; les coupes sacrées ont servi à d'abominables orgies, et sur ces autels que la foi antique environne de chérubins éblouis, on a fait monter des prostituées nues. Le philosophisme n'a donc plus de plainte à faire." Maistre (Joseph de) Écrits sur la Révolution, Paris, Puf, 1989, 246p. p.140.

l'édifice qui domine la capitale de la France", est ensuite qualifié de "plus antique église des Gaules".<sup>35</sup> On le voit, c'est avec de moins en moins de retenue que sont lancées ces attaques. L'affaire du fronton, qui dure plusieurs semaines, est l'occasion pour les catholiques légitimistes d'explicitier leurs positions relatives à l'interprétation de la période révolutionnaire, et de se situer avec soin dans une autre logique que celle qui a prévalu jusqu'alors au Panthéon. Le rédacteur n'oublie pas non plus d'exploiter la veine de l'éducation des "enfants", à propos du passage chaque jour devant le monument des élèves des Ecoles :

Parents qui envoyez vos enfants dans cette cité pour y former leur âme, leur coeur, leur esprit, sachez que ces jeunes intelligences passeront chaque jour, en allant apprendre les sciences et les lettres humaines devant cette page monumentale. Que leur dira-t-elle? Que la patrie a des couronnes, des temples et des autels pour les destructeurs de la religion, les corrupteurs des moeurs, les oppresseurs de leur pays, les propagateurs des plus funestes paradoxes, les pervers, les ingrats, les hommes qui se sont livrés à la fougue de leurs passions, qui ont mis le moi humain à la place de la loi divine et de l'intérêt social. Pour ceux qui se sont immolés au salut, au bonheur de l'humanité, (...), pour cette sainte qui a prodigué ses trésors à ses concitoyens, chassés!, chassés! comme indignes, chassés par un Jean-Jacques, un Voltaire et un Mirabeau. Quel enseignement pour vos fils! <sup>36</sup>

Voltaire est encore décrit comme "un vil et orgueilleux Molloch", comme la cause de la dissolution de tout ordre social, et toute la thématique de dénigrement des Lumières et de la philosophie est appelée à la rescousse.<sup>37</sup> Et pour conclure :

Voltaire divinisé, c'est Baal et son culte impie inaugurés sur nos places publiques et dans nos temples.

Le 2 septembre, un nouvel article dénonce encore la proximité du Panthéon avec les Ecoles: "le Panthéon s'élève ainsi au dessus de toutes les chaires d'enseignement éomme une grande chaire où siège la philosophie athée et révolutionnaire du dix-huitième siècle, personnifiée par ses plus célèbres apôtres." <sup>38</sup>

La campagne de presse menée par la Gazette de France se poursuit ainsi durant

---

<sup>35</sup> Idem.

<sup>36</sup> Idem.

<sup>37</sup> On retrouve d'ailleurs ces mêmes thèmes tout au long du siècle. Voir: Jean-Marie Goulemot et Eric Walter, "Les centennaires de Voltaire et de Rousseau, in Nora P. (Dir). Les Lieux de Mémoire, t.1. voU. Paris. Gallimard. 1984. p.381-420.

<sup>38</sup> La Gazette de France. Samedi 2 septembre 1837. p.1. Du fronton du Panthéon et du ministère de l'instruction publique. Pour le rédacteur de cet article, comme pour nombre de ses confrères, la filiation de la Révolution vis-à-vis de la philosophie ne semble faire aucun doute. Il regrette aussi que Guizot n'ait pas démissionné à la suite de l'inauguration du fronton: "il y avait là un honneur immense à acquérir."



environ un mois, et d'article en réponse à l'objection d'un autre journal,<sup>39</sup> d'une "promenade historique dans Paris",<sup>40</sup> qui comme par hasard concerne le Panthéon, à une nouvelle brève, à un entrefilet ou à une remarque apparemment anodine insérée dans le corps d'un article consacré à un tout autre sujet,<sup>41</sup> la ligne idéologique se précise chaque jour. Retour à la durée pré-révolutionnaire, dédain de la philosophie, religiosité profonde et militante sont les armes de la droite catholique pour la reconquête de la basilique de Soufflot. Le souci premier est bien d'effacer les séquelles et traces de la Révolution dans les mentalités, de renier, voire d'extirper du cours du temps la temporalité héritée de cette ère troublée, ainsi que la récurrence subséquente de phases d'agitation anti-religieuse, pour prôner un pieux apaisement, une acceptation de la temporalité lente et sereine qui sied à l'homme religieux et qui remonte à Clovis, Germain et Geneviève. C'est ce moment que choisit l'archevêque de Paris, Mgr de Quélen pour envoyer aux curés de son diocèse la lettre suivante:<sup>42</sup>

A la vue du grand scandale qui vient d'éclater sous nos yeux et qui se montre à la face du soleil sur notre sainte montagne; en présence de ces emblèmes plus que profanes qui remplacent la croix rayonnante de Jésus-Christ; devant les images couronnées d'écrivains impies, licencieux et corrupteurs; substituées à celles de l'humble et chaste bergère dont la protection délivra la capitale des plus grands fléaux, la foi de Clovis, de Charlemagne et saint Louis, la foi de la patrie pousse un cri de douleur; les gémissements et les larmes du clergé doivent lui répondre. Daigne le ciel se contenter de cette expiation!

Pendant la neuvaine de l'Exaltation de la Sainte Croix, (...) on dira à toutes les messes les oraisons du jour de la fête de l'Exaltation de la Sainte Croix et celles du jour de la fête de sainte Geneviève. (3 janvier)

L'archevêque prend position dans ce qui n'était jusqu'à présent qu'une campagne de presse, et sa demande d'expiation amène le thème du Panthéon à être repris dans chaque paroisse de la capitale, et donc à être diffusé auprès d'un public plus nombreux encore. Le ton de Quélen est extrêmement vif, et cette lettre ne manque pas de provoquer l'ire du gouvernement. Celui-ci menace en

<sup>39</sup> La polémique est particulièrement vive avec le journal *Le Monde*, qui défend des positions voltairiennes.

<sup>40</sup> *La Gazette de France*. Dimanche 3 septembre 1837. p.1.

"On dit que les livres ont une destinée. S'il en est ainsi des monuments, jamais plus ridicules et plus atroces destins ne furent réservés à une oeuvre des hommes. (...) Une sépulture nationale au second bourreau de Jeanne d'Arc! (...) Pourquoi ne l'ouvrirait-on pas à tout le monde, ce Panthéon? (...) Même système que la croix d'honneur: depuis que tout le monde la porte, on ne la regarde plus."

<sup>41</sup> Les "comme on voit au Panthéon", ou les "pas plus qu'au Panthéon" sont légion dans la presse de cette période.

<sup>42</sup> *La Quotidienne* du 9 septembre 1837. p.2.



effet de saisir le Conseil d'Etat,<sup>43</sup> arguant que le prélat est sorti de ses prérogatives et a indignement outrepassé ses droits.

La campagne de presse se poursuit de plus belle après le franchissement de cette étape supplémentaire dans la protestation des catholiques face à la confirmation du Panthéon dans son statut de temple des grands hommes, et pour l'Ami de la Religion, "les amis de la piété seront obligés de baisser les yeux devant cette profanation affectée d'un monument que la religion avait bâti et qu'elle réclame."<sup>44</sup> La tendance légitimiste entend bien opérer un retournement de situation et revenir au temps long d'avant la Révolution, comme le suggère le mandement de l'archevêque, renouer avec la France des grands saints et des patrons, au lieu de celle des philosophes et des grands hommes. C'est paradoxalement au moment où le gouvernement est le moins investi dans cette idéologie du culte des grands hommes, que les critiques à ce propos sont les plus vives. Mais cela est après tout logique, puisque les catholiques ont bien compris qu'il y avait une occasion à saisir. Ce qu'ils n'ont pas saisi, c'est que le retour éventuel au culte ne peut se faire que dans le silence et non pas au milieu d'un déchaînement de passions qui ne pourrait que réveiller en contrepartie les passions révolutionnaires que plusieurs années d'efforts n'ont malgré tout pas totalement éradiquées. Mais, à ceux qui objectent qu'ils sont en retard d'un siècle,<sup>45</sup> les catholiques répliquent que ce sont ceux-là mêmes qui vénèrent les philosophes qui sont en retard d'un siècle.<sup>46</sup> Le dix-huitième apparaît bien comme le siècle honni des catholiques, comme le confirme aussi la lecture d'une petite brochure, publiée à ce moment-là, et qui a pour but de défendre l'archevêque de Paris du déluge de critiques que lui assène la gauche.<sup>47</sup> Son titre est: Deux mots en faveur de Mgr l'archevêque de Paris.<sup>48</sup>

Quelle est donc la signification du Panthéon, et quelle sera-t-elle aux yeux des générations futures si (ce qu'à Dieu ne plaise!) le fronton du Panthéon passe aux générations futures? c'est

---

<sup>43</sup> La Gazette de France. 12 septembre 1837. p.1. Le journal juge toutefois que "Mgr a fait son devoir; que les conseillers d'état de Voltaire fassent leur métier." La presse de gauche dans son ensemble condamne en revanche la démarche de l'archevêque, et la presse doctrinaire fait de même.

<sup>44</sup> L'Ami de la religion. 2 septembre 1837. Cité dans la Gazette du 3.

<sup>45</sup> Le Courrier du 10 septembre 1837, à propos de Mgr de Quélen. Cité dans la Gazette de France du 11 septembre. p.2.

<sup>46</sup> La Gazette de France. 11 septembre 1837. p.2. Le Journal des Débats utilise aussi cet argument.

<sup>47</sup> La presse de gauche ne se refuse pas en effet le plaisir de s'en prendre vivement à l'archevêque.

<sup>48</sup> De large extraits en sont publiés dans la Gazette de France du 20 septembre 1837.p.1-2.

qu'au dix-neuvième siècle, trente-trois millions de Français ont couronné d'immortalité l'écrivain qui, au dix-huitième siècle, a attaqué le plus violemment les bases de la révélation chrétienne, le sophiste dont la vie et la mort tragique ont été la protestation la plus formelle contre les devoirs de la religion même qu'il s'était efforcé de substituer au culte évangélique! et ce qui est plus révoltant encore, couronné d'immortalité, le vieillard au rire sardonique, à l'âme impie et remplie de fiel, qui poursuivait constamment comme infâme le régénérateur de l'espèce humaine, Jésus-Christ, dont la génération actuelle reconnaît les incomparables bienfaits!

Au travers de l'affaire du Panthéon, dont nous avons vu précédemment les implications dans le camp de la gauche, toute une forme de protestation catholique acquiert une ampleur qu'elle n'avait jusque-là jamais atteinte. On en vient à évoquer librement l'éventualité d'un retour au culte, et le Panthéon, que personne ne défend réellement dans sa forme révolutionnaire, apparaît bien menacé. Cette agitation, qui, il convient de le noter, ne dépasse jamais le cadre des colonnes de journaux ou des petits pamphlets, ainsi que celui des discours ecclésiastiques pour conquérir la rue, se poursuit encore en 1838 avec la publication d'une brochure anonyme, dont le titre est: Quelques réflexions d'un vieux croyant catholique.<sup>49</sup> La Révolution, selon un discours désormais traditionnel à ce type de démonstration, y est présentée comme "une époque féconde en fruits morts de toutes espèces",<sup>50</sup> et l'athéisme comme la cause de tous les maux qui ont frappé la France depuis lors. Pour l'auteur, la découverte aux yeux des parisiens du fronton du Panthéon réitère de façon scandaleuse ce traumatisme, et le croyant ne peut qu'en être profondément choqué. Le fronton du Panthéon est placé directement dans la lignée des accès de rage anti-religieuse de la période révolutionnaire, et c'est à croire que c'est seulement à ce moment, en 1838, que ce catholique s'aperçoit de la perte de Sainte-Geneviève. La visée de son pamphlet est claire: c'est de poser à nouveau le problème du Panthéon, de harceler les autorités à ce sujet, et de ne pas laisser de répit à une tendance laïque affaiblie. Les catholiques ont conscience que ce n'est qu'à force de tels appels qu'ils auront raison de l'inertie dont le monument est porteur. Mais l'histoire de ce monument jusque là ne montre-t-elle pas que les changements d'affectation n'adviennent le plus souvent que lors d'événements troublés, de sursauts de la Révolution ou au contraire de victoires de la Contre-Révolution?

Fallait-il donc, qu'après, avoir été les tristes et impuissants témoins du renversement des croix

<sup>49</sup> Quelques réflexions d'un vieux croyant catholique sur le changement des sculptures, emblèmes et figures fait au frontispice du Panthéon, ci-devant l'Eglise Sainte-Geneviève. Paris. A. Pihan de la Forest et Toulouse. 1838. 36p.

<sup>50</sup> Idem. p.7.

de nos églises, et des profanations publiques, abominables, de nos plus saints mystères, qu'après avoir vu dans Paris s'exercer sans obstacle, par un peuple en fureur, le pillage, et, en second lieu, la destruction d'un arche vêché, démolé jusqu'aux fondemens; et, ce qui n'est pas moins horrible, qu'après avoir vu ces pillages et dévastations accompagnés, suivis des blasphèmes, des imprécations, des menaces terribles de l'impiété déchaînée, contre la religion et ses ministres, il nous fut réservé de voir aujourd'hui un scandale public, et des plus crians, par le changement tout nouveau de la destination d'un édifice qui a été construit originairement pour y faire célébrer le culte du vrai Dieu, sous l'invocation d'une vierge protectrice de notre capitale, l'on peut même dire de la France entière?<sup>51</sup>

Les diatribes contre Voltaire, dont pas un instant on ne doute qu'il soit le père de la Révolution, avec Jean-Jacques, "son rival en fait de doctrines révolutionnaires", qu'on appelle par son prénom, succèdent aux dénonciations courroucées des récurrences passagères de l'esprit révolutionnaire et de ses corollaires athées. Il n'existe pour l'auteur de ce texte aucune conciliation possible, et jamais Jésus-Christ ne pourra trôner auprès de "Bélial" et des "chefs impies".<sup>52</sup>

La valeur patriotique de Geneviève est soulignée avec soin, et présentée comme la seule alternative possible à l'impiété. C'est même le seul moyen de sauver Paris des fléaux du siècle, est-il dit. Le CHOLERA (en majuscules dans le texte)<sup>53</sup> est mis en parallèle avec l'invasion d'Attila, et seule la sainte peut préserver les chrétiens de ce mal.

Mais où trouver une Geneviève pour prévenir ou faire cesser en un moment, et par la seule vertu de ses prières, la subite invasion de ce mal inexplicable dans ses causes et ses effets? Où la trouver dans un siècle de scandales, quand la foi nous quitte et s'éteint?<sup>54</sup>

Le discours devient alors apocalyptique, et Paris, "cette Sodome", de sombrer dans les affres du manque de foi et du sacrilège. L'auteur conclut en demandant une réparation publique et royale de ces méfaits accumulés pendant un demi-siècle. En somme, les thèmes développés auparavant à propos du fronton sont repris, synthétisés, et les formes de la protestation sont rendues plus âpres. Le fondement idéologique est le même, la Religion et la Révolution demeurent plus que jamais au Panthéon des valeurs irréductibles et inconciliables.

Un tel pamphlet montre bien aussi combien est fort le sentiment, chez les catholiques, d'un besoin de renouer avec le culte de Geneviève. A la faveur d'un

---

<sup>51</sup>Idem.

<sup>52</sup>Idem. p.21.

<sup>53</sup>Idem. p.23.

<sup>54</sup>Idem.



événement somme toute mineur (une polémique autour de l'inauguration d'une oeuvre d'art), c'est paradoxalement tout un ensemble de vieilles rancœurs qui se réveille et vient alimenter un débat éminemment politique, mais qui touche aussi à la perception et à l'interprétation de l'histoire récente du pays, au travers de celle du Panthéon, qui en a suivi fidèlement les errances.

La conscience de cette adéquation entre le destin du Panthéon et celui de la France est très répandue, et chacun sent bien l'importance de l'enjeu attaché à ce monument. La campagne de presse de 1837 n'a néanmoins pas de conséquence directe pour la basilique, qui encore une fois sombre dans l'oubli, au grand soulagement du cabinet ministériel, qui, pris entre deux feux, n'avait d'autre issue que l'esquive, dont il sut user avec art.

Au cours des années suivantes, les protestations catholiques deviennent plus souterraines, et se font surtout semble-t-il au gré de conversations avec les autorités. Le clergé pense obtenir sans trop de difficulté la restitution de la basilique dans les années 1840. L'histoire du Panthéon, ou plutôt la non-histoire de ce monument ne fournit pas de prise à la colère catholique, puisque rien ne se passe. Or on ne proteste que contre quelque chose. Il s'avère de plus que le silence sert les objectifs de reconquête. Alors on n'entend plus parler du Panthéon dans les journaux, et les pamphlets ne paraissent plus à ce sujet.

L'épisode du fronton a bien marqué l'acmé de la violence revendicatrice des catholiques, une sorte d'accès de rage devant les espoirs déçus, de précipitation désordonnée vers un but ultime, la rentrée triomphale de la châsse de Geneviève dans la basilique, accompagnée de toute la pompe de la liturgie chrétienne, une vengeance éclatante face à l'échec inéluctable et médiocre de la Révolution au Panthéon. On se contente désormais d'exalter les mérites de sainte Geneviève, de façon à poser les fondements d'une nouvelle offensive contre le Panthéon, de préparer l'opinion à un nouveau retournement de situation.

La Révolution de 1848 suspend provisoirement les espoirs des catholiques, et avec les troubles de juin, ajoute encore à leur traumatisme. Plus que jamais entre 1849 et 1851, la reconquête est alors à l'ordre du jour, et cette tentative est soutenue par une accentuation nouvelle de la diffusion de la légende de Geneviève, par la lecture de prières et la publication de celles-ci.

Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 survient dans ce climat propice à un retour

au culte. Le Panthéon n'a pas été "occupé" par la Révolution, ni par la République, il est donc à prendre.

## CHAPITRE V

### 1852-1853 : LE RETOUR DE GENEVIEVE AU FOYER

Au cours des dernières années de la Monarchie de Juillet, et tout au long de la seconde République, la diffusion de la légende de sainte Geneviève, aux aspects nationaux ou patriotiques constamment soulignés et mis en valeur, se développe largement, aussi bien à force d'évocations dans la presse catholique, que de prières dans les églises ou par la publication de brochures consacrées à l'exaltation des mérites de la sainte pour la protection de la capitale, de ses habitants, et par extension, de la France et des Français.

En 1850 paraît une brochure intitulée La Patronne de Paris,<sup>55</sup> qui participe encore de ce mouvement qui s'est amorcé quelques années auparavant, et prend de plus en plus d'ampleur. La légende de la sainte de Nanterre est présentée dans cet opuscule d'une façon qui se veut "historique". On y retrace les exploits de la bergère, de l'enfance à la mort, et même à l'intercession, exalte son influence sur le peuple de Paris et ses vertus de salvatrice de la ville, et par extension encore, de la nation tout entière. Geneviève est présentée comme dans une suite de tableaux apologétiques, et à chaque fois, le rapprochement est fait, au moins implicitement, avec un besoin actuel du pays, avec une prétendue carence morale ou politique dont souffrirait la France.

Pour de nombreux catholiques, la "régénération de la France" passe en effet par pareille exaltation des mérites et de la protection de Geneviève, et par l'énumération des besoins moraux de la France, dans leur adéquation avec les qualités de sa patronne. Durant ces quelques années incertaines que constitue malgré tout la Seconde République, la diffusion de cette imagerie de sainte Geneviève est encore tout à fait significative, et il n'est pas étonnant de voir surgir à nouveau cette thématique à la faveur du coup d'Etat de décembre 1851.

---

<sup>55</sup> La Patronne de Paris, suivie d'autres récits historiques. Paris-Limoges. Ardant. 1850. 97p.



Le monument de Soufflot n'est jamais depuis la Révolution sorti à l'identique d'un changement de régime, et il n'est pas de raison pour les catholiques de ne pas tenter de profiter de cette opportunité pour faire rentrer Geneviève dans sa basilique, pour rendre au pays sa patronne et lui prouver que l'affection de la vraie France n'a pas disparu. En 1851, paraissait encore un poème lyrique (et d'une comique naïveté) consacré à la sainte Geneviève représentée par Gros sur la coupole du monument. La sainte y est encore décrite comme "la patronne des Français".<sup>56</sup> C'est ainsi que, le moment de "l'offensive" catholique venu, les thèmes génovéfains<sup>57</sup> connaissent une diffusion suffisante et renouvelée, seule capable de procurer aux tenants du retour du Panthéon à la religion les arguments susceptibles de convaincre le pouvoir.

### ., La décision de Louis - Napoléon, ses fondements et ses conséquences :

En 1851 en effet, il n'est pas question de mouvements de foule autour du Panthéon-Sainte-Geneviève, ou d'une quelconque pression populaire qui aurait pour but d'infléchir la politique du nouveau gouvernement. Constant-Dufeux a eu beau fermer le monument,<sup>58</sup> aucune foule ne s'est présentée pour en forcer les portes. La troupe ne tarde d'ailleurs pas à occuper l'édifice, de façon préventive, mais aussi comme place forte éventuelle. Tout se joue en fait dans les couloirs des ministères, et autour du Palais de l'Élysée, où Louis-Napoléon attend, anxieux, les ralliements. Le nouveau pouvoir a un grand besoin de l'assentiment, ou au moins de la neutralité de certaines grandes figures ou institutions pour asseoir sa position qui n'est pas encore sûre et définitive, et les quelques jours de flottement qui suivent le coup d'État sont des plus propices à

<sup>56</sup> Haumont (F.M.) Poésies Légères. Paris. Pommeret et Moreau. 1851., 28Op.

"Gros, que ta Geneviève est belle! / Tous ces anges au teint si frais / que je vois groupés autour d'elle / Sont-ils des cieux à tire d'aile / A ta voix descendus exprès / pour t'en apporter le modèle / de la vierge de nos guérets? (...) Ce front pur qu'anime un saint zèle / Cet air de candeur et de paix / tout dans ta sainte nous révèle / notre protectrice fidèle / et la patronne des Français." (p. 189)

<sup>57</sup> Flaubert a saisi l'aspect à la fois pompeux et incongru de ce terme: "On ne sait pas ce que c'est." Dictionnaire des idées reçues. Op. cil. p.51..

<sup>58</sup> A.N. F, 21 845. Rapport de Constant-Dufeux sur le déroulement des 2,3,4 et 5 décembre 1851. Le 6 décembre 1851: "Ayant remarqué que le Louvre et plusieurs autres édifices publics étaient fermés, j'ai fait interdire l'entrée du Panthéon aux visiteurs pendant toute la journée, pensant que cet édifice pourrait être choisi comme lieu de réunion."

l'émergence de revendications faites jusque-là. Le sort du Panthéon se joue donc en quelques jours, dans ces heures où le pouvoir de Louis Napoléon a un besoin vital de se rallier le plus de soutiens, individuels ou collectifs possibles. L'Eglise est bien sûr au nombre de ces soutiens indispensables au nouveau régime, et la restitution du Panthéon apparaîtrait comme une sorte de gage donné par le pouvoir au ralliement, au moins passif, de l'Eglise au régime qui se met en place.

Louis-Napoléon a un besoin impérieux de ne pas s'aliéner le soutien du clergé, et les instances ecclésiastiques l'ont bien compris. Barry Bergdoll<sup>59</sup> souligne que le nouveau pouvoir prend soin de mettre en oeuvre des programmes architecturaux flattant les volontés de l'Eglise dans les places fortes d'une résistance éventuelle à l'hégémonie bonapartiste sur le pays. Le Panthéon est donc en 1851 la pièce maîtresse d'une stratégie de compromis politiques, et un peu le point d'équilibre des tensions qui ont amené Louis-Napoléon à prendre le pouvoir, en ce sens que l'échec de la République y est inscrit en négatif dans le vide du monument, et que la volonté de l'Eglise de l'occuper à nouveau se fait chaque jour plus pressante.

C'est Charles de Montalembert qui mène la campagne de pressions sur le pouvoir visant à obtenir au plus vite le retour du monument sous l'influence de l'Eglise. Il a compris que cela ne peut se faire que dans les premiers jours qui suivent le coup d'Etat. Il consent donc, lui catholique militant mais libéral, à se rallier implicitement au pouvoir de Louis Napoléon (il dénonce ce ralliement quelques mois plus tard) en effectuant diverses démarches auprès des nouvelles autorités pour obtenir le retour de Sainte-Geneviève au culte. Montalembert milite depuis plusieurs décennies pour la conservation du patrimoine architectural catholique, c'est une personnalité importante dans les milieux cléricaux. Il a une vision à la fois moderne et traditionnelle de la religion et du culte, lui qui entend mettre en valeur l'immense patrimoine religieux du pays, tant au plan architectural qu'humain. En 1839, dans une lettre à Victor Hugo,<sup>60</sup> il déclare vouloir sauver l'art chrétien, et même s'il ne cite pas le Panthéon à ce moment, il conserve sans doute en 1851 cette visée, dans laquelle s'inscrit à l'évidence très

---

<sup>59</sup> Bergdoll (Barry) Op. cit. p.220.

<sup>60</sup> Montalembert (Charles de) Du vandalisme et du catholicisme dans l'art. Paris. Debécourt. 1839. p.1.

bien le monument de Soufflot, d'autant plus que par la même occasion, un camouflet est assené à l'idée de Révolution. Montalembert prône un retour à l'art religieux traditionnel français, débarrassé de toute "mascarade".<sup>61</sup> Il milite aussi en faveur d'une attention du gouvernement aux richesses du patrimoine architectural chrétien des campagnes françaises, ce en quoi il est tout à fait novateur.<sup>62</sup> Mais sa lutte pour la conservation du patrimoine se double toujours d'une pensée profondément pieuse et religieuse, d'une visée d'approfondissement de la religiosité populaire, et de retour aux traditions.

En quelques jours, à force d'habiles démarches au palais de l'Élysée, il parvient à obtenir ce qu'il désirait le plus, ce pour quoi il se démenait depuis des mois.<sup>63</sup> Sainte-Geneviève est rendue au culte. Daumier, dans une de ses célèbres caricatures,<sup>64</sup> a fort bien saisi la nature de ce combat. On y voit Montalembert, un porte-voix à la main, aurolé et suivi de moines ébahis, sonner la charge sur le Panthéon, qui apparaît au loin, dans le flou.

Montalembert négocie essentiellement avec Hippolyte Fortoul, le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes du cabinet du 2 décembre. Le résultat de ces entrevues ne tarde pas à être connu, car le 6 décembre 1851 est publié un décret, dont voici le texte :<sup>65</sup>

Le Président de la République, sur le rapport du ministre des Cultes, vu la loi des 4 et 10 avril 1791, vu le décret du 20 février 1806, vu l'ordonnance du 12 décembre 1821 et celle du 26 août 1830, décrète:

1- L'ancienne église Sainte-Geneviève est rendue au culte, conformément à l'intention de son fondateur, sous l'invocation de sainte Geneviève, patronne de Paris. Il sera pris ultérieurement des mesures pour régier l'exercice du culte dans cette église.

2- L'ordonnance du 26 août 1830 est rapportée.

3- Le ministre des Cultes et le ministre des Travaux Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Paris, le 6 décembre 1851. Louis Napoléon. Le ministre des Cultes. H. Fortoul!.

On revient donc fermement sur vingt années de l'histoire du monument, mais

---

<sup>61</sup> Idem. p.8.

<sup>62</sup> Idem. p.205.

<sup>63</sup> Tout au long de l'année 1851, Montalembert avait déjà entrepris des démarches auprès des autorités, dans l'espoir de voir la basilique rouverte.

<sup>64</sup> Le Charivari. 12 décembre 1851. p.4.

<sup>65</sup> Oudin-Lacroix (Chanoine Charles) Histoire de l'église Sainte-Geneviève, patronne de Paris et de la France, ancien Panthéon Français. Paris. Sagnier et Bray. 1852. 236p. p.141.



sans pour autant définir clairement la nouvelle affectation de la basilique. Il s'agit de nouveau d'une église, mais on ne sait pas encore quelle est précisément sa fonction au sein de la capitale, si elle a ou non une vocation nationale, s'il s'agit d'une paroisse ou non, si des offices y seront célébrés, ce qu'il sera fait des sarcophages, et tant d'autres questions. La décision est prise à la hâte, quelques jours à peine après le coup d'Etat, et rien n'est encore défini de ce que le pouvoir entend mener comme politique monumentale. Le Panthéon n'est plus toutefois, et Montalembert, puisque c'est lui semble-t-il qui a mené cette bataille, peut être satisfait.

Dans ces conditions, le travail de Chenavard est remis en cause, malgré la relative sympathie de Fortoul à l'égard de l'artiste. Le fronton de David lui-même est menacé. Le sculpteur, qui avait pris part, sans grand succès, à la vie politique de la Seconde République, et qui reste un républicain convaincu, est arrêté le 10 décembre 1851.<sup>66</sup> David, à l'instar de nombreux républicains, subit l'exil.

Le fronton du Panthéon, son chef-d'oeuvre, faillit aussi connaître l'exil dans le hangar annexe à quelque musée, voire la destruction. Plus encore que l'oeuvre de Paul Chenavard, qui après tout est d'inspiration chrétienne, mais qui a l'inconvénient pour les catholiques de faire apparaître côte à côte la Religion et la Philosophie, le fronton de David est explicitement républicain et il semble bien que la volonté initiale des nouvelles autorités du pays ait été de l'escamoter rapidement à la vue des parisiens, en l'ôtant sans délai du paysage monumental de la capitale, par la destruction si nécessaire.

C'est Constant-Dufeux, l'architecte du Panthéon depuis 1850,<sup>67</sup> qui prend le premier l'initiative de protéger l'oeuvre du sculpteur. Dans une lettre à Mme David,<sup>68</sup> il assure "que l'estime, l'affection et la reconnaissance que je dois à M. David sont en veille pour que rien de préjudiciable ne soit fait aux oeuvres que nous avons de lui au Panthéon." Mais ce zèle ne peut suffire de la part de l'architecte, et c'est l'intervention du baron Larrey auprès de l'Empereur qui sauve le fronton. Voici ce qu'en dit Chennevières, qui est le seul à rapporter cette

---

<sup>66</sup> Le Siècle, 10 décembre 1851, p.2.

Ce journal, de tendance républicaine, a été interdit de parution entre le 2 et le 9 décembre. Ce n'est qu'à cette date que le décret rendant le Panthéon au culte y est publié, sans commentaire.

<sup>67</sup> Simon-Gaude Constant-Dufeux succède à Destouches à la mort de celui-ci en 1850.

<sup>68</sup> Lettre de Constant-Dufeux à Mme David, 10 décembre 1852. Citée dans Chennevières (Philippe de) Op. cit., p.59.

anecdote.<sup>69</sup>

Je dois à l'obligeance de M. Jouin communication de la curieuse note suivante, relative au projet de démolition du fronton de David. M. Jouin tenait, je crois, cette anecdote du baron Larrey lui-même.

Vers le temps où s'échangeaient les lettres de Constant-Dufeux avec Mme David, le baron Larrey se trouvait au camp de Châlons, à la table de Napoléon III. Le nom de David fut prononcé dans une conversation.

-Vous connaissez cet artiste? dit l'Empereur au baron Larrey.

-Oui Sire, je le connais, et je l'estime profondément.

-C'est un adversaire implacable, m'a-t-on dit.

-C'est un grand artiste, Sire, il a fait le fronton du Panthéon, et nulle part l'image sculptée de Napoléon I<sup>er</sup> n'a revêtu une allure aussi grande que sur cette page glorieuse, la mieux placée d'ailleurs dans la capitale pour que rien n'échappe de sa valeur.

-Vraiment? dit l'Empereur, j'ignorais cela

-Ce que je viens de dire, ajouta le baron Larrey, vous sera confirmé par tout homme de bonne foi.

Cette intervention courageuse sauva le fronton de David d'un déplacement qui eût sans doute entraîné sa destruction.

Quel que soit le degré d'authenticité et la précision de cette anecdote tenue de seconde main par Chennevières, elle n'en montre pas moins que ce n'est que sur une intervention particulière auprès du chef de l'Etat que le fronton de David d'Angers a échappé à la destruction que souhaitaient les autorités ecclésiastiques, et qui donc en toute logique aurait dû être effective. L'Eglise ne fait pas encore ce qu'elle entend à Sainte-Geneviève, et le gouvernement garde un oeil attentif sur la question.<sup>70</sup> Rendre Sainte-Geneviève au culte catholique, c'est d'une certaine façon pour le nouveau régime donner l'image de la stabilité et de la sagesse au pays, comme reflet de ce qu'il compte entreprendre. C'est bâtir un augure favorable à moindre risque, livrer un signe à l'opinion, qui ne croit plus au Panthéon, de sa volonté de paix sociale, de remise en ordre des affaires de la nation qu'avaient mises à mal trois années d'incertitude.

Le 22 mars 1852, un second décret<sup>71</sup> vient logiquement concrétiser les intentions affichées dans celui du 6 décembre 1851. Ce décret apporte un certain nombre de précisions au sujet de l'organisation du culte et des fonctions nouvelles du monument. Une communauté de Chapelains est installée, sur

<sup>69</sup> Chennevières. Op. cit. p.59.

<sup>70</sup> L'édifice reste d'ailleurs géré tout au long de l'Empire par le conseil des bâtiments civils.

<sup>71</sup> On trouve le texte intégral de ce décret dans Ouin Lacroix, Op. cit. p.141..

concours, à Sainte-Geneviève, sous la direction d'un doyen nommé par l'archevêque de Paris et le Président de la République. Il ne s'agit pas d'une paroisse, mais d'une basilique nationale, dans laquelle les chapelains sont chargés de "prier Dieu pour la France et pour les morts qui auront été inhumés dans les caveaux de l'église." C'est l'abbé Duquesnay qui est nommé doyen.

La basilique devient donc un lieu de formation de l'élite du clergé français. Les chapelains subissent à l'entrée un concours très sélectif sur le plan intellectuel, et reçoivent à Sainte-Geneviève une formation de haut niveau. En 1885, l'abbé Vidieu<sup>72</sup> dresse le bilan de la formation des chapelains. Il dénombre parmi eux six archevêques et évêques, quatre vicaires généraux, un chanoine de Saint-Denis, trois premiers aumôniers de l'armée en 1870-1871, six docteurs ès lettres, sept licenciés ès lettres, un docteur en droit, 16 docteurs en théologie, neuf professeurs à la Sorbonne, "plusieurs" lauréats de l'Académie Française ou de l'Académie des Inscriptions et des Belles Lettres.<sup>73</sup> Il s'agit là d'un bilan flatteur pour l'institution, qui montre que l'Eglise s'est investie pour donner aux lieux une assise solide, pour leur fonder une réputation qui ne doive rien aux vicissitudes passées.

Sur le plan strictement architectural en revanche, Antoine Rondelet<sup>74</sup> propose de revenir à l'inspiration initiale de Soufflot, "à l'occasion du décret qui vient de rendre l'église Sainte-Geneviève à sa première destination."<sup>75</sup> Les projets de Chenavard<sup>76</sup> étant ajournés sine die par les autorités en charge du monument dès la fin de l'année 1851,<sup>77</sup> la place est libre pour de nouveaux programmes de décoration. Mais paradoxalement, rien n'est mis en oeuvre dans l'immédiat. Dès 1851, le sculpteur Desprey présente pourtant un projet de fronton pour remplacer celui de David. On y voit l'apothéose de sainte Geneviève entourée d'anges. A

---

<sup>72</sup> Vidieu (Abbé) Victor Hugo et le Panthéon, Paris. E. Dentu. s.d. (1885?). 212p.

<sup>73</sup> Idem. p.45.

<sup>74</sup> Rondelet (Antoine) Notice historique sur l'église de Sainte-Geneviève, Paris. Remquet. 1852. Up.

<sup>75</sup> Idem. p.11.

<sup>76</sup> Chenavard a réalisé des cartons pour le Panthéon, mais il ne s'agit point d'esquisses. Ces cartons sont prêts à être marouflés sur les murs du monument. (Chennevières. Op. cit. p.64)

<sup>77</sup> Chenavard n'est pas pour autant banni de la vie artistique française, même si l'oeuvre à laquelle il tenait le plus subit le sort des projets qui ne conviennent pas à leur temps. Ces cartons sont toutefois exposés au salon de 1853, et le peintre reçoit la légion d'honneur. Il participe aussi à des causeries artistiques avec l'Empereur. En 1885, ses cartons pour le Panthéon sont présentés à l'Exposition Universelle des Beaux-Arts. (Chennevières. Op. cit. p.65)



gauche, Napoléon III remet les clefs du temple au clergé. A droite, on voit Clovis.<sup>78</sup> Le projet est donc tout à fait dans la lignée de la pensée catholique envers l'église Sainte-Geneviève. Référence à la légende de Geneviève, au temps long de la Nation française avec Clovis, et reconnaissance au pouvoir d'avoir restitué l'édifice. Mais, nous l'avons vu, les choses se passent autrement, et le fronton de David d'Angers, bien qu'il représentât des faits sensibles sur le plan politique, est sauvé. La décoration chrétienne de la nouvelle église est imaginée par Constant-Dufeux, l'architecte, et demeure résolument modeste. D'ailleurs, Sainte-Geneviève n'est pas associée aux célébrations officielles du nouveau régime. Pour le 15 août, anniversaire de la naissance de "l'Empereur et Roi",<sup>79</sup> rien n'est prévu en ces lieux en 1852, ni en 1853. Les autres fêtes de l'année 1852<sup>80</sup> ne sont pas non plus l'occasion d'inscrire le bâtiment et sa nouvelle affectation dans le Paris monumental du début de l'Empire. L'unique célébration d'importance que connaisse l'église Sainte-Geneviève dans les années 1850 est la cérémonie de remise au culte, qui a lieu au début du mois de janvier 1853.

### **La cérémonie du 3 janvier 1853: l'Eglise reprend possession de son territoire.**

Il faut donc attendre plus d'un an pour que rouvre solennellement la basilique. Entre décembre 1851 et janvier 1853, l'activité préparatoire à la grande cérémonie de remise au culte n'est pas frénétique, et montre même bien des hésitations. Nous avons vu que l'Eglise ne peut pas engager les modifications de décor qui lui conviendraient, et qu'elle doit s'accommoder tant bien que mal du voisinage persistant d'oeuvre de caractère peu catholique comme le fronton de David, ou d'objets bien encombrants, comme le cercueil des compères philosophes Voltaire et Jean-Jacques. Il n'y aura pas de tempête ni de vengeance destructrice dans l'organisation du retour au culte.

Dès l'annonce de la nouvelle de la restitution, il est cependant évident qu'il convient de réaliser un certain nombre d'aménagements dans la basilique, ne serait-ce que pour permettre l'exercice du culte. Les prélats ont aussi le souci de combler avec soin l'impression de vide qui prévalait dans l'édifice.

---

<sup>78</sup> Chennevières. Op. cit, p.68.

<sup>79</sup> A.N. F. 21 722. 1852 et 1853 Fêtes.

<sup>80</sup> A.N. F. 21 721.

révolutionnaire, et de montrer de la sorte que seul le culte chrétien est susceptible d'occuper les lieux. L'Eglise entend marquer son territoire, et puisqu'elle ne peut réellement le faire sur le plan de la grande décoration, elle prévoit de disposer un mobilier adapté aux fonctions nouvelles de Sainte-Geneviève. Un fabricant de candélabres profite de ce besoin pour placer là une vieille commande qu'il n'avait pu honorer du fait de la laïcisation de 1830,<sup>81</sup> et deux mille chaises,<sup>82</sup> de la chasublerie, de l'argenterie sont commandées pour les besoins du culte. Un autel est aussi construit, à la hâte. Mais on note ailleurs des tâtonnements révélateurs du peu d'empressement des autorités à voir le Panthéon leur échapper. Non seulement la décoration n'est pas laissée à la libre appréciation du clergé, mais il est encore nombre de fonctionnaires à la Direction des Beaux-Arts pour appeler en 1852 le monument "Panthéon".<sup>83</sup> On ne remet pas non plus sérieusement en cause l'inscription Aux grands hommes la patrie reconnaissante.

Il y a certes quelques zélés croyants, qui, tel Dumont de la Fontaine,<sup>84</sup> demandent que la place du Panthéon soit aussi débaptisée, mais l'inertie est grande encore, et il en faudrait plus pour que la question de la place de la basilique au sein de la symbolique monumentale soit réévaluée. Pour le pouvoir, comme en 1830, le geste du changement d'affectation est un gage de sa bonne volonté, mais non le signe que ceux qui viennent d'obtenir celle-ci ont le champ libre pour y mener la politique qui leur conviendrait.

Il faut donc attendre le 3 janvier 1853 pour que le monument soit le théâtre d'une cérémonie d'importance, pour la première fois depuis 1831.<sup>85</sup> C'est l'archevêché qui en est l'organisateur. Il s'agit pour les instances ecclésiastiques de démontrer la capacité du culte chrétien à occuper l'espace qui s'étend sous les

---

<sup>81</sup> A.N. F. 21 845. Lettre de Poussielgue et Rusand, fabricants. "On me fit espérer que si plus tard le Panthéon était rendu au culte, mon ancienne commande aurait quelque valeur..."

<sup>82</sup> A.N. F. 21 1452.

<sup>83</sup> A.N. F. 21 845. Le Ministre de l'Intérieur lui-même appelle le monument Panthéon dans une lettre à son collègue des Travaux Publics, le 3 juin 1852.

<sup>84</sup> A.N. F. 21 845. Lettre de Dumont de la Fontaine à Louis-Napoléon, le 6 mai 1852.

"Une des plus belles places de Paris, si non par son étendue, qui laisse beaucoup à désirer, malheureusement, du moins par ses monuments, est l'ancienne place du Panthéon. Je dis ancienne place, parce que le Panthéon n'existant plus et ce monument ayant été rendu à sa destination originaires, la place doit logiquement se nommer désormais place Sainte-Geneviève." L'auteur de cette lettre compare aussi la basilique à Saint-Pierre de Rome, "dont c'est la reproduction en plus petit".

<sup>85</sup> Entre 1830 et 1885, le Panthéon-Sainte-Geneviève n'est le cadre d'une cérémonie importante que trois fois: le 27 juillet 1831, le 3 janvier 1853, et en mai 1885, à l'occasion de l'inhumation de Victor Hugo.

Immenses voûtes de Soufflot, et à faire oublier la persistante impression de vide dont souffre le visiteur du monument. Il convient aussi de marquer le territoire de la Religion par une mise en scène soignée de l'entrée des reliques de Geneviève dans leur temple. Une ordonnance archiépiscopale est publiée à cet effet le premier jour de l'année 1853.<sup>86</sup> Le déroulement de la cérémonie y est méticuleusement planifié autour de la procession qui doit ramener les reliques de Notre-Dame, où elles avaient trouvé refuge en 1830, à Sainte-Geneviève. Le trois janvier est précisément le jour de la fête de la sainte. Il est prévu tout d'abord que les reliques soient exposées à Notre-Dame, à l'entrée du chœur, durant toute la journée du dimanche deux janvier. Ce même dimanche, l'archidiacre de Sainte-Geneviève doit se rendre dans son église pour la réconcilier canoniquement et ainsi effacer symboliquement toutes les souillures qu'a subies la basilique. Cet acte est tout à fait normal en pareil cas, mais il revêt ici une importance symbolique particulière, puisqu'il vient concrétiser les attentes des catholiques depuis presque vingt-cinq ans, et à leurs plaintes et prières vient enfin s'ajouter pour eux l'acte officiel de rupture avec une histoire qu'ils rejettent..

Le trois janvier, à neuf heures, le chapitre métropolitain, auquel s'adjoindront MM. les chanoines honoraires, les directeurs et les élèves du séminaire de Saint-Sulpice, transportera solennellement de l'église de Notre-Dame à l'église de Sainte-Geneviève les reliques de la sainte patronne de Paris, qui lui avaient été confiées en 1830 et nous en fera la remise à l'entrée de la nouvelle église.

Pendant cette translation, le bourdon et toutes les cloches de Notre-Dame sonneront à toute volée. (...) MM. les curés exhorteront leurs paroissiens à les accompagner dans ce pieux pèlerinage.<sup>87</sup>

Le vocabulaire même de l'organisation de la cérémonie se veut en rupture avec ce qui avait précédé au Panthéon. On se plaît manifestement à énumérer les autorités religieuses qui vont prendre part aux festivités, tandis que l'on bat le rappel de ses fidèles afin que le cortège soit impressionnant, que la présence de la foule frappe les imaginations, et efface durablement les souvenirs de Panthéon, assourdisse les échos de la Marseillaise de 1831, fasse oublier Marat, Robespierre et les autres, et donne à cette cérémonie tout le faste, la puissance et la quiétude à la fois qui conviennent à une église de cette importance, à une victoire

<sup>86</sup> L'Univers. Union Catholique. Dimanche 2 et lundi 3 janvier 1853. Ordonnance de Mgr l'Archevêque de Paris concernant la réouverture de l'église patronale de Sainte-Geneviève. p.3.

<sup>87</sup> Idem.



de l'Église d'une telle portée symbolique. Pour l'Église, délimiter le territoire de la Religion est capital. C'est poser les bases de son renom, c'est signifier à tous que l'ère des Révolutions et des revers du christianisme est révolue.

La cérémonie est décrite par tous les journalistes, écrivains ou historiens catholiques de ce temps comme un grand moment de l'histoire du pays. Les commentaires soulignent toujours des points sur lesquels le faste catholique dépasse celui des cérémonies athées. On exalte la ferveur populaire, on souligne la présence de la foule et sa parfaite communion avec le clergé, avec l'atmosphère des lieux, et sa grande dévotion envers la sainte dont on porte la châsse. Pour le transport de cette châsse, on a fait mouler quatre figures de Germain Filon, représentant les scènes de la vie de Geneviève, traditionnelles dans l'imagerie catholique de ce temps.<sup>88</sup> La châsse est portée depuis Notre-Dame. L'abbé Vidieu, plus de vingt ans après, décrit la scène avec émotion :<sup>89</sup>

Après le rétablissement de l'Empire, le 3 janvier 1853, la châsse de sainte Geneviève était rapportée à la basilique au milieu des flots d'un peuple ivre d'enthousiasme. Nous avons assisté à cette cérémonie, et nous nous rappelons encore avec émotion l'allégresse de cette foule immense, accourue comme autrefois devant la châsse.

L'abbé souligne, plein de nostalgie, l'affluence populaire, et le sentiment de renouer avec la vieille France fut pour lui un plaisir immense. Derrière Geneviève, c'est la mémoire inverse de celle que l'on voulut incarner au Panthéon qui défile et triomphe en 1853. Chaque détail de la cérémonie est à la fois la négation et l'expiation de ce qui s'est fait en d'autres temps, moins propices aux éclats fastueux de la religion, au Panthéon et devant le monument de Soufflot. L'Église, qui a compris l'enjeu de la cérémonie, accompagne celle-ci de prières dans toutes les paroisses, et organise un pèlerinage au temple recouvert.

Ce même jour, s'ouvrit une neuvaine solennelle d'actions de grâce et de prières, pendant laquelle toute les paroisses de Paris vinrent en pèlerinage à Sainte-Geneviève.<sup>90</sup>

La presse catholique accorde aussi une grande importance à cet événement. L'Univers<sup>91</sup> consacre par exemple l'essentiel de son édition du 4 janvier à la narration de la cérémonie, et pendant une semaine, de nombreux articles

---

<sup>88</sup> AN. F, 21 845.

<sup>89</sup> Vidieu (Abbé) Op. cit., p.193.

<sup>90</sup> Idem.

<sup>91</sup> RN. Pero D. 79.

abordent la question, plus ou moins directement. Encore une fois, la description du faste religieux est un élément primordial. On décrit les vêtements des officiants, les chapes en drap d'or des chanoines, et de tous les différents prélats qui s'affairent autour de la châsse de Geneviève, "petite mais élégante".<sup>92</sup> Nous nous trouvons dans un autre système de pensée que celui qui primait jusqu'alors en ces lieux, et la cérémonie est là pour le prouver. Le monument doit trouver un équilibre naturel au travers du faste déployé, et tout doit se dérouler comme si rien d'autre n'était possible. A la Révolution qui ne savait que faire au Panthéon, on réplique par un cérémonial sans faille, didactique et précis.

L'archevêque et sa suite de diacres, qui se trouvaient déjà dans l'église, se rend sur le parvis afin de recevoir la châsse qui arrive en procession, et accompagne celle-ci jusqu'au centre de l'édifice, sous le dôme, où l'attend un piédestal orné d'une couronne de fleurs.<sup>93</sup> La messe en plain-chant est alors récitée, et le credo de Dumont, "si simple et si savant", retentit comme une expiation de la barbare Marseillaise. On chante à la fin de la cérémonie un Te Deum, dont les échos doivent remplacer sous les voûtes les ultimes et perverses persistances de la sanglante antienne, laver les souillures que causa un demi-siècle d'errements.

Le compte rendu publié dans l'Univers insiste beaucoup sur l'assistance, sur sa diversité sociale, sur l'étendue et la durée de sa dispersion sur la place. Le rédacteur a aussi cherché les personnalités présentes dans la foule. Du préfet de la Seine à un ministre, des professeurs de l'École de Droit au directeur des Beaux-Arts, beaucoup sont cités avec complaisance. On énumère aussi, comme autrefois on énumérait les compagnies de la Garde Nationale, les bannières de congrégations laïques. Celles de la Sainte-Vierge, de l'Adoration du Saint-Sacrement ont été particulièrement remarquées. Mais "il y avait surtout la bannière de Sainte-Geneviève et la nombreuse confrérie qui se réunit sous ce titre; ces pieuses chrétiennes portent uniformément des robes bleues et des voiles blancs."<sup>95</sup>

Le discours que prononce l'archevêque à la fin de la messe est publié à part. Le prélat, Mgr Sibour, confirme dès ses premiers mots l'impression d'ensemble

---

<sup>92</sup> L'Univers. Mardi 4 janvier 1853. p.2.

<sup>93</sup> Idem.

<sup>94</sup> Cet article est signé Bailly.

<sup>95</sup> L'Univers. 4 janvier 1853. p.2.

que nous avons de la cérémonie:

Quand on considère des hauteurs de la religion les événements de ce monde, on est frappé de deux grands spectacles: d'un côté les révolutions des empires, la figure très mobile des choses humaines; et de l'autre, au milieu de ces changements et de ces ruines, l'Eglise éternellement debout. (...) Elle est immuable comme la vérité dont elle est ici-bas l'expression: Et ventas Domini manet in aeternum...<sup>96</sup>

La basilique, que nous avons comparée, à l'occasion de la mise au jour du fronton de David à une arche de Noé de la République, est assimilée par l'archevêque de Paris, à une "arche qui ne doit jamais périr". Sibour développe alors une vision historiciste du monument, en soulignant qu'il a connu les mêmes "vicissitudes" que le pays tout entier, ce en quoi il rejoint la plupart des commentaires édités sur la question entre 1831 et 1885. Mais le tout est ici explicité avec précision. Sibour reprend l'histoire de Sainte-Geneviève à son début, "au milieu des sarcasmes et des blasphèmes des libertins", pour évoquer ensuite l'époque de "licence, fille de l'impiété", qui vit la création du Panthéon. Il qualifie Napoléon, qui rendit au culte le monument, de "jeune héros". Mais ce n'est qu'en 1823, sous la Restauration, que selon lui l'équilibre est trouvé, de façon précaire, avec le retour des reliques. Il est néanmoins sévère avec le clergé de cette époque, qui, trop lié à la politique des Bourbons, a subi au Panthéon les contre-coups de son engagement.<sup>97</sup> La rupture entre temps long et sursaut révolutionnaire est encore soulignée dans ce discours, à propos de 1830.

Une loi qui rappelait les plus lamentables souvenirs enleva le temple à Dieu, et le livra à l'esprit révolutionnaire. Sous ces voûtes saintes, à la place des cantiques sacrés, retentirent les hymnes guerriers et les accents exaltés des passions politiques. Les anges qui gardaient cet autel s'envolèrent, et la croix qui brillait au sommet du dôme tomba sous les coups des profanateurs. Le silence, la solitude et le deuil s'emparèrent à nouveau de cette enceinte consacrée.<sup>98</sup>

Au décompte des traumatismes subis en ces lieux s'ajoutent encore ceux de 1848,<sup>99</sup> derniers avatars de la Révolution, derniers sursauts de la philosophie avant le retour au culte que consacre le discours du prélat.

---

<sup>96</sup> Idem.

<sup>97</sup> "La religion, enchaînée par leurs bienfaits, ne sut pas rester, peut-être, assez dégagée de leur politique. L'autel et le trône furent trop solidaires. Ces tendances eurent leur expression dans cette enceinte. Elles préparaient de nouveaux malheurs à la royauté, et à la religion, et à cette sainte basilique." Idem.

<sup>98</sup> Idem.

<sup>99</sup> "Religion sainte, durant ces jours mauvais, que de larmes tu as eu à répandre! Tandis que ton premier pasteur donnait sa vie pour son troupeau (allusion à la mort de l'archevêque de Paris Mgr Affre), le canon tonnait contre ces murs, et le sang coulait dans cette enceinte. Ce fut le dernier malheur de ce temple auguste." Idem.



La nation avait enfin vu le fond des abîmes où on voulait l'entraîner. elle avait compris le terme des folles théories dont on l'avait bercée. Ce sentiment profond lui fit relever, pour les opposer à l'anarchie menaçante, toutes les idées de conservation et de force que, depuis longtemps, on travaillait à affaiblir et à miner sourdement. Le respect de l'autorité et de la religion devinrent des besoins populaires.<sup>100</sup>

Suit un hommage appuyé à Napoléon III,<sup>101</sup> pour qui l'on ne manque pas de prier. La France éternelle a recouvré son symbole monumental, et Geneviève un foyer.

Le lendemain, à une question d'un lecteur qui s'étonnait que l'on ne mentionne plus les tombeaux de Voltaire et Rousseau, et qui se demandait ce qu'il en était advenu, le journal répond :

Ils n'ont point perdu la place qu'un délire impie et révolutionnaire leur a fait dans ses plus mauvais jours, seulement, ils ont sans doute été refoulés et murés, comme à l'époque de la Restauration (...) en sorte que le péristyle, tant à sa base que dans son couronnement reste païen, pendant que l'intérieur de l'édifice redevient chrétien. Nous avons ne pas trouver les raisons de cette réserve.<sup>102</sup>

Le samedi 8 janvier, la remarque concernant le fronton est reprise, par la publication d'un article de l'Union de la veille.<sup>103</sup> Cela confirme encore que les catholiques n'ont pas une pleine liberté d'action dans le monument, et que malgré leur volonté d'en remanier profondément la décoration, il leur est impossible de remettre en cause les programmes antérieurs lorsqu'ils ne concernent pas directement le culte. Il y a donc une certaine réserve du gouvernement envers le retour au culte de la basilique. Certes a-t-on permis celui-ci, mais une fois la décision prise, plus rien ne vient la conforter, et au contraire, les autorités prennent soin de limiter les effets du décret.

Le mobilier cultuel qui est installé a toujours un caractère provisoire, et s'il occupe admirablement l'espace, aucun programme d'envergure n'est entrepris, tant pour la décoration que pour l'architecture du bâtiment. L'église Sainte-Geneviève, dans l'esprit du gouvernement, ne doit pas être réintroduite dans ce qui constitue le réseau de passions qui s'est tissé autour d'elle depuis soixante-

---

<sup>100</sup> Idem.

<sup>101</sup> La lecture de la Patrie du même jour (journal impérialiste) nous apprend que lors du dîner qui a suivi la cérémonie, l'archevêque a porté un toast à l'Empereur.

<sup>102</sup> L'Univers, Mercredi 5 janvier 1853, p.2. L'article est signé Bailly.

<sup>103</sup> "Sans doute la religion a plus d'une fois consacré au culte du Vrai Dieu les temples des fausses divinités, mais elle avait soin d'abord d'enlever les idoles de leur piédestal." L'Univers, d'après l'Union, Samedi 8 janvier 1853, p.3. L'article est signé par l'abbé de Conny.

dix ans. Ce contraste entre les attentes des catholiques et la tiédeur du gouvernement est particulièrement visible à la lecture d'une histoire de Sainte-Geneviève, publiée à l'occasion du retour au culte, mais quelques semaines avant la cérémonie.<sup>104</sup> L'auteur y décrit pourtant celle-ci, et son enthousiasme va largement au-delà de la réalité à venir. Ce texte délimite l'horizon d'attente des catholiques au sujet de Sainte-Geneviève, et nous pourrions juger du décalage régnant entre cette attente et les réalisations effectives. Tout d'abord, c'est la décoration qu'imagine Ouin-Lacroix. Pour lui, les remaniements sont nécessaires, et doivent être radicaux :

Voyez comme cette fête répand une douce allégresse sur les fronts de tous ces pèlerins qui encombrant les abords et l'enceinte de la basilique de Sainte-Geneviève. (...) Le fronton, décoré de nouveau de ses légitimes sculptures, offre aux regards chrétiens les plus belles pages de la prédication évangélique et de la vie de sainte Geneviève. Une crypte, creusée dans le sol au centre de l'édifice, à l'imitation de Saint-Pierre de Rome, présente à l'empressement pieux des pèlerins un point facile d'accès. La chaire de vérité, adossée à l'un des grands piliers du dôme, domine majestueusement l'auditoire. (...) A droite, l'autel de sainte Geneviève, orné de marbres et de dorures, brille de mille feux.<sup>105</sup>

Il est clair que pour l'auteur, la consécration de l'église doit s'accompagner de l'effacement total et définitif des ultimes séquelles de la Révolution et de ses conséquences picturales ou sculptées. Le mobilier chrétien, dont il imagine le faste, doit transcrire dans l'espace l'appropriation légale du monument. Nous avons vu que le caractère imposant et définitif qu'il entend assigner à ce mobilier ne se retrouve pas dans la réalité de 1853.

Le chanoine Ouin-Lacroix formule également des prévisions, qui sont autant de souhaits, au sujet de l'assistance, et surtout de la présence des grandes personnalités. Il est persuadé, lorsqu'il rédige les dernières pages de son étude sur Sainte-Geneviève, que l'Empereur assistera à la cérémonie du 3 janvier :

Le chef de l'Etat, s'arrachant pour un moment aux immenses préoccupations du gouvernement, vient lui-même assister à la grande réinauguration du temple rouvert par ses décrets. Il me semble le voir y entrer comme en triomphe au bruit des fanfares joyeuses de l'orgue, qui remplit enfin une place préparée depuis près d'un siècle.<sup>106</sup> (...) La vaste enceinte ne peut contenir les innombrables fidèles accourus de toutes parts pour contempler cette pompe

<sup>104</sup> Ouin-Lacroix (Chanoine Charles) Histoire de l'église Sainte-Geneviève. Paris. Sagnier et Bray. 1852. 236p. L'Univers en recommande la lecture le 14 janvier 1853. Dans ce même numéro, l'archevêque de Paris, à qui est dédié l'ouvrage, fait de même et félicite l'auteur.

<sup>105</sup> Ouin-Lacroix. Op. cit., p.149-150.

<sup>106</sup> Notons encore une fois le besoin des catholiques de remplir l'espace, et de le dire.

IV ~ On imagine la déception du chanoine au soir du 3 janvier, puisque seuls deux ministres, et pas les plus importants,<sup>108</sup> sont venus assister à la rentrée des reliques de Geneviève dans la basilique du même nom. Il semble donc que les attentes des catholiques n'aient pas été comblées au-delà du simple acte de " restitution, et que le régime de Louis-Napoléon, échaudé peut-être par les expériences malheureuses des régimes précédents, ne se soit pas investi outre mesure dans cette affaire, tout en prenant soin de garder une bonne part du pouvoir de décision. Cette inertie se confirme au cours de l'année 1853, puisque c'est seulement à ce moment que l'on s'aperçoit que les portes du monument sont encore parées des initiales R.F.<sup>109</sup> Le gouvernement les fait certes enlever, mais ce délai est significatif du peu d'attention des autorités à l'égard du monument.

Les catholiques ont néanmoins recouvré l'usage de la basilique qu'ils réclamaient depuis bientôt vingt-cinq ans. 1853 marque le début d'une nouvelle étape de l'histoire du monument, et l'achèvement en apothéose du combat revendicatif des catholiques, mené avec détermination depuis l'époque de la spoliation.

En 1856, la publication d'un ouvrage intitulé le Panthéon de la Foi vient, d'une façon symbolique clore ce processus. Il ne s'agit nullement d'une oeuvre réconciliatrice, mais au contraire, il s'agit de la manifestation d'une victoire du christianisme sur les traumatismes révolutionnaires. Le livre<sup>110</sup> est dédié aux dames de l'Institut de Sainte-Geneviève:

En vous dévouant spécialement au culte trop longtemps interrompu de la bienheureuse patronne de Paris et de la France, vous relevez un autel national et une institution parée de la majesté des siècles; vous réveillez les plus touchants souvenirs de notre histoire. <sup>iii</sup>

Dans cette brochure donc, le mot Panthéon est utilisé à contre-emploi, et est lui

---

<sup>107</sup> Ouin-Lacroix. Op. cit., p.150-151.

<sup>108</sup> Les journaux ne précisent pas l'identité de ces ministres, à tel point que l'on peut même douter de leur présence effective. S'ils ont vraiment été là, il pourrait s'agir, en toute logique, du ministre des Cultes et de celui des Travaux Publics.

<sup>109</sup> A.N. 56 A.I. 36. Lettre du ministre de l'Intérieur à Constant-Dufeux, le 11 février 1853. Le 12, Constant répond que les dites lettres de bronze seront ôtées sans délai.

<sup>110</sup> Le Panthéon de la Foi. Vies des saints et des saintes rédigées par une société d'ecclésiastiques et de gens de lettres. "Vie de sainte Geneviève par G. d'Olbreuse". Paris. 1856. 18p.

<sup>iii</sup> Idem. p.2.



même exorcisé. On conçoit de l'utiliser, on brave et parvient à expier les connotations révolutionnaires les plus tenaces, et après une diatribe violente contre le Panthéon révolutionnaire, on explicite l'intention des directeurs de la publication :

L'origine du mot Panthéon est en effet toute païenne. (...) Si donc nous avons donné à cette publication le titre de Panthéon de la Foi, ce n'est pas que nous ayons eu la pensée de nous associer à ces précédents de l'idolâtrie et de l'orgueil humain; c'est au contraire, par antithèse, pour établir qu'au Seigneur seul est réservé le droit de régner dans les temples et sur les autels.<sup>112</sup>

La boucle est bouclée, après cette démonstration de la capacité nouvelle des catholiques à assumer l'histoire du monument. On continue aussi à diffuser la légende de Geneviève sous l'Empire,<sup>113</sup> mais les enjeux ne sont plus aussi importants. La question est provisoirement réglée, et pour les catholiques, comme le souhaite l'abbé Denys :

Plaise à Dieu que rendu pour la dernière fois à sa destination primitive, il n'en soit plus jamais détourné!<sup>114</sup>

Entre 1830 et les premières années de l'Empire, il semble donc que les formes de revendication des catholiques à l'endroit du Panthéon se soient constamment ajustées à la situation politique du moment, dans le but ultime d'une reconquête paisible. A la sourde rage de 1830 a succédé la colère de 1837, puis l'espoir d'une restitution dans les années 1840, mais encore une fois, il fut confirmé que ce n'est qu'avec un changement de régime que la question du Panthéon peut être posée avec des chances d'aboutir. Comme à chaque fois jusqu'à présent, il convient cependant de nuancer encore la décision du gouvernement de Louis-Napoléon. Sainte-Geneviève n'a toujours pas trouvé une stabilité satisfaisante en 1853, puisque le retour de la religion se fait au détriment de la tradition de référence aux grands hommes. Nous allons voir au contraire dans notre troisième partie comment, de 1830 à 1885, certains recherchent, sans jamais être vraiment entendus, une solution qui soit acceptable par tous, qui réconcilie les deux mémoires dont le Panthéon-Sainte-Geneviève matérialise l'affrontement séculaire.

---

<sup>112</sup> Idem., p.3.

<sup>113</sup> voir par exemple: Sainte Geneviève, Paris. De Soye et Bouchet., 1857. 4p.

<sup>114</sup> Denys (Abbé A.) Etude historique sur l'église Sainte-Geneviève de Paris, Paris. nov. 1853. paginé 321-338. p.337.

## TROISIEME PARTIE

LE REVE JAMAIS REALISE D'UN WESTMINSTER A  
LA FRANCAISE

## CHAPITRE VI

### LE SOUCI DE RESOUDRE LE DILEMME DU PANTHEON 1830-1848

Nous avons vu que sous la Monarchie de Juillet, l'affrontement traditionnel entre catholiques et révolutionnaires au Panthéon connaît des périodes de grande intensité. A d'autres moments aussi, le Panthéon est quelque peu oublié, à tel point que l'on peut se demander si ce n'est pas, de la part du gouvernement, une stratégie volontaire devant aboutir, à terme, à une restitution du monument au clergé. Nous avons déjà rencontré plusieurs indices d'une telle éventualité. Mais tout au long du règne de Louis-Philippe, certains avis modérateurs s'inscrivent hors de cette logique binaire où la seule alternative au temple des grands hommes, sans dieu, est une basilique chrétienne dédiée à Geneviève, sans référence aucune aux grands hommes. Peu à peu cependant, des opinions médianes sont exprimées, jamais écoutées vraiment, mais intéressantes pour qui recherche la façon dont on conçoit le Panthéon à l'époque. Par le biais de ces avis divers, non concertés le plus souvent, prend forme un Panthéon inédit et irréel, dont on rêvé certains, et auquel la persistance des conflits qui traversent le siècle n'a pas permis de voir le jour. Il nous en reste la trace écrite, à défaut d'être monumentale. Pour comprendre les évidements dont souffre l'histoire déjà lacunaire du Panthéon, il nous faut alors nous tourner vers d'autres monuments, dans lesquels a été matérialisé plus ou moins consciemment un Panthéon imaginaire, un substitut à la basilique de Soufflot.

On perçoit aussi de cette façon ce qu'aurait pu devenir pu être le Panthéon, et en contraste (seul ce contraste peut intéresser l'historien, et non une histoire probabiliste) les choix du gouvernement apparaissent plus clairs: à l'occasion du retour des cendres de Napoléon, ou de la création du Musée Historique de Versailles, des projets sont réalisés qui auraient pu logiquement l'être au Panthéon, et rendre à cette place symbolique son importance passée. Il n'en fut rien, et cela n'est pas neutre. Nous nous trouvons face à un processus de déconstruction par le vide de ce monument, et l'ébauche rêvée d'un Westminster



à la Française se dissipe inexorablement.

Nous allons donc tâcher de déceler dans ce chapitre l'ébauche de cet idéal de conciliation, et les éléments qui font obstacle à son développement.

## La presse et les brochures

C'est dans la presse tout d'abord que l'on peut délimiter les contours de la conscience qu'ont certains que le seul moyen de dépasser les conflits dont le Panthéon est le lieu de cristallisation est de forger un monument qui soit le symbole de l'unité de la mémoire nationale, prenant en compte en une synthèse inédite et ambitieuse à la fois la tradition révolutionnaire et les références chrétiennes. Unir Geneviève et Jean-Jacques devient, au vu des échecs dont le Panthéon fut le lieu, un idéal de réconciliation. Ce ne sont parfois que de simples phrases de dépit à la fin d'un article, sur le ton du "si seulement", ou des remarques désabusées sur le besoin de transcender l'impossibilité de parvenir à une conciliation qui tracent la voie de ce Panthéon éventuel. D'autre fois, nous avons bien affaire à une réflexion théorisée sur la fonction du Panthéon et sur sa place dans l'idéologie nationale en formation.

Ainsi, au lendemain de la Révolution de Juillet, le journal le Temps propose-t-il explicitement de s'inspirer de l'exemple de Westminster, où reposent côte à côte rois et artistes, penseurs et hommes de foi :

La tombe de Garrick s'élève dans Westminster-Hall, entre les bustes de Milton et de Shakespeare, et non loin du mausolée des rois d'Angleterre, pourquoi n'avions-nous pas, nous aussi, comme les Anglais, le poète à son coin, un coin réservé à nos poètes<sup>1</sup>

La référence à Westminster n'est néanmoins pas courante encore, et peu de journaux la mentionnent. Notons malgré tout que quelques années plus tard, une brochure éditée à l'occasion de l'inauguration tourmentée du fronton de David porte au dos de sa couverture, en regard d'une gravure du Panthéon, un dessin de l'abbaye de Westminster, établissant une symétrie symbolique entre les deux édifices.<sup>2</sup> Mais l'aspiration française à un Panthéon comme siège d'une mémoire unifiée ne fait pas toujours appel à l'exemple anglais, et il arrive fréquemment que les thèmes développés par tel ou tel rédacteur recourent cet exemple sans en

<sup>1</sup> Le Temps. Dimanche 29 août 1830. Cité dans la Gazette de France du 30 août. p.3.

<sup>2</sup> Description de fronton du Panthéon. Paris. Gauthier s.d. 12p.

re\endiquer la filiation. C'est pourquoi nous avons donné comme titre à cette partie "le rêve d'un Westminster à la France", dans le but essentiellement de montrer comment il n'est pas réalisé, mais aussi comment il a été souvent sous-jacent.

Parfois, tout simplement, il arrive qu'un journaliste émette une opinion allant dans le sens de ce rêve. A la différence du *Globe*, journal Saint-Simonien qui ne veut prendre du catholicisme que la magnificence, dans le but de combler le vide du culte laïque, d'autres journaux prônent le recours à la religion pour que le culte des grands hommes acquière plus de dignité et de profondeur. H. Lacordaire va dans cette direction, dans un article qu'il publie dans *l'Avenir* au lendemain du premier anniversaire de Juillet. Cette personnalité du catholicisme social y fait preuve d'un esprit de conciliation, même s'il critique âprement le pouvoir. Il reproche à ce dernier d'avoir banni la religion du temple de Soufflot, et s'il est d'accord avec le principe d'un culte des grands hommes, il ne peut s'accommoder d'en voir la religion absente. Il dénonce à ce sujet la vacuité d'un culte sans objet, et la solitude spirituelle des dépouilles des grands hommes. C'est pourquoi, dans un véritable réquisitoire contre le mode d'organisation des fêtes, il appelle au secours de la commémoration de la mémoire des grands hommes le catholicisme, seul à même d'en assurer la dignité:

Les hommes sont bien libres de se séparer de Dieu, mais alors, qu'ils ne comptent pas sur lui:

Il est en revanche un sujet sur lequel tout le monde s'accorde: le Panthéon coûte trop cher, et chaque changement d'affectation entraîne des dépenses indues et déraisonnables. *Le Temps*, en 1837, rappelle que le monument a déjà coûté 48 millions depuis sa construction, et qu'avec "cette somme, on eût construit une ville, creusé des canaux, vivifié le commerce: on a bâti une église destinée à entretenir la superstition". On est conscient aussi que le Panthéon porte en lui les cicatrices des combats du siècle, stigmates des circonvolutions amères de la vie politique française depuis la Révolution:

---

3 *Le Globe*. Jeudi 28 juillet 1831, p.1.

"Pour donner quelque éclat aux cérémonies publiques, il ne serait encore, au jour où nous parlons, qu'un moyen que nul n'oserait plus pratiquer. Ce serait d'appeler à son aide la vieille magnificence du catholicisme, d'étaler sur elles les débris resplendissants encore de cette dépouille majestueuse qui ne recouvre plus qu'un cadavre."

4 *L'Avenir*. Samedi 30 juillet 1831, p.2. L'article se termine par une sentence sévère à l'égard des gouvernants: "Leur règne a fini là, et nous l'avons enterré hier au Panthéon."

5 *Le Temps*. Mercredi 9 août 1837, p.2.

Comme dans ces batailles où chaque armée fait chanter les Te Deum de la victoire, le Panthéon porte dans ses murs les trophées des deux armées qui, depuis cinquante ans, combattent pour ou contre la Révolution."<sup>6</sup>

Alors, de façon plus ou moins explicite, plus ou moins de bon cœur, de nombreux rédacteurs en viennent à penser qu'une telle succession de bouleversements au Panthéon ne peut plus durer et qu'il est nécessaire de trouver une voie médiane, d'inaugurer une ère de stabilité pour ce monument, et de le soustraire aux retournements de situation de la vie politique du pays. Le souhait de voir la France se réconcilier autour d'un nouveau Panthéon est formulé çà et là, à la manière de Victor Hugo, qui écrivait dans les Chants du Crépuscule le dix août 1830:

N'effacez rien. -Le coup d'épée  
Embellit le front du soldat..  
Laissons à la ville frappée  
Les cicatrices du combat..  
Adoptons héros et victimes  
Emplissons de ces morts sublimes  
Les sépulcres du Panthéon  
Que nul souvenir ne nous pèse:  
Rendons sa tombe à Louis XVI  
Sa colonne à Napoléon!"<sup>7</sup>

Mais le discours partisan ne s'efface jamais vraiment derrière les vœux pieux. Si l'on souhaite un Panthéon protégé par la religion, ce n'est pas la même chose qu'une église Sainte-Genève dédiée aux grands hommes!<sup>8</sup> Même lorsque l'on se déclare neutre, le plus souvent, la thématique développée trahit bien vite l'auteur. Ainsi de B. de Beauregard, qui en 1836 publie Le Panthéon ou Sainte-Genève de Paris:

Il se déclare dans son avant-propos "étranger à tous les partis", et affirme ne servir aucune opinion politique"<sup>9</sup>. "C'est à peine si quelques fois en passant il prête une oreille inattentive aux discussions de la tribune."<sup>10</sup> Sa seule maxime: "Dieu avant tout, et après Dieu, son Eglise."<sup>11</sup> C'est dire si sur un sujet aussi sensible que la question du Panthéon Sainte-Genève, il peut être neutre! Cet auteur fait part néanmoins d'une volonté de replacer le monument dans le cours

<sup>6</sup> Le National, Samedi 9 septembre 1837. p. 1.

<sup>7</sup> Hugo (Victor) Oeuvres complètes. Edition chronologique. Paris. 1967. p.1835.

<sup>8</sup> Beauregard (IE. de) Le Panthéon ou Sainte-Genève de Paris. Paris. Le Clère. 1836. 32p. p.1.



normal de l'histoire du pays, et de lui donner une assise symbolique solide et stable. Il prône donc la protection de la religion sur les tombes des grands hommes, et non point seulement un retour au culte de l'église construite par Soufflot :

Il est temps que le catholicisme et la démocratie s'embrassent enfin au pied des autels, car à ces deux puissances appartient désormais l'empire du monde.<sup>9</sup>

Beauregard, dans le poème qui suit l'avant-propos théorique, renchérit de la manière suivante :

Tant les temples vont bien au front des immortels!

Tant sont bien les héros couchés près des autels!<sup>10</sup>

Chez cet auteur, il semble bien que le désir de rompre avec le dualisme dont a hérité le monument soit réel. L'idéal d'un édifice unique pour les deux mémoires qui revendiquent la basilique est clairement défini. Le Westminster à la française du (médiocre) poète constitue un horizon d'attente très intéressant, et révélateur à plus d'un titre des aspirations de ses contemporains. D'une part on souhaite inaugurer une ère de stabilité, au Panthéon comme ailleurs, et d'autre part on a l'ambition de résoudre les traumatismes antérieurs dont souffre la nation, et qui sont particulièrement visibles dans un endroit comme le Panthéon.

A la même date, en 1836, l'Album Parisien de Perrot<sup>11</sup> décrit un Panthéon dédié aux grands hommes, mais partout le monument apparaît sous le nom de Sainte-Geneviève. Mais là, l'amalgame entre Panthéon et église n'est pas théorisé, et on ne sait pas vraiment s'il s'agit d'une volonté claire de concilier deux mémoires, d'un désir sourd de manifester sa réprobation devant la laïcisation, ou d'un oubli tout simplement.

Toutefois, si l'on s'attarde à rechercher les traces d'une pensée conciliatrice au sujet du Panthéon, dans un ouvrage que nous avons déjà cité, les Réflexions d'un vieux croyant catholique, qui paraît en 1838, on retrouve le souci de rompre enfin avec l'enchaînement infernal dans lequel est pris depuis plusieurs décennies le monument. Mais encore une fois, il s'agit peut-être d'un exercice de pure rhétorique, qui ne s'appuie sur aucune volonté politique ferme, car le reste du texte est orienté d'une façon qui ne manifeste pas du tout d'esprit de

---

<sup>9</sup> Idem. p.16-17.

<sup>10</sup> Idem. p.32.

<sup>11</sup> Perrot (A.M.) Album Parisien. Paris. Leroi. 1836. Vues n° 63 et 64. "Le Panthéon".

conciliation, et révèle au contraire le souci d'un auteur nostalgique de reprendre le flambeau de la protestation. Or l'ouverture d'esprit à l'endroit du Panthéon ne peut qu'accompagner une même attitude dans les domaines plus généraux de la politique.

A moins que les antagonismes antérieurs ne viennent à chaque fois balayer de réelles volontés conciliatrices, au sein même du texte, comme elles le font dans la réalité politique?

Combien de fois ce pompeux édifice a-t-il, vu de la sorte changer sa première destination durant le cours de toutes nos révolutions! (...) Est-il un symbole plus frappant de notre légèreté nationale ?<sup>12</sup>

Puis en 1847, un ouvrage de Félix Pigeory<sup>13</sup> nous laisse entrevoir une nouvelle fois une thématique identique. C'est là sans doute que la détermination est la plus grande d'assister à la synthèse tant désirée, mais toujours remise, de l'autel et du philosophe, de la bergère et du général, ou en tous cas de leur mémoire:

Le Panthéon ne saurait rester plus longtemps désert. Ses majestueuses voûtes se désolent de leur abandon; les plus hardis n'osent être franchement païens en en faisant un Capitole; le plus grand nombre regrettent une magnifique église. Or si le régime actuel a pris tâche de restituer chaque monument à sa destination première, (...) il saura faire la part des uns et des autres, donnant aux grands hommes la crypte, ouvrant aux fidèles les nefs.<sup>14</sup>

Ainsi, au cours des dix-huit années du règne de Louis-Philippe, nous trouvons régulièrement des indices du rêve de réaliser au Panthéon un Westminster à la française. Les journalistes ou les auteurs qui mettent en oeuvre un tel raisonnement laissent cependant une grande part au non-dit, et les motifs de leurs avis sont parfois peu compatibles avec la volonté affichée de réconcilier la mémoire révolutionnaire et la mémoire chrétienne dans une synthèse nationale et catholique, et de matérialiser cette nouvelle mémoire dans un monument comme le Panthéon. De la part des catholiques, cette concession peut parfois s'apparenter à une manoeuvre visant à rendre plus acceptable par le gouvernement une éventuelle mesure de retour au culte, dont, nous l'avons vu, on a tendance à parler dans les années 1840.

<sup>12</sup> Quelques réflexions d'un vieux croyant... Op. cit., p.18.

<sup>13</sup> Pigeory (Félix) Les monuments de Paris, Paris, Hermitte, 1847, 692p.

<sup>14</sup> Idem., p.268.

## Le non-dit de la politique gouvernementale au Panthéon

Mais au sein de la politique gouvernementale, d'autres indices intéressants nous laissent entendre que ce même souci de réconciliation et d'apaisement que nous décelons dans les diverses publications de l'époque était partagé dans les ministères, sous une forme ou sous une autre. A plusieurs reprises au cours des années 1840, les autorités et la presse catholiques pensent que le gouvernement est sur le point d'accepter de leur restituer l'église Sainte-Genève. Ils se fondent sur certains signes de la timidité des autorités à poursuivre dans la voie révolutionnaire les décorations de l'édifice, et ont de justes raisons d'y entrevoir un espoir. L'exemple des hésitations et des retours en arrière qui suivent immédiatement le décret de 1830 inaugure toute une série de signes interprétés par les catholiques comme autant de gages de bonne volonté de la part des autorités.

Toutefois ce processus n'est pas aussi simple qu'il pourrait y paraître. Les choix du gouvernement n'ont pas toujours pour unique but de préserver le Panthéon des atteintes révolutionnaires et de plaire aux catholiques. Nous pouvons néanmoins suivre la construction progressive et implicite d'un Panthéon sans objet, qui soit à même d'être rendu aux catholiques, ou au moins placé sous la protection de la religion.

Dès 1831 par exemple, la décision de construire la Colonne de Juillet représente la première ébauche d'un substitut au Panthéon ayant pour raison d'être le besoin de détourner de ce lieu les passions révolutionnaires. Pour ne pas laisser trop de place aux héros de la Révolution dans le monument des grands hommes, on décide de leur bâtir une colonne à la Bastille, lieu déjà fortement connoté, et que le gouvernement n'espère pas "reprenre" à la Révolution. On évite ainsi d'ajouter une pierre au Panthéon révolutionnaire en détournant les passions vers la Bastille.

De la même façon, on peut suivre au long des années de la Monarchie de Juillet la construction d'un Panthéon en négatif, de ce qui aurait dû être le Panthéon, dans la logique de 1830, et qui se réalise ailleurs, sous une forme fragmentaire. Le bâtiment de Soufflot est donc volontairement mis à l'écart, et son contenu se rapproche de plus en plus de celui d'une église potentielle.

Je vais tenter de montrer tout d'abord comment l'idée de Panthéon est peu à peu



vidée de son sens par la conduite de la politique gouvernementale à travers de quelques exemples. Car ce n'est qu'avec un Panthéon sans substance que le régime peut envisager mettre en oeuvre une politique de rapprochement avec l'Église à ce sujet, et éventuellement d'en faire une sorte de Westminster, en y laissant les sarcophages des grands hommes dans le voisinage des reliques de Geneviève, dans l'ombre de la croix.

Le Musée historique de Versailles<sup>15</sup> est, après la colonne de Juillet, la seconde réalisation dont l'effet est de désamorcer le contenu de l'idée de Panthéon. On aurait très bien pu imaginer que ce musée de peinture consacré à l'illustration de l'Histoire de France prenne place au Panthéon, comme on aurait pu imaginer que les morts de Juillet seraient honorés principalement au Panthéon. Lorsqu'en 1833, Louis-Philippe décide de faire de l'ancien château royal un musée et de le doter d'un programme de décoration ambitieux, le Panthéon, par défaut, est de plus en plus vide. Non seulement rien ne se passe dans ce lieu, mais rien ne peut plus s'y passer, puisque les attributions théoriques du monument sont transférées sous d'autres formes (mais suffisamment proches pour rendre inutile et vaine toute idée de Panthéon) en d'autres endroits.

"A Versailles, le souverain réunit deux traditions, celle de la grandeur de la monarchie, et celle du serment du Jeu de Paume, ce qui était sans doute encore inconcevable ou indésirable au Panthéon. Le Musée porte la dédicace "*A toutes les gloires de la France*", variante apaisée du culte des grands hommes, qui n'en conserve que l'aspect patriotique et conciliateur. C'est un Panthéon de consensus, qui embrasse toute l'histoire du pays, qui considère tous les lambeaux de mémoire nationale disséminés çà et là, et dont l'histoire du Panthéon reflète au contraire la dispersion. L'idée nationale trouve à Versailles une grandeur nouvelle et inédite, et pour le gouvernement, c'est se fonder sur une assise plus sûre que celle d'un Panthéon toujours sujet aux remous, plus propice à l'élaboration de son imagerie de la mémoire. C'est aussi éviter que le Panthéon ne soit de nouveau facilement investi d'idées dangereuses pour la monarchie. Qu'avez-vous besoin d'un Panthéon, vous avez Versailles et la Colonne.

On trouve donc à Versailles Jeanne d'Arc<sup>16</sup> aux côtés de représentations de

<sup>15</sup> Voir: Gaechtens (Thomas W.) "Le Musée historique de Versailles" in Nora (Pierre, dir.) Les Lieux de Mémoire. LII. vol.III. p.143-168.

<sup>16</sup> "L'entrée de Jeanne à Orléans", tableau d'Ary Scheffer.

1792,17 ou des batailles de l'Empereur. Louis-Philippe Y est lui-même représenté prêtant serment sur la Charte en 1830.<sup>18</sup> Thomas Gaehtgens parle d'un programme de "réconciliation nationale",<sup>19</sup> et cite un article du Journal des Débats, du 10 juin 1837, où ce musée est décrit comme "un vaste Panthéon de tous les exploits et de tous les héros.",<sup>20</sup> Dans l'esprit des contemporains, la manoeuvre de Louis-Philippe est donc évidente, sinon dans ses conséquences et dans ses motivations, mais au moins dans ses caractéristiques. Gaehtgens conclut son article par une phrase qui montre bien encore que Versailles fut ce que le Panthéon aurait pu être, ce qui met en relief, si besoin en était, l'effacement du temple des grands hommes de la mémoire française sous la monarchie de Juillet:

En faisant du château un musée d'histoire, en y exhibant toute une collection de hauts faits accomplis par des héros de tous les temps, Louis-Philippe convertit la mémoire d'une époque en un monument définitif de la grandeur de la nation.<sup>21</sup>

On pourra objecter que c'est pour nous faire l'histoire du Panthéon par le vide, par la négative. Mais concernant un monument dont la caractéristique principale est pendant une vingtaine d'années précisément d'être non seulement vide, mais aussi clos, il convient de saisir là où ils résident les indices qui seuls peuvent nous permettre de comprendre les raisons de cette vacuité. Il est clair que rien n'est fait au Panthéon, mais cela n'empêche pas de s'intéresser à ce que l'on aurait dû logiquement y faire, et surtout aux raisons politiques de ce désintérêt. Le rêve d'un Westminster à la Française est avorté sous la Monarchie de Juillet, cette aspiration diffuse à la stabilité par la recherche d'une voie moyenne n'est jamais suivie d'effet et une réalisation comme le Musée historique de Versailles en est un peu la cause. Pour Michael Marrinan, Versailles constitue d'ailleurs une "ossification" de "l'élan effervescent des Trois Glorieuses".<sup>22</sup> N'est-ce pas tout ce que souhaitait le pouvoir, comme au Panthéon?

Au moment du retour des cendres de Napoléon,<sup>23</sup> le problème se pose en des termes similaires. Le Panthéon aurait pu paraître un débouché logique au long

---

<sup>17</sup> "La Garde Nationale part pour l'Armée en 1792" par Léon Coignet.

<sup>18</sup> "Louis-Philippe prête le serment de maintenir la charte"

<sup>19</sup> Gaehtgens. Op. cit., p.165.

<sup>20</sup> Idem.

<sup>21</sup> Idem. p.166.

<sup>22</sup> Marrinan (Michael) Art and Ideology in Orleanist France, 1830-1848. New-Haven & London. Yale UP, 1988. p.217.

<sup>23</sup> Cet épisode fait l'objet d'un autre article dans Les Lieux de Mémoire: Tulard (Jean) "Le retour des Cendres". t.U. vol.III. p. 81-110.

périple qui ramène les restes mortels de l'Empereur des COMIUS de l'atlantique.<sup>24</sup> On le considère de toutes parts comme l'un des grands hommes du siècle, incontournable dans la liste des gloires nationales, et en quelques années on a assisté à un renouveau étonnant de la légende napoléonienne, parfois favorisé et repris à son compte par le régime lui-même. Et pour le gouvernement, le choix des Invalides, qui s'impose très rapidement au détriment du Panthéon ou de Saint-Denis, est un signe politique de première importance. L'Empereur est célébré en tant que grand militaire, sauveur de la Nation, et non en tant que grand homme, comme cela aurait été le cas au Panthéon, avec toutes les conséquences que l'on imagine, ou en tant que souverain, comme cela aurait été le cas à Saint-Denis. Comme l'écrit Michael Marrinan, "l'Empereur est fermement fixé dans l'Histoire, et non au-dessus de celle-ci."<sup>25</sup> Napoléon est utilisé à son profit par le régime, dans les limites de son propre besoin de légitimité. Il s'agit, encore une fois, d'un processus de canalisation d'un élan populaire, d'utilisation habile d'une ligne de force de la politique française de l'époque.

Louis-Philippe sait jouer à merveille de ce genre d'argument pour étoffer son assise idéologique, et a parfaitement saisi les ressorts de la politique monumentale, de l'utilisation judicieuse de l'art à des fins politiques. Il a aussi compris qu'il était inutile de vouloir s'opposer au regain de popularité de la légende napoléonienne. Michael Marrinan souligne lui aussi cette capacité du roi des Français à comprendre les enjeux des politiques de décoration ou des célébrations officielles. Pour lui, Louis-Philippe est un souverain qui "a compris la valeur de l'art dans sa société".<sup>26</sup>

Le Panthéon sous la Monarchie de Juillet n'est donc pas transformé en un espace de réconciliation nationale et de construction d'une mémoire unifiée, malgré les rêves de certains, qui voyaient là l'unique chance de préserver le monument des brusques revirements politiques dont il a déjà subi à maintes reprises les conséquences. Le pouvoir s'applique à fractionner la transcription monumentale de cette mémoire entre Versailles, les Invalides, le Panthéon, la Bastille ou Saint-Denis, et rien n'est fait réellement pour unifier ces bribes, au contraire. Au Panthéon même, toutefois, certains signes nous laissent à penser

---

<sup>24</sup> En 1837, une brochure éditée au sujet du Panthéon porte en couverture un dessin de Napoléon à cheval. Nouvelle description du fronton du Panthéon. Paris. Chassaingon. 1837. 12p.

<sup>25</sup> Marrinan (Michael) Art and Ideology in Orleanist France. 1830-1848. New-Haven & London. Yale. u.P. 1988. p.194. "The Emperor was firmly fixed in History, not above it."

<sup>26</sup> Marrinan. Op. cil. p.217.



qu'un idéal de conciliation, toujours brimé soit par la pression révolutionnaire, soit par l'intransigeance des revendications de l'archevêché, a commencé à être développé, au travers de quelques oeuvres acceptables par tous si l'on considère une atmosphère de conciliation, mais en fait dénoncées par tous devant le retour fatal des vieux antagonismes.

Dès la première vague de commande officielle passée, celle qui concerne le fronton par exemple, les commandes suivantes se font dans un esprit nettement plus tempéré, libéré de la nécessité de transiger avec les révolutionnaires les plus ardents.

La statue de l'Immortalité de Cortot en est un bon exemple. On en trouve trace dans les archives depuis le début des années 1830. Il s'agit, dès le départ de la réflexion la concernant, d'une oeuvre d'une grande neutralité. Allégorie paisible que l'on peut interpréter à sa guise, elle traverse l'histoire du Panthéon sous la monarchie de Juillet au rythme languissant des escales administratives. Cortot signale qu'il l'a achevée en 1834,<sup>27</sup> puis ne cesse d'envoyer des lettres, chaque année, pour signaler qu'il a fini son travail depuis un an, deux ans... jusqu'en 1839!

La statue aurait dû, semble-t-il, être finalement mise en place en mai 1841, sur ordre du ministre de l'Intérieur<sup>28</sup>, mais il s'avère que cet ordre n'est pas appliqué. La statue, après avoir servi aux cérémonies du retour des cendres en 1840, est remise dans un coin du Panthéon jusqu'en juin 1848, où un obus malencontreux la détruit, marquant la fin d'un périple anonyme et néanmoins mouvénté.<sup>29</sup> Si l'oeuvre de Cortot, qui n'est pas investie de la même passion politique que le fronton de David, connaît de tels avatars, c'est peut-être qu'elle ne plaît à personne. Ni aux catholiques, qui auraient tout simplement préféré la croix/0 ni aux révolutionnaires, qui la trouvent forcément d'une pâle facture. Le Panthéon en tant que Westminster est donc là un rêve du gouvernement qui ne parvient pas à s'imposer aux exigences des différentes factions.

L'exemple des peintures de Gérard pour les pendentifs du Panthéon va dans le

---

<sup>27</sup> A.N. F. 21 578. Dac. 267 à 270. Lettres de Cortot aux Bâtiments Civils.

<sup>28</sup> A.N. F. 21 843. Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des Travaux Publics, le 11 mai 1841.

<sup>29</sup> Boinet (Amédée) Les églises parisiennes. Ull Paris. Minuit.. 1964.

<sup>30</sup> "Nous voici donc retombés sous le patronage de l'Olympe classique du paganisme!" La Quotidienne. du dimanche 31 janvier 1836. p.1. On a semble-t-il présenté à cette date une copie de la statue de Cortot sur le dôme, pour en estimer l'allure.

même sens. Ces oeuvres lui ont été commandées au début des années 1830. Gérard commence à peindre en 1833,<sup>31</sup> et comptait achever ces pendentifs en 1834. La maladie le contraint à en différer la livraison, mais à la mort de l'artiste, en 1836, ceux-ci sont presque achevés. Un de ses élèves se charge de les terminer dans le même esprit, pour les livrer l'année suivante.<sup>32</sup>

La Mort, la Patrie, la Justice et la Gloire en forment les différentes parties.<sup>33</sup> Il s'agit d'allégories classiques, mais qui laissent voir des symboles chrétiens, telle une croix qui voisine la Patrie, et "qui indique que la scène se passe sous les auspices de la Religion."<sup>34</sup> Le peintre se plaignait, sans cesse du caractère "mobile"<sup>35</sup> de son support, et craignait à chaque instant d'être interrompu dans son travail par une décision de changement d'affectation et délogé sans égards. Mais ses peintures, et leur contenu, qui ont forcément été approuvés par l'autorité, montrent un souci de conciliation. On voit Napoléon reçu dans les bras de la Gloire, et la croix près de la Patrie. Le Panthéon est à son idée un peu ce qu'il aurait pu être si on en avait effectivement fait une sorte d'abbaye de Westminster.

La référence anglaise est encore évoquée lors d'une réunion du Conseil des Bâtiments Civils en 1843. Dans un cadre aussi officiel, on ne présente pas un rapport sans avoir pesé ses mots, et si le conseil donne en conclusion comme avis: "le Panthéon étant destiné à devenir le West-Minster de la France ...",<sup>36</sup> ce ne peut être un hasard. Il est clair alors qu'au ministère l'hypothèse est évoquée avec insistance. Mais les pesanteurs sont telles autour du Panthéon que ces tentatives font toutes long feu, et que le vide persiste sans peine sous les voûtes de Soufflot, malgré ces quelques évocations ambitieuses.

Il faut attendre 1848, et paradoxalement la Seconde République pour qu'un programme de réconciliation symbolique autour d'une mémoire unifiée soit mis en oeuvre ...de façon éphémère.

---

<sup>31</sup> Gérard (François) Correspondance. Paris. Kmé et Havard. 1867. p.283: Lettre à Humboldt en décembre 1832.

<sup>32</sup> Le Temps. Lundi 24 juillet 1837. p.2.

<sup>33</sup> voir: Pendentifs du Panthéon par M. Gérard. s.l.s.d. Ip.

<sup>34</sup> Description du fronton du Panthéon. Op. cit. p.8.

<sup>35</sup> Idem.

<sup>36</sup> A.N. F, 21 844. Ministère des Travaux Publics. Séance du 19 janvier 1843.

## CHAPITRE VII

### UN PROJET POUR LE PANTHEON : DU TEMPLE DE L'HUMANITE AU DECRET IMPERIAL

Les tendances dont nous avons observé sous la Monarchie de Juillet le timide développement, et finalement l'effacement inexorable, ces tendances à vouloir faire du Panthéon le symbole de l'unification de la mémoire nationale et de ses composantes jusque là farouchement antagonistes, trouvent paradoxalement sous la Seconde République un écho significatif et inédit dans son ampleur autant que dans sa portée. On aurait pu croire que le retour de la République allait entraîner à nouveau le Panthéon dans la logique révolutionnaire, le replacer dans le système de références historiques et philosophiques hérité des Lumières et de la Révolution. C'est à dire que le monument allait être de nouveau investi d'une forte symbolique politique, et réellement rouvert aux grands hommes, ainsi qu'éventuellement aux héros de Février, comme théoriquement à ceux de Juillet en 1830, assiégé par la foule, objet d'une revendication, gage de la victoire sur la monarchie.

Mais à aucun moment le Panthéon ne constitue en 1848 un enjeu politique ou symbolique, à aucun moment on observe une résurgence de la mémoire populaire et spontanée de 1830. Le monument demeure vide, il ne correspond plus aux soucis du temps, ni à ceux de la génération des révolutionnaires de 48. A force d'être délaissé, il a peut-être perdu de son contenu, et la mémoire qui s'y incarnait a sans doute trouvé d'autres écus, à moins qu'elle ne se soit dissipée, comme si cette génération de 1848 avait définitivement rompu sur ce point avec celle de 1830, et la césure dont nous avons vu les contours esquissés en 1834 à propos de Lafayette trouvé là un état définitif et irréparable.



La pensée de Paul Chenavard et le projet du peintre pour le Panthéon

Dans ce contexte, où le Panthéon est toujours en marge des mouvements d'idées, le combat d'un artiste prend une dimension singulière, à l'abri des agitations politiques et des soubresauts de la jeune et éphémère République. Paul Chenavard obtient, nous allons voir dans quelles conditions, le chantier de la décoration picturale du Panthéon en 1848, et travaille sans répit jusqu'en 1851, indifférent aux menaces qui pèsent sur son oeuvre, et qui finalement l'anéantissent avec le coup d'Etat. Paul Chenavard n'est peut-être pas vraiment représentatif de la pensée de son temps envers le monument de Soufflot, la plupart des artistes ayant d'ailleurs perdu leurs illusions à ce sujet, mais, puisque personne ne lui en a disputé sérieusement l'attribution<sup>37</sup>, cela ne signifie pas que ses réalisations soient indignes d'intérêt.

Avec Chenavard, les tendances dont nous avons observé la genèse depuis 1830, les aspirations à voir naître sur le sommet de la montagne Sainte-Geneviève une basilique nationale du type de Westminster, trouvent une traduction picturale théorisée au plus haut point. Pour Chenavard, le Panthéon est le temple de l'Humanité en même temps que de la Nation française, celui des grands hommes sous les auspices du christianisme.

L'artiste s'est adressé directement au ministre de l'Intérieur Ledru-Rollin pour obtenir commande de projet dont il avait déjà imaginé les fondements assez précisément. C'est apparemment le directeur de l'Académie des Beaux-Arts, Charles Blanc, qui le recommande à Ledru-Rollin, et le peintre passe une nuit entière à présenter son projet au ministre, en compagnie de Blanc.<sup>38</sup> Ledru-Rollin accepte au petit matin de confier la décoration du Panthéon à Chenavard, et, au vu de ses nombreuses esquisses, lui laisse pratiquement carte blanche.

La pensée de Paul Chenavard s'inspire de celle de Pierre Simon Ballanche, qui écrivit en 1827 un Essai de Palingénésie Sociale<sup>39</sup>. Cet auteur avait l'ambition d'embrasser dans son essai tous les stades successifs de développement de

---

<sup>37</sup> La commande passée à Chenavard provoque une certaine grogne dans les milieux artistiques, mais pas de la part de concurrents qui auraient présenté d'autres projets. Ce sont surtout les conditions de commande, en marge du système républicain de concours, qui attisent la jalousie des autres artistes.

<sup>38</sup> Armbruster (F.) Paul Chenavard et son oeuvre. Première partie: Le Panthéon. Texte par Abel Peyrouton. Lyon. Mougins-Rusand. 1887. p.7.

<sup>39</sup> Ballanche (Pierre Simon) Essai de Palingénésie Sociale. Paris. Didot. 1827. 278p.

Je veux exprimer la grande pensée de mon siècle. Cette pensée dominante, profondément sympathique et religieuse, qui a reçu de Dieu même la mission auguste d'organiser le nouveau monde social, je veux la chercher dans toutes les sphères des diverses facultés humaines, dans tous les ordres de sentiments et d'idées; je veux, si je puis, en signaler toutes les métamorphoses successives.<sup>40</sup>

La vision que Ballanche a du cheminement humain vers le développement est celle d'une progression à la fois linéaire, en ce sens où elle met en relief la finalité de l'Histoire, et marquée par de grandes étapes, par de longs cycles de maturation des idées. Chenavard s'en inspire assez directement pour concevoir sa série de dessins destinés au Panthéon. Du déluge à Napoléon, en passant par Socrate, Jésus-Christ, l'Égire, Luther et Voltaire et quelques autres, c'est l'humanité entière qui est en marche. Chez cet artiste, les grandes figures du christianisme côtoient celles de la philosophie, de l'histoire et de la science, et à travers elles, c'est la grandeur progressive de l'humanité dont on retrace le chemin. Germer qualifie d'ailleurs le projet de Chenavard pour le Panthéon de "conception idéelle du Tout,<sup>41</sup> et estime que l'artiste entend donner "une forme à l'Histoire".<sup>42</sup>

Nous avons donc dépassé de strict cadre du culte des grands hommes. Celui-ci est fondu désormais dans une visée totalisante qui le transcende et lui donne un sens plus élaboré. Pour Chenavard, les grands hommes ne sont que les indices, les signes immédiats de la progression de l'Humanité. Mais c'est par eux aussi que cette ascension du genre humain se réalise. Une progression faite de choix entre des principes propres à chaque époque. C'est le déroulement du processus entier qui lui confère sa cohérence.

Palingénésie veut dire, ainsi qu'on le souligne à l'époque, "nouvelle naissance", et si Chenavard, Lyonnais comme Ballanche, ami d'Hegel et d'Edgar Quinet reprend ce terme ballanchinien, c'est bien qu'il veut décrire la "marche du genre humain vers son avenir à travers les épreuves et les alternatives de ruine et de renaissance".<sup>43</sup> Le culte traditionnel des grands hommes est regardé avec circonspection, et Chenavard lui préfère l'évocation

<sup>40</sup> Idem. p.2: Dédicace.

<sup>41</sup> Germer (Stefan) Historizität und Wandbildern im Frankreich des 19. Jahrhundert. Hildesheim, Olms. 1988. 573p. p.332. "Ideelle Konzeption des Ganzen."

<sup>42</sup> Idem. p.347.

<sup>43</sup> Paul Chenavard et la décoration du Panthéon de Paris en 1848, Lyon. Musée des Beaux-Arts. 1977. 98p. p.3.

picturale théorisée, explicitée et replacée dans le contexte général de l'Histoire du genre humain. On retrouve cependant une parenté avec l'idéal de Westminster dans le choix des personnages célèbres.

### Les cartons de Paul Chenavard

Il faut se rendre compte de l'ampleur et de l'ambition du projet de Chenavard. Ce dernier, qui s'entoure d'élèves brillants représentant l'élite de la jeune génération artistique, entend décorer le Panthéon globalement, et partout repenser la décoration du monument. Une frise doit représenter le développement de l'Humanité, et des fresques de taille moindre illustrer un certain nombre de grandes étapes de ce développement. Tout commence avec le Déluge. Les thèmes bibliques sont repris dans le Moïse, le Paradis, le Purgatoire et l'Enfer. Vient alors l'Antiquité, avec Homère, Périclès, Socrate, Alexandre, Carthage, César et Virgile. Puis la Résurrection, l'Egire, Gutemberg, Louis XIV, Galilée, Luther, Charlemagne, Napoléon, Voltaire, et de nombreux autre encore.

Abel Peyrouton, dans son commentaire joint à une publication des cartons de Chenavard<sup>44</sup> évoque explicitement la filiation avec Westminster. L'auteur conclut sa courte introduction par ces mots: "La France a perdu l'occasion d'un monument sans égal."<sup>45</sup> Car évidemment le clergé français apprécie guère en 1848 la visée oecuménique de Chenavard, et sa façon de placer le christianisme au sein de l'Histoire de l'humanité, en tant qu'étape du développement de l'esprit humain, et non comme finalité des finalités. L'artiste, qui est pourtant empreint de religiosité, ne peut se plier dans son oeuvre aux vues orthodoxes de ses contemporains catholiques et s'expose fatalement à leur courroux postérieur.

L'inhumation de grands hommes n'est plus envisagée, et seul l'art assure la médiation entre ce monde de références et le public, à la différence malgré tout du modèle implicite anglais. Il s'agit là encore d'une initiative ambitieuse, mais sans suite.

---

<sup>44</sup> Arbubuster (F.) Paul Chenavard et son oeuvre. Texte par Abel Peyrouton. Lyon. Mougin-Rusand. 1887.

<sup>45</sup> Idem. p.3-4.



Il allait presque de soi qu'au lendemain du coup d'Etat, les projets de Chenavard fussent ajournés. Pour cet artiste, qui s'était investi d'une façon extraordinaire dans l'entreprise, en marge des pratiques habituelles de la commande officielle, en marge même des incessantes fluctuations politiques du moment, le coup est très dur. Les cartons du Panthéon, qui représentent toute son oeuvre, et qui sont prêts à être marouflés à fresque sur les murs de l'édifice de Soufflot, se trouvent tout à coup sans objet, inutiles et anachroniques. Grâce seulement à la bienveillance de quelques uns de ceux qui l'avaient soutenu en 1848, ses cartons sont ensuite exposés au Salon de 1853, puis à Lyon, et il n'aura pas ainsi travaillé tout à fait en vain. Gustave Planche souligne dans un article de la Revue des Deux Mondes en 1852<sup>46</sup> qu'il serait dommage qu'un tel travail soit perdu à jamais, et demande à ce que l'on donne l'occasion à l'artiste d'exposer ses projets, au Louvre si possible. Chenavard ne fait toutefois pas partie aujourd'hui des peintres français les plus connus, essentiellement parce que ses oeuvres n'ont pas trouvé le débouché pour lesquelles elles avaient été conçues. Charles Blanc le regrette, et écrit en 1876:

Rien n'eut été, ce me semble, plus intéressant pour l'esprit et pour les yeux qu'une promenade faite ainsi dans le Panthéon, à travers l'Histoire humaine.<sup>47</sup>

Ce même auteur, qui fut partie prenante, on l'a vu, de l'attribution du chantier à Chenavard, dénonce aussi les visées catholiques et cléricales qui ont fait avorter en 1851 le projet de l'artiste lyonnais, qui devait décorer le "Westminster de la France",<sup>48</sup>. Pour Blanc, avec l'échec de Chenavard, le Panthéon redevient le monument vide qu'il était jusque là, "un monument désert".<sup>49</sup>

### Ambiguïté du décret impérial

Les approximations au sujet de l'appréciation du statut du Panthéon ne disparaissent pourtant pas avec l'éviction brutale et indélicate de Chenavard. Il

---

<sup>46</sup> Planche (Gustave) "Les cartons de M. P Chenavard" in Revue des Deux Mondes, 15 Janvier 1852, p.362-377.

<sup>47</sup> Blanc (Charles) Exposition des cartons de Paul Chenavard pour la décoration du Panthéon. Paris, Chamerst. 1876. 44p. p. 30.

<sup>48</sup> Idem. p.40.

<sup>49</sup> Idem. p.42.

est possible en effet d'interpréter le décret du 6 décembre 1851, qui rend au culte l'église Sainte-Geneviève, comme l'aboutissement théorique des aspirations à faire du Panthéon un monument qui s'apparenterait à l'abbaye de Westminster. Certes les premières décisions, dont le renvoi indélicat de Chenavard et l'ajournement de tous ses projets, vont elles largement dans le sens souhaité par les autorités ecclésiastiques et par les intrigants catholiques qui avaient fait pression sur le tout nouveau pouvoir dans le but de reconquérir Sainte-Geneviève. Mais il apparaît rapidement que le pouvoir n'entend aucunement aller aussi loin que le lui demandent les dits catholiques intransigeants. Le sauvetage des oeuvres de Chenavard, qui sont exposées plus tard, participe de cette volonté, au même titre que la conservation paradoxale du fronton de David d'Angers. Faire se juxter dans cette église Voltaire, Napoléon et Geneviève n'est pas seulement dans ce cas un hasard et le fruit d'une conversation mondaine, et peut d'une certaine façon être interprété comme la volonté de faire de ce lieu l'espace d'une nouvelle mémoire et d'une réconciliation nationale. Cela correspond de plus aux fondements du régime de Louis-Napoléon, celui-ci se présentant comme le sauveur du pays et le gage du rétablissement du cours serein de son Histoire.

Il est aussi possible d'interpréter le décret du 6 décembre 1851 dans un sens compatible avec une destinée de type Westminster pour l'édifice. Ce décret stipule que les chapelains de Sainte-Geneviève doivent "prier Dieu pour la France et pour les morts qui auront été inhumés dans les caveaux de l'église." Emile de La Bedollière souligne cet aspect du problème en 1854<sup>50</sup> et pour lui, il s'agit d'une "certitude" que le gouvernement entend en faire un éventuel Westminster. Le futur antérieur employé dans le décret confirme cette interprétation, puisqu'il suppose que de nouvelles inhumations auront été réalisées. Nous serions en présence alors d'une basilique nationale ouverte aux grands hommes; le rêve sous-jacent à bien des réalisations depuis 1830 serait fait réalité par la loi. La Bedollière justifie cette double affectation théorique par la composante nationale du culte de Geneviève, et par l'histoire du monument, qui doit être prise en compte. Six années plus tard, dans un autre ouvrage,<sup>51</sup> le même

---

<sup>50</sup> La Bedollière (Emile de) "Le Panthéon" in Paris historique, pittoresque et anecdotique. Paris. G. Havard. 1854. 95p. p.83.

<sup>51</sup> La Bedollière (Emile) Le nouveau Paris. Paris. Barba. 1860. Rééd. Sacelp. 1986. 340p. p.68.. Cet auteur a par ailleurs compris l'importance de la dénomination du monument dans les différents discours.

La Bedollière reprend cette argumentation :

Des décrets du 6 décembre 1851 et du 22 mars 1852 ont rendu au culte l'église Sainte-Geneviève, et institué six chapelains qui ont mission non seulement de la desservir, mais encore de prier Dieu pour la France et pour les morts qui auront été inhumés dans les caveaux de l'église. Cette dernière fait supposer qu'un jour ou l'autre quelques citoyens recommandables trouveront place dans la crypte, et que Sainte-Geneviève est toujours le Panthéon.

Cette ligne d'interprétation, si elle est fondée sur le plan théorique et juridique, ne tient toutefois aucun compte des conditions politiques du moment. La voie n'est pas empruntée par le régime impérial. Il n'en demeure pas moins qu'en 1851, avec un décret pourtant rédigé à la hâte et sous la pression des catholiques, le pouvoir s'est réservé une marge de manoeuvre théorique à Sainte-Geneviève, de façon, précaution habile, à toujours garder le contrôle des lieux. En en faisant une basilique nationale ouverte en théorie aux grands hommes, il semble que Louis-Napoléon se réservait le droit de renouer avec la pratique de Napoléon 1<sup>o</sup>, qui en était proche malgré le détournement que fit le premier Empereur de la notion de grand homme. Louis-Napoléon évitait surtout de livrer le bâtiment à l'Eglise, et de sombrer à nouveau de cette manière dans la logique binaire qui voulait que le Panthéon succédât à Sainte-Geneviève, et vice-versa.

Le mot "Panthéon" apparaît d'ailleurs souvent dans les rapports officiels sous l'Empire,<sup>52</sup> et il semble que jamais cet aspect de l'histoire du monument n'ait été occulté par l'autorité civile. C'est donc logiquement que les catholiques continuent de protester tout au long de cette période contre l'inertie de l'administration, qui l'empêche de mettre en oeuvre la politique qu'ils souhaitent.

En 1860, une note<sup>53</sup> est rédigée par les services de l'archevêché à l'intention des responsables du Panthéon-Sainte-Geneviève. On s'y plaint encore des constantes réticences du pouvoir devant les volontés d'aménagement définitif énoncées par le clergé pour Sainte-Geneviève :

On se demande si le rétablissement du culte dans cette église est définitif, et si sainte Geneviève ne sera pas de nouveau chassée de son temple. L'administration diocésaine est empêchée dans le désir qu'elle aurait d'organiser un service religieux digne de cette église magnifique, et répondant aux besoins réels du peuple de Paris, car cette église est inhabitable pendant la rigoureuse saison. Son mobilier provisoire, qui ressemble à la décoration d'un théâtre de province, contraste désagréablement avec la magnificence de l'architecture du monument.

L'auteur de ce rapport insiste aussi sur la déception des pieux visiteurs étrangers

---

<sup>52</sup> A.N. F, 21 845. Rapports.

<sup>53</sup> Idem.



devant le traitement qui est fait au temple de la patronne de Paris et de la France.

Les sentiments du pouvoir à l'égard de la basilique, qui semblent bien peu fervents, se confirment encore en cette même année 1860. Dans une lettre, le ministre de l'Instruction Publique et des Cultes nomme tout du long l'édifice "Panthéon".<sup>54</sup> Curieux oubli de la part d'un ministre.

Mais l'édifice ne s'inscrit tout de même pas dans le schéma du nouveau Paris qui se dessine, la place, que l'on compare parfois à Saint-Pierre de Rome, n'est pas complétée sur ses côtés vacants, et le préfet de police sur plaint en 1853 du manque de lumière autour de Sainte-Geneviève. La basilique de Soufflot et ses abords sont baignés dans l'ombre, à tel point qu'on y insulterait les femmes qui passent, et même les "fouillerait" à l'occasion.<sup>55</sup>

L'Empire apporte donc une solution médiane au problème du Panthéon, qui peut à certains égards être interprétée comme une volonté de se démarquer de l'histoire de ce lieu, faite des changements d'affectation radicaux. Le régime de Louis-Napoléon rejoint donc un peu les conclusions de Louis-Philippe. Ce dernier avait fait un Panthéon mâtiné de Sainte-Geneviève, et fermé. Louis-Napoléon fait une église Sainte-Geneviève assortie d'une potentialité de Panthéon, mais fermé encore aux grands hommes. La demi-mesure est le refuge politique de qui est embarrassé par le Panthéon-Sainte-Geneviève. Ni les révolutionnaires en 1830, ni les catholiques en 1851 n'en ont vraiment eu la jouissance. Un Panthéon-Sainte-Geneviève indéfini résiste entre 1830 et 1885 à la succession des régimes (sauf à l'épisode Communard, où un éphémère temple de l'Humanité voit le jour, avant d'être transformé en place forte). Seulement, sous le Second Empire comme sous la Monarchie de Juillet, s'il est possible d'entrevoir quelques pistes intéressantes, ce Panthéon-Sainte-Geneviève demeure indéfectiblement fermé aux grands hommes.

L'idéal d'un lieu de conciliation ne s'est imposé que de façon implicite, mais semble avoir animé de nombreuses décisions, ou absences de décision. La logique qui voulait jusque-là que le Panthéon soit le porte-étendard de l'idéologie au pouvoir, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, s'est estompée, remplacée par l'idéologie du dépassement de cet antagonisme. Cela n'a été possible aussi que grâce à la désaffection qu'a subie le monument et aux manoeuvres de Louis-Philippe pour reporter ailleurs les élans qui risquaient de le reprendre et de lui

---

<sup>54</sup> AN. F, 21 845. Lettre du Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, le 7 mars 1860.

<sup>55</sup> AN. 56 AZ. 36. Lettre du préfet de Police à Constant-Dufeux. 1853.

redonner vie. L'idéal d'un Westminster à la française n'a donc jamais été une idée forte et positive, mais plutôt une demi-mesure sans cesse reconduite.

La basilique de Soufflot traverse entre 1830 et 1885 une longue période au cours de laquelle elle n'est pas le théâtre quotidien de la mise en scène d'une mémoire positive, mais cela ne signifie pas que rien d'important n'y est lisible. Au travers des manquements à l'esprit de Panthéon, ou des timidités à l'égard d'une décision prise, que l'on ne souhaite pas assumer tout à fait, apparaît aussi un visage du régime politique en place. Etant donné que nul n'ignore à cette époque les rebondissements de l'histoire du Panthéon, ne rien faire, c'est aussi se positionner par rapport à cette histoire, ou contre celle-ci.

L'hypothèse westminsterienne est demeurée une ouverture jamais empruntée, même si les hésitations et les doutes des deux partis qui se disputent le Panthéon-Sainte-Geneviève l'avait façonnée comme un horizon d'attente médian, à la fois concession et assurance de stabilité.

## CHAPITRE VIII

### LA TROISIEME REPUBLIQUE ET LE PANTHEON EN ATTENDANT VICTOR HUGO...

Le rêve d'un Westminster à la française, dont nous avons tenté de repérer les occurrences entre 1830 et l'avènement du Second Empire, et dont nous avons vu qu'il constituait un horizon d'attente idéalisé et toujours inaccessible, ce rêve sur lequel pourrait se fonder une mémoire nationale guérie des traumatismes révolutionnaires s'estompe largement au début de la Troisième République, avec le retour de l'antagonisme classique pour le Panthéon (et la société française) entre catholicisme et laïcité. Le dualisme persistant qui rythme l'histoire de ce monument prend le pas peu à peu sur l'idéal d'apaisement qui s'était malgré tout forgé jusque là, et une logique plus tranchée s'impose encore. Le modèle de Westminster ayant toujours été une possibilité, ménagée dans le flou des textes de loi ou dans les hésitations de la politique monumentale, laissée dans l'ombre tant par les gouvernements successifs que par d'autres instances qui auraient été susceptibles de la promouvoir, telles l'Eglise ou les historiens, les exigences politiques et idéologiques de l'installation du régime républicain l'effacent définitivement, semble-t-il.

Le fragile équilibre qui s'était imposé tant bien que mal jusque là, grâce surtout à la disparition en tant que tel du Panthéon révolutionnaire, est rompu dès le début des années 1880, lorsque les républicains, qui prennent progressivement le contrôle de la République et entendent y appliquer une politique volontariste de promotion de cet idéal, demandent à nouveau que l'église Sainte-Geneviève serve de Panthéon pour les grands hommes de la nation.

La basilique de Soufflot ne peut plus être neutre dès lors, puisque la tradition révolutionnaire retrouve des défenseurs farouches, qui la réinterprètent à leur profit, essentiellement dans le but de repousser l'influence cléricale et d'asseoir le régime républicain. Le Panthéon-Sainte-Geneviève garde pourtant toute son inertie, dont nous avons vu qu'elle est grande, et seule la disparition de Victor Hugo, le poète national du siècle, qui en a traversé toutes les péripéties et représente



symboliquement à lui seul un pan entier de la mémoire française, peut suffire à renverser de façon durable et solide le cours de l'histoire du monument.

### **En attendant Victor Hugo**

Après le soubresaut Communard, le temple de l'Humanité redevient église Sainte-Geneviève. Le changement de régime n'amène aucune modification substantielle pour le statut de l'édifice, et les conservateurs qui contrôlent la République naissante s'accommodent parfaitement du statu quo. En 1874 cependant, le directeur des Beaux-Arts, Philippe de Chennevières émet l'idée de faire de ce lieu hautement symbolique une sorte de Panthéon des arts, dans lequel les grandes figures artistiques du moment auraient loisir d'exercer leur talent grâce à un ambitieux programme de décoration supervisé par l'institution qu'il dirige. Son idée est de "faire de l'église Sainte-Geneviève, c'est à dire du monument le plus vaste et le plus morne de Paris, une sorte de champ de concours où (il) appellerait les talents les plus renommés...<sup>56</sup> Un rapport est publié au Journal Officiel le 7 mars, puis le 7 mai 1874, approuvé par le ministre de l'Instruction Publique, des Cultes et des Beaux-Arts, de Fourtu.<sup>57</sup> Dans l'idée de Chennevières, il s'agirait d'unir dans un programme artistique de grande envergure la tradition catholique, à laquelle il tient beaucoup, et la composante nationale de l'édifice de Soufflot.

Ce sont paradoxalement les artistes eux-mêmes qui déclinent cette proposition, qui leur aurait pourtant fourni du travail pour plusieurs années. Chenavard, échaudé sans doute, Gustave Moreau, Millet et d'autres encore refusent de redonner vie au monument et de consolider ainsi un état de fait fragile, dans lequel le Panthéon-Sainte-Geneviève apparaît proche de Westminster. Ceci se serait fait sans changement de statut légal, mais aurait été un pas vers la réalisation d'un lieu à la fois chrétien et profane. Chennevières semble en effet avoir une vision du Panthéon qui englobe la tradition religieuse et des thèmes laïcs et nationaux, et, déçu, il affirme:

J'irai chercher Lamartine en attendant Victor Hugo.<sup>58</sup>

<sup>56</sup> Chennevières (philippe de) Les Décorations du Panthéon, souvenirs d'un directeur des Beaux-Arts. Paris. L'Artiste. 1885. 146p. *p.n.*

<sup>57</sup> Idem.

<sup>58</sup> Idem. p.144.

Les artistes sont à son idées les piliers d'une nouvelle affectation durable, et seule la promotion de la mémoire nationale au travers de l'art et de la religion lui paraît digne d'intérêt. On pensait, déjà à cet aspect nouveau du culte des grands hommes plusieurs décennies avant,<sup>59</sup> mais jamais cela ne fut théorisé, ou même explicité clairement. L'artiste au Panthéon, c'est d'abord l'oeuvre, pour les peintres et les sculpteurs; puis, pour les écrivains, la réflexion de Chennevières rejoint par extension le concept classique de Panthéon des grands hommes, selon lequel la dépouille du défunt modèle doit reposer sous les voûtes du temple. Chennevières a compris l'importance de l'artiste, et de Victor Hugo notamment, dans la mise en place d'une nouvelle phase de développement de la mémoire nationale, répondant à des exigences inédites. Le Panthéon doit être pour lui un remède à "la disposition malade à l'oubli, plaie de notre siècle."<sup>60</sup>

Il entend faire du Panthéon "autre chose qu'un magasin à fourrage",<sup>61</sup> et refuse de renouer avec "l'anti-culte" vain des révolutionnaires. Sa volonté est de transcender dans l'art l'antagonisme fatal et acharné qui a fait du Panthéon-Sainte-Geneviève un lieu d'affrontement finalement stériles.

L'art seul, par ses impressions pénétrantes et idéales, est plus apte qu'aucune autre force à réparer une telle solution en rendant dès aujourd'hui ces murs sacrés par la beauté des oeuvres qui les recouvriraient.<sup>62</sup>

Le Panthéon placé sous les auspices de la religion et de l'art, pour le bien de la Nation et de sa mémoire, voilà l'idéal de Chennevières, dont la pensée résume et synthétise les tendances que nous avons vues à l'oeuvre pendant cinquante années:

A moins qu'on ne le démolisse à ras du sol, le Panthéon finira par se remplir peu à peu et siècle par siècle, d'oeuvres assez éprouvées pour que ne se soucie plus d'y toucher, dans les plus mauvais jours, la main saccageuse de la multitude; et ce qui survivra à tant de périlleuses turbulences, ce ne sera pas un temple banal, sans Dieu ni prières, mais la basilique particulièrement pompeuse et éclatante, telle que Clovis voulut qu'elle fut dès l'origine de la nation, l'église du Dieu qui le fit vainqueur des Germains, l'église consacrée à la prière, c'est à dire aux espoirs virils, aux fermes propos, aux dévouements aveugles, pour la grandeur et la gloire de la France.<sup>63</sup>

<sup>59</sup> voir par exemple Le Panthéon des Artistes, Paris 1846.

<sup>60</sup> Chennevières. Op. cit. p.145.

<sup>61</sup> Idem. L'auteur reprend là Proudhon (Du Principe de l'Art et de sa destination sociale), qu'il a cité p.142: "Quant au Panthéon, rendu au culte catholique à la rentrée des Bourbons, puis restitué aux grands hommes après la Révolution de Juillet, puis de nouveau redevenu une église chrétienne après le coup d'Etat, et qui ne fait aujourd'hui aucun service, ni sacré ni profane, puisqu'il ne sert pas de paroisse, je n'y tiens en rien: qu'on en fasse, si l'on veut, un magasin à fourrage."

<sup>62</sup> Chelmevières. Op. cit.p.145.

<sup>63</sup> Idem. p.146.

Nous avons dans ces lignes l'aboutissement du songe inspiré de façon plus ou moins directe par Westminster. Nation, Religion, Art, mémoire, racines doivent consolider ensemble l'édifice chancelant, et selon l'idée de Chennevières, il s'agit là de la seule voie raisonnable pour le Panthéon-Sainte-Genneviève. Les réalisations faites sous la direction de Chennevières reflètent tout à fait cet état d'esprit. Patriotisme et nationalisme s'inscrivent de concert sur les murs du Panthéon, dans un programme de fresques moins étoffé que prévu, mais malgré tout significatif.<sup>64</sup>

Ce que n'a pas saisi Chennevières, c'est le besoin qu'a la République de trouver des points d'appui symboliques, de fonder sa propre mémoire, qui ne peut être uniquement une habile synthèse où les traumatismes précédents seraient résolus dans une voie médiane et conciliatrice. L'idée de République est l'objet d'un âpre combat et si elle n'est pas encore une valeur neutre, elle ne peut s'accommoder d'un Panthéon neutre. Ce qui est destiné à rester de cette idée, c'est l'importance de l'artiste vis à vis du Panthéon, non seulement en tant que décorateur, mais encore comme support de l'idéologie nationale, comme reflet de l'Histoire et de la mémoire du siècle.

### **Le débat de 1881**

L'illusion qu'avaient timidement nourrie (ou qui au moins en avaient laissé la possibilité théorique) la plupart des gouvernants de voir naître un Panthéon-Sainte-Genneviève neutre s'efface entre 1880 et 1885. A cette époque, les propositions de laïcisation reprennent de la vigueur, même si elles sont contenues par le pouvoir et l'Eglise jusqu'en 1885. Ces sont les élections législatives de 1876-77 et la victoire républicaine, qui ouvrent la voie à la reconquête laïque du Panthéon.<sup>65</sup>

Le 21 mai 1881, le député d'extrême gauche Benjamin Raspail avançait à la Chambre la proposition de "rétablir dans toute sa teneur le décret de 1791", assortie des explications suivantes:

Le devoir de la Chambre est dès lors tout tracé, et il lui appartient, en renouant la chaîne des temps, de reprendre, en ce qui concerne le Panthéon, l'oeuvre des législateurs de 1791. Il ne faut pas perdre de vue, au surplus, que la prise de possession par le clergé de cet édifice a été une

---

<sup>64</sup> Puvion de Chavannes réalise notamment quelques tableaux dans le cadre de ce programme, dans lequel se fondent les aspirations de Chennevières et celle de Bonefoy, le doyen de Sainte-Genneviève.

<sup>65</sup> Le conseil municipal de Paris avait bien émis un vœu dans ce sens en 1875, mais en vain.



véritable usurpation qui n'a même pas eu l'excuse de la nécessité.<sup>66</sup>

Le 18 juin, la Chambre examine la proposition. M. Achard, rapporteur du projet, soutient l'idée de Raspail:

Aucune objection sérieuse ne saurait dès lors être soulevée contre le projet de loi de M. Raspail, et il serait vraiment inouï que ce que la Royauté bourgeoise de 1830 a fait, notre République hésitât à le faire!<sup>67</sup>

Ensuite, la proposition est certes repoussée, mais le clergé est suffisamment inquiet pour que l'archevêque de Paris publie une lettre qu'il envoie au ministre des Cultes.<sup>68</sup> Le prélat y fait part de son indignation, et demande au gouvernement d'éviter désormais que ce débat ne soit relancé. Guibert s'adresse directement au ministre des Cultes, en prenant soin de rendre publique sa démarche, et pour lui, c'est le rôle de ce ministre de préserver les intérêts de la Religion. L'archevêque reprend aussi le thème de la légitimité de l'attribution religieuse de l'église, et argue d'une fréquentation massive par les parisiens pour repousser toute idée de changement d'affectation. Sur un ton pathétique, dans des envolées lyriques dont il est coutumier, il met en oeuvre toute la logique catholique qui s'est étoffée autour de Sainte-Geneviève, et qui inclut patriotisme, nationalisme, retour aux racines, destination primitive,<sup>69</sup> références au vrai peuple et dénigrement de la Révolution.

Le peuple de Paris vient avec confiance et amour invoquer sa bonne sainte: il ne viendrait même pas par curiosité visiter des mausolées.<sup>70</sup>

La campagne de reconquête ne s'arrête pas pour autant sur ces injonctions archiépiscopales. On en parle de plus en plus, aussi bien à la Chambre que dans la presse.

En 1883, Berner publie un dithyrambe<sup>71</sup> consacré au Panthéon, dans une lignée révolutionnaire et laïque. Il y exalte les grands hommes de la philosophie et de la

<sup>66</sup> AN. F. 21 845 Chambre des Députés. Session du 18 juin 1881. Rapport de M. Achard.

<sup>67</sup> Idem.

<sup>68</sup> Guibert (J. Hypp. card.) Lettre de son Eminence le Cardinal Archevêque de Paris à M. le Ministre des Cultes sur le projet d'enlever l'Eglise Sainte-Geneviève à sa destination religieuse. Paris. Lévé. 1881. 9p.

<sup>69</sup> "Restituer le Panthéon, c'est à dire l'église Sainte-Geneviève à sa destination primitive, n'est pas une oeuvre à faire; le décret du 6 décembre 1851 l'a depuis longtemps accomplie." Idem. p.4.

<sup>70</sup> Idem. p.7.

<sup>71</sup> Bernier (Constant) Sensations. Paris. Bener. 1883. 343p. "Au Panthéon" p.199.

politique, de Descartes à Manuel, en passant par Voltaire, Jean-Jacques Rousseau et Foy. Après avoir loué avec ardeur le culte des grands hommes :

Revis grand homme et viens parler  
Que la liberté te ramène  
(...)  
Ne sont-ils pas des dieux, les hommes  
Qui nous ont faits ce que nous sommes?  
Le poète conclut par ces vers:  
Et toi, beau Panthéon, devant eux r'ouvre toi!  
A tes nobles destins arraché par l'Eglise,  
Au culte qui te divise  
Rendu par la patrie accorde tes autels;  
Les grands hommes sont morts, fais qu'ils soient immortels.

Viollet-Le-Duc donne pour sa part dans son ouvrage Les Eglises de Paris<sup>72</sup> la parole à Edgar Quinet,<sup>73</sup> et permet à celui-ci de revenir à la charge. La réflexion est dans cet ouvrage soigneusement théorisée, et Quinet choisit ses arguments avec soin et méthode, dans le but d'accréditer l'idée d'un Panthéon laïc par essence. Il entend tout d'abord prouver que l'architecture imaginée par Soufflot pour le Panthéon est incompatible avec la religion, et contient déjà en elle les caractéristiques propres à exalter la mémoire des grands hommes, et à travers eux, de la nation :

Ce qui se montre le moins dans son monument, c'est la patronne et la sainte à laquelle il est érigé. (...) La vieille France en est absente. Soufflot n'a pas bâti son édifice sur la légende.<sup>74</sup>

Pour Quinet, Soufflot était imprégné des valeurs des Lumières, et son monument l'est aussi, irréversiblement. Il y aurait donc incompatibilité entre la vénération de l'humble bergère de Nanterre et les hautes colonnes du monument, trop imposantes pour la frêle créature de Dieu :

Ces voûtes sont-elles faites pour les cantiques d'une gardeuse de brebis? Elles semblent bien

<sup>72</sup> Viollet-Le-Duc, Les Eglises de Paris, Paris, C. Marpon et E. Hammarion, 1883, p.130-168; "Le Panthéon", par E. Quinet".

<sup>73</sup> Ce n'est pas la première fois que cet auteur s'exprime à propos du Panthéon. En 1837, déjà, lors de l'affaire du fronton, il avait envoyé d'Heidelberg au journal Le Monde une lettre dans laquelle il prenait la défense de David d'Angers et de sa conception du Panthéon. (voir la Quotidienne du 18 août 1837, p.2)

<sup>74</sup> Idem., p.133-134.

plutôt résonner des échos d'un Tyrtée ou, peut-être encore, d'une Marseillaise.<sup>75</sup>

L'architecte, qui eut d'ailleurs le sentiment d'avoir échoué, aurait érigé un temple des grands hommes sans le savoir, il aurait façonné à l'avance un écrin pour des idées qui n'étaient qu'en gestation à son époque. Il aurait pressenti un besoin de la Nation, ou plutôt aurait érigé un édifice incompréhensible jusqu'à ce que la Révolution lui donne un sens :

Qui donc révéla le sens de cette énigme de pierre? Qui lui donna son vrai nom? La Révolution française.<sup>76</sup>

Pour Quinet le temple reçoit son âme de la Révolution. Avant, il n'était qu'une coquille vide, qu'une aberration architecturale anachronique et déplacée. Le Panthéon devient en 1791 l'apothéose de la France, il prend tout son sens avec le culte de la Liberté et des grands hommes. Quinet s'inscrit donc en faux contre la tradition conciliatrice, et il voit dans la pierre même du bâtiment les signes de sa destination laïque et nationale. Il loue alors aussi David d'Angers, qui raisonnait de la même façon que lui. La Révolution sortait le Panthéon du désert et le donnait en "spectacle permanent au peuple" et David reprenait le flambeau.

Le Panthéon-Sainte-Genève est aussi pour Edgar Quinet, comme pour nombre d'auteurs qui ont écrit à ce sujet, le monument le plus significatif des revirements de la politique française du demi-siècle qui précède :

Monument de Janus au double visage, l'un tourné vers le passé, l'autre vers l'avenir, il change de nom suivant la différence des temps! Regardez Eglise ou temple, Sainte-Genève ou Panthéon, il pourrait à lui seul si la Révolution est vaincue ou victorieuse.<sup>77</sup>

Pour l'auteur encore, la désaffection envers le culte des grands hommes est non seulement un échec de la Révolution, mais aussi le signe du manque d'audace de son époque, et s'il prône d'une façon toute rhétorique la réconciliation des deux mémoires, celle de Geneviève et celle de Voltaire, il a choisi son camp: il désire que le Panthéon soit rouvert aux grands hommes.

Les morts sont patients, qu'ils attendent.<sup>79</sup>

---

<sup>75</sup> Idem. p. 139.

<sup>76</sup> Idem. p.140.

<sup>77</sup> Idem. p.144.

<sup>78</sup> Idem. p.154-155.

<sup>79</sup> Idem. p.168.



Les catholiques ont beau souligner de plus en plus la parenté entre la basilique et les destinées de la nation française, et exalter encore les mérites irremplaçables de leur sainte,<sup>110</sup> le climat est bien au début des années 1880, avec l'affermissement progressif des idées et des institutions républicaines, à un retour du Panthéon à la laïcité. Il ne manque que le choc capable de renverser la tendance. Il ne manque qu'un grand homme pour que l'on rouvre le temple des grands hommes, et que les résistances cléricales soient balayées par le renouveau des idéaux révolutionnaires, assortis d'une dimension nationale et républicaine plus spécifique.

### Victor Hugo et le Panthéon

*Grands hommes! Voulez-vous avoir raison demain?*

*Mourrez aujourd'hui.<sup>B</sup>*

Ce grand homme ne peut être que Victor Hugo, le poète national, légende vivante qui par sa mort peut conférer pérennité et solidité à un changement d'affectation du Panthéon. Victor Hugo représente ~ le dix-neuvième siècle, dont il a connu sur le plan politique les balbutiements, avant de s'engager fermement dans la voie de la République. Seule une personnalité de son ampleur pouvait donner lieu lors de son décès à l'événement considérable susceptible de renverser toutes les inerties du Panthéon-Sainte-Genève. Dans tout le pays, le nom de Victor Hugo<sup>82</sup> est déjà synonyme de grand homme. Ce personnage résume le siècle, et la République y trouve un fondement symbolique naturel. Le grand homme, c'est Victor Hugo. L'auteur des Misérables et de Notre-Dame de Paris est à la fois une incarnation de la Nation, de la politique, de l'Histoire, du talent, et de la sagesse, et sa longévité exceptionnelle lui confère le dernier argument en faveur de son élévation immédiate au statut de grand homme.

Sa mort rend la patrie orpheline, en même temps qu'elle lui permet d'entrer dans une nouvelle phase de développement, notamment au Panthéon. Le Panthéon qui naît de la mort d'Hugo est en effet un Panthéon renouvelé, la notion de grand homme y est réhabilitée et redéfinie dans un sens républicain. Il ne s'agit plus d'un substitut quelque peu miif au culte chrétien, mais de la mise en place de références

<sup>80</sup> Par exemple dans Histoire et description complète de l'Eglise Sainte-Genève. Paris. Blanc-Pascal. 1885. 72p.

<sup>81</sup> Hugo (Victor) Sur Mirabeau. Ed. Massin. t.V (1834) p.192.

<sup>82</sup> Hugo habite l'avenue qui porte déjà son nom. Il est déjà un grand homme avant sa mort..

républicaine et morales, de la construction d'une mémoire nationale et laïque, car il s'agit aussi d'une victoire de la laïcité sur le clergé.&3

Le 19 mai 1885, le Figaro annonce que Victor Hugo est malade. Le Président de la République a fait prendre de ses nouvelles, et un ministre, Freycinet, lui a rendu visite. Le poète aurait déclaré :

C'est la fin, je sens que je vais mourir.<sup>84</sup>

Là commence ce que Ben-Amos nomme "l'apothéose de l'événement spectacle",<sup>85</sup> la grande mise en scène du décès du poète, avec tout son cérémonial. Durant l'agonie d'Hugo, une procession de visites au grand homme s'organise rapidement. Le Président fait prendre de ses nouvelles toutes les heures, alors que les grands personnages de la nation, du monde littéraire, artistique et politique se succèdent à son chevet, recueillant ses dernières paroles, ses derniers souffles. Le 20 mai par exemple, le Figaro cite Dumas, Clémenceau, J. Simon, Renan, Saint-Saëns et Maxime du Camp.

La presse suit aussi l'évolution de la maladie avec le plus de précision possible. Tous les jours, des bulletins de santé sont publiés, des vœux émis. Mais rapidement, l'issue ne fait plus de doute. Le 21 mai, le Figaro souligne déjà que les obsèques seront civiles et se dérouleront au Père-Lachaise. Le 21 aussi, le cardinal Guibert, qui vient de recevoir l'extrême onction,<sup>86</sup> propose de prodiguer ce même sacrement au malade. Le clergé commence le siège de Victor Hugo, dans l'espoir de ramener celui à des pensées pieuses au moment de la mort. Tout le monde a compris que l'enjeu est capital pour la République toute entière, et autour du poète, une sorte de garde laïque se met en place, avec le député Edouard Lockroy, dans le but d'éviter tout délire chrétien du poète qui pourrait être utilisé par le clergé à des fins politiques. Des caricatures sont publiées dans la presse satirique, montrant Guibert avec un filet à papillon juché sur le toit de l'hôtel particulier du poète, dans l'espoir de recueillir son âme au passage. Le Figaro du 22 mai rend bien compte de cette opposition entre le clergé et les laïcs autour du corps agonisant de Victor Hugo, et surtout de son âme :

Mme Edouard Lockroy a reçu hier la lettre suivante :

Archevêché de Paris, le 21 mai 1885

<sup>83</sup> Sur tous ces événements, voir aussi: Ben Amos (Avner) "Les funérailles de Victor Hugo" in Les Lieux de Mémoire, t.I p.473-522.

<sup>84</sup> Le Figaro, Mardi 19 mai 1885, p.1.

<sup>85</sup> C'est le sous-titre de son article.

<sup>86</sup> Le Figaro du 3 avril 1885.

Madame,

Je prends la plus vive part aux souffrances de M. Victor Hugo et aux alarmes de la famille. J'ai prié au saint sacrifice de la messe pour l'illustre malade. S'il avait le désir de voir un ministre de notre religion, quoique moi-même encore faible, et en convalescence d'une maladie qui ressemble beaucoup à la sienne, je me ferais un devoir bien doux d'aller lui porter les secours et les consolations dont on a un si grand besoin dans ces cruelles épreuves. (...)

Hippolyte Guibert.

M. Edouard Lockroy a immédiatement répondu:

(...) Quant à M. Victor Hugo, il a déclaré ces jours-ci encore qu'il ne voulait être assisté pendant sa maladie par aucun prêtre, d'aucun culte. (...)<sup>87</sup>

Les conditions d'un nouvel affrontement entre Religion et laïcité sont donc réunies dans cet événement. Hugo en a certainement conscience, et il sait que l'annonce de sa mort sera un événement considérable pour la nation, un événement politique de première importance pour la mise en place et l'affirmation de la mémoire républicaine. Le Panthéon n'est encore évoqué nulle part, mais les données du problème sont toutes en place dès avant la mort du poète. Autour de son lit de mort se joue le même drame que celui qui s'est joué un demi-siècle durant autour du Panthéon-Sainte-Genève, l'Eglise et République (ou Révolution) se disputant le bénéfice de la possession d'un symbole aussi important et représentatif de l'histoire du pays.

La nouvelle de la mort de Victor Hugo tombe le samedi 23 mai. Dans le Figaro de ce jour, elle s'étale en gras sur six colonnes à la une. Auguste Vitu rédige la première réaction du journal:

Victor Hugo n'est plus. La main me tremble en annonçant cette irréparable catastrophe (00) C'en est fait, Victor Hugo, entré vivant dans la postérité, entre aujourd'hui glorieux dans la mort.

Toutes les institutions de la Nation prennent immédiatement le deuil, de l'Élysée au Parlement, en passant par l'Académie. L'organisation des obsèques débute alors. Dès le 24 mai, la presse catholique<sup>88</sup> craint de voir l'église Sainte-Genève arrachée à la religion.

A la même époque, au Père-Lachaise, des nostalgiques de la Commune provoquent des incidents graves en arborant le drapeau rouge, ce qui est interdit.<sup>89</sup> Le cimetière de l'est parisien est donc un lieu sensible, et cette agitation communarde a peut-être encouragé certains à prôner le rétablissement du Panthéon pour Victor Hugo. Le 26 mai, le député Anatole de La Forge saïsha Chambre d'un

<sup>87</sup> Le Figaro. Vendredi 22 mai 1885, p.1.

<sup>88</sup> Voir le Français et la Défense.

<sup>89</sup> Le Figaro du lundi 25 mai 1885.



projet d'inhumation d'Hugo dans un Panthéon rouvert aux grands hommes. Le 27, la décision est connue: le décret de Jules Grévy, qui rend le Panthéon aux grands hommes, est daté du 26 mai 1885 :

Le Panthéon est rendu à sa destination primitive et légale. Les restes des grands hommes qui ont mérité la reconnaissance nationale y seront déposés.<sup>90</sup>

C'est le 6 juin qu'ont lieu les obsèques. Elles consacrent le triomphe de la logique d'affrontement au Panthéon-Sainte-Genève sur celle de conciliation qui avait paru prendre place peu à peu depuis 1830. Il n'est plus question désormais d'unir la mémoire nationale autour des valeurs du christianisme et de l'héritage de la Révolution française. Le besoin qu'a la République naissante de reposer sur des assises symboliques fortes efface toutes les voies médianes qui jusque-là avaient prévalu, et autour de la dépouille de Victor Hugo les bribes d'une mémoire nationale et républicaine se rassemblent, pour former le Panthéon que nous connaissons aujourd'hui.

Le six juin donc, le cortège part de l'Arc de Triomphe de l'Etoile, qui a été aménagé pour l'occasion. Un immense catafalque a été bâti, le monument est drapé de noir, et dessous, le cercueil de V. Hugo repose en vue de la foule. On estime à plus d'un million l'assistance aux cérémonies. Il s'agit d'un phénomène sans précédent, l'émergence de la conscience de la foule dans l'opinion. Tout le monde craignait que ce monstre humain que représente un tel amoncellement d'hommes et de femmes ne connaisse des moments de folie destructrice. Mais tout se passe dans le plus grand calme, et dans un digne recueillement. A cette occasion, on se rend compte que la foule peut être docile et sage, et l'on s'en étonne.

Entre l'Etoile et le Panthéon, les Champs-Élysées, les boulevards Saint-Germain et Saint-Michel et la rue Soufflot sont noirs de monde. Cet itinéraire renoue avec la tradition révolutionnaire du cortège d'apothéose des grands hommes, que les régimes précédents avaient progressivement réussi à détourner sur l'autre rive de la Seine, loin du Panthéon.

C'est à tous les titres une renaissance du Panthéon, une apothéose, au travers de celle du poète, du monument lui-même, et du siècle qu'il représente. C'est la première fois depuis 1815 que quelqu'un est enterré au Panthéon, et il s'agit d'une occasion de jeter un regard rétrospectif sur le siècle tout entier. Par delà l'impression d'enchaînement inexorable des régimes, poind la cîme d'un Panthéon qui a survécu à toutes ces péripéties, et qui en garde la marque. A partir de 1885, le Panthéon devient un peu le temple du dix-neuvième, comme il était celui du dix-huitième pour les catholiques des années 1830.

<sup>90</sup> Le Figaro du mercredi 27 mai 1885. p.1.

Le choc de la mort de Victor Hugo a permis de renouer avec une tradition perdue, et de la réinterpréter au goût du jour. Les thèmes dont nous avons étudié l'évolution entre 1830 et 1851 reprennent toute leur vigueur et leur signification; et les catholiques de protester contre cette éviction induite, les gens de gauche de crier victoire.

L'Etat verse 3 000 francs de dédommagements à l'abbé Bonnefoy, doyen de Sainte-Geneviève, et auteur de plusieurs ouvrages sur le monument de Soufflot, pour les calorifères qui se trouvaient dans le Panthéon lors du changement d'affectation.<sup>91</sup> C'est tout ce que l'Eglise obtient en compensation de la perte de la basilique. Le 29 mai, le cardinal Guibert protestait pourtant violemment auprès du ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, dans une lettre publique que reprirent de nombreux journaux.<sup>92</sup>

L'archevêque estimait faire son devoir en s'élevant officiellement contre la spoliation. Il va se voir qu'il ne fut point écouté, mais la similitude entre son discours et celui de ses prédécesseurs est frappante. Guibert est d'ailleurs très au fait de l'histoire du monument, et on imagine que Bonnefoy l'a conseillé dans la rédaction de sa diatribe. Il cite Guizot regrettant sa décision de 1830, il proteste contre le terme de "destination primitive", à la manière des nombreux auteurs catholiques qui se sont exprimés sur le sujet en plusieurs décennies. Enfin, le cardinal se désole de la perte de l'église de la protectrice de Paris, et considère cela comme un funeste augure pour le régime. Sa lettre finit par une vision apocalyptique d'une République impie:

Dès à présent il n'est pas difficile de prévoir les conséquences de cette politique qui livre une à une les institutions les plus respectables pour donner satisfaction aux exigences toujours plus croissantes de l'esprit de désordre. Tout sera emporté, la fortune publique et privée, l'ordre de la rue, la sécurité des personnes.

Cette protestation provoque comme il se doit l'ire du gouvernement, et Goblet, le ministre auquel elle était adressée initialement le fait savoir sans délai dans une réponse publique à l'archevêque.<sup>93</sup>

Les catholiques comprennent rapidement cependant, notamment à la vue de la foule venue pleurer Hugo, que la partie est perdue, et le Panthéon entre assez sereinement dans une nouvelle période de son histoire. Un Panthéon laïc est né, le monument du dix-neuvième sur lequel la République commence à fonder sa

---

<sup>91</sup> A.N. F, 21 3409 A.

<sup>92</sup> L'Appel au Peuple. 7 juin 1885. p.l.

<sup>93</sup> Idem.

mémoire. La référence révolutionnaire fait place à une interprétation plus large de l'histoire du pays, en conformité avec les nécessités de la mise en place du nouveau régime.

Mais comme toujours pour le Panthéon au dix-neuvième siècle, un élément vient s'inscrire en faux contre les tendances de surface, et nous amène à nuancer les apparences. En 1830 il s'agissait des réticences du gouvernement, en 1851, de la possibilité théorique laissée par les décrets à une poursuite de la référence aux grands hommes. En 1885, on laisse la croix au sommet du dôme du Panthéon.

A une époque où l'on conçoit la tour Eiffel, personne n'est dupe lorsqu'une impossibilité technique est invoquée pour justifier cette demi-mesure. La croix pèse environ cinq cents kilos, et il aurait très facile de l'ôter, si on s'en était donné les moyens. Mais la volonté politique de commettre cet acte, sacrilège aux yeux des catholiques, n'existe pas, et le gouvernement, sans fournir d'explication, laisse le symbole du christianisme couronner le monument des grands hommes.

H. Ruhierre, rédacteur au journal bonapartiste l'Appel au Peuple a saisi toute l'ambiguïté de la indécision des autorités à ce sujet, et écrit le 7 juin 1885 un article d'une grande virulence. On y lit les sentences suivantes:

Une seule chose subsistera, c'est la croix (...) écrasant tous ces nains dont on veut faire des dieux.

Quelques mois plus tard, le père Loyson organise une conférence sur la croix du Panthéon.<sup>94</sup> On peut y déceler, chez ce catholique modéré, les premiers signes d'un ralliement à l'idée de Panthéon, et donc de République. Cet ecclésiastique est très attaché à la définition de la Nation française. Pour lui, la croix qui subsiste au sommet de l'édifice est le gage de la bonne volonté des autorités, et l'assurance de l'existence d'une voie médiane de type Westminster. Pour l'abbé, les responsabilités dans le retour du monument à un destin agité sont partagées. Le clergé aurait été trop intransigeant vis à vis du culte des grands hommes.

Quand l'Angleterre veut honorer ses grands morts, elle leur ouvre l'antique abbaye de Westminster. Le clergé, qui en a la garde, ne se croit pas obligé d'instituer une enquête sur l'orthodoxie de chacune de leurs pensées, sur la moralité de chacun de leurs actes. Grand spectacle, Messieurs, que celui d'une église chrétienne assez ferme dans sa foi, assez large dans sa charité, assez sûre d'elle-même et de ses contemporains, pour recevoir des mains respectueuses de la libre-pensée la dépouille de Darwin!<sup>95</sup>

<sup>94</sup> Loyson (père Hyacinthe) "La croix du Panthéon" in Revue Chrétienne, 10 septembre 1885, p.577-593. Texte d'un discours prononcé au cirque d'hiver.

<sup>95</sup> Idem., p. 578.



Le père Hyacinthe demande alors l'institution d'un culte national au Panthéon. Il croit en la valeur pédagogique de la sépulture des grands hommes.

Quand nos neveux entreront sous ces voûtes, ils se sentiront en contact avec une religion, celle de la patrie, et, malgré l'éducation qu'on veut leur donner, par delà le divin, qui est l'adjectif, ils entreverront Dieu, qui est le substantif.<sup>96</sup>

Il s'agit donc là d'une vision unificatrice du Panthéon. Elle est bien sûre très minoritaire (Loyson n'est suivi que par la moitié de son auditoire. L'autre moitié se prononce pour l'éradication de la croix, afin que les choses soient claires) mais montre que malgré les profonds changements auxquels il est soumis, le Panthéon secrète toujours des réactions marginales d'apaisement.

Il reste qu'avec Victor Hugo est né le Panthéon de la Troisième République, le monument de la mémoire du dix-neuvième siècle. Chacun a compris en 1885 que ses vicissitudes passées sont aussi celles de la France politique, et que dans le prisme que constitue ce monument, se lit le lent et difficile cheminement du pays vers la République. Les aménagements réalisés après 1885 confirment d'ailleurs cette vue, de même que la série d'inhumations vient redonner vie à la crypte. L'espace en surface reste pour sa part désespérément vide, malgré les décorations, toujours désert.

---

<sup>96</sup> Idem. p. 581.

## CONCLUSION

Un des principaux enseignements de cette étude sur le Panthéon au dix-neuvième siècle est peut-être la relativisation des lignes de partage, évidentes jusque-là, entre un Panthéon révolutionnaire et une église dédiée à sainte Geneviève. On s'aperçoit, en fréquentant les archives de la période et l'ensemble des brochures, textes et articles édités à ce sujet, que l'idée de Panthéon se trouve souvent atténuée par rapport à sa définition héritée du dix-huitième siècle, et que, de plus, l'église Sainte-Geneviève possède certaines caractéristiques essentielles d'un Panthéon.

A partir de 1830, on ne retrouve plus vraiment trace du thème révolutionnaire de Panthéon dans une acception stricte. On ne croit plus au culte des grands hommes de la même façon qu'en 1791, personne n'a réellement la prétention de substituer ce culte à la religion catholique. Le plus fréquemment, le concept de Panthéon est tempéré par une volonté plus ou moins claire de rompre avec le dualisme fatal qui a prévalu depuis 1791 et qui a causé tant de maux à l'édifice.

Il faut dire aussi que les différents pouvoirs qui se sont succédé entre 1830 et 1885 ont tous, à un moment ou à un autre, connu une certaine appréhension devant le monument de Soufflot, et tenté d'en réduire la force symbolique, par le biais d'autres réalisations concurrentes, ou par des demi-mesures. L'idée de Panthéon, d'un lieu de mémoire nationale, dédié aux grands hommes et décoré par de grands artistes, trouve ainsi une réalisation fragmentaire et détournée à Versailles, aux Invalides, à la Bastille, voire à Saint-Denis. Pour leur basilique Nationale les catholiques abandonnent aussi Sainte-Geneviève, trop sujette aux retournements de la politique, pour prôner à Montmartre l'édification du Sacré-Coeur. (La décision est prise en 1873, et la construction débute en 1875, pour s'achever en 1914.) Le Sacré-Coeur, autre église votive, située elle aussi au sommet d'une colline qui domine Paris, remplace en quelque sorte une église Sainte-Geneviève que l'on renonce à vouloir un jour reconquérir entièrement, de peur des conséquences toujours imprévisibles en ce genre d'endroit. Ce Sacré-Coeur, uniquement chrétien, consacre l'échec de Sainte-Geneviève en tant que basilique chrétienne nationale et le renoncement des catholiques à réinvestir sur la

montagne Sainte-Geneviève leur basilique d'une atmosphère de pureté et de religiosité.

Le Panthéon-Sainte-Geneviève, à cause duquel chaque "camp" a subi des échecs cuisants, est donc peu à peu délaissé, non seulement au plan symbolique, mais aussi physiquement, matériellement, et seule l'idée de République et son besoin d'assise symbolique saura pour un temps lui redonner vie.

Car la logique d'affrontement entre la Religion et la Laïcité renaît, avec d'autres ressorts, au début des années 1880, et triomphe en 1885. Le Panthéon revient à un stade antérieur, où il n'était pas encore effacé, et les funérailles de Victor Hugo marquent l'apogée de cet état de renaissance. On renoue à cette époque avec ce qu'avait été le Panthéon des dizaines d'années plus tôt, on reconsidère son histoire, et croit entrevoir une issue à l'impasse dans laquelle celle-ci se trouvait. Il faut bien le dire, jamais vraiment ce monument n'aura été plus intégré dans la ville et ses lieux symboliques que ce jour là. Mais 1885 n'est ni un retour complet à 1791, ni une réédition de 1830 ou de 1848. Les enjeux sont différents, et la manière de considérer le Panthéon a changé.

L'histoire du Panthéon au dix-neuvième siècle, c'est un peu l'histoire d'un effacement, d'une lutte acharnée entre deux définitions du monument, qui ne trouve de résolution que dans l'esquive. A l'image de ce siècle, le Panthéon-Sainte-Geneviève connaît d'intenses soubresauts et des phases d'apaisement, dans une succession d'événements ou de non-événements impressionnante par sa diversité. La construction de l'idée nationale chez les catholiques peut s'y lire en filigrane, de même qu'une évolution certaine de l'utilisation par la gauche des thèmes et des traditions révolutionnaires. La passion et l'emportement font place au calcul politique, la conception de la mémoire nationale évolue en fonction des besoins de légitimité du régime en place.

Il est avéré que le Panthéon n'est réellement vivant que lorsqu'il s'inscrit dans un projet politique fort, lorsqu'il peut prendre place dans une ligne de politique de la mémoire positive, voire quelque peu violente. Dès que les enjeux se sont déplacés, que le besoin d'effacer les traumatismes de la nation et de réconcilier celle-ci autour de valeurs acceptables par tous se fait ressentir, il est au contraire une trace encombrante d'un état antérieur, le stigmate douloureux de déchirements que l'on prétend dépasser.

Par ailleurs, le Panthéon, pour Roland Dorgelès, qui s'inscrit dans la lignée des



catholiques protestataires, est un "espace inutile avec de l'architecture autour".<sup>1</sup> C'est sans doute cette impression de vide qui revient le plus souvent dans les commentaires, les études ou les pamphlets consacrés au monument. Les moments sont rares où ce lieu paraît bien utilisé, mis en valeur. L'immensité qui s'étend sous les voûtes constitue un véritable défi que jamais, sauf à de rares et éphémères occasions, les tenants du Panthéon laïc n'ont su relever. Les catholiques remplissaient l'espace avec des chaises et des autels, mais ni les autels républicains, ni les cérémonies profanes n'ont apporté la solution idéale qui seule aurait pu combler le vide, donner vie à l'édifice, à l'exception de deux ou trois journées exceptionnelles.

L'analyse de Roland Dorgelès, qui n'est pas neutre, est malgré tout pertinente. C'est le culte des grands hommes lui-même qui est remis en question par l'échec du Panthéon.

Pourquoi me demandais-je, pourquoi, sous prétexte d'honorer nos grands hommes, les enfermer derrière des grilles de prison? Croit-on, en les déposant dans ce frigidaire, les conserver plus longtemps? Mais ce séjour affreux les punait de leur gloire!<sup>2</sup>

Dorgelès demande alors qu'on ouvre une dernière fois les portes du Panthéon, non pour y faire entrer un nouveau grand homme, mais au contraire pour permettre à tous ceux qui y reposent de s'en échapper définitivement. On pense (pas forcément Dorgelès) à Jaurès et à son cimetière provençal, avec ses cyprès et le soleil couchant.

Cet échec du Panthéon, qui se lit aujourd'hui encore dans l'état de dégradation du monument et dans le fait que seule la crypte soit accessible au public, n'est cependant pas le fruit d'un pur hasard, ou d'une lacune du culte des grands hommes. Il est aussi le résultat des diverses stratégies successives qui ont eu pour but de rendre inoffensif un monument dangereux, porteur d'idées subversives. Si aucun régime n'a pu laisser tel quelle Panthéon, si le désir de contrôler ce lieu d'une manière ou d'une autre, a animé les gouvernants pendant des décennies entières, c'est bien qu'il renfermait des potentialités d'agitation et que sa situation et son histoire en faisait le lieu privilégié de l'expression des lignes de fracture de la société française.

Que l'on s'occupe du Panthéon-Sainte-Genève ou qu'au contraire l'on tente d'éviter que quelque cérémonie ou manifestation ne s'y déroule, cela relève du

---

<sup>1</sup> Dorgelès (Roland) Portraits sans retouche. Paris. Albin-Michel. 1952. 3ü5p. p.295. Chap.IX: Le frigidaire de la gloire.

<sup>2</sup> Idem.

même souci de ne pas laisser à ceux que la passion anime le soin de combler le vide dont souffre l'édifice.

Le Panthéon-Sainte-Geneviève entre 1830 et 1885, c'est donc un monument échoué au sommet de la colline qui domine Paris, une épave des temps précédents, mais tellement embarrassante que beaucoup ont cru résoudre les problèmes qu'il posait en le laissant à l'abandon.

## BIBLIOGRAPHIE

### SOURCES

#### Archives utilisées:

-Aux Archives Nationales:

\* A.N. F. 13: Bâtiments Civils.

522: Objets Généraux 1811-1842.

528 A: Comptes-rendus de travaux. 1841-1845.

549: Budgets. 1834-1836.

679: Personnel du Panthéon. 1812-1845.

1144: Eglise Sainte-Geneviève ou Panthéon. 1829-1830.

1145: Panthéon. 1831-1840.

\* A.N. F. 21: Beaux-Arts:

578: Le Panthéon. 1830-1833.

721: Commémorations. 1852.

722: Fêtes. 1852-1853.

843: Formation de la place du Panthéon. 1833-1840.

844: Panthéon. 1845-1848.

845: Panthéon. 1848-1885.

1452: Panthéon. Devis et comptes. 1828-1871.

3409 A: Panthéon: Anniversaires de la fête du roi et divers. 1830-1885.

\* A.N. F. 21 \*: 2570: Répertoire des travaux du Panthéon.

\* A.N. 56 A.J.: Agence du Panthéon.

36: Correspondance des architectes du Panthéon.

37: Généralités et affaires particulières.

40: Situation des travaux et devis. 1830-1840.

42: Etats récapitulatifs. 1834.

44: Entretien du Panthéon. 1836-1842.

\* A.N. C.P. 56 A.J. 11.

-Aux Archives de la Préfecture de Police:

\*A. A.

420: Evénements de 1830.

435: Divers.

451-498: Le Panthéon.



Sources imprimées:

- \* Alazard (Abbé Lucien) Denys-Auguste Affre, archevêque de Paris. Paris. C. Amat.. 1905. 690p.
- \* Appert (Benjamin) Dix ans à la cour du roi Louis-Philippe. Paris. Renouard. 1846.3 vol.
- \* Apponyi (Rodolphe, Comte) Vingt-cinq ans à Paris. (1826-1850). Journal du Comte Rodolphe Apponyi, attaché de l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Paris. Paris. Plon-Nourrit.. 1913-1926.4 vol.t. II 1831-1834. 527p.
- \* Armbruster (F.) Paul Chenavard et son oeuvre. Première partie: le Panthéon. Lyon. Mougin. 1887.
- \* Ballanche (Pierre Simon) Essai de Palingénésie sociale. Paris. Didot.. 1827. 278p.
- \* Baltard. Discours nécrologique prononcé par M. Baltard, architecte, au nom de l'École Royale des Beaux-Arts, sur la tombe de I. Rondelet, architecte, membre de la Légion d'Honneur et de l'Institut, le 27 septembre 1829. Paris. Fain. 1829. 4p.
- \* Bami (Jules) Napoléon et son historien. M. Thiers. Paris. 1869. 371p.
- \* Beauregard (Abbé Justin Barthélemy de) Le Panthéon, ou Sainte-Geneviève de Paris. Paris. Le Clère. 1836. 32p.
- \* Benjamin Panthéon charivari que, recueil de lithographies. Paris. Bauger. s. d.
- \* Bérard (F.) Souvenirs historiques sur la Révolution de 1830. Paris. Perrotin. 1834.507p.
- \* Berrier (C.) "Au Panthéon" in Sensations. Paris. 1833. 343p.
- \* Blanc (Charles) Exposition des cartons de Paul Chenavard pour la décoration du Panthéon. Paris. Chamerst.. 1876. 44p.
- \* Blanc (Louis) Histoire de dix ans. Paris. Pagnerre.. 1841-1844.3 vol.
- \* Bonnefoy (Abbé) Une visite à l'église patronale de Sainte-Geneviève. Paris. de Soye. 1878. 63p.
- \* Bonnefoy (Abbé) Une visite au Panthéon. Paris. de Soye. s.d. 36p.
- \* Bonneville (A.S.M.) Essai sur quelques monuments nationaux et d'utilité publique présentés au roi. Paris. David. 1830. 8p.
- \* Bonoeil Le Panthéon drôlatique. Paris. Baudoin. 1839. 268p.
- \* Cadart (Ferdinand) Panthéon poétique. Recueil de vers propres à orner la mémoire. Douai. V. Adam. 1838.
- \* Carlyle (Thomas) Les Héros. Le culte des héros et l'héroïque dans l'Histoire. Paris. A. Colin. 1888. 381p.
- \* Chennevières (Philippe de) Les Décorations du Panthéon. souvenirs d'un directeur des Beaux-Arts. Paris. L'Artiste. 1885. 146p.

- \* Damien (V.) Une visite au Panthéon à nos hommes célèbres. Paris. E Bigot.. s.d.2p.
- \* Deniset (Colonel) Saint-Jacques et Panthéon. Un épisode du 24 février 1848. Paris. Gros. s.d. 19p.
- \* Denys (Abbé A.) Etude historique sur l'église Sainte-Geneviève de Paris. Paris. 1853. Paginé 321-338..
- \* Dorgeles (Roland) Portraits sans retouche. paris. A. Michel.. 1952. 315p.
- \* Dulaure Histoire de Paris et de ses monuments. Paris. Fume. 1846. 663p.
- \* Dumonthier (Ernest) Histoire et Guide illustré du Panthéon. Paris.. C. Massin.s.d. 66p.
- \* Dumonthier (Ernest) Histoire et guide illutré du Panthéon. Versailles. Girardin.. s.d. 65p.
- \* Haubert (Gustave) Le dictionnaire des idées reçues. Paris. Le Castor Astral.. 1991. 92p.
- \* Fontaine (P.EL.) Journal des monuments de Paris. Paris. Ecole Supérieure des Beaux-Arts. 1987. 2 vol.. 1395p.
- \* Gérard (François) Correspondance. Paris. Lainé et Havard. 1867. Notice par Viollet-Le-Duc.
- \* Giraud (P.) Essai sur les sépultures. Paris. Jacquin. an VIII.. 19p.
- \* Grenier (Charles) Chant sacré sur la coupole de Sainte-Geneviève. Paris. Ponthieu. 1825. 28p.
- \* Guibert (Cardinal) Lettre de son éminence le cardinal archevêque de Paris à M. le Ministre des Cultes. sur le projet d'enlever à l'église Sainte-Geneviève sa destination religieuse. Paris. Levé. 1881. 9p.
- \* Guizot (François) Etude sur les Beaux-Arts en général. Paris. Didier.. 1858. 416p.
- \* Haumont (F.M.) "Epître à M. Gros sur la coupole du Panthéon" in Poésies Légères. Paris. 1851. 280p.
- \* Hugo (Victor) Oeuvre complètes. Paris. Gallimard. 1964.
- \* La Bedollière (Emile de) "Le Panthéon" in Paris historique et anecdotique. Paris. G. Havard. 1854. 95p.
- \* La Bedollière (Emile de) Le Nouveau Paris. Histoire de ses vingt arrondissements. 67 illustrations par Gustave Doré. Paris. Barba. 1860. Réed. Fac-Similé. Paris. Sacelp. 1986. 340p.
- \* Leclerc-Dupuy. Remarques et observations sur la composition et l'exécution du grand bas-relief qui se voit au fronton de la nouvelle église Sainte-Geneviève. Paris. Huzard. 1816. 16p.
- \* Limouzin-Lamothe (R.) Mgr de Quélen, archevêque de Paris. Paris. Vrin. 1955-1957. 2 vol..

- \* Limouzin-Lamothe (R.) et Leflon (J.) Mgr Affre, archevêque de Paris. Paris. Vrin. 1971. 399p.
- \* Loyson (Charles Jean-Marie, dit Père Hyacinthe) "La Croix du Panthéon" in Revue Chrétienne. nouvelle série, t.I. 10 sept 1885. p. 577-593.
- \* Lucas (Charles) Un projet de décoration du Panthéon et le concours de l'église du Sacré-Coeur. Paris. Palmé-Ducher. 1875. 42p.
- \* Maistre (Joseph de) Ecrits sur la Révolution. Paris. Puf. 1989. 239p.
- \* Montalembert (Charles de) "De l'Art religieux en France" in Revue des Deux Mondes. 1<sup>o</sup> décembre. 1837.p. 592-617.
- \* Montalembert (Charles de) Du vandalisme et du catholicisme dans l'art. Paris. Debécourt.. 1839.
- \* Monval (Jean) Le Panthéon. Paris. s.d. 16p.
- \* Ouin-Lacroix (Chanoine Charles) Histoire de l'église Sainte-Genève, ancien Panthéon Français. Paris. Sagnier et Bray. 1852. 236p.
- \* Ouin-Lacroix (Charles) Basilique Sainte-Genève, ancien Panthéon Français. Paris. Chauvin. 1867. 156p.
- \* Perrot (A.M.) Album Parisien. Cent vues gravées par Sureau et Couché, et description des principaux monuments de Paris. Paris. 1836.
- \* Pigeory (Félix) Les Monuments de Paris. Histoire de l'architecture civile, politique et religieuse sous le règne de Louis-Philippe. Paris. Hermitte. 1847. 692p.
- \* Planche (Gustave) "David d'Angers" in Revue des Deux Mondes. 1<sup>o</sup> mars 1856.p.73-99.
- \* Planche (Gustave) "Le Fronton du Panthéon par M. David" in Revue des Deux Mondes. 15 octobre 1837.
- \* Planche (Gustave) "Les Cartons de Paul Chenavard" in Revue des Deux Mondes. 15 janvier 1852.p.362-377.
- \* Playoult (Auguste) A Napoléon, la patrie reconnaissante. Paris. Pollet.. 1848. 4p.
- \* Pluchonneau (Aîné) Paris Aujourd'hui. poème historique des monuments érigés, achevés ou embellis de la capitale et de ses environs, pendant les quatorze années du règne de S.M. Louis-Philippe 1<sup>o</sup>. Paris. E. Proux. 1844. 16p.
- \* Quatremère de Quincy (Antoine Chrisostome) Notice historique sur la vie et les ouvrages de M. Gros. Paris. 1835.
- \* Quatremère de Quincy (Antoine) Recueil de notices historiques lues dans les séances publiques de l'Académie royale des Beaux-Arts. Paris. De Clère. 1834. 430p.
- \* Quinet (Edgar) "Le Panthéon" in Paris, Guide par les principaux écrivains et artistes de la France. 2 vol. Paris. 1867. p 658-672.



- \* Quinet (Edgard) "Le Panthéon" in Viollet-le-Duc (E. E.) Les Eglises de Paris. Paris. Marpon et Rammarion. 1883. 194p.
- \* Remusat (Charles de) Mémoires de ma vie. Paris. Plon. 1958-1967. 5 vol. II. 1820-1832.
- \* Rondelet (Antoine) Notice historique sur l'église de Sainte-Genève. Paris. Remquet. 1852. Up.
- \* Rondelet (Jean) Description du Panthéon Français. Paris. Chez l'auteur. 1804. 43p.
- \* Roquefort (B. de) Dictionnaire historique et descriptif des monuments religieux, civils, et militaires de Paris. Paris. Ferra. 1826.
- \* Saint-Pierre (Bernardin de) Harmonies de la Nature. Paris. Mesquignon-Marris. 1815.
- \* Salvy (Louis) Quelques réflexions d'un vieux croyant catholique sur le changement des sculptures, emblèmes et signes fait au frontispice du Panthéon, ci devant église Sainte-Genève. Paris. A. Pihan de la Forest. 1838. 4Op.
- \* Thiers (Adolphe) Discours Parlementaires. Paris. Lévy. 1879-1889. 16 vol.
- \* Vachon (Marius) "Le Panthéon", in Montrosier. Les chefs d'oeuvre de l'art au Luxembourg. Paris. Baschet. 1881.
- \* Vaudoyer (A.L.T.) Discours nécrologique prononcé sur la tombe de Jean Rondelet. Paris. Firmin-Didot. 1829. 4p.
- \* Vidieu (Abbé Auguste) Victor Hugo et le Panthéon. Paris. E. Dentu. s.d. (1887?). 212p.
- \* Vidieu (Abbé Auguste) Sainte-Genève. Paris. s.d.
- \* Viel (François) De la solidité des bâtiments. Paris. Chez l'auteur. 1806. 59p.

## Anonymes

- \* Description du fronton du Panthéon. Paris. De Gaultier-Laguione. 1837. Ip.
- \* Description du fronton du Panthéon. Paris. Gauthier. s.d. 12p.
- \* Description du fronton du Panthéon. Explication du bas-relief, le nom des personnages. Paris. Chassaignon. 1837. 12p. 2° Ed. 1838.
- \* Description historique du Panthéon. Paris. Gauthier. 1839. 12p.
- \* Deux Mots en faveur de Mgr l'Archevêque de Paris. Paris. 1837.
- \* Eglise gallicane (I) et ses maximes vengées contre les attaques de M. de Montalembert. Paris. 1853.
- \* Eglise Sainte-Genève ou le Panthéon Français (I). s.l.n.d. 14p.
- \* Histoire et description complète de l'église Sainte-Genève. Paris. Blanc-Pascal. 1885. 72p.

- \* Neuvaine de Sainte-Geneviève, pour le rétablissement de la santé de Mgr l'archevêque de Quélen. Paris. s.d. 1p.
- \* Notice sur la vie et les travaux de M. le Comte de Montalivet, pair de France, intendant général de la liste civile, ancien ministre de l'Intérieur, etc. Paris. La Renommée. 1842. 26p.
- \* Notice sur les fresques de Raphaël et de Michel Ange dont les copies sont exposées au Panthéon. Paris. de Giraudet et Jouaust.. 1847. 8p.
- \* Notice sur Monseigneur l'archevêque de Paris Hyacinthe Louis de Quelen. Paris Baudoin. 1840. 1p.
- \* Nouvelle description du fronton du Panthéon. Paris. Chassai gnon. 1837. 12p.
- \* Office de Sainte-Geneviève, patronne de Paris. Grand solennel, suivi de la description de l'église et des principaux tableaux. Paris. Chassai gnon. s.d.12p. Pascal.. 1885. 92p.
- \* Panthéon (le). Chanté à Paris, sur le théâtre du Panthéon. Metz. De Verronais. 1840. 1p.
- \* Panthéon (le). Chanson dédiée aux braves. Nancy. de Hinzelin. s.d. 4p.
- \* Panthéon Chantant (le). Paris. Roger. 1859. 1p.
- \* Panthéon de la foi (le). Annales et légendes religieuses. Paris. 24 rue Basse-Rempart. 1856. "Vie de sainte Geneviève" par G. d'Olbreuse. 18p.
- \* Panthéon des Artistes (le). Paris. 1846.
- \* Panthéon drôlatique, ou galerie pour rire. Paris. Marchands de nouveautés. 1839.
- \* Panthéon Nadar. Paris. L'Eclair. 1852.1 p.
- \* Patronne de Paris (la). Limoges. d'Ardant. 1850. 97p.
- \* Pendentifs du Panthéon. peints par M. Gérard. Paris. Bachelier.. s.d. 4p.
- \* Quelques réflexions d'un vieux croyant catholique sur le changement des sculptures, emblèmes et figures fait au frontispice du Panthéon, ci-devant l'église Sainte-Geneviève. Paris. A. Pihan de la Forest et Toulouse. 1838. 36p.
- \* Recueil des pièces lues dans l'exercice littéraire du 14 décembre 1823 au collège Sainte-Barbe. (Sur le Panthéon rendu au culte). Paris. De Cosson. 1824. 27p.
- \* Sainte Geneviève par ses prières arrête Attila et sauve la ville de Paris. Groupe en marbre de M. Maindron. Paris. 1857. 4p.

## Presse:

*publiques*

- \* Ami de la religion (l')
- \* Appel au Peuple (l')
- \* Avenir (l')
- \* Charivari (le)
- \* Constitutionnel (le)
- \* Courrier Français (le)
- \* Echo Français (l')
- \* Figaro (le)
- \* Gazette de France (la)
- \* Globe (le)
- \* Journal des Débats (le)
- \* Moniteur (le)
- \* National (le)
- \* Organisateur (l')
- \* Paix (la)
- \* Quotidienne (la)
- \* Révolution de 1830 (la)
- \* Siècle (le)
- \* Temps (le)
- \* Tribune (la)
- \* Union (l')
- \* Univers (le)

## ETUDES

### Ouvrages

- \* Adhémar (Jean) et Villa (Nicole) La légende napoléonienne. Paris. B.N. 1979. 89p.
- \* Agulhon (Maurice) Marianne au combat. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880. Paris. Rammarion. 1979. 251p.
- \* Agulhon (Maurice) Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914. Paris. Rammarion. 1989. 447p.
- \* Agulhon (Maurice) 1848 ou l'apprentissage de la République. Paris. Seuil. 1973. 250p.
- \* Albrecht (Marie-Rose et Marguerite-Cécile) David d'Angers. regards autour



d'un sculpteur. Angers. Hérault. 1987.

\* Bellanger (Claude) Godechot (Jacques) Guiral (Pierre) Terrou (Fernand) Histoire générale de la presse française. t.II de 1815 à 1871. Paris. Puf. 1970.

\* Biver (Marie-Louise) Le Panthéon à l'époque révolutionnaire. Paris. Puf. 1982. 131p.

\* Boinet (Amédée) Les Eglises parisiennes. UII Paris. Minuit. 1964.

\* Callot (Jean-Pierre) Histoire de l'Ecole Polytechnique. Ses légendes, ses traditions, sa gloire. Paris. Les Presses Modernes. 1958. 356p. Nlle Ed. Paris-Limoges. Charles Vauzelle. 1982. 495p.

\* Chevalier (Pierre) et Rabreau (Daniel) Le Panthéon. Paris. C.N.M.H.S. 1977. 64p.

\* Clark (T.J.) The absolute Bourgeois. Artists and politics in France. 1848-1851.. London. Thames & Hudson. 1973.

\* Collectif: Le Panthéon, symbole des Révolutions. De l'église de la Nation au temple de grands hommes. Paris. C.N.M.H.S. et Picard. 1989. 339p.

\* Collectif: Le Panthéon. De l'église de Soufflot au monument républicain. Paris. C.R.D.P./C.N.M.H.S. 1980. 36p. 12 diapos.

\* Collectif: Deux jeunes tambours. Tours. Musée des Beaux-Arts. 1989. 43p. (catalogue d'une exposition consacrée au monument de Sicard au Panthéon.)

\* Collectif: Paul Chenavard et la décoration du Panthéon de Paris en 1848. Lyon. Musée des Beaux-Arts. 1977. 98p.

\* Germer (Stefan) Historizitat und Wandbildern im Frankreich des 19. Jahrhundert. Ingres, Chenavard, Puvis de Chavannes. Hidelheim. Olms. 1988. 573p.

\* Girardet (Raoul) Mythes et mythologies politiques. Paris. Seuil. 1986. 212p.

\* Herbert (Robert Louis) Art in context: David, Voltaire, Brutus and the French Révolution. An essay in art and politics. London. Penguin. 1972.

\* Jardin (A.) et Tudesq (A.J.) La France des Notables. 2 vol. Paris. Seil. 1973.

\* Jauss (Hans Robert) Pour une esthétique de la réception. Préface de Jean Starobinski. Paris. Gallimard. 1978. 305p.

\* Marinan (Michael) Painting politics for Louis-Philippe. Art and ideology in Orleanist France. 1830-1848. New-Haven & London. Yale u.P.. 1988. 310p.

\* Mayeur (Jean-Marie) Les débuts de la Troisième République. 1871-1898. Paris. Seuil. 1973. 254p.

\* Ozouf (Mona) La fête révolutionnaire. 1789-1799. Paris. Gallimard. 1976. 340p.

\* Petzet (Michael) Soufflots, Sainte-Geneviève und der französische Kirchenbau des 18. Jahrhundert. Berlin. Walter de Gruyten. 1961.

\* Plessis (Alain) De la fête impériale au mur des fédérés. 1852-1871.. Paris.

Seuil. 1973. 250p.

- \* Pommier (Edouard) L'Art de la Liberté. Doctrines et débats de la Révolution Française. Paris. Gallimard. 1991. 502p.
- \* Starobinski (Jean) 1789 Les emblèmes de la raison. Paris. Flammarion. 1979. 225p.
- \* Todorov (Tzvetan) Théories du symbole. Paris. Seuil. 1977.
- \* Trouiller (Max) Un coin d'histoire à travers un monument de Paris: le Panthéon. Melun. Imp. adm. 1960. 24p.

## Articles

- \* Agulhon (Maurice) "La statuomanie et l'Histoire" in Ethnologie Française. 1978. p. 145-172.
- \* Agulhon (Maurice) "Propos sur l'allégorie politique" in Actes de la Recherche en sciences sociales. 1979. (28) p.27-32.
- \* Baecque (Antoine) "Le corps meurtri de la Révolution. Le discours politique et les blessures de martyrs. 1792-1794." in Annales historiques de la Révolution Française. n0267. Janvier-mars 1987. p.17-41.
- \* Baecque (Antoine) "Le sang des héros: figures du corps dans l'imaginaire politique de la Révolution Française." in R.H.M.C. t,XXXIV. Octobre-décembre 1987. p.552-586.
- \* Bonnet (Jean-Claude) "Naissance du Panthéon" in Poétique. n033. 1978. p.46-65.
- \* Braham (Allan) "Drawings for Soufflot's Sainte-Geneviève." in Burlington Mag. 1971. Vol.113. n° 823. p.582-592.
- \* Feyel (Gilles) "La diffusion nationale des quotidiens parisiens en 1832" in R.H.M.C. t, XXXIV Jan-mars 1987. p.31-65.
- \* Genet-Delacroix (Marie-Claude) "Vies d'artistes: art académique, art officiel et art libre en France: à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle" in R.H.M.C. t, XXXIII Jan-mars 1986. pAO-73.
- \* Godel (Jean) "L'Eglise selon Napoléon" in R.H.M.C. 1970. p. 837-845.
- \* Leith (James A.) "Les trois apothéoses de Voltaire" in Annales Historiques de la Révolution Française. n0236. avril-juin 1979. p.161-209.
- \* Lévi (Jean-Marc) "Les Travaux de Paris" in B.E.C. 1974. p.159-167.
- \* Mac William (Neil) "David d'Angers and the Panthéon commission" in Art History. n05 1982.
- \* Ozouf (Mona) "Le cortège et la ville, les itinéraires Parisiens des fêtes

- révolutionnaires." Annales E.S.C. septembre-octobre 1971, p.889-916.
- \* Petzet (Michael) "Un projet de Claude Perrot pour l'église Sainte-Geneviève de Paris." Bulletin Monumental. 1957.1.115. n02. p.72-75.
- \* Rabreau (Daniel) "Le Panthéon." in Monuments Historiques. 1986. n° 144. p. 21-25.
- \* Richer (Jean) "Une collaboration inconnue. La description du Panthéon de Paul Chenavard par Gautier et Nerval." in Archives des Lettres Modernes. 1963. (2). n048.
- \* Rosenthal (Léon) "La Peinture monumentale sous la Monarchie de Juillet." in Revue de l'art ancien et moderne. Paris. t.XXXII. Oct.1912.
- \* Strandberg (Runar) "Projets inédits pour la façade de Sainte-Geneviève et la place du carré Sainte-Geneviève." in Bulletin de la Société Hist. Art. Française. 1972. pA5-59.
- \* Tatin (Jean-Jacques) "L'homme du peuple au Panthéon." in R.H.M.C. 1,XXXI 1. Oct.dec. 1985. p.537-560.
- \* Tatin (Jean-Jacques) "Relation de l'actualité, réflexion politique et culte des grands hommes dans les almanachs de 1760 à 1793." in Annales historiques de la Révolution Française. n0261. juillet-septembre 1985. p. 307-316.
- \* Van Zanten (David) "Nineteenth century french government architectural services and the design of the monuments of Paris" in Art Journal. 1989. vol.48. n° 1. p.16-22.



## SOMMAIRE

### \* **Avant-propos: p.1**

Les problèmes de l'analyse de la réception

Les sources

Le Panthéon ou l'église Sainte-Genève jusqu'en 1830

### \* **Première partie: Le Panthéon 1830-1848, Cristallisation et effacement des idées révolutionnaires. p.8**

#### **-Chapitre premier : 1830, une tentative d'incarnation des idéaux, des souvenirs et des combats de la Révolution. p.9**

Des initiatives spontanées p.10

La canalisation des passions révolutionnaires par le nouveau pouvoir p.19

L'ambiguïté inaugurale de la Monarchie de Juillet et le Panthéon p.23

#### **-Chapitre II : 1831, le premier anniversaire des Trois Glorieuses p.31**

La fête officielle et ses enjeux p.32

La fin du rêve révolutionnaire? p.41

#### **-Chapitre III : 1832-1852, le Panthéon n'existe pas. p.46**

Les grands enterrements p.47

Le travail de l'oubli p.54

Le fronton comme anachronisme p. 60

L'étonnante timidité de la Seconde République p.70

**\* Deuxième partie: Recherche du temps long et racines chrétiennes sur la Montagne Sainte-Geneviève. p.73**

**-Chapitre IV: La constante réactualisation de la légende de Geneviève par les héritiers d'une tradition catholique et contre-révolutionnaire. p.74**

Profanations, protestations, indignation. p.75

La campagne de presse de 1837. p.87

**-Chapitre V: 1852-1853, le retour de Geneviève au foyer. p.98**

La décision de Louis-Napoléon p.99

La cérémonie du 3 janvier 1853 p.105

**\* Troisième partie: Le rêve jamais réalisé d'un Westminster à la Française. p.U 5**

**-Chapitre VI: Le souci de résoudre le dilemme du Panthéon, 1830-1848. p.116**

La presse et les brochures. p.117

Le non-dit de la politique gouvernementale. p.122

**-Chapitre VII: Un projet pour le Panthéon, du temple de l'Humanité au décret impérial. p.128**

La pensée de Paul Chenavard. p.129

Les cartons de Chenavard pour le Panthéon. p.131

L'échec de Chenavard. p.132

Ambiguïté du décret impérial. p.132

**-Chapitre VIII: La Troisième République et le Panthéon. p.137**

En attendant Victor Hugo p. 138

Le débat de 1881. p.140

Victor Hugo et le Panthéon. p.144

**\*Conclusion. p.151**

**\* Bibliographie. p.154**

**\* Sommaire. p.165.**